JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTEGRAL DES SEANCES

Abonnements à l'Édition des DEBATS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE : FRANCE ET OUTRE-MER : 22 F ; ETRANGER : 40 F
(Compte chèque postal : 9063-13, Paris.)

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION : 26, Rue Desaix, 75732 Paris CEDEX 15. — Tél. : 306 - 51 - 00
Le bureau de vente est ouvert tous les jours, sauf le dimanche et les jours fériés, de 8 h. 30 à 12 h. et de 13 h. à 17 h.

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

4^e Législature

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

(Application des articles 133 à 139 du règlement.)

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE
(Application des articles 133 à 139 du règlement.)

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT

Produits pharmaceutiques
(réglementation de certains produits d'hygiène).

25905. — 5 septembre 1972. — M. Robert Fabre demande à M. le ministre de la santé publique quelles mesures il compte prendre pour assurer la protection des consommateurs en instituant un efficace contrôle des produits d'hygiène et, en particulier, s'il envisage : 1° l'application de la réglementation pharmaceutique aux produits d'hygiène contenant des substances toxiques ; 2° l'inscription sur le conditionnement de la composition chimique du produit ; 3° l'interdiction de désigner par des noms de fantaisie les composants chimiques utilisés.

Pollution des eaux, essais atomiques.

25932. — 7 septembre 1972. — M. Virgile Barel appelle l'attention de M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, sur plusieurs faits de pollution qui ont eu lieu récemment : les déchets radioactifs de Mareoule, les essais atomiques français dans le Pacifique, le déversement de milliers de tonnes de déchets radioactifs dans le golfe de Gascogne, les boues rouges de Corse et de Provence, la pollution des plages, à Hyères notamment, la présence de nappes d'hydrocarbure au large de la Côte d'Azur. Des congrès se sont tenus à Prague, Stockholm, Rome, ce dernier sur la pollution des eaux marines dont les travaux méritent d'être pris en considération. La responsabilité des entreprises industrielles polluantes de l'atmosphère, des rivières et des mers apparaît évidente. Il lui demande si, après ces événements qui ont marqué l'actualité de l'été, le Gouvernement entend prendre des mesures immédiates et efficaces pour lutter contre la pollution.

QUESTIONS ECRITES

Article 139 du règlement :

« Les questions écrites... ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés.

« Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire, qui ne peut excéder un mois. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire d'un mois. »

PREMIER MINISTRE

Vieillesse

(création d'un secrétariat d'Etat pour le troisième âge).

25889. — 2 septembre 1972. — M. Marcus attire l'attention de M. le Premier ministre sur l'utilité qu'il y aurait à assurer la coordination de l'action menée par le Gouvernement en faveur du troisième âge par la création d'un secrétariat d'Etat qui lui serait rattaché. En effet, les éléments d'une politique du troisième âge ressortent de nombreux départements ministériels : santé, travail, logement, anciens combattants, fonction publique, action sociale, etc. L'œuvre réalisée depuis plusieurs années par ces différents ministères, et tout particulièrement par Mme le secrétaire d'Etat à l'action sociale et à la réadaptation, a été très positive. L'auteur de la question est persuadé qu'une coordination au niveau le plus élevé, par un secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre, accroîtrait considérablement l'efficacité de cette action. La création d'un tel secrétariat d'Etat aurait en outre le mérite de marquer, sur le plan psychologique, l'importance que le Gouvernement attache aux problèmes du troisième âge au moment même où l'abaissement progressif de l'âge de la retraite leur donne une ampleur nouvelle et renforce le besoin de les inclure dans une politique globale. Il lui demande quelle est sa position sur ce sujet.

Télévision (adoption par l'Italie du procédé français Secam).

25919. — 6 septembre 1972. — M. Raoul Bayou demande à M. le Premier ministre s'il est exact, comme l'annonce un journal gouvernemental italien, que la France aurait proposé au Gouvernement italien, dans un memorandum secret, des avantages commerciaux, en échange de l'adoption par celui-ci du procédé de télévision français Secam. Parmi ces avantages commerciaux la France accepterait sans restriction l'importation de vins italiens, malgré la grave crise qui en résulterait pour la viticulture française et, surtout, pour la viticulture méridionale. Il lui demande s'il trouve normal que ce soit toujours cette viticulture qui fasse les frais des avantages consentis à l'industrie.

AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL

Viande (mesures à prendre pour pallier son actuelle insuffisance).

25907. — 5 septembre 1972. — M. Douzans demande à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural s'il n'est pas paradoxal que l'on soit obligé de pallier les insuffisances actuelles de viande sur le marché métropolitain par des importations étrangères, alors qu'il ne failait pas être grand clerc pour prévoir que cette pénurie devait résulter, d'une part des expéditions chaque jour plus importantes de veaux nourrissons vers l'Italie, qui bénéficie de dérogations au règlement communautaire lui permettant d'importer des aliments du bétail au prix International, d'autre part des primes attribuées pour l'abattage des vaches laitières, qui

ont conduit à la récession de la production de veaux. Il lui demande s'il ne lui apparaît pas souhaitable de mettre au plus tôt un terme à une telle incohérence qui décourage le monde agricole.

Essence (répartition des tickets d'essence détaxée).

25908. — 5 septembre 1972. — M. Boudet expose à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural que les instructions ministérielles relatives à la répartition des tickets d'essence détaxée n'ont été adressées aux services départementaux que fin juin, de sorte que les tickets ne sont parvenus dans les communes que début juillet. Il serait souhaitable que la distribution des tickets puisse être avancée de deux mois en raison des travaux de fenaison. Il lui demande s'il n'envisage pas de donner des instructions en ce sens à ses services.

Assurances sociales agricoles
(assurance chômage aux travailleurs privés d'emploi).

25916. — 5 septembre 1972. — M. Pierre Lucas appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture et du développement rural sur la situation anormale faite aux salariés agricoles, notamment les cadres et les ouvriers spécialisés qui, contrairement à l'ensemble des travailleurs, ne bénéficient pas de l'assurance chômage. Il lui expose, en effet, que les salariés des exploitations agricoles ne sont pas protégés par l'ordonnance du 13 juillet 1967 rendant obligatoire l'assurance chômage aux salariés du crédit agricole, de la mutualité agricole ou des diverses organisations agricoles. Ils ne peuvent en outre prétendre ni à l'indemnité de chômage complémentaire, ni au bénéfice de la garantie de ressources pour les travailleurs privés d'emploi ayant plus de soixante ans, ni aux possibilités de formation professionnelle. Il lui demande s'il n'estime pas devoir mettre fin à la situation inéquitable ainsi faite aux salariés agricoles par l'extension à ces derniers des dispositions de l'ordonnance du 13 juillet 1967 prévoyant le bénéfice de l'assurance chômage aux travailleurs privés d'emploi.

Commerçants (versement de cotisation retraite agricole
par les négociants en bestiaux).

25917. — 5 septembre 1972. — M. Lucien Meunier signale à l'attention de M. le ministre de l'agriculture et du développement rural que certaines catégories de commerçants patentés, tels que les négociants en bestiaux et chevaux, qui, pour l'exercice de leur métier, sont dans l'obligation d'avoir soit en propre, soit en location, les herbages nécessaires au transit des animaux qu'ils commercialisent (ces animaux devant continuer à se nourrir durant le laps de temps où ils demeurent chez l'intermédiaire) paient une « cotisation retraite agricole obligatoire ». Il lui demande : 1° s'il lui semble normal que ce versement de « cotisation retraite agricole » calculée sur le nombre d'hectares utilisés n'apporte aucun avantage aux intéressés sous prétexte qu'ils bénéficient de la retraite des commerçants de leur choix ; 2° s'il lui est possible de remédier à cet état de fait qui apparaît aux yeux des négociants concernés comme un « vol » pour la minorité des citoyens qu'ils représentent. Il lui suggère d'arbitrer ce conflit en faisant bénéficier les personnes concernées d'une retraite agricole s'ajoutant à leur retraite commerciale, ce qui paraît être la simple justice.

Création d'une allocation complémentaire spéciale
pour certaines veuves.

25920. — 6 septembre 1972. — Mme Stephan expose à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural que les veuves d'exploitants agricoles qui ont perdu leur mari après 1952 bénéficient des points de retraite acquis par celui-ci, mais que celles demeurées seules avant cette date n'ont aucun droit. Elle insiste sur le fait que ces veuves, dont beaucoup ont atteint aujourd'hui un âge avancé, ont dû élever seules leurs enfants, tout en assurant au détriment de leur santé la marche de l'exploitation au lieu et place du disparu. Elle lui demande s'il ne lui apparaît pas nécessaire de porter remède à un tel état de choses soit par la création d'une allocation complémentaire spéciale, soit par une valorisation exceptionnelle des points.

AFFAIRES SOCIALES

*Sous-officiers retraités
(calcul des retraites de sécurité sociale).*

25884. — 2 septembre 1972. — M. Gaudin appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur un vœu émis par les sous-officiers en retraite dans la perspective de la loi de finances pour 1973 : la révision du décret n° 50-132 du 20 janvier 1950 en ce qui concerne le mode de calcul de leurs retraites de la sécurité sociale. Les anciens sous-officiers de carrière titulaires d'emplois privés perçoivent une pension inférieure à celle dont ils bénéficieraient s'ils n'avaient jamais eu d'emploi militaire. Il lui demande quelles décisions il compte prendre dans le budget de 1973 pour mettre fin à cette discrimination.

Pensions de retraite (délai de liquidation des dossiers).

25891. — 2 septembre 1972. — M. Falala attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur le retard apporté à liquider les dossiers de pension de retraite de sécurité sociale. En effet, des délais de neuf mois à un an sont le plus souvent nécessaires pour que les intéressés obtiennent satisfaction. Il lui demande quelles mesures pourraient être envisagées par les services de son ministère afin qu'il soit remédié à une telle anomalie.

Prestations familiales (mesures à prendre pour les unifier).

25901. — 5 septembre 1972. — M. Gaudin appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur l'anomalie que constitue le maintien des abattements de zone en matière de prestations familiales. Il n'est, en effet, pas normal, dans un pays où la centralisation autour de Paris est excessive et où les régions rurales se dépeuplent, d'attribuer des prestations inférieures aux familles vivant dans les régions en difficulté. Cela ne peut que pousser à leur dépeuplement. Il lui demande de lui indiquer quelles mesures il compte prendre pour unifier les prestations familiales sur l'ensemble du territoire métropolitain.

*Artisans et commerçants
(résultats financiers des régimes maladie et vieillesse).*

25910. — 5 septembre 1972. — M. Charles Bignon demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales les mesures qu'il compte prendre pour remédier au déficit actuel et prévu des caisses mutuelles régionales maladie des travailleurs indépendants. D'après la réponse faite à la question écrite n° 22756 (*Journal officiel*, Débats A. N. n° 61 du 5 août 1972, p. 3385) ce déficit atteindrait 240 millions de francs en deux ans. Il voit donc ses craintes confirmées et ne pense pas qu'une solution puisse être trouvée dans la hausse continue des cotisations des travailleurs indépendants. Il lui demande donc quelles mesures il entend proposer au Parlement pour accélérer l'évolution vers un régime de sécurité sociale uniforme pour tous les Français qui souhaitent une solidarité nationale totale.

Emploi (publication du décret relatif aux garanties de ressources des travailleurs privés d'emploi).

25911. — 5 septembre 1972. — M. Charles Bignon attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur le fait que le décret d'application prévu au deuxième alinéa de l'article 21 de l'ordonnance n° 67-580 du 13 juillet 1967 relative aux garanties de ressources des travailleurs privés d'emploi, n'a toujours pas été publié. Certaines catégories de personnels expressément visées par ce texte ne peuvent donc prétendre au bénéfice des avantages qu'il leur reconnaît. Il lui demande dans quel délai il compte assurer la publication de ce texte attendu depuis maintenant plus de cinq ans.

*Assurance maladie (caisse d')
(délai accordé aux employeurs pour déclarer tout accident de travail).*

25912. — 5 septembre 1972. — M. Fagot appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur les dispositions de l'article L. 504 du code de la sécurité sociale qui prévoit de

condamner à une amende les employeurs ou leurs préposés n'ayant pas déclaré dans les quarante-huit heures, à la caisse d'assurance maladie dont dépend la victime, « tout accident du travail dont il a eu connaissance ». En outre, cet article dispose que la caisse d'assurance maladie peut poursuivre auprès du contrevenant le remboursement de la totalité des dépenses faites à l'occasion de l'accident. Il lui expose que les sanctions prévues à l'article L. 504 précité se révèlent particulièrement rigoureuses, et disproportionnées à des retards de déclaration d'accident ne dépassant que de quelques jours le délai impératif de quarante-huit heures. En effet, les caisses d'assurance maladie sont ainsi fondées à réclamer à l'employeur, souvent modeste artisan, le remboursement de prestations considérables. Remarque étant faite que, dans la quasi-totalité des cas, un retard de quelques jours ne cause aucun préjudice aux caisses d'assurance maladie, il lui demande s'il n'estime pas nécessaire un assouplissement des sanctions prévues par l'article L. 504 du code de la sécurité sociale, ledit article devant être complété par la disposition suivante : « le tribunal saisi d'affaires de l'espèce pourra, sur demande de l'employeur responsable, adapter le montant du remboursement au préjudice réellement subi par la caisse d'assurance maladie ».

Congés payés (calcul du nombre de jours).

25933. — 7 septembre 1972. — M. Berthelot attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur l'ambiguïté des textes de la loi sur les congés payés pour le calcul du nombre de jours de congés auxquels peut prétendre un salarié. L'article 54 G du livre II du code de travail, assimilant à un mois de travail effectif les périodes équivalentes à quatre semaines ou à vingt-quatre jours de travail, permet deux interprétations de cette notion d'assimilation. Or, un arrêt récent de la Cour de cassation (27 janvier 1972, chambre sociale, Manzella c/SDEM) ne fait intervenir la notion d'équivalence qu'à titre subsidiaire : selon sa méthode de calcul, il convient de prendre en considération : d'abord le mois de travail continu, en second lieu le nombre de semaines groupées par quatre, enfin, seulement le nombre de jours de travail inférieurs à la semaine, groupés par période de vingt-quatre jours. Cette méthode a pour résultat, par exemple, de priver de deux jours de congés un salarié qui, au cours du mois de février (année non bissextile) s'absenterait une seule journée, même pour un cas de force majeure. L'on arrive, également, à un même résultat sur des mois ou deux jours d'absence enlèveraient deux jours de congés. Un nombre considérable de salariés se trouve lésé en raison de l'ambiguïté de cette loi, ce qui crée chez eux une légitime émotion et une frustration de leurs intérêts par l'application de pratiques restrictives. Il lui demande s'il compte prendre position pour que toute ambiguïté soit enlevée à l'interprétation du texte de la loi. Pour le calcul du nombre de jours de congés doit être retenu, parmi les trois calculs possibles, celui qui est le plus avantageux pour le salarié.

Electricité et Gaz de France (prime à la productivité).

25934. — 7 septembre 1972. — M. Berthelot appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur l'intégration d'une prime à la productivité dans les pensions vieillesse servies par le département d'Electricité et Gaz de France « Invalidité, vieillesse, décès ». Il s'agit d'une situation contraire aux dispositions légales du statut national du personnel des industries gazière, électrique et de l'énergie. Les décrets d'application issus de la loi de nationalisation portant création du statut national du personnel des industries électrique et gazière font force de loi en matière de contrat de travail pour chacun des agents E. G. F. ayant opté individuellement pour le statut du personnel et cela par la volonté même du législateur. La prime à la productivité fut créée et appliquée seulement aux agents en activité et en furent exclus de son bénéfice les agents retraités et leurs veuves. Le statut national du personnel ayant fait l'objet de l'option par les agents E. G. F. prévoyait l'égalité des droits des actifs et des retraités, contrairement à la création de la prime à la productivité qui a bafoué ses principes. En 1968, un tiers de la valeur de la prime à la productivité fut intégré dans les pensions vieillesse réparant en partie l'injustice qui frappe les retraités et l'engagement moral fut pris par les parties intéressées d'intégrer progressivement la totalité de ladite prime au bénéfice des agents en inactivité. Quatre ans sont passés et, contrairement aux engagements pris, les retraités et les veuves de retraités sont toujours privés du bénéfice des deux tiers de la prime à la productivité. Plus de 90.000 retraités ou veuves de retraités E. G. F. sont victimes de cette injustice. Des informations recueillies, les directions générales d'E. G. F. seraient d'accord de faire bénéficier de la prime

à la productivité les pensionnés et retraités d'E. G. F.; seul, le veto du Gouvernement interdit le règlement d'une injustice qui n'a que trop duré. Il lui demande s'il compte intervenir afin que la prime à la productivité soit versée aux retraités et veuves d'E. G. F.

Comités d'entreprise (répartition de la masse salariale).

25935. — 7 septembre 1972. — M. Berthelot expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales le problème suivant : depuis la loi du 16 mai 1946 sur les comités d'entreprises, modifiant l'article 2 de l'ordonnance de 1945 qui l'en avait exclue, la question des salaires rentre dans la compétence des comités d'entreprises. Cette compétence a encore été étendue par la loi du 18 juin 1966 puisqu'au moins une fois par an le chef d'entreprise doit présenter au comité d'entreprise un rapport portant notamment sur « l'évolution de la structure et du montant des salaires ». Il devra soumettre, en particulier, au comité « un état faisant ressortir l'évolution de la rémunération moyenne, horaire et mensuelle, au cours de l'exercice et par rapport à l'exercice précédent ». (Ord. art. 3 d). Il lui demande si un comité d'entreprise est fondé à demander et à connaître quelle est la répartition de la masse salariale d'une société par chantier ou unité de production et par catégorie de personnel (ouvriers, maîtrise, cadres, etc.).

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'EQUIPEMENT ET DU LOGEMENT

Primes à la construction (Lot-et-Garonne).

25887. — 2 septembre 1972. — M. Schloesing signale à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme, que la modicité des crédits mis à la disposition du service départemental de Lot-et-Garonne, n'a permis de régler que les primes à la construction pour lesquelles les intéressés avaient obtenu un permis de construire avant fin novembre 1970. Il lui demande dans quel délai la décision d'octroi de prime pourra intervenir pour les dossiers en souffrance depuis cette date.

Taxe locale d'équipement (restrictions nouvelles).

25914. — 5 septembre 1972. — M. Marc Jacquet rappelle à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement et du logement que la taxe locale d'équipement est un impôt qui se réfère en ce qui concerne les constructions nouvelles ou les additions de constructions à la jurisprudence rendue en matière d'impôt foncier bâti. Or, en matière d'impôt foncier bâti, la jurisprudence est formelle : toute transformation d'un bâtiment, non passible de l'impôt foncier (c'est le cas des bâtiments agricoles) en bâtiment passible de l'impôt foncier (c'est le cas des locaux d'habitation) est considérée comme construction nouvelle ou addition de construction avec application des textes du code général des impôts qui régissent en la matière (pour l'exonération de deux ou vingt-cinq ans etc.); la non-application de la taxe pour cette transformation constitue pour les communes une perte de recettes non négligeable. Il lui demande, compte tenu de ces remarques, si, lors de la transformation d'une grange, d'une écurie, d'un bâtiment agricole en général en locaux d'habitation, la taxe locale est ou non exigible.

ANCIENS COMBATTANTS

Handicapés (orphelins de guerre majeurs, infirmes de naissance).

25885. — 2 septembre 1972. — M. Marc Jacquet appelle l'attention de M. le ministre des anciens combattants sur la situation des orphelins de guerre majeurs, grands infirmes de naissance, qui ne peuvent exercer une activité professionnelle leur permettant de gagner leur vie. Il lui expose que les orphelins de guerre infirmes majeurs peuvent prétendre d'une part, à l'allocation spéciale prévue par l'article L. 54 du code des pensions militaires d'invalidité, et d'autre part, à l'allocation aux handicapés adultes créée par l'article 7 de la loi du 13 juillet 1971. Le problème du cumul de ces allocations ayant été soumis à son collègue de la santé publique (Q. E. n° 21224 de M. A. Bignon) celui-ci a répondu le 10 mai 1972 que cette question a été mise à l'étude, en liaison avec les services du ministère des anciens combattants, « une réponse définitive devant intervenir dans un délai de plusieurs semaines ».

Compte tenu du fait que près de quatre mois se sont écoulés depuis la parution de cette réponse, il lui demande : 1° s'il est admis que les orphelins de guerre infirmes majeurs pourront cumuler l'allocation spéciale prévue à l'article L. 54 du code des pensions militaires d'invalidité avec l'allocation aux handicapés adultes; 2° s'il n'estime pas logique que ces deux allocations fassent l'objet d'une fusion en une allocation unique, dont le versement serait effectué par les services départementaux de son ministère. Il lui fait remarquer en effet que les requérants éprouvent dans la plupart des cas de graves difficultés pour effectuer les démarches nécessaires auprès des bureaux d'aide sociale ou des administrations devant instruire leurs dossiers. Un transfert d'attribution devrait donc permettre aux intéressés de déposer leurs demandes d'allocations auprès d'une commission d'aide sociale siégeant à l'office national des anciens combattants et victimes de guerre. Cette procédure serait vivement appréciée par les grands infirmes de naissance, enfants des « Morts pour la France » de la guerre de 1939-1945, qui trouveraient, auprès de ce nouvel organisme, la compréhension et la chaleur humaine dont ils se trouvent actuellement souvent privés.

DEFENSE NATIONALE

Anciens combattants ayant pris part aux opérations en Afrique du Nord entre 1954 et 1962.

25924. — 7 septembre 1972. — M. Boscher demande à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale de lui indiquer le nombre de combattants ayant pris part aux opérations en Afrique du Nord entre 1954 et 1962, qui ont servi en zones ou quartiers opérationnels et qui ont, de ce fait, bénéficié de la solde majorée.

Défense nationale

(suppression de la commission d'études des marchés).

25927. — 7 septembre 1972. — M. Longueue rappelle à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale qu'un arrêté du 17 juillet 1972 (*Journal officiel* du 1^{er} août 1972, p. 8228) a supprimé la commission d'étude des marchés du ministère de la défense nationale. Il lui demande s'il peut lui exposer les motifs de cette décision.

Objecteurs de conscience (statut des).

25928. — 7 septembre 1972. — M. Longueue fait part à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale de l'incertitude où l'a laissé sa réponse à la question écrite n° 24818 du 14 juin 1972 relative au nombre de jeunes gens admis en 1971 à bénéficier de la loi n° 63-1255 du 21 décembre 1963 définissant le statut des objecteurs de conscience. Aux termes de cette réponse, quatre cent quatre-vingt-cinq jeunes gens ont été admis à bénéficier des dispositions de ladite loi en 1971 (*Journal officiel*, A. N., du 29 juillet 1972, p. 3340). Le chiffre est malheureusement en contradiction formelle avec ceux fournis simultanément par la note d'information n° 9 du S. I. R. P. A. (service d'information et de relations publiques des armées) intitulée « La Défense nationale en questions » (juillet 1972). Il est indiqué dans cette note (p. 32, 2^e colonne) : « Le nombre des objecteurs de conscience est très réduit en France. Il évolue entre cinquante et deux cents par an ». Dans l'impossibilité d'accorder ces deux informations, il lui demande de lui faire connaître celle d'entre elles qui doit être considérée comme inexacte.

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE

Mines et carrières : compagnie des potasses du Congo.

25886. — 2 septembre 1972. — M. Gissinger, surpris de constater que sa question écrite n° 20485, parue au *Journal officiel* (débat A. N. du 23 octobre 1971), est demeurée sans réponse, appelle à nouveau l'attention de M. le ministre du développement industriel et scientifique sur la situation de la Compagnie des potasses du Congo. Comme il tient à connaître sa position à l'égard du problème soulevé, il lui renouvelle les termes de sa question et lui expose que cette société qui est une filiale de l'Entreprise minière et chimique, a bénéficié d'investissements présentés comme indispensables à l'avenir des mines domaniales des potasses d'Alsace. Il souhaiterait savoir quel a été le montant des investissements réalisés jusqu'à présent au Congo. Il lui demande également si le gisement exploité par cette compagnie est économiquement rentable.

et, dans la négative, les raisons pour lesquelles des dépenses continuent à être engagées en faveur de cette société. Il lui demande enfin quel peut être l'avenir prévisible de la Compagnie des potasses du Congo et de son personnel.

ECONOMIE ET FINANCES

Assurances automobiles (primes : sourds-muets).

25882. — 1^{er} septembre 1972. — M. Robert Fabre expose à M. le ministre de l'économie et des finances que le montant des primes d'assurances automobiles est majoré pour les sourds-muets possesseurs d'un véhicule automobile. Ces conducteurs reconnus aptes à conduire dans de bonnes conditions par l'attribution du permis de conduire sont rendus plus prudents encore par leur infirmité. Il apparaît qu'ils provoquent moins d'accidents de la route que la moyenne des conducteurs normaux. La surprime qui leur est imposée constitue donc une pénalisation qui va à l'encontre de toutes les aides habituellement réservées aux handicapés. Il lui demande donc si l'application d'une telle mesure ne devrait pas être remise en question par les compagnies d'assurances pour égaliser le montant des primes des sourds-muets et des autres conducteurs.

Droits d'apport : apports de plans en terre d'arbustes.

25893. — 2 septembre 1972. — M. Bisson expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'il a été constitué, suivant acte notarié, une société anonyme au capital de 150.000 francs. Cinq associés ont fait apport à la société de 100 francs chacun et il leur a été attribué en contrepartie une action de 100 francs. Deux autres associés ont fait apport à la société de plants en terre d'arbustes d'une valeur pour chacun de 75.000 francs et il a été attribué à chacun de ces deux associés 750 actions de 100 francs de cette société. Ces arbustes sont destinés par la suite à la vente. Les évaluations de ces apports en nature ont été régulièrement faites par un commissaire aux apports régulièrement habilité. L'objet de la société est « l'acquisition et l'exploitation de toutes pépinières soit directement, soit par voie de fermage ou selon toutes autres modalités. La création et l'entretien d'espaces verts, piscines, tennis, golf ». L'acte a été présenté à la formalité de l'enregistrement et il a été prévu à cet effet une provision au taux de 1 p. 100, soit le droit d'apport mobilier, étant entendu qu'il s'agissait d'apports purs et simples ne pouvant en aucune façon être assimilés à des mutations à titre onéreux tel que le prévoit l'article 714 du code général des impôts. L'administration de l'enregistrement prétend percevoir le droit d'apport immobilier, soit 8,60 p. 100, plus les taxes locales, sur les apports de plants faits par les deux associés au motif que ces plants en terre ont un caractère immobilier, tant qu'ils ne sont pas détachés du sol. Il convient de préciser que ces plants sont semés sur des terrains appartenant personnellement à l'un des associés et sur des terrains donnés en location à l'autre associé. Il lui demande si la position prise par l'administration lui paraît justifiée et s'il ne serait pas au contraire possible de faire jouer en la matière le taux prévu pour la vente des biens apportés si ce taux est inférieur, ce qui est le cas étant donné que, depuis la loi du 15 mars 1963 (art. 17), les ventes de fruits ou récoltes sont passibles du droit fixe à 50 francs, ce qui permettrait en la circonstance de faire application du taux de 1 p. 100.

Mines et carrières (redevance communale des mines).

25894. — 2 septembre 1972. — M. Bisson expose à M. le ministre de l'économie et des finances que des essais de remplissage par des hydrocarbures de l'ancienne mine de May-sur-Orne sont actuellement en cours. Bien que cette opération ait un caractère expérimental, il n'en demeure pas moins que cette injection de produits pétroliers dans ce stockage souterrain se traduira finalement par la constitution d'une réserve de 5 millions de mètres cubes de fuel-oil. Par voie de conséquence, cette utilisation des mines supprime tout espoir d'une reprise de l'extraction du minerai dont le gisement est encore riche. Les communes du bassin minier n'ont, en contrepartie, aucun avantage appréciable à attendre de l'activité de ce stockage. Une fois les installations terminées, le personnel sera très réduit et il est à craindre que la notion de « siège social » de la Société Géomines ne se traduise que par la création de deux ou trois emplois tertiaires subalternes. Cet avenir paraît particulièrement préoccupant pour la vie et le développement des communes considérées du fait des répercussions financières sur leurs budgets. En effet, jusqu'à la fin de la campagne d'extraction, le jeu de la redevance communale des mines apportait une contribution appréciable

aux finances locales (en 1967, 15 p. 100 de la section ordinaire du budget primitif). Or, cette redevance, perçue en application de l'article 1502 du code général des impôts à des taux définis en dernier lieu par l'arrêté interministériel du 8 août 1962, ne s'applique qu'aux substances minérales extraites du sol. Le législateur, en raison de la nouveauté du procédé, n'a rien prévu pour compenser les pertes de recettes découlant de ce type de conversion des mines consistant en l'introduction dans le sol de substances minérales. Il semble qu'il existe là une lacune difficile à expliquer et même à concevoir, puisqu'il s'agit dans les deux cas d'une redevance compensant l'occupation d'une partie du sous-sol du territoire communal. Il lui demande s'il n'estime pas particulièrement souhaitable d'adapter la législation actuelle à la situation évoquée.

Vignette automobile.

25899. — 4 septembre 1972. — M. Krieg signale à M. le ministre de l'économie et des finances que la plupart des numéros d'immatriculation inscrits sur les vignettes, lors de leur achat, se sont effacés sous l'action du soleil frappant les pare-brises des véhicules et sont actuellement parfaitement illisibles, sauf dans le cas où le propriétaire du véhicule a lui-même pris le soin de le réinscrire de façon plus lisible. Ce fait favorisant des fraudes éventuelles, il lui demande s'il ne semblerait pas utile que le nécessaire soit fait lors de la mise en vente des vignettes 1973, en fin d'année, afin d'éviter qu'il ne se reproduise.

Impôts indirects sur les boissons (capsules fiscales).

25900. — 5 septembre 1972. — M. Durieux, après avoir pris connaissance de la réponse faite à sa question n° 22152 relative aux capsules fiscales (*Journal officiel* du 24 mai 1972, n° 32, Assemblée nationale, page 1844), demande à M. le ministre de l'économie et des finances de lui faire connaître la position de la profession consultée quant à la généralisation de ce mode d'imposition. Il lui demande en outre s'il est exact que de multiples difficultés d'application sont survenues lors de la généralisation de ce processus d'imposition ; par ailleurs, il souhaiterait savoir s'il entre dans ses intentions d'étendre le « bon de remis » aux vins lors de leur livraison sous capsules fiscales.

Allocations vieillesse (calcul des ressources les déterminant).

25906. — 5 septembre 1972. — M. Robert Fabre expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'à l'occasion des contrôles ou des revisions de dossiers, certaines caisses de vieillesse réduisent les allocations de vieillesse dont bénéficient les titulaires de pensions militaires d'invalidité. Le montant de ces pensions est en effet inclus dans le total des ressources des intéressés, ce qui, par le jeu du plafond fixé à ces ressources, réduit d'autant le montant de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité. Ainsi, un ancien combattant invalide ne perçoit pas davantage qu'un non-combattant bénéficiant des avantages vieillesse du F. N. S. Il y a là une injustice flagrante. La solution consistant à ne pas inclure les pensions militaires d'invalidité dans le calcul des ressources, il lui demande s'il compte prendre les mesures nécessaires et donner toutes directives dans ce sens aux divers services et organismes intéressés.

Tabac (nouveau statut concernant le personnel).

25915. — 5 septembre 1972. — M. Marc Jacquet demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il compte faire étudier la possibilité d'étendre à titre rétroactif les dispositions du statut, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1961, aux anciens agents du S. E. I. T. A. mis à la retraite avant cette date. Il apparaît anormal que ces agents continuent à relever soit du code des pensions civiles et militaires de retraite de l'Etat, soit du régime de retraite des ouvriers des établissements industriels de l'Etat, alors que le nouveau statut est spécialement applicable au personnel du Service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes. Il lui demande également s'il envisage le paiement mensuel des retraites de ces personnels.

Succession (droits de).

25921. — 6 septembre 1972. — M. d'Aillières attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la situation suivante : à la suite d'un décès, une ferme est échue : pour l'usufruit, à la

veuve du de cuius, instituée sa légataire universelle; pour la nue-propiété, à sa sœur. D'autres immeubles sont allés en nue-propiété à deux neveux, qui ont ainsi évincé leur père. Ladite ferme doit donc supporter intégralement les droits de succession. Mais la sœur envisage de céder ses droits sur la ferme à ces deux mêmes neveux. Il lui demande de lui confirmer qu'après cette vente l'article 766 du code général des impôts ne serait pas applicable au décès de la veuve, usufruitière, même si celle-ci venait à consentir des libéralités en faveur des nus-propiétaires, ses neveux par alliance.

Code général des impôts (frais de déplacement de certains fonctionnaires à déduire de leurs revenus).

25926. — 7 septembre 1972. — M. Bertrand Denis expose à M. le ministre de l'économie et des finances que l'interprétation de l'article 83-3° du code général des impôts donne lieu de nombreuses discussions. C'est ainsi que le Conseil d'Etat, le 20 mars 1970, dans une affaire « L... » contre ministre des finances, a donné raison à un fonctionnaire qui demandait à déduire de ses revenus les frais de déplacement qu'il est obligé de subir pour se rendre à son travail. En l'espèce, lorsque, dans un ménage, le mari et la femme travaillent l'un et l'autre, il arrive que, soit dans la fonction publique, soit dans l'industrie, le commerce ou toute autre fonction privée, l'un des conjoints soit appelé à se déplacer parce que son emploi est à une certaine distance du foyer conjugal, souvent malgré lui. On peut citer en particulier le cas fréquent d'un ménage de fonctionnaires dont l'épouse est employée au chef-lieu d'arrondissement et le mari à une distance notable de ce chef-lieu, sans pouvoir obtenir un emploi dans la même ville, ou d'autres cas où il s'agit de l'épouse qui travaille au loin. Dans tous ces cas qui ne sont pas couverts par des indemnités de transport forfaitaires ou réelles, il semblerait logique que le ménage puisse déduire de ses revenus, outre les abattements fiscaux accordés normalement pour leur activité, une indemnité supplémentaire correspondant aux frais de transport de l'un des conjoints. Il lui demande s'il n'envisage pas de modifier sur ce point l'article 83-3° du code général des impôts pour le rendre plus équitable.

*Experts comptables.
Admission en qualité de comptable agréé.*

25936. — 27 septembre 1972. — M. Berthelot appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur une question intéressante l'ordre des experts comptables et comptables agréés. Dans le cadre des dispositions des articles 9 bis et 40 bis de l'ordonnance du 19 septembre 1945 et de l'article 68 du décret du 19 février 1970 régissant l'ordre des experts comptables et comptables agréés, l'admission en qualité de comptable agréé peut être encore prononcée à condition que le candidat ait obtenu l'un des diplômes suivants: diplôme d'étude comptable supérieure (D. E. C. S.); brevet de technicien supérieur (B. T. S.) comptabilité et gestion d'entreprises; diplôme universitaire de technologie, option administration des collectivités publiques et des entreprises, option finances et comptabilité. En outre, le candidat devra justifier de deux années de pratique professionnelle comptable jugée suffisante par le conseil de l'ordre. Certains titulaires de ces diplômes ne semblent pas pouvoir se faire inscrire avant la date limite du 31 octobre 1972, ne remplissant pas la condition relative à la pratique professionnelle. Or, si l'on admet que certains jeunes étudiants en comptabilité supérieure ont dû accomplir leurs obligations militaires, on peut constater à l'évidence qu'ils sont lésés. Prenons l'exemple de deux étudiants ayant obtenu fin 1970 l'un des diplômes énumérés: l'un, ayant dû accomplir ses obligations militaires ne remplira pas toutes les conditions en vue de l'inscription (il n'aura pas deux ans de pratique professionnelle); l'autre, par contre, n'ayant pas accompli ses obligations militaires (une jeune fille par exemple) se trouvera dans la possibilité de se faire inscrire. Il lui demande s'il n'estime pas que l'on devrait tenir compte de cette situation et ramener à une seule année la deuxième condition afin de prendre en considération l'année de service militaire.

*Centre de recherche de la profession cimentière
(personnel à exonérer de la taxe sur les salaires).*

25937. — 7 septembre 1972. — M. Berthelot appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la situation du centre de recherches de la profession cimentière (C. E. R. I. L. II.). Centre de recherche créé et régi par la loi du 22 juillet 1948, le C. E. R. I. L. H. a une renommée internationale et un rôle important dans la recherche française sur les ciments et bétons. Avec un

effectif de quatre-vingts personnes, le budget du C. E. R. I. L. H., prouvés en main, reste d'un équilibre très précaire. Son caractère d'intérêt national lui devrait être exonéré de la taxe sur les salaires. La loi étant imprécise, la taxe sur les salaires ne lui est pas appliquée actuellement. Les fonds étant en réserve pour le cas où un rappel serait exigé. Cette exonération lui permettrait de garder l'intégrité de son personnel et d'assurer sa réorganisation dans de meilleures conditions. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre en ce sens.

EDUCATION NATIONALE

*Etablissements scolaires
(crédits d'équipement et de fonctionnement des C. E. T.).*

25881. — 1^{er} septembre 1972. — M. Robert Fabre expose à M. le ministre de l'éducation nationale que les crédits d'équipement et de fonctionnement des collèges d'enseignement technique permettent difficilement une bonne gestion de ces établissements. Les conseils d'administration se sont souvent élevés contre cette insuffisance. Il lui demande s'il n'estime pas nécessaire que soit étudiée la possibilité d'aligner dans l'avenir le crédit — élèves des C. E. T., bâtiments de l'enseignement public sur celui qui est actuellement accordé aux C. E. T. bâtiments de l'enseignement privé.

Ramassage scolaire.

25892. — 2 septembre 1972. — M. Jacques Barrot rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale le problème posé aux habitants des zones rurales en raison de la charge de plus en plus lourde que font peser sur eux les frais de ramassage scolaire hebdomadaire ou bi-hebdomadaire, non pris en charge par l'Etat, problème qu'il a déjà exposé dans sa question n° 20382 (*Journal officiel* du 20 octobre 1971). Certes, le Gouvernement objecte à cette revendication le fait que les enfants d'agriculteurs perçoivent désormais une part supplémentaire lorsque le domicile familial est situé en zone de rénovation rurale ou de montagne. Une deuxième part supplémentaire est accordée lorsque l'élève boursier scolarisé du second cycle est interne (réponse à sa question parue au *Journal officiel* du 12 août 1972). Il ne sous-estime pas l'effort ainsi accompli mais tient à rappeler que les zones de rénovation rurale, si elles sont principalement habitées par des agriculteurs, le sont aussi par des artisans et, dans une certaine mesure aussi, par des salariés. Or, dans ces cas-là, il est particulièrement grave que ces familles, par ailleurs touchées par un certain nombre de dispositions telles que les abattements de zone, soient amenées à supporter une charge qui devient de plus en plus importante dans le budget familial et qui précisément a trait à ces coûts des ramassages hebdomadaires ou bi-hebdomadaires. Il lui demande donc si, à propos du budget 1973, il ne pourrait pas envisager la possibilité d'étendre les mesures prises en faveur des agriculteurs des zones de rénovation rurale aux autres catégories sociales dont les revenus ne dépassent pas un certain plafond. Dans l'impossibilité de prendre ces mesures, il lui demande alors s'il ne pourrait pas revoir l'éventualité d'une prise en charge directe, au moins partielle, du coût du ramassage scolaire hebdomadaire ou bi-hebdomadaire dans certaines zones, en particulier les zones de rénovation rurale et les zones de montagne.

Etablissements scolaires: personnels de direction (traitements)

25595. — 2 septembre 1972. — M. Weber attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation des personnels de direction des établissements secondaires; les chefs d'établissement et les censeurs ont des responsabilités multiples: responsabilités administratives (surveillance des locaux, gestion d'un budget important, supervision d'un personnel nombreux), responsabilités pédagogiques (organisation de l'enseignement, formation permanente), responsabilités humaines et morales du fait de la présence de centaines d'enfants. Il apparaît que les traitements de ces personnels sont ceux de leur cadre d'origine (certifiés, agrégés, etc.), augmentés de points d'indice en fonction de l'importance de l'établissement, sans droit, comme les enseignants de même grade, à aucune indemnité pour heures supplémentaires, conseils de classe, etc. Il lui demande s'il ne jugerait pas opportun que les traitements de ces personnels soient assimilés à ceux de la catégorie supérieure (un chef d'établissement certifié percevrait le traitement d'un professeur agrégé; un chef d'établissement agrégé celui d'un professeur bénéficiant des échelles-lettres). Il estime que semblable mesure, tout en tenant compte des contraintes et responsabilités des fonctions de chefs d'établissements, principaux de C. E. S., censeurs, permettrait un recrutement plus aisé dans des emplois actuellement soumis à une certaine désaffection.

Unité d'enseignement et de recherche des sciences sociales de Strasbourg (création de nouveaux postes).

25913. — 5 septembre 1972. — **M. Gissinger** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les graves difficultés rencontrées par l'unité d'enseignement et de recherche (U. E. R.) des sciences sociales de Strasbourg. Il lui expose que, depuis 1969, le nombre d'étudiants a progressé dans des conditions considérables et atteignait, dès la rentrée d'octobre 1971, un effectif accru de 50 p. 100. Or, malgré cette progression, aucun poste nouveau n'a été créé à l'U. E. R. des sciences sociales de Strasbourg, à la rentrée universitaire de 1971, et quatre postes seulement ont été créés à la rentrée de 1972. L'organisation des cours de cette unité de recherche s'avère en conséquence extrêmement difficile, avec neuf enseignants seulement pour plus de 600 étudiants. Encore faut-il noter que, sur ces neuf enseignants, deux d'entre eux sont des professeurs de cours magistral. Les cours de maîtrise sont assurés par des assistants, et les cours de première année sont assurés par des étudiants de quatrième année, ayant titre de moniteurs. Par ailleurs, au niveau du D. U. E. L., les groupes d'étudiants atteignent le chiffre de 120, alors qu'ils ne devraient normalement en comporter que vingt-cinq. Enfin, le nombre de cours est extrêmement réduit, ce qui rend la poursuite des études extrêmement aléatoire. Compte tenu de ce qui précède, il lui demande s'il envisage, pour la rentrée de 1972, d'accorder à l'U. E. R. des sciences sociales de Strasbourg les crédits nécessaires à la création des postes nouveaux indispensables à son fonctionnement normal. Il lui demande en outre s'il n'estime pas que les difficultés signalées pourraient être résolues par le biais de la constitution de l'U. E. R. en cause en centre autonome et expérimental, disposant de crédits propres, alloués en fonction du nombre des étudiants inscrits dans cette unité d'enseignement.

Ingénieurs des techniques agricoles (reconnaissance du titre).

25938. — 7 septembre 1972. — **M. Henri Lucas** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les difficultés rencontrées par les stagiaires de l'Institut national de promotion supérieure agricole de Dijon du fait de la non-reconnaissance du titre d'ingénieur des techniques agricoles. Il leur avait été promis que ce diplôme ferait rapidement l'objet d'une reconnaissance officielle, répondant ainsi à l'esprit des lois du 16 juillet 1971 sur la formation professionnelle. La réunion de la commission des titres d'ingénieurs, qui devait se réunir sur cette question, a été plusieurs fois repoussée. Les stagiaires de l'I. N. P. S. A., promotion 1970-1972, ne peuvent trouver de travail en relation avec leur formation ayant pourtant consenti à des sacrifices pour suivre ces deux années de formation. Il lui demande s'il compte intervenir pour que soit reconnu rapidement le titre d'ingénieur des techniques agricoles.

INTERIEUR

Rapatriés (simplification des formalités).

25890. — 2 septembre 1972. — **M. Fortuit** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que de nombreux rapatriés âgés éprouvent beaucoup de difficultés à obtenir les prestations qui leur sont dues, en raison surtout de la complexité des procédures administratives. Il lui signale, notamment, le cas d'un rapatrié qui a été dirigé par les services départementaux, vers l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer, qui l'a elle-même renvoyé aux services départementaux. Il lui demande, en conséquence, s'il n'estime pas nécessaire de donner des instructions pour que les dossiers concernant les rapatriés âgés ou les cas sociaux fassent l'objet de soins particulièrement attentifs, visant notamment à rendre plus facile pour les intéressés l'accomplissement des différentes formalités nécessaires à l'aboutissement de leur dossier.

Permis de conduire (catégorie touristes).

25896. — 2 septembre 1972. — **M. Lebon** demande à **M. le ministre de l'intérieur** s'il peut lui faire connaître : a) le nombre de permis de conduire, catégorie touristes délivrés en 1970 et en 1971 par chacun des départements de la région Champagne-Ardenne ; b) le nombre de sanctions infligées en 1971 et dans les six premiers mois de 1972 à des titulaires de ces permis qui ont enfreint la limitation de vitesse à 90 km/h et la nature de ces sanctions.

Code électoral : vote par correspondance.

25902. — 5 septembre 1972. — **M. André Deleils** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les interprétations données à propos des dispositions du code électoral concernant le contrôle des dossiers de vote par correspondance. C'est ainsi que trois interprétations ont eu cours à l'occasion du référendum : 1° interdiction du contrôle des dossiers de vote par correspondance par les assesseurs et les délégués ; 2° autorisation du contrôle par les seuls assesseurs, à l'exclusion des délégués ; 3° autorisation et contrôle par les assesseurs et par les délégués. Il lui demande s'il n'estime pas que le contrôle par les assesseurs et les délégués est le seul conforme aux articles L. 67 et R. 47 du code électoral.

Etablissements scolaires : transport des écoliers aux cantines.

25903. — 5 septembre 1972. — **M. Denvers** demande à **M. le ministre de l'intérieur** de lui faire connaître de quels textes législatifs ou réglementaires l'autorité de tutelle peut se réclamer pour refuser d'approuver une délibération municipale tendant à acquérir un autobus pour assurer le transport des écoliers de la commune des établissements scolaires aux cantines ou aux équipements sportifs, piscines y compris.

Proxénétisme (réorganisation de la police lyonnaise).

25939. — 7 septembre 1972. — **M. Houël** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les affaires de proxénétisme de Lyon qui constituent un tel scandale qu'un inspecteur de l'administration en mission extraordinaire a dû être chargé d'enquêter sur les fautes de services et les responsabilités personnelles de certains fonctionnaires de police compromis dans ces affaires. Il lui demande s'il n'entend pas faire rapidement connaître les résultats de cette enquête, notamment quant aux diverses protections dont ont bénéficié les proxénètes inculpés, qu'elles soient le fait de policiers ou d'autres. Egalement s'il ne lui semble pas nécessaire, à la suite de l'énormité de ce scandale, de procéder à une véritable épuration des milieux policiers, en adoptant des mesures radicales permettant un châtimement exemplaire de tous ceux qui, de près ou de loin et quels que soient leurs responsabilités et leur grade, ont trempé dans cette affaire. Enfin, s'il n'entend pas procéder à la réorganisation de la police dans l'agglomération lyonnaise, police dont l'absence se fait cruellement sentir là où elle se devrait d'agir, c'est-à-dire dans sa mission de protection des citoyens où elle semble particulièrement défaillante si l'on en juge par la prolifération des délits de toute nature dont la progression n'a cessé de se développer ces dernières années dans la région lyonnaise.

Rapatriés (interprétation de la loi du 6 novembre 1969 sur les)

25940. — 7 septembre 1972. — **M. Virgile Barel** demande à **M. le ministre de l'intérieur** de lui préciser un point d'interprétation de la loi n° 69-992 du 6 novembre 1969 relative aux rapatriés. Cette loi prévoit un moratoire vis-à-vis des engagements avec l'Etat. Il lui demande si le texte de la loi signifie bien que toutes les sûretés tant réelles que personnelles sont levées du fait de ce moratoire.

JUSTICE

Obligation alimentaire.

25922. — 6 septembre 1972. — **Mme Stephan** expose à **M. le ministre de la justice** que le tiers des pensions alimentaires dues aux épouses divorcées ou séparées, tant pour elles que pour les enfants dont elles ont la charge, reste, en fait, impayé. Elle souligne à quelle situation pitoyable aboutit, en fait, dans trop de cas un tel état de choses et lui demande instamment quelles mesures il envisage de prendre pour y mettre un terme, dans le cadre de la politique gouvernementale d'aide aux Français les plus défavorisés.

Crédit agricole (suppression de certaines restrictions).

25925. — 7 septembre 1972. — **M. Brocard** fait connaître à **M. le ministre de la justice** que l'arrêté du 25 août 1972 *Journal officiel* du 29 août) donnant la liste des établissements habilités à recevoir

les fonds confiés aux notaires depuis moins de trois mois, a soulevé une certaine émotion auprès des caisses régionales de crédit agricole. Le crédit agricole voit en effet sa compétence réduite aux études domiciliées dans les communes de moins de 5.000 habitants ; or, depuis 1930, cette compétence était générale, quel que soit le siège des études de notaires. Aucune consultation n'a été prise préalablement à cette décision alors que les conséquences financières d'une telle mesure vont entraîner des pertes importantes dans les dépôts de fonds (de l'ordre de vingt millions de francs pour la Haute-Savoie). Sur le strict plan financier, la perte d'une fraction importante d'une ressource relativement peu onéreuse risque de conduire le crédit agricole à devoir majorer le taux de ses prêts non bonifiés et notamment ceux des prêts à court terme et à moyen terme escomptables ; de telles conséquences ne peuvent qu'être contraires à l'intérêt bien compris des emprunteurs du crédit agricole, c'est-à-dire des ruraux. Dans de telles conditions, il lui demande les raisons qui ont conduit à restreindre ainsi la compétence du crédit agricole et s'il ne serait pas équitable, à l'égard des ruraux, de revenir à la réglementation de 1930 en supprimant les restrictions posées par l'arrêté susvisé.

SANTE PUBLIQUE

*Produits d'hygiène et produits de beauté
(alcools éthyliques agricoles et industriels).*

25883. — 2 septembre 1972. — M. Briot rappelle à M. le ministre de la santé publique que sa région, dont le département de l'Aube, vient d'être gravement affectée par la mort de nombreux enfants intoxiqués par l'hexachlorophène, produit d'origine chimique mélangé à du talc. Il lui demande ce qu'il entend faire devant tant de peine et d'émotion soulevées. Il a fallu un drame pour que l'on se préoccupe des produits utilisés à l'usage humain interne et externe. Il lui rappelle qu'au congrès international de dermatologie de Venise le 23 mai 1972, des médecins se sont inquiétés de l'usage excessif de certains produits à l'origine de nombreux accidents allergiques ou inflammatoires. Il souligne que le parlement européen a reçu un projet de loi dont il est le rapporteur, concernant l'utilisation des alcools éthyliques agricoles et industriels, sans que l'opinion s'en soit préoccupé. Il s'agit pourtant d'un problème d'actualité. Va-t-on continuer d'utiliser des produits chimiques issus de matières premières du sous-sol, tels que protéines, alcools, etc., en négligeant celles d'origines agricoles dont nous connaissons la valeur éprouvée. C'est pourquoi, il lui demande : 1° quelles dispositions il entend prendre pour remédier à des accidents tels que celui-ci provoqué par l'hexachlorophène ; 2° s'il entend, pour les besoins du corps humain interne et externe, favoriser l'utilisation des alcools éthyliques d'origine agricole pour la création des produits à usage interne et externe tels que parfums, cosmétiques, talcs et divers, tels que protéines, ou donner la préférence à certains alcools éthyliques d'origine chimique.

Produits d'hygiène et de beauté (contrôle).

25888. — 2 septembre 1972. — M. Longueue demande à M. le ministre de la santé publique les raisons pour lesquelles certains produits qui contiennent un bactéricide dont les dangers sont connus et qui sont utilisés chez l'homme en application sur la peau ou portés au contact de muqueuses ne sont pas, du point de vue légal, considérés comme des médicaments et, de ce fait, ne sont pas astreints aux contrôles prévus en cette matière.

*Produits pharmaceutiques
(réglementation de certains produits d'hygiène).*

25897. — 4 septembre 1972. — M. Péronnet demande à M. le ministre de la santé publique de lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre en vue d'instaurer une réglementation sérieuse et efficace de la fabrication et de la distribution des produits hygiéniques, cosmétiques, dermiques, capillaires et de tous les produits dits « produits de beauté ».

*Cancer (importance du maintien des installations privées
dans la lutte contre cette maladie).*

25909. — 5 septembre 1972. — M. Hubert Martin appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique sur l'importance, dans la lutte anti-cancéreuse, des installations de radiothérapie à haute

énergie. Le fait étant bien connu que les centres anti-cancéreux et les hôpitaux publics ne peuvent actuellement traiter que 25 p. 100 des cancers justiciables de la télécobalthérapie et de la bêta-thérapie, il apparaît nécessaire que les organisations privées puissent continuer à fonctionner et à rendre les plus grands services aux malades, comme ils n'ont cessé de le faire dans le passé. Or il est parvenu à notre connaissance qu'un décret soumis à votre signature doit pratiquement supprimer ou mettre en difficulté, dans toute la France, une cinquantaine de postes de télécobalthérapie, par le biais d'une interdiction de l'agrément des appareils fonctionnant avec des sources dont l'intensité est inférieure à 200 R hm. Une telle mesure pouvant être dangereusement préjudiciable aux malades, et n'ayant aucune raison technique, il lui demande si, avant de prendre cette décision, toutes les données scientifiques ont été précisées, et si l'on a bien réfléchi, en prenant cette mesure, à l'encombrement qui pourrait en résulter dans le secteur public, en raison de la suppression du secteur privé. Il apparaît, au demeurant, qu'une telle mesure est en contradiction avec le désir plusieurs fois exprimé dans le passé, par les Gouvernements successifs, de maintenir la médecine traditionnelle et de ne pas entraîner le pays vers une médecine entièrement étatisée.

Médecine (enseignement).

25918. — 5 septembre 1972. — M. Ansquer expose à M. le ministre de la santé publique qu'après avoir pris connaissance des explications contenues dans la réponse qu'il a bien voulu apporter à sa question écrite n° 24956 (réponse parue au *Journal officiel*, Débats Assemblée nationale, n° 61 du 5 août 1972), il n'a pas été convaincu du bien-fondé de la décision d'application immédiate des dispositions résultant du décret n° 71-566 du 13 juillet 1971 et suivant lesquelles les étudiants en médecine des centres hospitaliers régionaux faisant partie de C. H. U. ne pourront désormais bénéficier que de deux possibilités de se présenter au concours d'internat au lieu des trois concours précédemment ouverts à ces candidats. Il attire à nouveau son attention sur le cas des étudiants n'ayant été prévenus de cette limitation qu'à la veille de leur premier concours, c'est-à-dire en juillet 1971. Les intéressés, qui avaient espéré le rétablissement du troisième concours (réponse apportée à la question écrite n° 21394 [*Journal officiel*, Débats Assemblée nationale, du 15 janvier 1972]), se trouvent particulièrement défavorisés, car prévenus très tard et devant se trouver en compétition avec le nombre important de catégories de candidats admis à concourir pour la première fois en 1971-1972. Il lui indique en outre que l'une des raisons invoquées, pour ne pas rétablir une troisième année de concours, et se rapportant au coût des études et à la perte de toute couverture sociale, ne peut être retenue. En effet, l'indemnité mensuelle de 300 francs environ, accordée actuellement aux internes en médecine, est très insuffisante et implique une aide familiale. Or, les familles concernées sont, dans la quasi-totalité des cas, tout à fait décidées à maintenir cette aide pour une ou deux années supplémentaires. Par ailleurs, la couverture sociale est accordée, après le stage pratique interné, par l'inscription en C. E. S. Avant la publication, qui doit intervenir prochainement, du décret déterminant les conditions de candidature aux concours d'internat pour les années à venir, M. Ansquer demande à nouveau à M. le ministre de la santé publique s'il compte examiner, avec bienveillance, le cas des étudiants en médecine qui, ayant passé le premier concours d'internat en juillet 1971, doivent se présenter au deuxième concours fin novembre 1972. Le rétablissement d'un troisième concours, spécialement destiné à cette catégorie d'étudiants, éviterait à ces derniers de subir un préjudice grave, compte tenu des conditions dans lesquelles est intervenue la modification des modalités de recrutement des internes en médecine.

*Produits pharmaceutiques
(réglementation de certains produits d'hygiène).*

25923. — 6 septembre 1972. — M. Brocard attire l'attention de M. le ministre de la santé publique sur les dramatiques accidents dus à l'utilisation d'hexachlorophène et sur les décisions à prendre pour éviter dans l'avenir le retour de pareils faits. La préparation des produits d'hygiène échappe jusqu'à présent à toutes les règles qui régissent la préparation des médicaments ; la procédure peut être considérée comme normale s'agissant de produits réputés non toxiques, mais la difficulté apparaît lors de l'introduction de molécules chimiques dont la toxicité n'est pas parfaitement définie, d'autant plus que ces produits d'hygiène sont vendus sans contrôle dans des commerces non spécialisés, voire en libre-service. C'est ainsi que l'analyse a révélé dans le talc Morlange la présence d'hexachlorophène à un taux vingt-quatre fois plus élevé que le taux utilisé dans un talc médicamenteux. L'exogène talc considéré

comme médicament et vendu exclusivement en pharmacie ne contient que 0,25 p. 100 d'hexachlorophène. Selon les déclarations officielles faites, il semblerait que l'hexachlorophène puisse être utilisé jusqu'à un taux de 1 p. 100 dans les produits d'hygiène vendus sans contrôle alors que ce taux est encore quatre fois plus élevé que celui d'un talc médicamenteux conçu et préparé par un laboratoire pharmaceutique. Dans ces conditions, il lui demande si les décisions qui doivent être prises apporteront toutes assurances à l'opinion publique sur la non-toxicité des produits d'hygiène, allant jusqu'à l'interdiction totale de l'introduction de matières toxiques dans ce genre de produits sous peine de sanctions sévères.

Action sanitaire et sociale (réforme).

25929. — 7 septembre 1972. — **M. Philibert** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé publique** sur la situation d'un chef de contrôle de l'action sanitaire et sociale. Au moment de la réforme du 1^{er} septembre 1964, un chef de section (santé) a été intégré d'office chef de contrôle et sa carrière s'est déroulée ainsi :

Chef de section.

1^{er} avril 1964. — Chef de section de 4^e échelon, indice net 370.
1^{er} septembre 1964. — Chef de contrôle de 9^e échelon, indice net 380.
1^{er} avril 1966. — Chef de contrôle de 10^e échelon, indice net 400.
1^{er} avril 1970. — Chef de contrôle de 11^e échelon, indice net 420.

Or, un sous-chef de section (santé) intégré d'office en 1964 secrétaire administratif et, ultérieurement, secrétaire administratif en chef, a bénéficié du déroulement de carrière suivant :

1^{er} septembre 1964. — Secrétaire administratif, indice 340 (avec ancienneté restante).
1^{er} septembre 1964. — Chef de section de 3^e échelon, indice net 350 (promu en 1967, effet de 1964).
1^{er} septembre 1964. — Secrétaire administratif en chef, indice net 355 (promu en 1971 avec effet de 1964, ancienneté restante deux ans).
1^{er} septembre 1964. — Secrétaire administratif en chef, indice net 375 (plus d'ancienneté).
1^{er} mars 1967. — Secrétaire administratif en chef, indice net 400.
1^{er} septembre 1969. — Secrétaire administratif en chef, indice net 420.

Ainsi donc, au moment de la réforme de 1964, le chef de section avait trente points d'indice de plus que le sous-chef de section. Or, malgré d'excellentes notes professionnelles (variant entre 19 et 20), ce chef de contrôle se retrouve au 1^{er} septembre 1969 avec vingt points d'indice de moins. Il lui demande si cette situation est normale et quelles mesures il compte prendre pour, éventuellement, y remédier.

Action sanitaire et sociale (réductions d'avancement).

25930. — 7 septembre 1972. — **M. Philibert** expose à **M. le ministre de la santé publique** qu'il a répondu le 2 octobre 1970 (*Journal officiel* du 3 octobre 1970), à la question écrite n° 13741 « ... que les réductions d'avancement des fonctionnaires des services extérieurs de son ministère devaient être soumises à l'avis des commissions administratives paritaires de chaque corps à l'occasion des prochaines réunions de ces organismes... ». Or, il semble que, deux ans après cette réponse, les agents du cadre B des services extérieurs de l'action sanitaire et sociale attendent encore les décisions des commissions paritaires compétentes. D'autre part, les agents des autres cadres de ces directions n'ont, à ce jour, bénéficié que des réductions afférentes aux années 1968 et 1969. Or, les propositions de notation pour l'année 1971 ont déjà été transmises à ses services. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour appliquer les réductions d'ancienneté au cadre B et pour accélérer les projets de répartition des autres cadres.

Action sanitaire et sociale (agents du cadre B).

25931. — 7 septembre 1972. — **M. Philibert** expose à **M. le ministre de la santé publique** que, dans sa réponse à la question écrite n° 13740 le 15 octobre 1970 (*Journal officiel* du 16 octobre 1970), il lui a été précisé que « ... les agents du cadre B des directions de l'action sanitaire et sociale peuvent être promus inspecteurs au choix, compte tenu principalement des notes obtenues par les intéressés et des appréciations portées sur leur manière de servir ainsi que des propositions motivées par les chefs de service ». Or, il semblerait que les agents du cadre B « âgés » soient écartés systématiquement des listes d'aptitude, alors que, dans la plupart des ministères, il existe une règle constante prévoyant de faire bénéficier les futurs retraités méritants d'une promotion au choix. Il lui demande donc s'il existe un texte réglementaire prévoyant cette discrimination et, dans la négative, quelles mesures il compte

prendre pour que les agents du cadre B remplissant les conditions de notation et d'appréciation soient inscrits sur les listes d'aptitude quel que soit leur âge.

Rotativistes (reconnaissance du bruit comme maladie professionnelle).

25941. — 7 septembre 1972. — **M. Gosnat** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé publique** sur l'exercice de la fonction de rotativiste particulièrement pénible et dangereux. En raison du bruit qui oscille aux environs de 105 à 110 décibels, sans oublier l'encre et les poussières de papier qui voltigent continuellement, les rotativistes éprouvent de grandes difficultés pour arriver au terme de leur carrière professionnelle, et ceux qui ont la chance de passer ce cap difficile bien souvent sont diminués physiquement. Leur situation a été examinée par la caisse régionale de la sécurité sociale qui a fait des études très complètes sur leurs conditions de travail et particulièrement sur le bruit. A tous les échelons (médical, technique, sécurité sociale, etc.), il est admis que leur métier est pénible et dangereux. Mais le bruit n'est pas encore reconnu comme maladie professionnelle. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que la commission soit convoquée et examine le bien-fondé de cette demande : reconnaître le bruit comme maladie professionnelle aux rotativistes.

TRANSPORTS

Inscription maritime (situation des veuves d'inscrits maritimes).

25898. — 4 septembre 1972. — **Mme Stephan** expose à **M. le ministre des transports** que son prédécesseur avait pris, lors du débat budgétaire de l'automne dernier, l'engagement d'aligner la situation des veuves d'inscrits maritimes victimes d'accidents professionnels sur celle des veuves au régime de protection sociale. Elle lui rappelle que des crédits ont été inscrits à cette fin dans le budget de 1972, et lui demande quelle est la date à laquelle paraîtra le texte d'application qui permettra seul d'apaiser la légitime impatience des intéressées.

S. N. C. F. (suppression de certains passages à niveau).

25904. — 7 septembre 1972. — **M. Roucaute** rappelle à **M. le ministre des transports** sa question écrite n° 24937 relative à la suppression du gardiennage du passage à niveau 64 de la ligne S. N. C. F. Le Pouzin-Nîmes, situé au cœur de l'agglomération aiséenne, sur une route à trafic intense. Estimant que sa réponse publiée au *Journal officiel* du 12 août 1972 ne saurait être satisfaisante pour les usagers de la route et pour le conseil municipal d'Aiès qui, par délibération, a protesté contre la suppression de ce gardiennage, il lui demande : 1° s'il existe d'autres passages à niveau au centre d'une agglomération importante, dont le gardiennage a été supprimé et quelles sont les villes concernées ; 2° s'il a pris réellement conscience du grave danger qui menace les automobilistes aux heures de pointe, où les passages des trains sont les plus nombreux, risquant d'être emprisonnés sur la voie ferrée entre les barrières abaissées.

Air Algérie (validation des services relatifs au temps passé).

25942. — 7 septembre 1972. — **M. Cermolacce** appelle l'attention de **M. le ministre des transports** sur la situation des agents intégrés dans la compagnie nationale Air France et qui antérieurement à 1962 dépendaient de la compagnie Air Algérie. Ces agents ont été, lors de leur intégration, affiliés à la caisse de retraites du personnel au sol d'Air France, mais sans que soient validés les services durant lesquels ils cotisèrent en Algérie à la caisse interprofessionnelle d'assurance retraites (C. I. A. R.). Par la suite, selon un décret gouvernemental, ces services furent validés par l'union interprofessionnelle de retraites de l'industrie et du commerce (U. I. R. I. C.). Mais alors que les cotisations versées en Algérie représentaient 7 p. 100 du traitement de base et que les pensions étaient servies à soixante ans, les conditions qui sont faites à ces agents par l'U. I. R. I. C. sont différentes, la pension relative aux annuités cotisées à la C. I. A. R. est assise sur une cotisation de 4 p. 100 et servie seulement à soixante-cinq ans. Ces agents se trouvent donc lésés du fait qu'ils ne peuvent obtenir de l'U. I. R. I. C. des droits identiques à ceux qu'ils avaient acquis auprès de la C. I. A. R. en Algérie. Il semble équitable comme le réclame le syndicat C. G. T. que la validation des services relatifs au temps passé à Air Algérie soit effectuée par la caisse de retraites du personnel au sol d'Air France (sans que pour autant cette caisse supporte un préjudice quelconque) et dont le taux de pension et l'âge à laquelle elle est servie se rapprochent le plus des règles de l'ex-C. I. A. R.

REPONSES DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

PREMIER MINISTRE

FONCTION PUBLIQUE ET SERVICES DE L'INFORMATION

E.N.A. (carrières des élèves sortis de l'E.N.A.).

25506. — M. Merlo Bénard demande à M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) si ses services disposent des informations nécessaires pour établir, le cas échéant, un tableau des indices maximums atteints année par année par chacun des élèves de l'E.N.A. sortis de cette école depuis 1962, un tableau de leurs rémunérations, année par année, en distinguant les rémunérations principales et les rémunérations accessoires, un tableau, enfin, retraçant les grades et fonctions occupés par ces fonctionnaires depuis leur entrée dans la fonction publique, détachements, accès des cabinets ministériels et mises en disponibilité compris, toutes informations indispensables pour porter un jugement sur le déroulement des carrières à la sortie de l'école nationale d'administration comme sur les décisions de caractère spectaculaire prises par certains élèves à l'issue du dernier concours de sortie de l'école. (Question du 28 juillet 1972.)

Réponse. — La direction générale de l'administration et de la fonction publique peut centraliser les éléments nécessaires à l'établissement d'un tableau retraçant la carrière des administrateurs civils sortis de l'E.N.A. depuis 1962. Elle participe en effet à la gestion de ce corps interministériel et la contrôle. Par contre, pour les agents appartenant à d'autres corps recrutés par l'E.N.A. seuls les départements ministériels auxquels ils sont affectés ou rattachés sont susceptibles de fournir ces éléments.

Fonctionnaires (attachés d'administration centrale et secrétaires adjoints des affaires étrangères).

25716. — M. Claude Roux appelle l'attention de M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) sur la situation de carrière des attachés d'administration centrale et secrétaires adjoints des affaires étrangères et lui demande notamment quelles mesures sont prévues pour remédier à la situation de cette catégorie de fonctionnaires recrutés au niveau de la licence, en prévoyant notamment une carrière linéaire et une amélioration des indices de fin de carrière par analogie avec l'avantage qui vient d'être accordé récemment au corps des agents supérieurs en voie d'extinction. (Question du 12 août 1972.)

Réponse. — La carrière linéaire n'existe dans aucun corps administratif de niveau comparable à celui des attachés d'administration centrale (ou des secrétaires adjoints des affaires étrangères). La fonction publique pratique très généralement la division en grades et classes; outre que les premiers sont des titres « qui confèrent à leurs bénéficiaires vocation à occuper l'un des emplois qui leur sont réservés », les uns et les autres constituent des moyens de distinguer les meilleurs fonctionnaires ou d'inciter les moins bons à s'améliorer. Au demeurant, compte tenu des pourcentages statutaires les grades et classes ne constituent pas dans les corps d'attachés des obstacles déterminants. Il n'est donc pas envisagé de les supprimer. Quant aux agents supérieurs, ils constituent en effet des corps d'extinction comprenant les fonctionnaires d'administrateurs civils. Leur sommet indiciaire a toujours été plus élevé que celui des attachés principaux et la nouvelle classe fonctionnelle ne peut être attribuée qu'à un faible pourcentage de l'effectif et sous réserve de l'occupation de certains emplois. La plupart ont en outre aujourd'hui dépassé l'âge d'accès au corps des administrateurs civils par la voie du tour commun aux fonctionnaires de catégorie A autres que les attachés. Toute comparaison avec les agents supérieurs doit donc être récusee. Il n'est donc pas possible d'envisager de réserver une suite favorable aux propositions de l'honorable parlementaire.

JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

Education physique (examen du professorat).

24621. — M. André Rossi attire l'attention de M. le Premier ministre (jeunesse, sports et loisirs) sur les conditions de l'organisation de l'examen de première partie du professorat d'éducation physique et lui demande pour quelles raisons la session de rattrapage

n'a pas été prévue pour les candidats ayant été malades ou ayant été accidentés, alors que cette session a été prévue en 1969. (Question du 6 juin 1972.)

Réponse. — En mai 1968, les étudiants d'éducation physique ont demandé et obtenu que les candidats accidentés aux épreuves physiques de la première partie du C. A. au professorat d'éducation physique et sportive, ou pendant leur préparation puissent bénéficier d'une session de rattrapage, afin de ne pas perdre une année scolaire à cause d'un accident dont ils n'étaient pas responsables. Cette mesure a été prorogée en 1969. L'organisation de ces sessions qui avait paru tout d'abord rationnelle et souhaitable s'est avérée, en fait, très décevante sur le plan des résultats, eu égard aux difficultés rencontrées. C'est une proportion infime de candidats qui bénéficieraient finalement de cette mesure, soit 1,2 p. 100 des effectifs en 1969. L'organisation à mettre en place est presque aussi lourde qu'à la session de juin et les frais sont considérables par rapport à la faible proportion de reçus. De plus, les mécontents sont aussi nombreux qu'auparavant en raison de la difficulté d'établir des règles précises et équitables pour déterminer les bénéficiaires de cette deuxième session. Ceux qui y sont admis doivent consacrer leurs vacances à la préparation de leur examen dans de mauvaises conditions, puisqu'ils viennent d'être handicapés. Lorsqu'ils sont reçus, leur admission dans une section préparatoire à la deuxième partie du C.A.P.E.P.S. pose encore des problèmes difficiles à résoudre à cette date tardive. Pour toutes ces raisons, l'administration a renoncé à organiser une session de rattrapage au C.A.P.E.P.S. — première partie —, après une expérience portant sur deux années consécutives.

Natation (brevet de maître nageur sauveteur).

24895. — M. François Bénard expose à M. le Premier ministre (jeunesse, sports et loisirs) que les communes possédant des piscines et des bassins de natation scolaires se livrent à une véritable surenchère pour le recrutement de maîtres nageurs, le nombre de ces derniers étant nettement inférieur aux besoins, moins semble-t-il faute de candidats, qu'en raison de la difficulté excessive des épreuves du brevet d'Etat de maître nageur sauveteur qui entraîne de nombreux échecs. Il lui demande s'il ne lui paraîtrait pas possible de faire preuve d'une moindre exigence en ce qui concerne la partie pédagogique dudit brevet (démonstrations de natation, etc.), la fonction première des intéressés étant d'assurer la sécurité et non l'enseignement de la natation, lequel relève davantage des professeurs d'éducation physique, voire des instituteurs. (Question du 20 juin 1972.)

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire a fait l'objet d'une étude approfondie des services du secrétariat d'Etat à la jeunesse, aux sports et aux loisirs et du comité consultatif de l'enseignement de la natation. S'il n'apparaît pas possible d'œuvrer efficacement pour lutter contre la surenchère effectuée pour le recrutement de maîtres nageurs, en revanche le besoin d'un personnel qualifié apte à exercer des fonctions de surveillance dans les piscines et les bassins de natation est apparu clairement. C'est la raison pour laquelle une refonte de la loi n° 51-662 du 24 mai 1951 relative à la sécurité dans les établissements de natation et de l'arrêté interministériel du 31 juillet 1951 organisant le diplôme de maître nageur sauveteur doit dans un proche avenir entraîner l'apparition de nouveaux diplômes sanctionnant trois qualifications complémentaires et reconnaissant l'aptitude du titulaire du premier degré du brevet d'Etat à exercer des fonctions de surveillance dans les établissements de natation ouverts au public. La scission du brevet d'Etat de maître nageur sauveteur entraînera dès lors une diversification des tâches susceptible d'autoriser le recrutement d'un personnel plus nombreux chargé de fonctions de pure surveillance, sans que le niveau pédagogique exigé pour le brevet du second degré n'en soit pour autant diminué. Les trois phases de la surveillance de l'enseignement de la natation et de l'entraînement à la compétition seront donc sanctionnées par trois brevets différents correspondant mieux aux divers niveaux de compétence des intéressés. Ainsi les textes à paraître semblent-ils de nature à donner une solution au problème évoqué par l'honorable parlementaire.

Education physique (enseignants anciens sous-officiers).

24992. — M. Dellaune expose à M. le Premier ministre (jeunesse, sports et loisirs) la situation d'anciens sous-officiers qui sont entrés dans l'enseignement en tant que maîtres auxiliaires d'éducation physique. Du fait qu'ils ont été recrutés après 1967 et qu'ils ne possèdent pas de titres universitaires, l'administration leur refuse tout reclassement et tout avancement même dans la catégorie auxiliaire, et ce personnel ne peut donc dépasser l'indice de début. Par

ailleurs, cet emploi est précaire puisque l'administration peut à tout moment mettre fin à la délégation des intéressés. Or, ces anciens sous-officiers sont titulaires de nombreux titres d'entraîneurs de sports et notamment du B.E.P.C. et du certificat d'entraîneur obtenus souvent après avoir accompli un stage d'au moins un an, tandis que certains candidats ont été recrutés avant 1967 après avoir obtenu des certificats d'entraîneur de premier et second degré après simplement deux stages de deux semaines et bénéficient de la stabilité de l'emploi, d'un reclassement et d'un avancement normal. Il lui demande s'il considère cette situation comme normale et s'il n'envisage pas au contraire, d'y remédier. (Question du 22 juin 1972.)

Réponse. — Le recrutement du personnel chargé d'enseigner l'éducation physique et sportive est régulièrement assuré par voie de concours, conformément à une règle fondamentale de la fonction publique. Il n'est fait appel à des auxiliaires que dans la mesure où des emplois sont momentanément vacants. Les agents ainsi recrutés ne peuvent, par définition, bénéficier d'aucune garantie de stabilité. Ils font l'objet d'un classement dans l'une des quatre catégories de maître auxiliaire, que déterminent leurs titres universitaires ou sportifs. Cependant, aucune discrimination n'est pratiquée entre les agents selon qu'ils ont été nommés avant ou après 1967. Dans tous les cas, les maîtres auxiliaires, délégués rectoralement dans des fonctions d'enseignement, avancent dans leur cadre, au choix ou à l'ancienneté en fonction de leurs notes. Ces dispositions, prévues par le décret n° 62-379 du 3 avril 1962, s'appliquent, bien entendu, aux anciens sous-officiers. Il est exact que leur reclassement ne tient pas compte de leur ancienneté de services militaires globale. Seul est retenu, à cet égard, le temps de service militaire obligatoire. Il s'agit là d'une règle constante, résultant de l'article 7 de la loi du 31 mars 1928 modifiée, et qui ne saurait léser des personnels issus de l'armée, puisqu'ils ont acquis, à ce titre, d'autres droits en matière d'ancienneté.

Piscines (surveillance).

25510. — M. Anquet demande à M. le Premier ministre (jeunesse, sports et loisirs) s'il n'envisage pas de modifier la circulaire relative au fonctionnement des bassins de natation et qui oblige les gestionnaires à avoir non seulement un maître-nageur, mais également un surveillant diplômé, même pour les petits bassins dont la profondeur est inférieure à 1,30 mètre. Ces dispositions vont entraîner la fermeture d'un certain nombre de piscines et semblent contrairement au développement de la natation chez les jeunes, notamment dans les milieux scolaires. (Question du 22 juillet 1972.)

Réponse. — La condition préalable d'un enseignement efficace de la natation réside dans une organisation irréprochable de la sécurité des enfants, apportant les garanties maximales à ceux-ci, à leurs familles et aux éducateurs. Après une étude approfondie visant à fixer des normes de sécurité, une circulaire interministérielle en date du 23 décembre 1971 a déterminé l'effectif des personnels de sécurité nécessaires pour exercer une surveillance vigilante des bassins. Cet effectif est fixé en fonction de la surface du plan d'eau, unanimement reconnu comme seul critère valable. Cependant, un allègement des exigences de la circulaire précitée a pu être envisagé en ce qui concerne la surveillance des bassins de faible profondeur. Une circulaire interministérielle en date du 9 juin 1972, complétée par un additif et publiée au *Bulletin officiel de l'éducation nationale*, donne la possibilité — à défaut de maître-nageur sauveteur — de faire assurer la surveillance des bassins d'apprentissage d'une profondeur inférieure ou égale à 1,30 mètre par un personnel titulaire du brevet national de secouriste avec mention de spécialisation « Sauvetage nautique » ou « Réanimation ». En effet, si on peut considérer que le sauvetage dans un bassin de faible profondeur n'exige pas une qualification particulière, il n'en va pas de même pour les problèmes de réanimation qui se posent éventuellement, quelles que soient les caractéristiques des établissements, de la même manière. Il est certain, comme le précise la circulaire du 9 juin 1972, que l'application des nouvelles règles nécessite une adaptation des diverses formes d'organisation de l'enseignement de la natation. Cela ne signifie pas, pour autant, que l'effectif des personnels chargés d'assurer la sécurité sur une piscine déterminée doit systématiquement être augmenté, ni que l'organisation des séances devienne impossible. Ainsi, dans le cas fréquent de deux bassins juxtaposés (bassin de 25 mètres et bassin d'apprentissage), surveillés par un seul maître-nageur sauveteur, trois formules d'utilisation sont à la disposition des éducateurs selon le niveau des enfants : bassin d'apprentissage seul, bassin de 25 mètres seul, bassin d'apprentissage plus une partie du bassin de 25 mètres, à condition que cette deuxième surface soit matérialisée et que la surface totale utilisée n'exécède pas 375 mètres carrés. En définitive, il s'agit, à partir du nombre des personnels qualifiés

affectés à la surveillance des bassins au cours d'une séance donnée, de fixer et éventuellement de délimiter en la matérialisant la surface du plan d'eau utilisable. En résumé, si les circulaires relatives à l'enseignement de la natation à l'école élémentaire font obligation aux organisateurs des séances de n'utiliser que des surfaces de plan d'eau dont ils peuvent faire assurer la surveillance par des personnels qualifiés, il est inexact d'affirmer que leur application puisse conduire à la fermeture des établissements ou qu'elle constitue une entrave à l'apprentissage de la natation. Bien au contraire, elles favorisent indéniablement le développement de la natation en éliminant au maximum les accidents et l'influence fâcheuse qu'ils ont généralement sur les familles essentiellement soucieuses, et à bon droit, de la sécurité de leurs enfants, et sur les éducateurs légitimement préoccupés par leurs responsabilités.

AFFAIRES CULTURELLES

Halles de Paris (démontage).

19153. — M. Philibert expose à M. le ministre des affaires culturelles qu'il lui apparaît dommageable pour le patrimoine artistique français de laisser disparaître le trésor architectural de ferronnerie que représentent les pavillons Baltard. Il lui demande si les chiffres cités de 8,5 millions de francs de frais de démontage et de remontage pour un seul pavillon correspondent à une étude précise, et dans la négative s'il ne jugerait pas souhaitable de faire procéder sans délais à un essai de démontage partiel de l'un de ces pavillons ce qui, pour une somme modeste inférieure à 100.000 francs permettrait de prendre en toute connaissance de cause une décision définitive de démolition ou de démontage. Il lui signale que son département pourrait envisager de se rendre acquéreur de l'un des pavillons Baltard pour constituer une exposition permanente universelle d'ornithologie dans la région d'Aix-en-Provence. (Question du 30 juin 1971.)

Réponse. — En raison de l'intérêt historique et architectural de ces pavillons, le Gouvernement a entendu prendre, à la charge de l'Etat, les frais de conservation de l'un d'eux. Des études techniques menées lors de la démolition des premiers pavillons ont permis de donner la certitude que le démontage et le remontage d'un seul pavillon — en utilisant des pièces de rechange supplémentaires — étaient possibles sans risque de casse. Aussi le Gouvernement a-t-il fait étudier dans le cours de l'année, les diverses possibilités d'implantation, en fonction des candidatures posées par différentes municipalités. Il était entendu que les dépenses d'aménagement et d'exploitation restent à la charge des villes. C'est en raison des problèmes propres d'animation culturelle de la banlieue parisienne et après examen des différents projets concrètement proposés que le Gouvernement a retenu la candidature de la ville de Nogent-sur-Marne. Le coût de démontage et de remontage s'élevait selon les dernières études techniques à 5 millions de francs maximum.

Monuments historiques.

22306. — M. Chaumont rappelle à M. le ministre des affaires culturelles qu'en application de la loi n° 62-903 du 4 août 1962 prévoyant des secteurs dits « Secteurs sauvegardés » il a été délimité un périmètre important dans la vieille ville du Mans (19 hectares) ce qui a permis d'épargner la destruction ou la modification d'immeubles dont l'intérêt historique et esthétique est certain. Cette opération de « gel en l'état » n'a toutefois pas apporté une solution aux problèmes financiers que posent à leurs propriétaires ces restaurations d'immeubles. L'initiative privée peut assurer un démarrage à titre exceptionnel, mais n'est pas en mesure de prendre en charge les dépenses très lourdes qu'entraînent les travaux. Le financement traditionnel par voie bancaire est d'un coût élevé et constitue un obstacle important. Dans le cadre de la législation actuelle, deux sources de financement peuvent être utilisées les prêts spéciaux du Crédit foncier accordés selon un prix plancher beaucoup trop faible et se référant aux coûts habituels de la construction fort différent de la restauration, ou l'intervention de l'A. N. A. H. (Agence nationale d'amélioration de l'habitat) se limitant à 50 p. 100 environ du montant de la dépense. Dans tous les cas, la part d'autofinancement demeure importante et ne permet pas un grand nombre de propriétaires de contracter les emprunts nécessaires. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour que les propriétaires des secteurs sauvegardés puissent faire appel à la conjugaison de ces deux sources de financement, prêts du Crédit foncier et aide de l'A. N. A. H. Une telle décision qui traduirait l'attitude commune à l'égard de ces problèmes des ministères des affaires culturelles et de l'équipement et

du logement encouragerait en outre l'initiative privée en lui permettant un endettement dans des limites raisonnables. (Question du 12 février 1972.)

Réponse. — La formule proposée par l'honorable parlementaire, tendant à conjuguer au bénéfice des propriétaires les prêts spéciaux du Crédit foncier et les subventions de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, va à l'encontre des règles actuellement en vigueur. Le régime général des primes assorties de prêts du Crédit foncier à la restauration immobilière, est en effet exclusif d'une intervention de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat. Dans l'hypothèse où une modification des textes actuels serait souhaitée, son étude relèverait de la compétence exclusive du ministère de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme (direction de la construction) et non de celle du ministère des affaires culturelles. Il convient cependant de ne pas oublier que des subventions sont inscrites pour la première fois au budget des affaires culturelles en 1972, à l'article 60 du chapitre 56-30 pour seconder efficacement et encourager la restauration d'initiative privée dans les secteurs sauvegardés. Ce crédit doit permettre de subventionner des travaux réalisés en dehors de l'ilot opérationnel. Il peut s'agir d'opérations concertées menées soit par des groupements de propriétaires, soit par des propriétaires agissant séparément mais après entente. Il peut s'agir aussi d'opérations qui, matériellement ou psychologiquement, sont susceptibles de débloquent des situations ou d'avoir une action d'incitation sur la restauration du quartier. Il peut s'agir enfin de subventions accordées à des propriétaires afin, de couvrir le supplément esthétique qu'impose la réalisation de travaux en conformité avec les prescriptions du plan permanent de sauvegarde et de mise en valeur.

Palais du Louvre (restauration des grilles).

24740. — M. Krieg attire l'attention de M. le ministre des affaires culturelles sur l'état dans lequel se trouvent les grilles du palais du Louvre situées rue de Rivoli et quai du Louvre, côté Est des bâtiments. Alors qu'une partie d'entre elles a été restaurée lors de l'établissement du fossé placé en dessous de la colonnade de Perrault, une autre partie est restée dans un état d'autant plus consternant que le public peut aisément faire le rapprochement avec les grilles restaurées. Pour l'esthétique du palais du Louvre comme pour le renom de la capitale, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que le nécessaire soit rapidement fait pour la remise en état de ces grilles vétustes. (Question du 13 juin 1972.)

Réponse. — L'état des grilles du palais du Louvre entourant le jardin de l'Infante et le Petit Jardin sur la rue de Rivoli avait déjà retenu l'attention des services du ministère des affaires culturelles. C'est ainsi que l'architecte en chef, conservateur du palais, a procédé à l'établissement d'une étude chiffrée s'élevant à 300.000 francs dont il va proposer l'inscription au programme des travaux à exécuter en 1973. Une décision sera prise quant au financement de l'opération lorsque sera connu le montant des dotations qui seront allouées pour les palais nationaux pour la prochaine année.

AFFAIRES SOCIALES

Cliniques privées (prix de journée).

23846. — M. Olivier Giscard d'Estaing expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que les établissements hospitaliers privés connaissent de graves difficultés financières car le prix actuel de la journée d'hospitalisation ne correspond plus aux lourdes charges qu'ils supportent. Il lui demande s'il n'estime pas indispensable que soit décidée, au plus tôt, une revalorisation de la tarification applicable aux cliniques privées, étant rappelé à ce sujet que 32 p. 100 des personnes malades sont soignées dans de tels établissements. (Question du 28 avril 1972.)

Réponse. — Des instructions ont été récemment adressées aux directeurs régionaux de la sécurité sociale afin que les tarifs de responsabilité applicables aux établissements de soins privés soient relevés dans les proportions suivantes : à dater du 1^{er} juin 1972, majoration de 4 p. 100 des tarifs actuels ; à dater du 1^{er} novembre 1972, augmentation de 2 francs par jour et par malade hospitalisé des tarifs ainsi majorés. Par ailleurs, les forfaits de salle d'opération ou de salle de travail devront être augmentés de 4 p. 100 à dater du 1^{er} juin 1972, puis à dater du 1^{er} novembre 1972 affectés d'un pourcentage de majoration égal à celui de la majoration de 2 francs, rapportée aux tarifs de respon-

sabilité journaliers de chaque établissement. Ces augmentations, supérieures à celles accordées au cours des années précédentes, permettront d'améliorer de manière sensible la situation financière de beaucoup de cliniques privées. De plus, un assouplissement et une accélération de la procédure des dérogations à accorder aux établissements les plus défavorisés devraient intervenir rapidement. Enfin, un projet de décret réformant la tarification des établissements d'hospitalisation privée a été élaboré par les services du ministère d'Etat chargé des affaires sociales et a été soumis aux autres départements ministériels concernés. Ce projet de texte prévoit la mise en œuvre d'une nouvelle tarification fondée notamment sur la qualité du service rendu. La procédure de mise au point et de signature de ce texte sera hâtée dans toute la mesure du possible. En outre, afin que la nouvelle tarification puisse s'appliquer effectivement sans retard après la publication de ce décret, des études sur un schéma de classement des établissements ont été d'ores et déjà entreprises en liaison avec les organismes nationaux d'assurance maladie et les organisations professionnelles représentant l'hospitalisation privée.

Emploi (Calvados).

24548. — M. Robert Ballanger attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur la situation de l'emploi dans le Calvados. En effet, cette situation est particulièrement alarmante, car on enregistrait déjà au début de l'année 5.276 demandes d'emplois non satisfaites, soit en réalité 8.000 chômeurs dont plus de la moitié sont des jeunes. Dans la seule agglomération caennaise, la fermeture d'une entreprise d'alimentation de 350 travailleurs, la compression des effectifs à la Radiotechnique de 300 emplois, des menaces graves pesent sur les travailleurs de la société normande de matériel électronique à Mondeville (groupe Thomson). Depuis 1970, dans cette entreprise, 350 emplois ont été supprimés, la chaîne couleur a été arrêtée totalement. L'horaire de travail a été réduit sans compensation de perte de salaire. La direction fait peser la menace d'une fermeture totale au début de l'année 1973, alors même que ce groupe industriel vient de recevoir 30 milliards de la part de l'Etat. En conséquence, il lui demande quelles mesures immédiates il entend prendre pour que l'emploi et les ressources des travailleurs de la Sonormel soient garantis et pour que soit empêchée la liquidation d'une entreprise implantée avec l'aide financière de l'Etat. (Question du 1^{er} juin 1972.)

Réponse. — Le département du Calvados a vu sa structure industrielle modifiée depuis 1954 par l'implantation de nouveaux types d'activités, notamment des entreprises de construction automobile et de construction électrique, qui sont venus s'ajouter aux industries spécifiquement bas-normandes : sidérurgie, industrie alimentaire, et remplacer les secteurs traditionnels en déclin. En ce qui concerne la création d'établissements nouveaux entre 1954 et 1970, ce département a été, en Basse-Normandie, le principal bénéficiaire des opérations de la décentralisation de la région parisienne. En effet, sur 271 établissements qui sont venus s'installer dans la région au cours de cette période, 119 se sont fixés dans le Calvados. Ces nouvelles implantations dues particulièrement au transfert de centres de fabrication de la région parisienne concernent surtout des activités de montage exigeant une main-d'œuvre davantage masculine dans l'automobile, davantage féminine dans la construction électrique. Elles sont donc favorables à un développement équilibré de l'emploi dans ce département. Depuis 1968, ce mouvement s'est ralenti mais les effectifs continuent néanmoins à croître du fait de la création d'établissements petits ou moyens et du gonflement des effectifs des opérations antérieures. Ces mutations n'ont pas été sans affecter le marché du travail qui cependant est resté actif. C'est ainsi que les demandes d'emploi enregistrées sont passées de 1.653 en juin 1971 à 1.889 en juin 1972, les offres enregistrées s'établissant respectivement à ces deux dates à 875 et 998. Au cours du premier semestre 1972, 7.627 demandes d'emploi nouvelles ont été déposées à l'Agence nationale pour l'emploi qui en même temps a recueilli 6.042 offres. 9.258 demandes ont été satisfaites au cours de cette période dont 2.758 placements réalisés par l'Agence nationale pour l'emploi. Les demandes d'emploi en fin de mois se sont accrues de 13 p. 100 (contre 15,5 p. 100 au plan national) dans le département entre juin 1971 (3.279) et juin 1972 (3.710) passant par des pointes de 5.278 en décembre 1971 et 5.627 en février 1972. Mais dans cette évolution il y a lieu de tenir compte de l'influence de l'implantation de l'Agence nationale pour l'emploi qui vient de créer deux nouvelles antennes à Falaise et à Bayeux ainsi que d'une importante opération d'actualisation des fichiers. Le nombre de 8.000 chômeurs mentionné par l'honorable parlementaire ne correspond pas à la réalité. En effet, le calcul de la population disponible à la recherche d'un emploi par application au nombre de demandeurs d'emploi en fin de

mois du coefficient établi à l'occasion du recensement de 1968 aboutit, compte tenu des effets de l'implantation progressive de l'Agence nationale pour l'emploi à 7.000 en décembre 1971 et 3.000 en juin 1972, en ordres de grandeur. Dans l'immédiat, la perspective d'évolution de l'emploi dans le Calvados se présente de manière favorable puisque la plupart des grands établissements du département ont prévu d'accroître leurs effectifs à l'automne. En vue de prévenir les difficultés que pourraient rencontrer un certain nombre de jeunes demandeurs d'emploi, l'Agence nationale pour l'emploi a d'ailleurs entrepris une prospection auprès des entreprises des offres pouvant concerner cette catégorie. Il est répondu d'autre part par lettre à l'honorable parlementaire sur les questions mettant en cause des entreprises nommément désignées.

*Prestations familiales
(cotisations des travailleurs indépendants).*

25437. — M. Jacques Sanglier expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que dans le cadre tant du régime général d'assurance vieillesse (art. L. 338 du code de la sécurité sociale) que du régime particulier applicable aux fonctionnaires de l'Etat (art. L. 18 du code des pensions) les majorations de retraites à caractère familial sont allouées lorsque trois enfants ont été élevés par le bénéficiaire de la pension. Or, bien que ce critère soit de la sorte nettement établi par la législation sociale, il n'a pas été retenu pour exonérer les travailleurs indépendants du versement de la cotisation personnelle d'allocations familiales à laquelle ils sont normalement assujettis. En effet, le décret n° 67-585 du 18 juillet 1967 subordonne cette exonération à la condition que les intéressés aient assumé la charge d'au moins quatre enfants pendant un minimum de neuf années avant le quatorzième anniversaire de chacun d'eux. Il lui demande si, par analogie avec les dispositions ci-dessus mentionnées, ce chiffre de quatre enfants ne serait pas susceptible d'être ramené à trois. Il souhaiterait également savoir si le même souci d'harmonisation et le relèvement du terme de la scolarité obligatoire ne devraient pas conduire à reporter de quatorze à seize ans l'âge des enfants pris en considération pour l'exonération des cotisations d'allocations familiales dont sont redevables les travailleurs indépendants, la période minimale durant laquelle les enfants auront dû être à charge restant fixée à neuf ans. (Question du 22 juillet 1972.)

Réponse. — La situation des fonctionnaires de l'Etat retraités, bénéficiaires de majorations de pension à caractère familial, ne présente pas d'analogie avec celle des travailleurs indépendants dispensés du versement de la cotisation d'allocations familiales en raison du nombre d'enfants qu'ils ont élevés. En effet, les majorations de pension accordées aux fonctionnaires retraités ne représentent qu'une fraction relativement faible de la pension proprement dite. Au contraire, l'exonération accordée, à soixante-cinq ans, aux travailleurs indépendants, qui ont assumé la charge d'au moins quatre enfants jusqu'à l'âge de quatorze ans, constitue une dispense totale du versement des cotisations d'allocations familiales, même si les revenus professionnels des intéressés sont élevés. Il est donc normal que les conditions auxquelles est soumise cette dispense soient plus rigoureuses que celles requises pour l'attribution des majorations de pensions. Il ne paraît pourtant pas souhaitable de renforcer, ainsi que le propose l'honorable parlementaire, les conditions actuelles posées par le texte en portant de quatorze à seize ans l'âge minimum auquel les travailleurs indépendants doivent avoir assumé la charge effective de chacun des enfants pour prétendre au bénéfice de la dispense du versement des cotisations personnelles d'allocations familiales.

*Ameublement
(fermeture dominicale des magasins).*

25688. — M. Jean Favre attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur le problème de la fermeture des magasins d'ameublement le dimanche. En effet, sur le plan de la concurrence, la situation est de plus en plus anarchique: la fermeture dominicale est imposée dans certains départements seulement, mais des dérogations sont souvent accordées. Aussi, il lui demande quelles mesures il entend prendre afin que la réglementation soit plus stricte. (Question du 12 août 1972.)

Réponse. — Les services du ministère d'Etat chargé des affaires sociales ont déjà eu l'occasion de se pencher sur le problème de la fermeture des magasins d'ameublement le dimanche, qui ne saurait d'ailleurs être limité au négoce suvisé, mais qui intéresse également un certain nombre d'autres activités commerciales. Des études qui ont été effectuées, il résulte que la législation existante,

qui repose sur le principe du repos dominical tout en permettant, sur le plan local ou régional par le jeu des articles 34 et suivants et 43^a du livre II du code du travail, les adaptations qui peuvent se révéler nécessaires, constitue un instrument offrant, dans la généralité des cas, l'efficacité et la souplesse requises. Par contre, une modification des dispositions dont il s'agit, dans le sens d'une unification des règles de fermeture dépassant le cadre local ou régional, ne paraît pas opportune, car elle ne pourrait que difficilement tenir compte des multiples aspects du problème et régler de façon satisfaisante les situations existantes dont la diversité tient tout à la fois à la nature différente des commerces concernés et aux particularités locales touchant notamment, d'une part, au caractère des entreprises, d'autre part, aux impératifs éventuels du tourisme, hivernal ou estival. Il y a lieu de souligner également les difficultés qui s'opposent à l'adoption de solutions générales en raison de l'obligation de concilier, en la circonstance, des considérations tenant aux intérêts des salariés, aux nécessités économiques des entreprises et aux désirs et besoins des consommateurs parmi lesquels se trouvent de nombreux travailleurs.

AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL

Bâtiments agricoles (d'élevage : prêts).

23975. — M. Bisson expose à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural qu'un agriculteur a signé en janvier 1970 un engagement d'un prêt à moyen terme à quinze ans au taux de 7,33 p. 100 pour le financement d'une stabulation libre. Dans le même temps, il demandait une subvention de la D. D. A. Par arrêté du 15 septembre 1970 la préfecture lui accordait cette subvention au taux de 25 p. 100 pour une dépense subventionnable de 35.000 francs, mais l'intéressé ne reçut pas la ratification de cet arrêté, lequel n'a pas été non plus affiché en mairie. Il a pu obtenir seulement, au début de janvier 1972, une photocopie grâce à une démarche effectuée à la D. D. A. Cet agriculteur pensait ainsi avoir droit à un prêt à taux réduit de 4,5 p. 100, mais il fut informé qu'il n'était plus possible de consentir des prêts à moyen terme pour le financement de bâtiments d'élevage depuis le 31 décembre 1971. Malgré une intervention faite auprès du directeur de la caisse régionale de crédit agricole et bien que l'arrêté de subvention date de septembre 1970, il n'a pas été possible d'obtenir la transformation du prêt en prêt spécial bâtiment d'élevage bénéficiant du taux réduit de 4,5 p. 100 comme le permettait avant le 31 décembre 1971, l'attribution de subvention à la construction et à l'aménagement des bâtiments d'élevage. Compte tenu des circonstances de cette affaire, il lui demande s'il n'estime pas que l'agriculteur en cause pourrait en quelque sorte être relevé de la forclusion qui a frappé son droit à un prêt à taux réduit. (Question du 5 mai 1972.)

Réponse. — La loi n° 66-1005 du 28 décembre 1966 a institué des subventions pour la construction de bâtiments d'élevage; il a été décidé, par ailleurs, que l'attribution de ces subventions ouvrirait droit à l'octroi de prêts spéciaux (4,5 p. 100 sur 15 ans) dont le bénéfice a été préréglé en 1971 pour les dossiers déposés avant le 31 décembre 1970. Ce régime a été rétabli par un arrêté en date du 25 avril 1972 avec effet jusqu'au 31 décembre 1972. La caisse régionale de crédit agricole compétente semble s'être référée, pour fixer l'ouverture du droit au prêt spécial, à la production d'une notification qui ne peut que servir de preuve, mais non donner date certaine à la décision initiale de subvention. Les éléments de fait signalés par l'honorable parlementaire ne sont néanmoins pas suffisants pour identifier les raisons exactes du rejet de la demande de prêt spécial. C'est pourquoi des renseignements complémentaires permettraient sans doute de trouver une solution à ce problème.

Géologues (ministère de l'agriculture : statut).

24120. — M. Tomasini rappelle à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural que, parallèlement aux fonctionnaires appartenant au corps des ingénieurs du génie rural, des eaux et des forêts, le ministre de l'agriculture emploie des hydrogéologues généralement titulaires du doctorat de troisième cycle universitaire. Ces spécialistes, dont le rôle ne cesse de croître, lors de choix importants, sont contractuels et exécutent des tâches qui ressortent à leur domaine de spécialisation: recherche des ressources en eau, gestion de ce potentiel, etc. Dans la pratique, leur activité est limitée, en général, à des tâches purement techniques, alors que leur capacité leur permettrait d'accéder à des tâches de conception et de responsabilité. Il arrive même fréquemment qu'ils soient, de par leur statut, placés en situation de subordination par rapport à des agents fonctionnaires non ingénieurs du génie rural des

eaux et des forêts. Cette situation est illogique, le doctorat de spécialité, diplôme qui est généralement le leur, n'a été acquis qu'après six et parfois sept années d'études supérieures, ce qui le rend équivalent au diplôme d'ingénieur de grande école. L'état de subordination dans lequel ils se trouvent actuellement placés, s'il apparaît acceptable en début de carrière, devient regrettable au bout d'un certain nombre d'années, les géologues souhaitant et pouvant participer davantage aux responsabilités du service auquel ils sont affectés. Le rôle qui leur est confié doit être fonction des services qu'ils peuvent rendre. Leur intervention est particulièrement indispensable lorsque les solutions techniques sont la conséquence de l'étude géologique. Une certaine expérience de l'administration et de la région où ils exercent doit permettre aux géologues d'élaborer, au besoin en collaboration, une partie des projets, ou, au moins, des avant-projets, dans la mesure où ils sont sous la dépendance de facteurs physiques ou géologiques constituant le domaine propre du géologue. Lorsqu'il n'est plus débutant, le géologue ne devrait pas être un simple exécutant, de consignes strictes mais devrait pouvoir prendre les initiatives et prévoir des solutions techniques. En conséquence, il lui demande si les remarques qui précèdent ne lui semblent pas pouvoir conduire à l'élaboration d'un statut des géologues relevant du ministère de l'Agriculture. Ce statut pourrait préciser les conditions d'emploi des intéressés. Il devrait en outre prévoir leur avancement et le déroulement de leur carrière. Actuellement, aucune chance de promotion n'est possible et en quelques années le géologue atteint un indice plafond. Ce qui fait qu'à trente, trente-cinq ans, il n'a plus aucun espoir et se voit obligé de quitter l'administration ou d'y végéter. Il semble que les emplois à remplir par ces géologues pourraient, par ailleurs, être déterminés non pas dans chacun des services en fonction des besoins locaux. Les géologues devraient plutôt être rattachés à un organisme unique les détachant auprès des services tant en fonction des besoins de ceux-ci que de la compétence des intéressés. (Question du 10 mai 1972.)

Réponse. — Les questions posées par l'honorable parlementaire ne concernent pas seulement la situation administrative des hydrogéologues mais touchent l'ensemble des agents contractuels employés en régie par le ministère de l'Agriculture et du développement rural. En effet, le développement sans cesse croissant des utilisations de l'eau a amené le ministère de l'Agriculture et du développement rural à faire procéder à des études de base de plus en plus détaillées afin de parvenir à une meilleure connaissance des ressources en eau de surface et souterraines dont il assure la police. Pour ce faire, et devant la haute technicité des études à réaliser, les services régionaux du ministère de l'Agriculture et du développement rural ont été conduits à recourir aux services des bureaux d'études privés ou publics. Mais en raison du caractère particulier de certaines études ou de leur intérêt général qui implique absolument leur réalisation sous la direction immédiate des cadres techniques supérieurs de l'administration, il n'est pas toujours possible de s'adresser à ces bureaux d'études. Aussi est-il nécessaire de faire appel à des spécialistes dans certaines disciplines scientifiques tels hydrogéologues, hydrologues ou hydrobiologistes, juristes. Ainsi l'accomplissement en régie des études de base de ce type permet notamment à l'administration de collecter toutes les données préliminaires nécessaires à l'établissement, à l'initiative des collectivités maîtres d'ouvrage, des études ultérieures d'avant-projets ou projets d'équipement dans le domaine de l'eau. L'exécution en régie de ces études a permis de répondre à ces besoins; il est procédé à cet effet au recrutement sur contrat, des techniciens, qui, du fait même de la nature temporaire de leur engagement, ne peuvent être considérés en aucune manière comme des agents compris dans la hiérarchie administrative. Du reste, et du fait de la précarité relative des emplois, il semblerait difficile de confier à ces agents des responsabilités administratives au sein des services du ministère de l'Agriculture et du développement rural et ceci d'autant plus que leur formation ne les a que très rarement préparés à telles responsabilités. à la différence de certains fonctionnaires tels notamment les ingénieurs du génie rural, des eaux et des forêts et les ingénieurs des travaux ruraux. Bien entendu dans la mesure où les tâches confiées à certains de ces spécialistes prendraient un caractère permanent le ministre de l'Agriculture et du développement rural pourrait être amené à réviser sa position.

Baux ruraux (réforme des statuts du fermage).

24398. — M. Pierre Lelong attire l'attention de M. le ministre de l'Agriculture et du développement rural sur l'insuffisance du statut du fermage dans le cas particulier où un bailleur, âgé de plus de soixante ans, retraité après avoir exercé une activité non agricole, peut donner congé à son locataire et prétendre ainsi en vertu du code rural commencer le métier d'agriculteur et l'exercer pendant neuf ans. L'absence de dispositions restrictives

sur ce point ne paraît-elle pas contradictoire avec la politique qui, par le canal de l'I.V.D., incite les professionnels à quitter, eux, la terre à soixante ans et parfois à cinquante-cinq ans. D'autre part, dans le cas où il s'agit d'une reprise partielle, une telle opération n'est pas soumise à un contrôle administratif, puisque la loi n'a organisé qu'un contrôle de cumul. Les préfets se trouvent ainsi démunis contre les opérations se traduisant par des démantèlements d'exploitations par les bailleurs ne justifiant pas d'une nécessité d'installation. Il lui demande s'il ne lui paraît pas indispensable de prendre des mesures pour remédier aux insuffisances du statut du fermage et de la législation des cumuls, que traduit ce type d'opération. (Question du 26 mai 1972.)

Réponse. — Lors de la rédaction de l'article 845-I du code rural, le législateur s'est efforcé d'équilibrer les droits du preneur et du bailleur au moment où ils atteignent l'âge de la retraite. L'âge de la retraite d'un exploitant agricole ayant été fixé à soixante-cinq ans, il convenait de retenir le même âge en ce qui concerne le bailleur. Ainsi les deux parties disposent de droits identiques au même âge, le bailleur ne pouvant reprendre qu'une exploitation de subsistance. Il faut noter toutefois que la reprise par un bailleur retraité avec soixante-cinq ans suppose que l'expiration du bail intervient au moment où le bailleur atteint un âge compris entre soixante et soixante-cinq ans. Cette condition restreint sensiblement les possibilités de reprise. En ce qui concerne la reprise partielle, celle-ci est interdite par l'article 845 du code rural lorsqu'elle porte gravement atteinte à l'équilibre économique de l'exploitation assurée par le preneur. La législation des cumuls vient d'être complétée par le Parlement; désormais les reprises excédant de plus de 30 p. 100 la superficie des terres mises en valeur par un même exploitant sont soumises à autorisation. Il en est de même lorsque l'exploitation est privée de ses bâtiments. Les dispositions rappelées ci-dessus semblent permettre d'une manière générale de remédier aux inconvénients évoqués par l'honorable parlementaire, sans que les dispositions législatives nouvelles soient à envisager dans ce domaine.

Ecoles nationales vétérinaires.

24692. — M. Sanglier appelle l'attention de M. le ministre de l'Agriculture et du développement rural sur les difficultés de fonctionnement que rencontrent les écoles nationales vétérinaires d'Alfort, de Lyon et de Toulouse. Il souligne les insuffisances numériques qui affectent tant le personnel enseignant que le personnel technique et de service en fonctions dans ces écoles. Quant à l'équipement de ces établissements, il inspire également de vives inquiétudes: locaux souvent vétustes, matériel que la modicité des crédits conduit à ne pas renouveler à un rythme satisfaisant. Afin de remédier à ces inconvénients, des programmes de rénovation et de reconstruction de certains bâtiments ont été élaborés. Il lui demande si des dispositions ont été arrêtées en vue de leur prochaine mise en application et si les propositions budgétaires pour 1973 feront une place accrue aux crédits d'équipement des écoles nationales vétérinaires. Il souhaiterait connaître encore: 1° les lignes directrices de la politique qui sera suivie en matière de recrutement de personnel afin de résorber l'actuelle et sévère pénurie d'effectifs (une redistribution de certains postes budgétaires présentement non pourvus pouvant avoir à cet égard des conséquences bénéfiques); 2° les mesures qui, au plan de la conception de l'enseignement et de l'organisation des études peuvent être prises pour assurer aux étudiants vétérinaires une formation serrant d'aussi près que possible les réalités nouvelles qui vont se présenter à eux dans l'exercice de leur profession, du fait notamment de l'évolution des structures économiques. (Question du 8 juin 1972.)

Réponse. — Conformément aux orientations définies par le VI^e Plan, une part importante des moyens de l'enseignement supérieur agronomique a été attribuée aux écoles nationales vétérinaires, permettant une amélioration de leurs conditions de fonctionnement. En matière d'équipement, il est prévu au titre du VI^e Plan un réaménagement de l'école d'Alfort, la reconstruction de celle de Lyon, l'achèvement de celle de Toulouse et, si possible, la construction d'une quatrième école. La reconstruction de l'école de Lyon débutera dans les prochains mois. En ce qui concerne le recrutement du personnel enseignant des écoles nationales vétérinaires, il est prévu que dès que des postes nouveaux seront obtenus ils seront mis à la disposition des établissements en fonction de leurs besoins. Un effort important sera réalisé au titre du budget 1973. Le problème de l'adaptation de l'enseignement à l'évolution de l'agriculture a déjà fait l'objet d'études de la part du conseil supérieur de l'enseignement vétérinaire et des enseignements ont été créés ou développés suivant le développement des sciences ou les modifications de l'agriculture (ainsi des chaires sont-elles désormais entièrement consacrées

à la microbiologie et à l'immunologie, à la biochimie vétérinaire, à la pathologie des animaux élevés plus particulièrement en collectivités, à la pathologie de la reproduction, à l'alimentation des animaux, à l'hygiène des denrées alimentaires, etc.).

Etablissements scolaires (lycées agricoles).

25159. — M. Lainé expose à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural que certains lycées agricoles se trouvent dans une situation financière extrêmement difficile en raison du fait que si le coût moyen des diverses denrées rentrant dans la nourriture des élèves s'est accru de quelque 30 p. 100 entre le mois de janvier 1968 et celui d'avril 1972, celui de l'heure d'ouvrier spécialisé pour l'entretien de 33 p. 100 et le prix du fuel nécessaire au chauffage des établissements de 75 p. 100 durant la même période, par contre le prix moyen de la journée d'alimentation n'a cependant été augmenté que de 24 p. 100 dans le même laps de temps. Il lui demande s'il n'estime pas que dans ces conditions toutes mesures utiles devraient être, à son initiative et en accord avec son collègue, le ministre de l'économie et des finances, prises afin que soient attribuées à ces collèges des subventions leur permettant d'équilibrer leur budget. (Question du 29 juin 1972.)

Réponse. — Les lycées et collèges agricoles, placés sous la tutelle administrative et financière du ministère de l'agriculture et du développement rural sont, dans leur majorité, dotés de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Ce statut leur permet d'établir et de gérer leur budget d'une manière indépendante et de percevoir des ressources d'origines diverses dont les principales sont les subventions de l'Etat et les pensions des élèves. Les dépenses d'enseignement et de fonctionnement général sont dans leur presque totalité couvertes par les subventions de l'Etat réparties en fonction des crédits disponibles et de la structure des établissements. Par contre, la charge de l'entretien des élèves en internat revient normalement aux familles, qui s'en acquittent par le versement d'une pension. Deux mesures destinées à compenser en partie l'augmentation des charges de fonctionnement des établissements et de l'entretien des élèves sont envisagées. Le projet de budget 1973 comporte au titre de l'enseignement technique agricole une augmentation des crédits destinés au fonctionnement des établissements. En outre, les prix de pensions des élèves seront majorés dans des proportions raisonnables dès la rentrée scolaire 1972-1973 pour tenir compte de l'augmentation du coût des denrées alimentaires, des prestations de service, de l'entretien et du chauffage des locaux d'internat.

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, EQUIPEMENT, LOGEMENT ET TOURISME

Zone à urbaniser en priorité (Ranguell, à Toulouse).

23895. — M. Michel Rocard attire l'attention de M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme sur les problèmes posés par la zone à urbaniser en priorité de Ranguell, à Toulouse. La première tranche (Ranguell A) comporte une densité d'habitants de 500 par hectares, soit plus de trois fois plus qu'à Sarcelles; les terrains de jeux pour enfants représentent 100 mètres carrés, soit un mètre carré pour huit enfants, les emplacements de parkings sont au nombre de 200 pour plus de 2.000 personnes, et les espaces verts inexistant. La deuxième tranche (Ranguell B) apparaît d'ores et déjà comme devant présenter une situation encore aggravée; tant en ce qui concerne la densité de la population que l'absence d'espaces verts et d'équipement collectifs. L'ensemble de cette zone à urbaniser en priorité, par suite d'une série de dérogations successives, ayant par exemple abouti au remplacement du centre socio-culturel prévu par une station-service, se révèle donc dramatiquement sous-équipée: absence d'espaces, de local de réunions, de P. T. T., d'aires de jeux pour les enfants, d'écoles, de dégagements, de parkings, etc. Or, la dernière parcelle de terrain encore nue et utilisable pour l'implantation de ces équipements doit faire l'objet de la construction de 400 nouveaux logements par le même promoteur, construction qui rendra définitivement impossible la création des espaces verts et des équipements collectifs indispensables. Il lui demande donc s'il n'estime pas indispensable de prendre, de toute urgence, toutes mesures nécessaires pour que soit respectée la convention de zone à urbaniser en priorité initiale et que soient implantés les espaces verts et équipements collectifs indispensables. (Question du 2 mai 1972.)

Réponse. — La zone à urbaniser par priorité de Ranguell a été créée par arrêté ministériel en date du 14 février 1961. Cette zone créée à l'initiative de la ville de Toulouse et située au Sud-Est

de l'agglomération à la limite de la zone rurale et limitrophe du campus scientifique et universitaire de Ranguell doit permettre aux habitants de cet ensemble de bénéficier des commodités de la ville attenante et des agréments de la campagne immédiate. La superficie totale de cette zone était à l'origine de 56 hectares et le plan d'urbanisme de détail la concernant, a été approuvé par arrêté en date du 16 juin 1965. Il prévoyait alors la réalisation de 1.841 logements. Une convention d'études et de réalisation a été passée entre la Société d'équipement de Toulouse « Midi-Pyrénées » et la ville de Toulouse pour l'aménagement et l'équipement de cette zone. Depuis lors les études du schéma de structures dans l'agglomération toulousaine ont entraîné une modification des programmes de construction de logements et des équipements d'accompagnement. C'est pourquoi, depuis l'approbation du plan initial en 1965, la plupart des permis de construire ont été donnés dans le cadre des dispositions de l'article 33 du décret n° 58-1463 du 31 décembre 1968. La ville de Toulouse poursuit actuellement la révision de son plan d'urbanisme directeur et envisage de réduire le nombre des logements de cette Z.U.P. à 1.382 répartis de la façon suivante: 526 logements, déjà construits, dans la première tranche et 856 dans la seconde tranche, dont 525 sont déjà réalisés ou en cours d'édification. Ces nouvelles dispositions auraient pour conséquence de réduire la densité globale à 24 logements/hectare, soit environ 80 habitants/hectare, chiffre très éloigné de celui avancé par l'honorable parlementaire. Les espaces libres à vocation, pour partie, de terrains de jeux pour enfants et qui sont traités comme des espaces verts s'étendent sur environ 16.800 mètres carrés dans la zone A avec, en particulier, un espace central de 5.900 mètres carrés. Dans la zone B, aux 4.000 mètres carrés déjà existants, viendront prochainement s'ajouter, compte tenu de la suppression de 3 immeubles, 5.000 mètres carrés d'espaces verts complémentaires. En matière de stationnement, il convient de préciser que 523 (et non 200) places de garage ou parking sont prévues dans la première tranche, soit environ une place par logement, et 608 places dans la seconde tranche soit environ 0,94 place par logement. La révision du P.U.D. actuellement en cours devrait permettre de remédier à cette insuffisance et de dégager les emplacements encore indispensables à la réalisation des 75 emplacements encore nécessaires. En ce qui concerne les équipements collectifs: sur les 22 classes primaires prévues au programme scolaire, qui sera totalement financé au cours du VI^e Plan, 12 classes élémentaires sont terminées; quant aux travaux d'édification du bureau de poste, ils commenceront avant la fin de l'année 1972 et les équipements socio-culturels à réaliser par la collectivité publique sont en cours d'étude. Enfin, s'il est exact que le dernier emplacement actuellement non affecté doit permettre la construction de 268 logements (et non de 400 comme il est indiqué par l'honorable parlementaire), il convient de souligner que la suppression de 3 immeubles prévus à l'origine, permettra de dégager, comme indiqué ci-dessus, 5.000 mètres carrés d'espaces verts complémentaires. Il semble donc que les mesures souhaitées par l'honorable parlementaire ont d'ores et déjà été prises et qu'en particulier, les orientations choisies par la ville de Toulouse conduisent à l'aménagement souhaitable des programmes de logements au profit de l'environnement.

Primes à la construction non convertibles (construction, vente de pavillons individuels).

24280. — M. des Gastines expose à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme qu'une société immobilière de construction-vente (loi n° 64-1278 du 23 décembre 1964, art. 28) réalisa un groupe d'habitations sur un terrain acquis en 1969, se composant uniquement de pavillons individuels destinés à être vendus en l'état futur d'achèvement. Le permis de construire a été obtenu le 13 avril 1970 et une partie des lots a reçu suivant décision du 2 mars 1971 une décision d'octroi de primes convertibles en bonifications d'intérêts, dont certaines immédiates et d'autres différées. Les travaux ont alors pu commencer et cinq prêts spéciaux du Crédit foncier de France ont été obtenus directement aux noms des cinq premiers acquéreurs. Pour la tranche suivante, certains acquéreurs ayant manifesté l'intention de ne pas demander de prêt du Crédit foncier de France, certaines primes convertibles ont été supprimées par décision modificative du 16 décembre 1971. Ces acquéreurs avaient l'intention d'obtenir la prime non convertible mais est intervenu le décret n° 72-66 du 24 janvier 1972 interdisant aux personnes morales de pouvoir demander cette prime non convertible et supprimant le bénéfice de la prime pour les constructions dont les travaux ont commencé avant l'accord de principe d'octroi. Il en résulte dans cette situation: d'une part, que la prime ne peut plus être demandée que par l'acquéreur, lequel ne peut valablement le faire que lorsqu'il est devenu régulièrement propriétaire après signature de la vente en l'état futur d'achèvement; d'autre part, qu'en raison de l'achèvement

obligatoire des fondations avant la conclusion du contrat de vente, ce commencement des travaux entraînera le refus de la demande de prime par l'acquéreur devenu propriétaire. En effet, en dépit de la loi du 16 juillet 1971, le Gouvernement semble devoir subordonner à l'achèvement des fondations avant la vente le maintien du bénéfice de la garantie intrinsèque d'achèvement prévue par les articles 22 et 23 c du décret n° 67-1166 du 22 décembre 1967, s'appliquant à la réalisation en cause. Les buts du décret du 24 janvier 1972 précisés dans la réponse à la question n° 22464 de M. Ansquer (*Journal officiel*, Débats A. N., du 22 avril 1972, page 952), à savoir : favoriser la construction des maisons individuelles, améliorer l'économie des projets de construction, sont atteints dans la réalisation objet de la présente question, notamment au point de vue économique puisque certains pavillons, qui sont tous identiques, ont bénéficié de prêts spéciaux du Crédit foncier de France. Il lui demande en conséquence quelles mesures il entend prendre pour supprimer dans ce domaine des primes non convertibles l'injustice dont souffrent les personnes qui font construire leur logement par l'intermédiaire d'une société de construction-vente, par rapport à celles qui le font directement de leur propre chef. (Question du 19 mai 1972.)

Réponse. — Désormais, en application de l'article 22 du décret n° 72-66 du 24 janvier 1972 relatif aux primes, aux bonifications d'intérêt et aux prêts à la construction, les primes non convertibles en bonifications d'intérêt sont réservées aux personnes qui construisent elles-mêmes le logement qu'elles occuperont personnellement, ou qui constituera l'habitation principale de leurs ascendants ou descendants, ou de ceux de leur conjoint. Cependant, la circulaire du 21 juillet 1972 (*Journal officiel* du 23 juillet 1972) relative aux primes et aux prêts à la construction autorise, dans les dispositions transitoires, à prendre en considération toutes les demandes de primes non convertibles formulées avant le 1^{er} février 1972, dès lors que les travaux ont été commencés avant cette date et dans des cas exceptionnels et dûment justifiés (s'agissant de construction de maison individuelle destinée à être occupée à titre de résidence principale et permanente) si les travaux n'ont pu être commencés qu'après le 31 janvier 1972. Les renseignements donnés dans l'exposé de la question écrite ne permettent pas d'être plus précis. De toute façon, il ne peut qu'être conseillé au promoteur de l'opération immobilière qui est à son origine de prendre contact avec les services départementaux de l'équipement. Il est précisé qu'il n'existe pas de droit à la prime à la construction. Celle-ci constitue un avantage accordé dans la limite des crédits ouverts à cet effet dans le budget de l'Etat. La dotation budgétaire annuelle est répartie entre les départements dans le cadre d'une procédure déconcentrée. Les primes à la construction sont attribuées par les préfets, en fonction de priorités qu'ils déterminent à partir de directives générales qui leur sont adressées chaque année.

Paris (port de charbon et de poussier du quai Louis-Blériot).

24945. — M. Stehlin demande à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme s'il est exact qu'un port fluvial de charbon et de poussier sera prochainement installé le long du quai Louis-Blériot, à Paris (16^e), et si un tel aménagement ne risque pas de développer davantage la pollution, à la fois atmosphérique et des eaux, qui menace Paris plus que toute autre région de France. (Question du 20 juin 1972.)

Réponse. — Il n'est prévu d'installer, le long du quai Louis-Blériot, à Paris (16^e), aucun poste de chargement ou de déchargement de charbon et de poussier. Seuls existent à cet endroit des équipements permettant l'accostage des unités fluviales, où sont dédoublés certains convois poussés en provenance de la Basse-Seine, qui ne peuvent traverser la capitale sans fractionnement en raison de leur trop grande longueur. Le choix de cet emplacement pour effectuer une manœuvre indispensable à l'approvisionnement en charbon d'une centrale électrique située en amont de Paris a été imposé par le souci de maintenir la sécurité de la navigation et résulte de la nécessité de disposer d'un plan d'eau assez vaste pour réaliser sans risque l'évitage de unités. Afin d'atténuer le bruit que peuvent engendrer de telles manœuvres, des dispositions ont été prévues en vue d'interdire l'utilisation d'interphones et de rendre obligatoire la fermeture des capots au-dessus des machines. D'autres mesures sont à l'étude qui devraient, dans un proche avenir, diminuer encore sensiblement le niveau sonore de ces manœuvres. En attendant leur mise en œuvre, les horaires pendant lesquels les installations d'accostage peuvent être utilisées ont été limités. Il ne saurait en revanche être envisagé de supprimer la navigation fluviale dans l'agglomération parisienne. Le rappel du volume de trafic assuré par le port autonome de Paris, qui s'est élevé à quelques 42 millions de tonnes en 1971, suffit à mettre en évidence la surcharge du réseau routier qui résulterait d'une telle mesure, ainsi que l'accrois-

sement du bruit et de la pollution atmosphérique qu'engendrerait la circulation des camions si ceux-ci devaient être substitués aux unités fluviales.

Urbanisme (certificat d').

25315. — M. Mazeaud demande à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme si, préalablement à une vente de terrain à bâtir ou de bâtiment d'habitation, les notaires doivent obtenir de la direction départementale de l'équipement et du logement une note de renseignements dite « Certificat d'urbanisme », permettant de renseigner officiellement l'acquéreur sur la réglementation d'urbanisme et les servitudes publiques auxquelles peut être soumis l'immeuble à acquérir. Pour obtenir ce certificat d'urbanisme, le demandeur remplit un imprimé fourni par le ministère de l'équipement et du logement qui comporte notamment la désignation cadastrale de l'immeuble objet de la demande de renseignements. La direction de l'équipement et du logement demande qu'il soit fourni avec cet imprimé un plan de situation dudit immeuble. Il souhaiterait savoir, pour les communes à cadastre rénové, si les services de l'équipement et du logement ne pourraient pas avoir à leur disposition les feuilles du cadastre, ce qui leur permettrait de repérer avec précision l'immeuble objet de la demande de renseignements et, de ce fait, de dispenser le demandeur de produire un plan de situation. (Question du 8 juillet 1972.)

Réponse. — Il n'est nullement fait obligation aux notaires d'obtenir un certificat d'urbanisme préalablement à une vente de terrain à bâtir ou de bâtiment d'habitation. Toutefois, la pratique s'en est généralisée à la suite d'un arrêt de la Cour de cassation du 21 février 1956 selon lequel a été estimé justifié l'arrêt d'une cour d'appel prononçant la résiliation d'une vente et mettant en cause la responsabilité du notaire et du vendeur qui avaient omis de mentionner dans l'acte l'existence d'une servitude *non ædificandi* grevant le terrain. Par ailleurs, depuis l'intervention de la loi n° 71-581 du 16 juillet 1971, la production du certificat d'urbanisme déclarant un terrain constructible est nécessaire pour obtenir l'exonération du droit d'enregistrement édictée par l'article 1250 bis du code général des impôts, en cas de vente ou d'apport en société dudit terrain comme terrain à bâtir. Le décret n° 72-613 du 3 juillet 1972 précise que la demande de certificat d'urbanisme doit être accompagnée d'un plan de situation du terrain permettant de le localiser avec précision et comportant l'indication des équipements publics existants. Il ne paraît pas possible actuellement, d'instituer un régime particulier dispensant les demandeurs de produire un tel plan dans les communes à cadastre rénové ; la question pourrait être réexaminée lorsque l'ensemble du cadastre aura été rénové ; encore serait-il alors nécessaire que toute indication soit donnée en ce qui concerne les équipements publics, lors de l'établissement de la demande de certificat d'urbanisme.

Primes à la construction (primes non convertibles).

25363. — M. Briana expose à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme qu'au cours des dernières années les crédits affectés dans les zones rurales à la construction d'H. L. M. locatives ont été nettement insuffisants eu égard à l'importance des besoins. Pour suppléer à cette insuffisance, l'initiative privée a dû entreprendre la construction de logements locatifs en faisant appel pour le financement des travaux aux aides accordées sous forme de primes et de prêts. En raison des longs délais d'attente qui sont imposés pour l'obtention des prêts spéciaux du Crédit foncier de France, les constructeurs ont sollicité l'attribution, d'une part, des prêts à moyen terme du crédit agricole et, d'autre part, des primes non convertibles en bonifications d'intérêts. Les nouvelles dispositions du décret n° 72-66 du 24 janvier 1972, applicables à compter du 1^{er} février 1972, supprimant les primes non convertibles pour les logements destinés à la location, déséquilibrent le plan de financement initialement prévu pour ces logements et placent les constructeurs, qui ne peuvent cependant être considérés comme des spéculateurs puisqu'ils ont dû faire appel au crédit, devant de sérieuses difficultés. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin que tous les constructeurs de logements locatifs, qui ont engagé un programme de constructions avant le 1^{er} février 1972, en prévoyant le financement des travaux à l'aide, d'une part, d'un prêt à moyen terme d'une caisse de crédit agricole mutuel et, d'autre part, de primes non convertibles, puissent percevoir l'aide qu'ils comptaient recevoir de l'Etat, compte tenu des besoins en logements locatifs qui se font sentir de manière particulièrement aiguë dans les zones rurales. (Question du 15 juillet 1972.)

Réponse. — La circulaire du 21 juillet 1972 (*Journal officiel* du 23 juillet), relative aux primes et aux prêts à la construction, auto-prise, dans les dispositions transitoires, à prendre en considération les demandes de primes non convertibles formulées avant le 1^{er} février 1972 que le logement soit destiné à l'habitation du constructeur ou à la location, si les travaux ont été commencés avant cette date. Ceci répond au désir exprimé par l'honorable parlementaire. Il est, par ailleurs, précisé qu'il n'existe pas de droit à la prime à la construction. Elle constitue un avantage accordé dans la limite des crédits ouverts à cet effet dans le budget de l'Etat. La dotation budgétaire annuelle est répartie entre les départements dans le cadre d'une procédure déconcentrée. Les primes à la construction sont attribuées par les préfets, en fonction de priorités qu'ils déterminent à partir de directives générales qui leur sont adressées chaque année.

DEFENSE NATIONALE

Service national (choix de la date d'incorporation).

23109. — M. Pierre Villon rappelle à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale que la loi du 9 juillet 1970 relative au service national suscite une grande inquiétude parmi la jeunesse de notre pays. En effet, les lycéens et les élèves des classes préparatoires aux grandes écoles vont être obligés de choisir avant l'âge de 19 ans la date d'accomplissement de leur service militaire. En conséquence, il lui demande : 1^o quels sont les moyens d'information prévus pour faire connaître ces nouvelles mesures à l'ensemble de la population et en particulier aux lycéens et aux élèves des classes préparatoires aux grandes écoles ; 2^o si le cas des élèves reçus au concours d'entrée des grandes écoles est soumis aux décisions du Conseil d'Etat pour leur ouvrir le droit au sursis et à partir de quels critères celui-ci prendra ses décisions ; 3^o quel sort sera réservé aux élèves reçus au concours et n'ayant pu obtenir l'accord du Conseil d'Etat. (*Question du 25 mars 1972.*)

23595. — M. Ballanger demande à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale s'il peut lui faire connaître les dispositions essentielles et la date de publication des mesures d'application prévues par l'article 9 de la loi n° 71-424 du 10 juin 1971 portant code du service national. Les candidats qui se présenteront au baccalauréat en 1972 sont les premiers auxquels seront applicables les dispositions des articles 3, 9 et 10 de la loi ci-dessus. Ceux d'entre eux qui envisagent de poursuivre des études au-delà du baccalauréat, et leurs familles, devraient pouvoir être informés de toutes les dispositions législatives et réglementaires ayant trait au sursis d'incorporation prévu par la loi afin d'être en état de prendre une décision quant à la poursuite de leurs études, en pleine connaissance de cause. (*Question du 15 avril 1972.*)

Réponse. — Le bénéfice du sursis d'incorporation pour études prévu par l'article 23 de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée et réglementé par le décret n° 67-71 du 25 janvier 1967 a été maintenu par l'article 26 de la loi n° 70-596 du 9 juillet 1970 pour les jeunes gens nés après 1950 qui sont entrés avant le 1^{er} janvier 1972 dans l'enseignement supérieur ou dans une classe d'une école de formation professionnelle ouvrant droit au régime de la sécurité sociale des étudiants. En outre, la loi du 9 juillet 1970, qui a donné à tous les jeunes Français le droit de choisir l'époque de leur incorporation entre les âges de dix-huit et de vingt et un ans, a, par ses articles 4 et 5, offert la possibilité à certains d'entre eux de n'être appelés au service national actif qu'après l'âge de vingt et un ans et pour une durée de seize mois, soit parce qu'ils poursuivent des études de médecine, de pharmacie ou de chirurgie dentaire les préparant à un emploi spécialisé pendant le service actif, soit parce qu'ils ont obtenu, avant cet âge, l'agrément de leur candidature à un emploi dans des laboratoires ou dans des organismes scientifiques dépendant du ministre d'Etat chargé de la défense nationale ou agréés par lui ou à un emploi au titre du service de l'aide technique ou du service de la coopération. Il résulte de ces dispositions que pour les autres jeunes gens, et en particulier pour les lycéens qui sont actuellement en classe de première ou en classe terminale, il appartiendra à ceux-ci de choisir l'époque la plus favorable pour accomplir leur service national actif, compte tenu de leur âge, de leur situation familiale, de la nature des études qu'ils désirent entreprendre ou poursuivre et, le cas échéant, du moment le plus favorable pour interrompre ces études. Une information générale a été et sera donnée individuellement à tous ces jeunes gens, au moment de leur recensement dans les mairies, au cours des opérations de sélection auxquelles ils sont convoqués et lors de la notification de leur mise en report d'incorporation jusqu'à l'âge de vingt et un ans. En outre, tous les jeunes gens de la classe 1972, qui ont été recensés au début de

l'année 1970, ont reçu de leur bureau de recrutement, en février 1971, une lettre d'information relative au nouveau régime institué, postérieurement à leur recensement, par la loi du 9 juillet 1970. Par ailleurs, une note d'information sur le service national a été rédigée et diffusée par la commission armée-jeunesse à l'intention des établissements scolaires et des organismes susceptibles d'informer les étudiants et les lycéens. Parallèlement, une circulaire du ministère de l'éducation nationale, élaborée en liaison avec le département de la défense nationale, est venue compléter récemment cette information. Quant aux élèves des classes préparatoires aux grandes écoles, ceux qui ont été admis dans ces classes préparatoires en 1971, peuvent bénéficier normalement de l'ancien régime des sursis d'incorporation ; ceux qui seront admis dans ces classes en 1972 ou postérieurement seront soumis au régime institué par la loi du 9 juillet 1970, c'est-à-dire qu'ils devront accomplir leur service actif entre leur admission au concours et leur entrée à l'école, à moins qu'ils n'aient été exemptés ou dispensés de ce service actif ou que leur candidature à un emploi particulier ait été agréée en application de l'article 4 de ladite loi. Le décret n° 72-727 du 1^{er} août 1972 et publié au *Journal officiel* du 6 août 1972 fixe les conditions d'application des dispositions de l'article 4 précité, reprises dans l'article 9 du code du service national. Il convient de préciser à ce propos que le Conseil d'Etat interviendra en la personne du conseiller d'Etat appelé à présider la commission chargée de formuler un avis sur les candidatures avant décision des ministres intéressés.

Colonies de vacances (action sociale des armées).

24435. — M. Albert Bignon appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale sur les modalités de fonctionnement de l'organisme chargé de l'action sociale de son département ministériel. Il lui expose notamment que les colonies de vacances, ainsi que les centres d'adolescents et de préadolescents, organisés par l'action sociale des armées ont institué un système de prix de journée basé sur un quotient familial comportant, outre la solde, les allocations familiales et les indemnités diverses, mais que, par contre, les différentes charges assumées par les familles ne sont pas prises en considération. Il en résulte que compte tenu du taux peu élevé des différentes tranches du quotient familial, ainsi déterminé, la majorité des militaires — même ceux dont l'indice de solde est inférieur à l'indice 390, se trouvent dans les tranches les plus fortes (par exemple, un adjudant ayant trois enfants se trouve dans la troisième tranche et doit verser 10 francs par jour et par enfant). Par ailleurs, l'action sociale des armées conserve la subvention qui lui est versée par l'Etat, soit 7 francs par jour et par enfant, alors que cette subvention devrait être normalement versée aux parents. Il y a lieu d'ajouter que ce même organisme bénéficie de nombreux avantages (installations militaires, encadrement : moniteurs recrutés parmi les militaires du contingent, etc.). Or il s'avère que les tarifs pratiqués dans le secteur civil sont nettement plus avantageux — malgré des charges plus importantes et l'emploi d'un personnel rémunéré, car la subvention de l'Etat est versée normalement aux parents. En effet, le prix de journée, de 12 francs par enfant, est ramené à 5 francs, compte tenu de la subvention précitée de 7 francs. Les personnels militaires désirant envoyer leurs enfants en colonie de vacances du secteur civil se trouvent donc pénalisés, la subvention de 7 francs leur étant refusée. Ils doivent donc régler le tarif moyen de 10 francs par jour et par enfant et de surcroît ne peuvent envoyer qu'un seul enfant dans la même colonie militaire, les frères et sœurs étant ainsi séparés. Compte tenu du caractère rigoureux et inéquitable de la réglementation mise en place par l'action sociale des armées, il lui demande s'il ne lui apparaît pas nécessaire d'intervenir auprès de cet organisme afin : 1^o de verser directement la subvention d'Etat aux familles, cette subvention étant accordée aux militaires dans les mêmes conditions qu'aux personnels civils ; 2^o de permettre l'admission de plusieurs enfants d'une famille dans la même colonie militaire. (*Question du 30 mai 1972.*)

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire sur les centres de vacances des jeunes du ministère d'Etat chargé de la défense nationale porte sur quatre points différents auxquels il sera répondu successivement et qui sont : le principe d'établissement des tarifs, l'attribution de la subvention d'Etat, le prix de revient de la journée et les modalités d'application. 1^o Principe d'établissement des tarifs : le système pratiqué par le service de l'action sociale des armées, basé sur le quotient familial, est conforme aux prescriptions de la circulaire du ministère des finances n° 100-27 B/2 du 13 août 1948 indiquant que « les services sociaux ont la faculté de faire varier les cotisations des agents selon tels critères qu'ils jugeront souhaitables comme le grade et la situation de famille ». Ce système, très nuancé, qui a été adopté en 1971,

permet d'établir plusieurs catégories en fonction des ressources et des charges de famille. L'application d'un barème fondé sur les quotients familiaux a d'ailleurs été souvent demandé par les syndicats et les comités sociaux ; par ailleurs, ce principe a été approuvé à deux reprises par le conseil central de l'action sociale des armées, organisme composé uniquement de représentants élus des personnels civils et militaires de la défense nationale. Il n'est pas exact de considérer que, dans le calcul du quotient familial, les différentes charges assumées par les familles ne sont pas prises en considération. En effet, le barème n'est pas établi en tenant compte des seules ressources de la famille, mais en effectuant le quotient de ces ressources par le nombre de personnes vivant au foyer. Ce mode de calcul est simple et paraît le plus équitable moyen d'apprécier les possibilités relatives des familles ; c'est d'ailleurs celui qui est généralement pratiqué par les organismes sociaux. Les éléments constitutifs du quotient familial font actuellement l'objet d'une étude au sein du comité interministériel des services sociaux ; si les recommandations de ce comité présentent une amélioration par rapport au système en vigueur à la défense nationale, le service de l'action sociale des armées ne manquera pas de les mettre en œuvre ; 2° attribution de la subvention de l'Etat : les tarifs pratiqués dans les centres de vacances tiennent compte du versement de la subvention de l'Etat à l'institution de gestion sociale des armées. Il n'est donc pas possible de verser cette subvention directement aux familles, d'une part parce qu'il y aurait incompatibilité avec le système du quotient familial et d'autre part parce qu'il s'agit d'une subvention versée aux œuvres et non d'une attribution aux familles, ainsi qu'il ressort des termes de la circulaire du 13 août 1948, déjà citée. Enfin, cette même circulaire et celle qui l'a complétée le 26 juin 1950, précisent que « le bénéfice de la subvention est réservé exclusivement aux colonies organisées par les administrations d'Etat au profit des enfants de leurs agents ». Ces dispositions ne permettent pas l'octroi de la subvention aux personnels désirant envoyer leurs enfants en colonies de vacances du secteur civil. Toutefois, par dérogation à ce principe, il a été admis que la subvention serait versée aux agents qui se trouvent dans l'obligation d'envoyer leurs enfants dans les colonies organisées par d'autres organismes que ceux de l'Etat, faute de places disponibles dans les colonies des administrations de l'Etat. Le service de l'action sociale des armées se conforme strictement à ce principe et à cette mesure dérogatoire ; 3° prix de revient de la journée : le prix de revient de la journée dans les centres de vacances de jeunes peut être rapproché des prix de revient pratiqués dans d'autres collectivités, à condition que la comparaison se fasse sur les mêmes bases : montant de la subvention directe, aides indirectes équivalentes et service rendu comparable. Il est exact que, dans quelques cas, les tarifs pratiqués dans le secteur civil sont plus avantageux. Il peut s'agir alors de centres de vacances organisés par des collectivités locales et recevant des subventions souvent importantes de ces collectivités. Il s'agit aussi de centres relevant de sociétés industrielles ou commerciales et dont les dépenses sont largement incluses dans le prix de vente des biens ou services fournis à la clientèle. Le service de l'action sociale des armées ne se trouve évidemment pas dans cette situation spéciale et ne bénéficie, par ailleurs, que partiellement d'une aide en personnels militaires en raison des réductions d'effectifs des armées ; 4° modalités d'admission : aussi bien en ce qui concerne les conditions d'admission dans les centres de vacances que pour les tarifs appliqués, les civils et les militaires de la défense nationale sont traités d'une façon strictement identique. Les centres de vacances du ministère d'Etat chargé de la défense nationale, au nombre de 80 environ, reçoivent, à la mer, à la montagne, en campagne quinze mille enfants garçons et filles d'âge différent, pratiquant des activités multiples. Tant que les conditions le permettent, les enfants d'une même famille sont envoyés dans le même centre et, chaque année, de nombreuses dérogations d'âge sont accordées à cet effet. Il est cependant des cas où des différences d'âge trop importantes font obstacle à cette possibilité, malgré l'extension de la mixité dans les centres de jeunes.

Défense nationale (personnels civils : pension de retraite).

25350. — M. Hébert attire l'attention du ministre d'Etat chargé de la défense nationale sur les conséquences de la circulaire de son ministère portant le n° 6205 MA DPC/6/G en date du 25 avril 1962. Cette circulaire fixe les modalités d'application aux personnels civils des armées des dispositions de la loi n° 59-1479 du 28 décembre 1959. Cette loi ouvre à certains fonctionnaires de l'ordre technique (chefs de travaux de la marine) une option en faveur d'une pension des ouvriers des établissements de l'Etat prévue par la loi du 2 août 1949. Le chapitre premier de ladite circulaire indique les catégories de fonctionnaires pouvant opter ainsi que les deux conditions à remplir. Le deuxième chapitre stipule que l'agent doit

percevoir lors de sa radiation des contrôles une indemnité compensatrice ou le cas échéant une indemnité forfaitaire dégressive créée par le décret n° 56-1296 du 17 décembre 1956. Or, selon les termes d'une circulaire du ministre des armées portant le n° 39070 MA/DPC/CRG du 7 août 1968, laquelle fixe à son tour les modalités d'application d'un décret en date du 26 juillet 1968, ce décret n'a plus de valeur. Depuis le 27 juillet 1968, aucun agent ne perçoit l'indemnité forfaitaire dégressive du décret n° 56-1296 du 17 décembre 1956. En compensation, tous sont bénéficiaires de l'indemnité forfaitaire à taux identique prévue au décret du 26 juillet 1968 et de la circulaire ministérielle n° 39070. En conséquence, il lui demande s'il n'estime pas logique de modifier la circulaire n° 6205 du 25 avril 1962 qui se réfère au décret n° 56-1296 avec la rédaction suivante : au lieu de : « ... c'est-à-dire l'indemnité compensatrice ou le cas échéant l'indemnité forfaitaire dégressive créée par le décret n° 56-1296 du 17 décembre 1956 », mettre : « ... c'est-à-dire l'indemnité compensatrice ou le cas échéant l'indemnité forfaitaire créée par le décret du 26 juillet 1968 dont l'application est fixée par la C. M. 39070 MA/DPC/CRG du 7 août 1968 ». Cette rédaction aurait l'avantage d'éviter l'équivoque, tant pour le service des pensions des armées que pour le service de la dette publique. (Question du 15 juillet 1972.)

Réponse. — L'attention de l'honorable parlementaire est appelée sur le fait que, selon son intitulé, le décret du 26 juillet 1968 n'a fait que « modifier » le décret n° 56-1296 du 17 décembre 1956. Certes, la nature même de l'indemnité a, de ce fait, été changée, puisque le caractère de dégressivité fixé dans le décret du 17 décembre 1956 a été supprimé par celui du 26 juillet 1968. C'est le sens des commentaires apportés pour son application par la circulaire n° 39070 MA/DPC/CRG du 7 août 1968. Néanmoins, il n'est pas nécessaire de modifier les textes portant référence au décret n° 56-1296 du 17 décembre 1956, puisque son modificatif du 26 juillet 1968 ne l'a pas juridiquement abrogé.

Officiers (dégagés des cadres en 1934).

25400. — M. Paquet attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale sur la situation dans laquelle se trouvent certains officiers de carrière qui ont été victimes de la loi de dégageement des cadres, par décision ministérielle n° 2477, en date du 30 novembre 1934, et qui ont été mis à la retraite d'office, sans la moindre compensation. Il s'agit d'officiers qui, pour la plupart, ayant participé à la guerre de 1914-1918, et possédant des états de services particulièrement brillants, ont également combattu pendant la guerre de 1939-1945 et, en outre, servi sur les théâtres extérieurs d'opérations au Maroc ou en Indochine, qui ont été contraints de prendre leur retraite d'office et n'ont pu bénéficier d'avantages incontestables des plus substantiels résultant d'une promotion au grade supérieur dans la réserve. Il lui demande s'il n'estime pas équitable que toutes dispositions utiles soient proposées par lui afin que soit prise en considération la situation de cette catégorie d'officiers si injustement lésés dans leurs intérêts matériels et moraux. (Question du 22 juillet 1972.)

Réponse. — La situation des officiers auxquels s'intéresse l'honorable parlementaire est parfaitement connue du ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Elle a d'ailleurs fait l'objet de nombreuses propositions de loi tendant à permettre la promotion au grade supérieur des officiers de réserve honoraires. Cependant, aucune de celles-ci n'a pu aboutir, l'honorariat étant une position définitive dans laquelle l'officier de réserve conserve le grade qu'il détenait lors de sa radiation des cadres. Sans méconnaître les mérites des intéressés, il n'est pas possible de revenir sur les décisions prises et la situation d'officiers dégagés des cadres depuis trente-huit ans doit être considérée comme définitivement réglée.

Sous-officiers (classement indiciaire).

25471. — M. Tomasini rappelle à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale que la commission chargée d'étudier l'évolution comparée depuis 1945 de la situation des sous-officiers et de celle d'autres catégories de personnels de l'Etat a conclu à un retard moyen de l'ordre de 21 points. Le Gouvernement a décidé alors de faire bénéficier tous les sous-officiers en activité ou en retraite d'une amélioration indiciaire de 21 points réels, cette amélioration étant accordée à raison de 15 points au 1^{er} juillet 1968 et de 16 points dans le cadre de la mise au point d'un plan de cinq années dont la première étape a pris effet le 1^{er} juin 1970. Ce « rattrapage » doit également tenir compte des relèvements d'indices accordés aux fonctionnaires civils des catégories C et D. Il lui demande s'il peut faire le point en ce qui concerne les dispositions déjà intervenues pour la réalisation de ce « rattrapage ».

Il souhaiterait en particulier savoir si le plan de cinq ans ne pourrait pas être réduit d'une année afin que ces dispositions puissent prendre leur plein effet dès le 1^{er} juillet 1973. (Question du 22 juillet 1972.)

Réponse. — La commission chargée d'étudier l'évolution comparée depuis 1945 de la situation des sous-officiers et de celle d'autres catégories de personnels de l'Etat a conclu à un retard de l'ordre de 21 points. Le Gouvernement a entériné ces résultats et décidé de faire bénéficier tous les sous-officiers, en activité ou en retraite, classés dans les échelles de solde n^{os} 1, 2, 3 et 4, quel que soit leur niveau dans la grille hiérarchique, d'une amélioration indiciaire de 21 points réels. Ces 21 points ont été accordés à raison de 5 points au 1^{er} juillet 1968 (décret n^o 68-656 du 10 juillet 1968 et arrêté du 2 août 1968) et de 16 points à l'occasion de la mise en œuvre d'un plan de cinq ans : 3 points en 1970, 4 points en 1971, 3 points en 1972, 1973 et 1974 (décret n^o 70-83 du 27 janvier 1970 et arrêté du 4 février 1970). Ces deux derniers textes ont en effet fait bénéficier les militaires auxquels s'intéresse l'honorable parlementaire, sous forme d'un plan de cinq ans dont la première étape a pris effet le 1^{er} janvier 1970, et qui s'étale en fait sur quatre ans et un jour (1^{er} janvier 1970-1^{er} janvier 1974), d'une part de ces 16 points, d'autre part de relèvements indiciaires résultant de la transposition des mesures accordées aux fonctionnaires civils des niveaux des catégories C et D. Pour des raisons d'ordre budgétaire, il ne peut être envisagé de modifier l'étalement rappelé ci-dessus.

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE

Gas et pétrole (mer du Nord).

24755. — M. Cousté demande à M. le ministre du développement industriel et scientifique : 1^o dans quelles sociétés et pour quel pourcentage les intérêts français privés ou publics se trouvent engagés dans les recherches de pétrole et de gaz naturel dans le plateau continental de la mer du Nord ; 2^o quelles sont les prévisions de productions actuellement connues pour les prochaines années ainsi que l'orientation de leur écoulement à l'intérieur de la C.E.E. élargie ; 3^o quelles sont les modalités de la fixation du prix tant du pétrole que du gaz naturel. (Question du 13 juin 1972.)

Réponse. — Les questions posées par l'honorable parlementaire appellent les réponses suivantes : 1^o Intérêts miniers des sociétés françaises en mer du Nord : les sociétés à capitaux français ont manifesté très tôt leur intérêt pour l'exploration des hydrocarbures en mer du Nord. A l'exception du Danemark, elles sont présentes dans tous les pays à vocation pétrolière. Le nombre de ces pays et la diversité des attributions de permis rend compliquée la description de ce domaine minier. Grande-Bretagne. — C'est sur le plateau continental britannique que les sociétés françaises se sont vues attribuer dès 1964 les premiers permis. Trois séries d'attributions ont couvert le plateau continental britannique de permis : 1964-1965, les enchères d'août 1971 et les attributions de 1972. Actuellement, sur les 75.000 kilomètres carrés des permis en zone britannique, 5.934 kilomètres carrés sont à participation française. Compte tenu du pourcentage d'intérêt des sociétés françaises, leurs intérêts nets correspondent à 4.960 kilomètres carrés, se décomposant : Erap : 2.217 kilomètres carrés ; S.N.P.A. : 1.343 kilomètres carrés ; C.F.P. : 1.400 kilomètres carrés. Aucune découverte, hors l'extension britannique du gisement de gaz norvégien de Frigg, n'est à signaler sur ce domaine. Norvège. — En 1967, le groupe Pétronord (Erap, S.N.P.A., C.F.P., Eurafrep et Norskydro) obtient trois licences, dont il croise en 1967 les intérêts dans le pourcentage 80:20 avec le groupe Phillips. C'est sur un bloc Phillips qu'a été découvert le gisement d'Ekofisk. En 1969, le groupe franco-norvégien (Erap, S.N.P.A., C.F.P. et Norskydro) obtient quatre licences. Sur l'une d'entre elles devait être découvert, deux ans plus tard, le gisement de Frigg. Enfin, en 1971, Pétronord s'associe à 20 p. 100 sur un permis d'un groupe d'indépendants américains, Panocéan. L'ensemble des permis norvégiens couvrent une surface de 44.000 kilomètres carrés, les intérêts français sont présents sur 11.088 kilomètres carrés. En part nette, les positions sont actuellement les suivantes, pour une surface totale de 5.029 kilomètres carrés : Erap : 2.141 kilomètres carrés ; S.N.P.A. : 1.013 kilomètres carrés ; C.F.P. : 1.528 kilomètres carrés ; Privés français : 347 kilomètres carrés. République fédérale allemande. — Une autorisation de recherche et d'exploitation couvrant tout le plateau continental allemand était accordée à un consortium allemand lorsqu'en 1967 le groupe Amphitrite Erdoel (Erap, S.N.P.A., C.F.P.) s'est joint à la recherche, son pourcentage de participation est actuellement de 10 p. 100. Par la suite, deux permis placés initialement sous juridiction néerlandaise, attribués

au groupe français Pétronord, sont passés sous juridiction allemande après l'accord sur la délimitation de la mer du Nord. Au total, l'ensemble des permis en mer du Nord couvre 30.000 kilomètres carrés ; les Français sont présents sur 18.058 kilomètres carrés. En intérêt net, les superficies s'élèvent à : Erap : 1.045 kilomètres carrés ; S.N.P.A. : 477 kilomètres carrés ; C.F.P. : 763 kilomètres carrés ; Privés français : 60 kilomètres carrés. Pays-Bas. — De 1968 à 1970, Pétronord (Erap, S.N.P.A., C.F.P. et Privés français) s'est vu attribuer 9 blocs couvrant 3.440 kilomètres carrés. Les parts respectives de chacun s'élèvent à : Erap : 1.549 kilomètres carrés ; S.N.P.A. : 515 kilomètres carrés ; C.F.P. : 1.032 kilomètres carrés ; Privés : 344 kilomètres carrés. L'ensemble des permis en mer du Nord néerlandaise couvre une surface de 30.000 kilomètres carrés. En résumé, sur 179.000 kilomètres carrés de permis en mer du Nord, les sociétés françaises sont présentes sur 38.520 kilomètres carrés. Leur intérêt net est actuellement de 15.773 kilomètres carrés.

	G.-B.	NORVÈGE	R. F. A.	PAYS-BAS	TOTAL
Surface totale attribuée.	75.000	44.000	30.000	30.000	179.000
Dont surface à participation française..	5.934	11.088	18.058	3.440	38.520
Surface correspondant aux intérêts nets français	4.960	5.029	2.344	3.440	15.773
Soit en pourcentage.	6,61	11,43	7,81	11,47	8,81
Dont :					
ERAP	2.217	2.141	1.045	1.549	6.952
S. N. P. A.	1.343	1.013	477	515	3.348
C. F. P.	1.400	1.528	762	1.032	4.722
Privés français....	»	347	60	344	751

2^o Prévisions de production pour les prochaines années : orientation de l'écoulement : on peut prévoir que la production des gisements de la mer du Nord sera de l'ordre de 100 MT en 1980. La production des sociétés françaises proviendra, dans l'état actuel des découvertes, de deux groupes de gisements en zone norvégienne de la mer du Nord. Le champ d'Ekofisk, composé des gisements d'Ekofisk, de Ouest Ekofisk et d'Ergfisk, sur lequel les intérêts français, au sein du groupe Pétronord, se décomposent en : Erap : 5,40 p. 100 ; S.N.P.A. : 2,70 p. 100 ; C.F.P. : 4,05 p. 100 ; privés français : 1,16 p. 100 (Eurafrep, Francarep, Coparex). Aucun programme de production n'a été officiellement annoncé : la presse fait état d'un niveau maximal de 20 MT/an. Les droits d'enlèvements sont égaux aux droits théoriques de la production. Ce champ doit également produire du gaz ; les droits au gaz sont analogues à ceux sur l'huile. Sur le gisement de Frigg, à cheval sur la ligne séparative anglo-norvégienne, les droits se répartissent ainsi, compte tenu des options qui ont été retenues par Norskydro et l'Etat norvégien : zone norvégienne. — Erap 27,61 p. 100 ; C.F.P. 20,71 p. 100 ; S.N.P.A. 13,81 p. 100 ; Etat norvégien 5 p. 100 ; Norskydro 32,87 p. 100. Zone britannique. — Erap 44,4 p. 100 ; C.F.P. 33,33 p. 100 ; S.N.P.A. 22,22 p. 100 ; Etat norvégien » ; Norskydro ». Ce gisement, de gaz, vient d'être déclaré commercial : des travaux complémentaires sont nécessaires pour en évaluer les réserves, et aucune décision n'a encore été prise quant à son développement. A signaler également la petite découverte de gaz à condensat de COD sur le plateau continental norvégien par le groupe Pétronord en 1969. Ce gisement pourrait être mis en production en même temps que le gaz du champ d'Ekofisk. En ce qui concerne l'écoulement du gaz produit en mer du Nord différents projets sont à l'étude : évacuation vers la Norvège. Le marché norvégien ne semble pas pouvoir absorber toute la production et, en outre, des problèmes techniques de pose de canalisations au travers de la fosse norvégienne ne sont pas résolus. Evacuation vers les pays consommateurs du continent et la Grande-Bretagne. Sous réserves des autorisations nécessaires du gouvernement norvégien, les producteurs ont entamé des négociations pour la vente du gaz disponible. Du côté des acheteurs Gaz de France participe, en commun avec des entreprises belge, néerlandaise et allemande, à des négociations. 3^o Modalités de la fixation du prix du pétrole et du gaz naturel et régime des produits extraits. Les législations minières prévoient, en règle générale, un contrôle du gouvernement sur la mise en production et le niveau de la production des gisements découverts, sur la pose de canalisations d'évacuation ainsi que sur l'exportation des produits extraits. Dans la pratique, ces dispositions ont une faible incidence sur l'écoulement et le prix du pétrole, le marché des pays développés étant nettement importateur. En ce qui concerne le gaz, les dispositions pourraient être beaucoup plus contraignantes. Il faut signaler qu'en Grande-Bretagne le gaz extrait sur le plateau continental et destiné à la consommation industrielle

doit être offert à un « prix raisonnable » au Gas Council. Jusqu'à présent, la Grande-Bretagne a opté pour l'achat à un prix peu élevé du gaz extrait de son plateau continental et pour sa vente sur son propre marché intérieur. Il est encore trop tôt pour dire l'usage que feront les autres pays riverains de la mer du Nord du pouvoir qu'ils détiennent sur les sociétés pétrolières. L'importance des quantités découvertes et les projets de leur écoulement dans le cadre européen peut, à l'avenir, poser cette question en des termes différents.

Carburants (concentration des points de distribution d'essence).

25063. — **M. Jacques Barrot** attire l'attention de **M. le ministre du développement industriel et scientifique** sur les inconvénients que présente, pour les milieux ruraux, la poursuite d'une politique de concentration des points de distribution d'essence, en fonction des conditions de densité de population. Il est à craindre que les grandes compagnies distributrices ne procèdent à la fermeture d'un certain nombre de postes situés dans les communes rurales. Or, dans certains cas, il s'agirait du seul poste permettant d'alimenter tout un secteur et la disparition de celui-ci aurait de graves conséquences dans les régions de montagne où, en raison des conditions climatiques particulièrement rudes au cours de l'hiver, la circulation est très difficile. Il lui demande s'il n'estime pas opportun d'inciter les compagnies distributrices à conserver de tels postes, même si le seuil de rentabilité n'est pas atteint, afin que soit assurée cette forme de service public que constitue de nos jours la distribution d'essence. (Question du 27 juin 1972.)

Réponse. — Une certaine dispersion des stations-services de carburant à travers le territoire, notamment dans les zones rurales, est en effet souhaitable. L'arrêté du 29 janvier 1969 relatif au réseau de distribution de carburant a prévu des dispositions répondant à cette préoccupation. Tout d'abord, pour éviter que le démontage de points de vente (le réseau de distribution de carburant, comme toute infrastructure industrielle ou commerciale, est appelé à connaître un certain nombre d'aménagements, des installations disparaissent, d'autres se créent) ne soit à l'origine de la disparition de toute station dans une commune où il en existait au moins une, l'arrêté susvisé a prévu que la substitution de point de vente n'est possible que dans la mesure où la station appelée à être supprimée n'est justement pas le dernier point de vente existant dans la commune. Cette obligation de « ne pas faire » s'accompagne par ailleurs de mesures positives. En effet, l'arrêté de 1969 a prévu deux possibilités de création de points de vente : — droit de construire, sans limite, des points de vente sous la seule réserve du respect de minimum de distances par rapport au réseau existant. L'article 3 de l'arrêté précise en effet que le titulaire d'autorisation spéciale d'importation de produits pétroliers a « la possibilité d'approvisionner tout point de vente situé à la fois à plus de 25 kilomètres de distance par route d'un point de vente qu'il approvisionne déjà et à plus de 5 kilomètres d'un groupe de points de vente quels que soient les titulaires approvisionnant ces derniers, le groupe se définissant par l'existence de trois points de vente sur une longueur égale ou inférieure à 2 kilomètres » ; — octroi d'un contingent annuel de création de points de vente ne pouvant être exercé que dans les communes ayant moins de 5.000 habitants et dépourvues de tout point de vente ; — l'exercice de ces droits ne peut aller que dans le sens souhaité de la dispersion géographique des stations-service de carburant.

Espace (projet Symphonie).

25125. — **M. Cousté** demande à **M. le ministre du développement industriel et scientifique** : 1° s'il peut faire le point du projet Symphonie dont la conception et la réalisation se déroulent en coopération avec l'Allemagne fédérale et la Belgique ; 2° si, compte tenu de l'élargissement de la Communauté économique européenne, l'on peut penser que de nouveaux Etats européens s'intéresseront à ce projet ou éventuellement à un autre et s'il peut préciser dans quel cadre et suivant quelle échéance ; 3° s'il peut préciser en ce qui concerne notamment le projet Symphonie si le lanceur est au point ainsi que le satellite lui-même et quand auront lieu les opérations de lancement dans l'espace. (Question du 28 juin 1972.)

Réponse. — La réalisation du projet franco-allemand Symphonie se poursuit conformément aux prévisions. Les essais probatoires sur modèles mécanique et thermique ont été effectués, et l'essai d'un modèle d'identification électrique, fonctionnellement identique aux modèles de vol, n'a pas révélé de défaut significatif. La confiance technique qu'inspire ce développement a permis au comité de direction franco-allemand de décider la transformation du prototype initialement prévu en un satellite identique aux deux exem-

plaires de vol du programme. Ce prototype modifié sera apte au vol avant l'été 1973 ; le premier satellite de vol Symphonie sera réexpédié dans le courant de ce même été. Quant au deuxième exemplaire de vol, il sera achevé vers la fin de l'année 1973. L'état d'avancement du projet Symphonie et le nombre élevé d'industriels qui coopèrent à son développement rendent difficile l'élargissement de ce dernier à d'autres pays que ceux qui y participent actuellement (France, R. F. A., Belgique). En revanche, huit membres du C. E. R. S./E. S. R. O. (France, R. F. A., Royaume Uni, Belgique, Italie, Suisse, Suède, Danemark) participent aujourd'hui, dans le cadre de cette organisation, à un programme de télécommunications dont l'objectif est la mise en orbite, vers 1980, d'un satellite opérationnel destiné à satisfaire les besoins de l'Europe, tant en matière de trafic téléphonique qu'en matière d'échange de programmes de télévision. Ce programme comporte une phase expérimentale qui doit s'achever en 1976, et durant laquelle un satellite dérivé du programme Symphonie pourrait être utilisé pour essayer en vol divers éléments du satellite définitif. Le programme Symphonie pourrait alors être prolongé grâce aux équipes franco-allemandes actuelles auxquelles seraient associés d'autres partenaires. Tandis que le développement et la construction des satellites Symphonie se poursuivent sans difficulté majeure, le lanceur Europa II, qui doit permettre leur mise en orbite, doit faire l'objet d'une remise en ordre technique approfondie. Après l'échec du tir F 11 en novembre 1971, une commission de revue de projet a été instaurée. Ses conclusions et les mesures qu'elle a recommandées pour rendre ce lanceur apte au vol ont été acceptées par le conseil du C. E. C. L. E. S./E. L. D. O. : le secrétariat a été réorganisé et son autorité technique renforcée ; le troisième étage du lanceur devra subir une refonte électrique très importante, et le système de guidage inertiel devra être également modifié. Le calendrier de ces travaux permet d'envisager un premier lancement de qualification (F 12) entre juillet et octobre 1973, puis un second (F 13), au début de 1974, qui placera sur orbite le satellite Symphonie prototype. Les lancements opérationnels des satellites Symphonie pourront alors avoir lieu dans le courant de l'année 1974 (F 14 et F 15).

Gaz de France (sécurité des installations).

25362. — **M. Briane** attire l'attention de **M. le ministre du développement industriel et scientifique** sur les dangers que représente pour les usagers un contrôle insuffisant des canalisations de gaz. Le remplacement du gaz de houille par le gaz naturel provoque une usure plus rapide des canalisations. Il serait souhaitable que Gaz de France fasse procéder périodiquement à la vérification de l'étanchéité des conduites. En ce qui concerne les nouvelles installations privées, il conviendrait que la fourniture du gaz soit subordonnée à l'agrément de ces installations par les services de Gaz de France. Dans tous les lieux devrait fonctionner un service de gaz-secours, susceptible d'intervenir rapidement en cas de danger. Au cours des dernières années, la direction de Gaz de France a résolu le problème du plein emploi du personnel administratif, à la suite de l'allègement de certaines tâches relatives aux relevés des compteurs, ou à la facturation, ou à l'encaissement, en développant le service commercial et en améliorant le service des œuvres sociales du personnel. Il serait souhaitable qu'elle envisage de perfectionner le service après-vente grâce à une augmentation de l'effectif du personnel technique et à un accroissement des moyens mis à sa disposition. Il lui demande quelles mesures seront prises pour assurer sur tous ces points la sécurité des usagers. (Question du 15 juillet 1972.)

Réponse. — 1° En ce qui concerne la vérification de l'étanchéité des conduites, il y a lieu de préciser que des équipes spécialisées des services d'exploitation du Gaz de France (subdivisions, districts, etc.), procèdent à la recherche systématique des fuites sur l'ensemble des réseaux de distribution. C'est ainsi que 12.000 kilomètres de conduites dites « anciennes » sont vérifiées chaque année, tandis que les recherches sur les canalisations plus récentes sont menées de telle sorte que la totalité de ces canalisations puisse être inspectée au cours d'une période quadriennale. Par ailleurs, chaque année, le Gaz de France procède au remplacement d'un pourcentage donné de conduites dont l'ancienneté pourrait être source d'accidents. Pour les nouvelles installations des abonnés, il convient de rappeler que, en application de l'arrêté du 15 octobre 1962 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz situées à l'intérieur des locaux d'habitation ou de leurs dépendances, la fourniture de gaz est subordonnée à la procédure suivante : après la réalisation ou la modification d'une installation comprenant des tuyauteries fixes, l'installateur doit rédiger un certificat en deux exemplaires dont l'un est destiné au distributeur attestant que les travaux ont été exécutés conformément aux dispositions

de l'arrêté susvisé qui impose de nombreuses prescriptions techniques. Le distributeur doit ensuite vérifier que la consistance des installations est bien conforme au document précédent. Si le distributeur constate que les installations réalisées ne respectent pas les prescriptions de l'arrêté du 15 octobre 1962, il doit inviter l'usager à les rendre conformes, avant d'entreprendre la fourniture du gaz. 2° Chaque exploitation de Gaz de France comprend des équipes de techniciens susceptibles d'intervenir dès qu'un appel leur est adressé, sur n'importe quel point du réseau. 3° Quant à l'importance des effectifs consacrés par le Gaz de France aux tâches techniques qui lui incombent, il ne semble pas y avoir de carence en ce domaine, le personnel actuellement employé correspondant aux tâches d'entretien et d'exploitation qu'il doit assumer. Conformément aux termes de l'article 46 de la loi du 8 avril 1946 portant nationalisation de l'électricité et du gaz et de son décret d'application du 13 juillet 1949, l'établissement, l'entretien et la réparation des installations intérieures des abonnés ne sont pas de la compétence du Gaz de France.

Charbonnages de France (E. T. A. M.)

25493. — M. Roucaute expose à M. le ministre du développement industriel et scientifique que l'article 42 de la convention collective des E. T. A. M. des houillères du Nord et du Pas-de-Calais est ainsi rédigé : « Sauf le cas de faute grave de leur part, il sera alloué aux employés commissionnés qui seront congédiés après un minimum de cinq années de commissionnement une indemnité distincte du préavis, tenant compte de la durée de leurs services aux houillères du bassin et aux compagnies anciennes exploitantes. Le montant de l'indemnité sera calculé à raison d'un cinquième des appointements mensuels par année de service accomplie depuis le commissionnement, avec maximum de trois mois ». Les agents mis en retraite anticipée d'office par les houillères du Nord et du Pas-de-Calais bénéficient de l'application dudit article 42. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour que ces mesures prises en faveur des E. T. A. M. mis à la retraite anticipée soient étendues à tous les bassins miniers, notamment à celui des Cévennes. (Question du 22 juillet 1972.)

Réponse. — Les employés des houillères de bassin qui obtiennent leur mise à la retraite anticipée en application d'un texte réglementaire de caractère général ne peuvent prétendre en aucun cas à l'indemnité à laquelle se réfère l'honorable parlementaire puisqu'ils sont, dès leur cessation d'activité, rendus titulaires d'une pension de retraite. Ce n'est que dans le cas où ils ont fait l'objet d'une mesure individuelle de dégageant des effectifs que les intéressés ont pu percevoir des houillères du Nord et du Pas-de-Calais l'indemnité en cause. Cette situation résulte de la possibilité laissée aux différentes houillères de bassin d'apprécier, en fonction des circonstances locales, les mesures susceptibles d'intervenir en la matière ; elle n'appelle pas d'observation de la part des pouvoirs publics.

ECONOMIE ET FINANCES

Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.

22634. — M. Stehlin expose à M. le ministre de l'économie et des finances que l'instruction ministérielle du 19 juillet 1971, qui a précisé les conditions d'application de la loi du 31 décembre 1970 créant l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat et instituant une taxe additionnelle de 3,50 p. 100 au droit de bail, n'a pas expressément compris dans la liste des locaux exonérés de cette taxe ceux loués à des associations à but non lucratif (loi de 1901). Or, l'ancien fonds national d'amélioration de l'habitat auquel vient d'être substituée la nouvelle agence prévoyait (circulaire n° 7094 parue au B. O. E. du 27 janvier 1956) que les locaux donnés en location à ce type d'associations étaient exonérés de la taxe alors fixée à 5 p. 100. Il lui fait remarquer, au cas où cette exonération serait effectivement supprimée, que ladite taxe impose une nouvelle charge aux propriétaires ou usufruitiers de ces locaux puisque ces derniers ne peuvent en récupérer le montant sur les locataires et lui demande s'il n'envisage pas de comprendre lesdits locaux dans la liste de ceux qui sont exonérés. (Question du 26 février 1972.)

Réponse. — L'article 6 de la loi n° 70-1283 du 31 décembre 1970, qui a institué la taxe additionnelle au droit de bail, a supprimé toute référence à la réglementation du prix des loyers et vise d'une manière générale tous les locaux affectés à l'habitation ou à l'exercice d'une profession. Tel est le cas notamment des locaux occupés par des associations à but non lucratif et par des syndicats professionnels, qui doivent, dès lors, être soumis à la taxe additionnelle au droit de bail.

Plus-values de cession d'appartements (définition du prix de revient).

23676. — M. Jean-Paul Palewski demande à M. le ministre de l'économie et des finances si dans le cas des ventes d'appartements intervenant dans un délai supérieur à cinq ans après la fin de la construction, et donnant lieu, de la part des services de l'enregistrement à la perception d'une taxe de 15 p. 100 sur la plus-value, il est correct d'ajouter au prix de revient défini par les textes officiels, les remboursements en capital effectués au Crédit foncier (intérêts exclus). Il lui demande s'il peut lui donner une interprétation de la loi, qui, semble-t-il, n'a pas évoqué ce problème particulier. (Question du 22 avril 1972.)

Réponse. — Les prêts consentis par le Crédit foncier constituent un mode de financement du prix de revient de l'immeuble. Les remboursements en capital effectués par l'emprunteur de doivent donc en aucun cas être ajoutés à ce prix de revient pour le calcul des plus-values de cession imposables.

Contribution foncière des propriétés bâties : exonération.

23704. — M. Leroy attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les conditions exigées par la réglementation en vigueur concernant le dégrèvement accordé à certaines catégories de contribuables sur l'impôt foncier. En effet, seuls peuvent en bénéficier les propriétaires de maisons inoccupées en cours de travaux, à condition que celles-ci soient destinées à la location ; en sont exclues les familles achetant et remettant en état un pavillon pour leur usage. Par extension, une société peut donc acheter un ensemble immobilier important inoccupé, y effectuer des travaux de remise en état sur plusieurs années en vue de la location d'appartements ; elle sera dégravée d'impôt foncier sur chaque immeuble pendant toute la durée des travaux. Il lui demande donc s'il envisage d'étendre le bénéfice de cette exonération aux catégories de contribuables de condition modeste qui en sont exclues afin de mettre un terme à cette injustice fiscale. (Question du 22 avril 1972.)

Réponse. — Le dégrèvement de contribution foncière prévu à l'article 1397 du code général des impôts en cas de vacance d'une maison normalement destinée à la location n'aboutit nullement à faire bénéficier les propriétaires d'immeubles donnés en location d'un privilège injustifié. En effet, la situation de ces propriétaires ne peut être comparée à celle des propriétaires qui conservent la disposition de leur logement qu'en prenant en considération l'ensemble du régime fiscal auquel sont soumises ces deux catégories de contribuables. Les personnes qui occupent le logement dont elles sont propriétaires peuvent sous certaines conditions déduire les intérêts d'emprunts et les frais de ravalement. Quant au revenu en nature correspondant à l'occupation de l'immeuble, il n'est pas imposable. Ces personnes sont donc soumises à un régime fiscal très favorable par rapport aux propriétaires d'immeubles donnés en location. Il n'est donc pas inéquitable que lorsque ces derniers se trouvent privés du produit de leurs locations, par suite d'une vacance imprévue de l'immeuble, ils puissent bénéficier, outre évidemment l'absence normale d'imposition au titre de l'impôt sur le revenu, du dégrèvement de la contribution foncière. Mais, il est exigé que la vacance soit réellement indépendante de la volonté du propriétaire. Cette dernière condition est appréciée très strictement, de sorte que le dégrèvement est notamment refusé lorsque la vacance est consécutive à des travaux d'agrandissement, de reconstruction ou de modifications intérieures susceptibles de donner une plus-value à l'immeuble. Tel sera le cas pour la société visée dans la question posée par l'honorable parlementaire si elle a acheté l'ensemble immobilier pour effectuer des travaux de cette nature. Il n'apparaît donc pas qu'il y ait lieu de modifier les dispositions en cause.

Intéressement des travailleurs (Société de conseil et d'assistance en informatique).

23756. — M. Brocard expose à M. le ministre de l'économie et des finances la situation d'une société de services, dont l'objet est le conseil et l'assistance en informatique, au regard de l'ordonnance du 17 août 1967, modifiée par l'article 62 de la loi de finances 1969. Cette société a conclu un accord de participation des salariés aux fruits de l'expansion de l'entreprise mais s'interroge sur la nature des immobilisations qu'elle peut créer ou acquérir aux fins d'utiliser les fonds mis à sa disposition (réserve spéciale de participation et provision pour investissements). Il lui demande : 1° Si les « programmes » peuvent être considérés comme des immobilisations au regard de la législation sur la participation des salariés aux fruits de l'expansion et, dans l'affirmative, cette légis-

lation, en protégeant la propriété, est-elle celle de la propriété littéraire et artistique; 2° Si le « savoir faire » qu'acquiert le personnel à l'issue de sa formation et de sa spécialisation dans l'entreprise, et que la société vend aux clients en mettant à leur disposition une équipe d'ingénieurs et de techniciens, ne constitue pas un « know-how »; 3° Dans l'affirmative, à quelle réglementation doit être soumise cette constitution de « know-how » et comment doit être évalué et comptabilisé ce type d'immobilisation. (Question du 25 avril 1972.)

Réponse. — Les immobilisations susceptibles de valoir emploi de la provision pour investissement visée à l'article 8 modifié de l'ordonnance n° 67-693 du 17 août 1967 se définissent comme les biens durables d'une entreprise par opposition à ses valeurs d'exploitation. Elles se distinguent par ailleurs des frais d'établissement inscrits à un compte d'actif sans valeur réelle mais dont la charge peut être répartie sur plusieurs exercices. C'est en fonction de ces critères généraux de différenciation et au vu des éléments de fait propres à chaque situation particulière, que doit être résolue la question de savoir si les programmes mis au point par une société de conseil et d'assistance en informatique et le savoir-faire acquis par le personnel de cette société constituent ou non des immobilisations. Dans l'affirmative, l'inscription à l'actif du bilan du prix de revient ou de la valeur réelle de ces immobilisations fait apparaître en contrepartie un profit imposable dans les conditions de droit commun.

Donation en avancement d'hoirie (imposition des plus-values).

23862. — M. Louis Terrenoire expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'en 1966, un père fait donation d'un terrain à son fils (qui n'est pas unique), en avancement d'hoirie. Le fils a décidé de vendre le terrain à lui attribué, comme terrain à bâtir. Les opérations de liquidation de la succession du père sont en cours (décès survenu en décembre 1971). Le fils doit indemniser les héritiers (frère et sœur) bien entendu sur la valeur du terrain au jour du décès (la date du partage étant voisine de celui-ci). Observation faite que dans le cas d'espèce, application doit être faite des stipulations de l'article 922 nouveau du code civil, pour le calcul de la réduction. Il lui demande quelle sera l'incidence sur l'imposition des plus-values, et le fils, est-il fondé pour la liquidation des plus-values à prendre comme base de départ, la valeur du bien donné au jour du partage, puisque c'est sur cette base qu'il doit indemniser les autres héritiers du défunt. (Question du 28 avril 1972.)

Réponse. — Les règles du droit civil relatives aux rapports à succession ne portent pas atteinte à la validité de la donation consentie en 1966. Il en résulte que le donataire doit être considéré comme ayant été le seul propriétaire du bien depuis cette date. Par suite, dans la situation évoquée, la donation étant postérieure au 1^{er} septembre 1963, la plus-value réalisée lors de la vente du terrain reçu doit être déterminée, conformément aux dispositions de l'article 150 ter-11-1 b du code général des impôts, par rapport au prix versé par les auteurs du cédant lors de la dernière acquisition à titre onéreux. Toutefois si le donateur a acquis lui-même le bien en cause, soit par succession, soit par donation antérieure au 1^{er} septembre 1963, soit, enfin, par donation-partage remontant à plus de trois ans, c'est la valeur vénale au jour de cette mutation à titre gratuit qui peut être retenue.

Groupements d'intérêt économique (administrateurs : imposition de leurs rémunérations).

24118. — M. Alain Terrenoire expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'il a été constitué un G. I. E. en application de l'ordonnance du 22 septembre 1967. Ce G. I. E. est composé de deux membres : 1° la S. A. R. L. établissements A; 2° la société anonyme B. Le capital a été fixé à une somme de 10.000 francs, dont la moitié est fournie par chacune des deux sociétés. Conformément à l'ordonnance du 22 septembre 1967 ce G. I. E. est administré par deux personnes physiques. Ces deux personnes physiques se trouvent être : M. A (qui par ailleurs est gérant de la S. A. R. L. Etablissement A); M. B. (qui par ailleurs est P. D. G. de la S. A. B.). Les membres du G. I. E. désirent allouer aux administrateurs un appointement annuel de 8.000 francs chacun. Il lui demande : 1° si ces appointements seront considérés comme des salaires imposables comme tels au nom personnel des deux administrateurs; 2° dans le cas contraire, comment seront-ils considérés au point de vue fiscal. Il est précisé que M. B. P. D. G. de la S. A. B. frères n'a pas la majorité au sein du conseil d'administration de cette société et que M. A gérant de la S. A. R. L. A est gérant minoritaire. (Question du 10 mai 1972.)

Réponse. — En principe les appointements en cause seront considérés comme des salaires imposables au nom des bénéficiaires. Il est rappelé toutefois que, conformément aux dispositions de l'article 39-1-1° du C. G. I., les rémunérations allouées aux dirigeants des entreprises bénéficiant du statut fiscal de salarié ne peuvent venir en déduction des bénéfices imposables que dans la mesure où elles correspondent à un travail effectif et ne sont pas excessives eu égard à l'importance du service rendu.

Mutualité sociale agricole.

24130. — M. André-Georges Volsin expose à M. le ministre de l'économie et des finances la question suivante : un décret de 1950 a créé les prêts à l'amélioration de l'habitat qui ont pour but d'aider les allocataires de la mutualité sociale agricole à effectuer dans leurs locaux d'habitation des travaux d'aménagement ou de réparation. Le montant de chaque prêt est au maximum de 80 p. 100 du montant des dépenses à effectuer dans la limite de 3.500 francs, au taux d'intérêt de 1 p. 100. Le volume des prêts à accorder par la caisse de mutualité sociale agricole ne peut, en outre, dépasser 0,25 p. 100 des prestations familiales payées. Il lui expose que, du fait de la limitation du volume global indiqué ci-dessus, les caisses ne peuvent accorder qu'un nombre très limité de prêts au taux de 3.500 francs. Considérant que le nombre de ces prêts est sans commune mesure avec les besoins, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que le pourcentage de 0,25 p. 100 des prestations familiales servant à calculer le volume global des prêts soit relevé, afin que les caisses de mutualité sociale agricole puissent satisfaire plus largement les demandes qui leur sont présentées. (Question du 16 mai 1972.)

Réponse. — Les conditions et limites d'attribution des prêts destinés à l'amélioration de l'habitat créés par le décret n° 849 du 18 juillet 1950, sont les mêmes pour tous les régimes de prestations familiales. Ils sont fixés par le décret n° 57-1022 du 17 septembre 1957, qui prévoit notamment que les caisses, organismes, collectivités et administrations chargés du paiement des prestations familiales sont autorisés à affecter pour chaque période de 12 mois une somme ne pouvant excéder 0,25 p. 100 du montant total de ces prestations ayant donné lieu à paiement au cours de l'année précédente. Ces prêts peuvent atteindre 80 p. 100 des dépenses effectuées par l'entrepreneur dans la limite d'un montant de 2.500 francs, porté à 3.500 francs par le décret n° 64-1032 du 30 septembre 1964. Il n'est pas envisagé de relever le pourcentage de 0,25 p. 100 du montant des prestations familiales servant à calculer le volume des prêts, afin de ne pas risquer de mettre en cause l'équilibre financier des régions concernées. Dans ces conditions, une augmentation du plafond des prêts aurait pour contrepartie une diminution du nombre des bénéficiaires, ce qui ne paraît pas souhaitable. Ainsi les termes de la réponse faite par le ministre de l'agriculture, publiée au *Journal officiel* du 17 juin 1972, p. 2634, ne peuvent être que confirmés.

Assurances automobiles (majoration de prime).

24170. — M. Habib-Deloncle demande à M. le ministre de l'économie et des finances : 1° si une compagnie d'assurances (branche automobile) est en droit de réclamer à ses clients une majoration sur la prime stipulée au contrat, alors que cette compagnie n'est pas en mesure de justifier par un texte publié au *Journal officiel* qu'elle a obtenu un relèvement de ses tarifs; 2° si « une dépêche ministérielle du 8 janvier 1970 adressée par le ministre de l'économie et des finances à M. le président de la fédération des sociétés d'assurances, lui donnant accord sur le tarif déposé par le groupement technique » est un texte officiel valant autorisation légale de hausse et applicable aux contrats passés avant le 8 janvier 1970; 3° si une compagnie est fondée à suspendre sa garantie, pour non-paiement de prime, alors que la prime a bien été payée, et que seul fut refusé le paiement de la majoration demandée, cette dernière n'ayant jamais fait l'objet d'aucune justification; 4° ce qui se passerait en cas d'accident. (Question du 16 mai 1972.)

Réponse. — 1° En règle générale les polices d'assurance automobile prévoient que si l'assureur décide de modifier ses tarifs, la prime fixée au contrat est modifiée en proportion à la première échéance suivant cette décision; celle-ci est prise par chaque compagnie d'assurance dans le cadre du régime de liberté surveillée qui s'applique à cette catégorie de prix. Ni les tarifs des sociétés d'assurances, ni les interventions de l'administration à leur propos ne donnent lieu à une quelconque publication au *Journal officiel*. 2° La lettre du 8 janvier 1970 adressée à M. le président de la fédération française des sociétés d'assurances avait pour objet de fixer, dans un climat de concertation avec la profession, les premières

mesures qui devaient conduire à un régime de liberté surveillée comportant la libre détermination des tarifs par les sociétés; elle prévoyait notamment un régime transitoire aujourd'hui dépassé et il n'existe plus maintenant de mesures de portée générale ou de décisions globales valables pour l'ensemble des entreprises d'assurances; seuls sont retenus comme guide les exigences très diverses de l'équilibre interne propre à chaque société et les impératifs de la politique générale des prix du gouvernement; l'administration exerce en ce domaine une surveillance permanente sur chaque compagnie d'assurance. 3° Les dispositions contractuelles autorisant l'assureur à majorer la prime des contrats en cours sont, en contrepartie, toujours assorties d'autres dispositions accordant au souscripteur le droit de résilier son contrat; faute d'avoir exercé ce droit, le souscripteur est tenu au paiement de la majoration demandée et l'assureur peut en poursuivre le recouvrement en justice tout en conservant la faculté de suspendre sa garantie en application de l'article 16 de la loi du 13 juillet 1930 sur le contrat d'assurance. 4° Les victimes d'accidents causés par un assuré dont la garantie se trouve suspendue peuvent être indemnisées par le Fonds de garantie aux conditions fixées par le titre 3 du décret 763 du 30 juin 1952 et par les articles 14, 15 et 16 du décret 135 du 7 janvier 1959. Dans ce cas cependant, le responsable de l'accident serait tenu de rembourser au fonds de garantie l'indemnité versée à la victime majorée de 50 p. 100 et serait passible d'une condamnation pénale de dix jours à six mois de prison et à une amende de 100 à 50.000 F.

Assurances automobiles (majoration des primes).

24185. — M. Ansqer appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le relèvement, qui doit intervenir incessamment, des tarifs d'assurance automobile. Il lui expose que si ces tarifs sont en « liberté surveillée » depuis le 1^{er} avril 1970, des relèvements tarifaires ont été autorisés en 1971, ceux-ci ne devant pas excéder, en principe, un taux de 5 p. 100. Or on a pu constater une anarchie tarifaire due aux agissements de certains assureurs automobiles, qui ont procédé à la sélection de leurs risques et pratiqué, en assurance automobile, une politique de dumping par suite de bénéfices financiers réalisés dans d'autres branches que l'automobile. Se référant à la réponse apportée à la question écrite n° 21410 de M. Fouchier (et parue au *Journal officiel*, débats de l'Assemblée nationale du 6 avril 1972), il lui demande : 1° s'il peut lui confirmer que toutes instructions utiles ont été données à l'administration de tutelle, laquelle doit s'assurer que les modifications de tarif envisagées par chaque société sont techniquement justifiées... et respectent les impératifs de la politique générale de surveillance des prix; 2° s'il n'estime pas que, s'agissant de l'assurance obligatoire au tiers, la majoration globale ne devrait pas excéder 4 p. 100 par rapport aux tarifs automobiles pratiqués en 1971. (Question du 17 mai 1972.)

Réponse. — Il est confirmé à l'honorable parlementaire que toutes instructions utiles ont bien été données à la direction des assurances pour que celle-ci vérifie, dans le cadre de la mission de surveillance qui lui incombe que les modifications de tarif automobile envisagées par chaque société sont techniquement justifiées et respectent les impératifs de la politique générale suivie par le Gouvernement en ce qui concerne les prix. Le principe même de la liberté surveillée concédée aux sociétés d'assurance en matière de tarification automobile exclut naturellement toute mesure générale et autoritaire de relèvement ou de plafonnement du tarif de la responsabilité civile. La situation de chaque société est par contre suivie en permanence par l'administration qui veille à ce que les ajustements tarifaires, que chacune d'entre elle peut éventuellement proposer sont correctement adaptés à l'évolution de l'ensemble des facteurs techniques qui la caractérisent, afin que soit toujours respecté le double impératif que constitue les données de l'équilibre de ses opérations et la ligne générale de la politique gouvernementale en matière de prix. Par suite les majorations en cause ne sauraient être uniformément alignées sur un pourcentage déterminé. Ces majorations sont nécessairement différentes selon les organismes d'assurance, en fonction notamment de l'équilibre d'exploitation de chacun d'eux, des sinistres intervenus, de la composition du portefeuille d'assurance par catégorie de véhicules et par localisation de ces derniers et, enfin, par catégorie de conducteur, compte tenu des règles de « bonus-malus ».

Sociétés civiles professionnelles (imposition des associés).

24237. — M. Pierre Lagorce expose à M. le ministre de l'économie et des finances que les membres des sociétés civiles professionnelles sont assujettis à l'impôt sur le revenu sur la part des bénéfices attribués à chacun d'eux, en principe d'après la répartition fixée

par les statuts. Il lui demande si, et dans quelles conditions, les dépenses personnellement supportées par un associé pour les besoins de l'activité sociale et qui ne sont pas prises en charge par la société, par exemple les frais d'utilisation et d'amortissement du matériel professionnel (voitures, mobilier, etc) qui n'a pas été apporté à la société, sont déductibles de la part de bénéfice social attribuée à cet associé. (Question du 18 mai 1972.)

Réponse. — Aux termes même des dispositions qui les régissent, les sociétés civiles professionnelles sont réputées exercer la profession de leurs membres. Le bénéfice réalisé doit donc être déterminé compte tenu de l'ensemble des frais généraux supportés par la société dans le cadre de l'exploitation sociale, soit directement, soit indirectement sous la forme de remboursements des frais exposés pour son compte par les associés. Le bénéfice social ainsi déterminé doit être réparti entre les associés sans que puissent en être déduits les frais exposés à titre personnel par ces derniers. Il s'ensuit que, dans la situation visée dans la question, les frais d'utilisation et l'amortissement d'un matériel professionnel qui est demeuré propriété de l'associé et dont celui-ci supporte personnellement la charge au lieu et place de la société ne peuvent venir en déduction de la part qui lui revient dans les bénéfices sociaux. Les associés peuvent éviter les inconvénients qui en résultent en faisant en sorte que les biens nécessaires au fonctionnement de la société figurent au bilan de celle dernière et non dans leur patrimoine personnel. D'autre part, les sociétés peuvent rembourser aux associés, sur justifications, les dépenses professionnelles qu'ils effectuent pour les besoins de l'activité sociale.

Commerçants (excédents d'acomptes provisionnels de T. V. A.)

24279. — M. Damette expose à M. le ministre de l'économie et des finances que de nombreux commerçants de sa circonscription et du Nord en général éprouvent, lorsqu'ils relèvent du forfait et cessent leur activité, de sérieuses difficultés à obtenir le remboursement des excédents d'acomptes provisionnels en matière de T.V.A. lorsque la liquidation des droits correspondant au dernier forfait (régularisation hors forfait comprise) fait apparaître un tel excédent. Le service d'assiette, s'appuyant sur l'instruction générale sur le contentieux, livre 1^{er} (Dir. I et Dir. II), affirme que la restitution d'un tel excédent relève du service du recouvrement qui doit purement et simplement assurer le remboursement direct dès qu'il est en possession de la régularisation définitive du service d'assiette. Le service du recouvrement quant à lui prétend que des instructions administratives préservent qu'un tel remboursement relève du contentieux d'assiette et doit être assuré sous forme de réclamation au directeur des impôts ou de dégrèvement d'office. Ces prises de position contradictoires provoquent des retards considérables dans la restitution des trop perçus à des contribuables qui précisément ont besoin de toute leur trésorerie au moment où ils cessent leur activité. Il lui demande quelles sont réellement les attributions respectives des services susvisés dans le cas exposé ci-dessus. (Question du 19 mai 1972.)

Réponse. — Dans le cadre du régime du forfait, le remboursement des excédents de versements provisionnels en matière de T.V.A. est effectué à la diligence du service de recouvrement, le service d'assiette lui adressant, en cas de cessation d'activité, les éléments de liquidation du compte du redevable. Le remboursement intervient ensuite, directement, dans des conditions qui ont, normalement, pour effet de mettre rapidement les fonds à la disposition des bénéficiaires. Ces règles d'action seront rappelées aux services compétents.

Plus-values foncières (propriétaire en liquidation judiciaire).

24397. — M. Pierre Lelong, appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur un cas particulier d'application de la fiscalité, en matière d'imposition sur les plus-values foncières. Il s'agit du cas où le propriétaire d'un terrain à bâtir, exerçant par ailleurs une activité commerciale, se trouve en situation de liquidation judiciaire de biens. Il peut arriver en ce cas que le syndicat de liquidation sollicite l'autorisation de diviser le terrain en plusieurs lots, afin d'augmenter la masse à répartir entre les créanciers. La question peut alors se poser de savoir si l'impôt sur les plus-values est dû, et à qui il incombe. On peut craindre, en effet, que la perception de cet impôt ne pénalise les créanciers. Il lui demande s'il peut lui faire connaître la position adoptée par la direction générale des impôts dans une telle hypothèse. (Question du 26 mai 1972.)

Réponse. — Dans la situation évoquée par l'honorable parlementaire le propriétaire du terrain doit être réputé du point de vue fiscal, avoir réalisé personnellement l'opération en cause quelles que

soient les circonstances dans lesquelles celle-ci est effectivement intervenue. Dès lors que, préalablement à la vente du terrain, une autorisation régulière de division en lots a été demandée et obtenue, l'intéressé a donc la qualité de lotisseur, et les profits résultant de la vente des lots doivent par suite être soumis à l'impôt sur le revenu au titre des bénéfices industriels et commerciaux.

Rapatriés (indemnisation).

24425. — M. Grotteray rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances la situation des rapatriés âgés et nécessiteux et celle des rapatriés commerçants dont la reconversion demeure difficile et qui espèrent en vain depuis dix ans l'indemnisation qui leur a été promise. Il redoute que le report du délai de conclusion à la fin du mois de juin ne soit prétexte à de nouveaux retards dans l'étude des dossiers. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour accélérer cette indemnisation et pour tenir compte également des fluctuations monétaires survenues depuis le rapatriement. (Question du 26 mai 1972.)

Réponse. — La date limite de dépôt des demandes d'indemnisation, précédemment fixée au 29 février 1972, a été reportée, conformément à l'article 25 de la loi n° 72-650 du 11 juillet 1972 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, au 30 juin 1972 afin de ne pas léser les intérêts de nos compatriotes rapatriés qui, par méconnaissance des dispositions de la loi n° 70-632 du 15 juillet 1970, ou par suite de difficultés matérielles, n'avaient pu faire valoir leurs droits. Le nombre de dossiers définitivement réglés ayant progressé d'une façon satisfaisante au cours du premier semestre 1972, on peut considérer que la prorogation du délai de dépôt des demandes d'indemnisation n'a eu qu'une incidence limitée sur les résultats de l'activité de l'Agence nationale pour l'indemnisation des français d'outre-mer. Il convient de rappeler que cet établissement public sera vraisemblablement en mesure, grâce aux dispositions déjà prises, de parvenir, avant la fin de la présente année, à un rythme d'activité lui permettant d'utiliser les crédits budgétaires affectés annuellement à l'indemnisation.

Fiscalité immobilière (immeuble à usage de tennis).

24437. — M. Jousseau expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'une société civile créée en 1926 et issue d'une indivision est propriétaire depuis cette date d'un immeuble à usage de tennis de plein air. Cet immeuble détruit par fait de guerre en 1945 a été reconstitué avec l'aide partielle des dommages de guerre. Depuis leur reconstitution, les tennis et les bâtiments annexes sont loués à une société sportive agréée qui les exploite. L'immeuble productif de revenus est imposé à l'impôt foncier bâti au nom de la société civile. Actuellement, la ville où sont situés ces biens désire en faire l'acquisition avec le but bien précis de maintenir l'affectation sportive et d'interdire toute promotion immobilière. Etant entendu que : 1° il ne s'agit pas d'un terrain à bâtir ; 2° que l'immeuble est propriété de la société civile depuis plus de cinq ans (cinquante ans) ; 3° qu'il ne figure pas à l'actif du bilan d'une société commerciale, il lui demande s'il n'estime pas que cet immeuble, que la ville destine uniquement à des usages sportifs d'utilité publique, doit être soumis à l'imposition des plus-values immobilières. (Question du 30 mai 1972.)

Réponse. — Sous réserve du cas signalé plus loin, les dispositions de l'article 150 ter du code général des impôts relatives à l'imposition des plus-values de cession de terrains non bâtis s'appliquent également en cas de mutation de terrains partiellement recouverts de bâtiments lorsque la superficie développée de ces bâtiments est inférieure à 15 p. 100 de la contenance cadastrale du terrain ou lorsque leur valeur intrinsèque est inférieure à 30 p. 100 du prix de cession (25 p. 100 dans les villes de plus de 200.000 habitants). Dans la situation envisagée, par l'honorable parlementaire, la plus-value réalisée par le vendeur à l'occasion de la cession envisagée sera donc imposable selon les modalités prévues à l'article 150 ter précité, si les conditions rappelées ci-dessus sont remplies, alors même que ladite cession n'entrerait pas dans le champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée. Toutefois, la société civile propriétaire aura la possibilité d'apporter la preuve que les biens cédés n'ont pas le caractère de terrains à bâtir. L'administration d'une telle preuve dépendra des circonstances de fait dans lesquelles l'opération interviendra. Il est précisé cependant que dans la mesure où la location des tennis et des bâtiments annexes serait considérée comme portant sur un établissement muni d'un mobilier et d'un équipement suffisant pour en permettre le fonctionnement, la société civile balleresse relèverait de l'impôt sur les sociétés à

raison des produits de la location conformément aux dispositions de l'article 206-2 du code général des impôts. Dans cette situation, l'article 150 ter de ce code ne serait pas applicable et les profits retirés de la cession de ces biens seraient normalement soumis au régime des plus-values définies aux articles 39 duodécies et suivants du même code.

Expropriation (indemnité).

24515. — M. Lainé attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les nombreuses difficultés qu'entraîne trop souvent pour les intéressés l'expropriation de terrains dont ils sont propriétaires. Il lui demande plus particulièrement s'il n'estime pas : 1° que l'indemnité d'expropriation devrait non seulement représenter le montant du préjudice subi, mais aussi couvrir l'imposition fiscale pour plus-value foncière ; 2° que les chiffres limites fixés par le décret du 28 janvier 1961 devraient être révisés afin de tenir compte de l'augmentation générale du coût de la vie depuis cette date. (Question du 31 mai 1972.)

Réponse. — 1° L'article 11 de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 portant réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique prévoit la réparation du préjudice réel, matériel et certain causé par l'expropriation. Mais cette disposition ne permet pas de faire supporter par l'autorité expropriante le montant de l'imposition due éventuellement par le cédant à raison de la plus-value réalisée et qui constitue une charge personnelle de celui-ci. A défaut, les propriétaires auraient intérêt à être expropriés plutôt qu'à céder leurs biens. 2° Les prix limites, en deçà desquels les terrains à usage agricole ou forestier peuvent ne pas être considérés comme terrains à bâtir, ont été fixés par le décret du 29 janvier 1964 à un niveau élevé. Ils correspondent encore actuellement à la valeur intrinsèque et réelle des terrains en cause et il n'est pas envisagé de les modifier. Au surplus, lorsque l'aliénation du bien n'entre pas dans le champ d'application de la T. V. A., le cédant peut, en cas de dépassement des limites, rester en dehors du champ de l'imposition en apportant la preuve que le bien cédé ne constitue pas un terrain à bâtir et que l'importance du prix stipulé trouve sa cause dans des considérations particulières de rentabilité ou de convenance étrangères à toute affectation éventuelle des terrains cédés à la construction.

Hypothèques (acquisition de terrains par l'administration ; frais de mainlevée de l'inscription hypothécaire).

24576. — M. Couderc attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la situation suivante : dans le département de la Lozère, les services des domaines et de l'équipement procèdent, notamment sur les routes nationales 9 et 107 bis, à d'importantes acquisitions de terrains destinées à l'amélioration du réseau routier national (élargissements et modifications de tracés). La majeure partie de ces acquisitions se fait à l'amiable. Mais ces acquisitions à l'amiable laissent subsister les inscriptions hypothécaires prises sur les parcelles cédées et, avant tout règlement de l'indemnité, il est demandé aux cédants de procéder à leurs frais aux formalités de purge des hypothèques. Ces frais s'élèvent à environ 120 francs. En Lozère, département pauvre, où la propriété est très morcelée et où la plupart des agriculteurs ont contracté des emprunts auprès de la caisse régionale de crédit agricole mutuel, il arrive assez fréquemment que le montant de l'indemnité n'atteigne pas les frais de mainlevée de l'inscription hypothécaire. Il lui demande donc s'il ne serait pas possible dans le cadre de tels emprunts comme en matière communale pour toutes les acquisitions (décret n° 1352 du 14 novembre 1952, article 5, *Journal officiel* du 18 novembre 1952), de dispenser l'administration de recourir systématiquement à ces mainlevées lorsque le montant de l'indemnité n'atteint pas 5.000 francs. L'organisme prêteur ayant généralement pris inscription sur l'ensemble de la propriété (immeubles bâtis et non bâtis), ce ne sont pas les quelques ares généralement incorporés à la route qui peuvent mettre en danger le recouvrement du prêt. Ce ne serait que justice à l'égard des propriétaires qui, plus compréhensifs que ceux qui se laissent exproprier et n'ont pas à procéder à cette formalité, puisque les articles 7 et 8 de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 éteignent tous droits réels ou personnels sur les immeubles expropriés, se trouvent ainsi défavorisés. Tout le monde y trouverait son compte, l'administration, dans une simplification de ses méthodes, et le propriétaire. (Question du 2 juin 1972.)

Réponse. — Aux termes de l'article R. 9 du code du domaine de l'Etat et de l'article 6 du décret n° 62-1352 du 14 novembre 1962, le prix des immeubles et des droits réels immobiliers acquis

à l'amiable suivant les règles du droit civil par l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics qui en dépendent, peut être payé au vendeur après publication de l'acte au fichier immobilier sans l'accomplissement des formalités de purge des privilèges et hypothèques inscrits, lorsqu'il n'exécède pas 5.000 francs pour l'ensemble de l'immeuble acquis. L'article 7 du décret susvisé du 14 novembre 1962 étend le bénéfice de cette mesure aux acquisitions intervenues dans le cadre d'une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique. Ces dispositions ayant été rappelées aux services intéressés du département de la Lozère, les difficultés signalées par l'honorable parlementaire ne se produiront plus.

Fiscalité immobilière - I. R. P. P.
(plus-value sur la cession de terrain).

24664. — M. Paul Duraffour expose à M. le ministre de l'économie et des finances la situation d'un contribuable qui cède à une société civile de construction une parcelle de pré de quatre hectares environ, moyennant le prix de 20 francs le mètre carré environ. Ce terrain avait été donné par les auteurs du contribuable par voie de donation-partage en 1954, avec un domaine agricole. Il appartenait à ses auteurs pour avoir été acquis par eux avant le 1^{er} janvier 1950. Ce contribuable a fait sa déclaration de plus-value en prenant pour base du prix de revient la méthode forfaitaire de 20 p. 100 du prix de cession, se basant sur la circulaire de l'administration 8 C 2121 du 1^{er} janvier 1971. Or, l'inspecteur des impôts, service de la fiscalité immobilière, prétend que ce mode de calcul pour la détermination plus-value ne peut s'appliquer qu'aux acquisitions antérieures au 1^{er} janvier 1950 ou aux donations-partage de moins de trois ans, et en conséquence prend pour base l'évaluation du domaine agricole de la donation de 1954 au prorata des hectares. Le contribuable, lui, prétend qu'il a la possibilité d'opter pour la méthode d'évaluation forfaitaire qui lui est plus favorable du fait même qu'il a acquis ce terrain à titre gratuit postérieurement au 1^{er} janvier 1950, mais que ses auteurs en étaient propriétaires avant cette date. Il lui demande s'il peut lui préciser sa position sur la question dont il s'agit. (Question du 7 juin 1972.)

Réponse. — La plus-value réalisée à l'occasion de la cession à titre onéreux d'un terrain à bâtir est normalement constituée par la différence entre le prix de cession et une somme égale au prix pour lequel le bien a été acquis à titre onéreux par le contribuable, ou le prix pour lequel le bien a été acquis à titre onéreux par ses auteurs s'il est entré dans le patrimoine du contribuable par voie de mutation à titre gratuit. Toutefois, il résulte des termes mêmes de l'article 150 ter-II 1 b du code général des impôts que pour les biens entrés dans le patrimoine du contribuable soit par voie de succession ou de donation antérieure au 1^{er} septembre 1963, soit par voie de donation-partage remontant à plus de trois ans, la valeur vénale au jour de la mutation à titre gratuit est substituée au prix d'acquisition. Ces dispositions sont impératives (cf., en ce sens, arrêt du Conseil d'Etat du 21 juin 1972, req. n° 83973). Il s'ensuit que, dans la situation évoquée par l'honorable parlementaire, c'est à juste titre que l'administration a retenu, pour déterminer la plus-value, la valeur vénale du bien acquis par donation-partage en 1954 et non la valeur résultant de la méthode forfaitaire de calcul. Quant à la mesure de tempérament prévue dans la documentation administrative du 1^{er} janvier 1971 (8 C 2121 p. 101) elle ne peut trouver à s'appliquer que lorsque le cédant est obligatoirement tenu de faire état d'un prix ou d'une valeur d'acquisition consignés dans un acte intervenu avant le 1^{er} janvier 1950, ce qui n'est pas le cas du contribuable dont la situation est évoquée.

Fiscalité immobilière (I. R. P. P.
Plus-value sur cession de terrain. — Taxe d'urbanisation).

24671. — M. Godon appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les dispositions des articles 3 et 4 de la loi n° 63-1241 du 19 décembre 1963 prévoyant l'assujettissement à l'impôt sur le revenu des personnes physiques de plus-values et de profits réalisés par les particuliers à l'occasion d'opérations faites dans le cadre de la gestion de leur patrimoine privé. Il lui rappelle notamment que les bénéfices réalisés par les personnes procédant au lotissement et à la vente de terrains leur appartenant sont imposés (art. 4 de la loi du 19 décembre 1963) selon des modalités particulières et lui demande s'il peut lui préciser les modalités de calcul de la taxe sur plus-value et exigible dans le cas suivant : le propriétaire d'un pavillon, bâti en 1940, et d'un terrain de 20 hectares composé de prés, vergers, landes, bruyères, a vendu une faible partie de celui-ci en 1956, après lotissement suivant la

méthode simplifiée. L'intéressé se propose de ne garder que le pavillon et 2 hectares de terrain et de vendre à une société de lotisseurs le reste de son terrain. Etant précisé que ce terrain, originairement en zone rurale, est actuellement classé en zone urbanisable, laquelle est formée d'un îlot entouré de constructions pavillonnaires autorisées et compte tenu de la date d'acquisition de la propriété se situant avant le 1^{er} janvier 1950, il lui demande s'il peut lui confirmer que la taxation de la plus-value foncière sera calculée sur la base de 70 p. 100 du prix de cession, et compte tenu du barème actuel de l'I. R. P. P., soit au maximum 29,4 p. 100, pour vente en 1972. Il lui demande en outre si les acquéreurs des terrains lotis, après aménagement aux frais de lotisseurs, pourront, en cas d'application de la taxe d'urbanisation prévue par l'article 61 de la loi d'orientation foncière du 30 décembre 1967, en déduire le montant de la taxe sur plus-value foncière payée par le vendeur. (Question du 8 juin 1972.)

Réponse. — Sous réserve que le lotissement visé dans la question ait bien été fait selon la procédure simplifiée en vigueur à l'époque et à la condition que le contribuable n'ait pas la qualité de marchand de biens, la plus-value imposable qui proviendra de la vente de terrains envisagée pourra être déterminée conformément aux dispositions de l'article 35-II du code général des impôts. Le vendeur pourra donc demander à être imposé sur une somme égale à 70 p. 100 du prix de cession. Quant à la taxe d'urbanisation évoquée par l'honorable parlementaire, ses modalités ne sont pas arrêtées et leur fixation nécessiterait, en toute hypothèse, un vote au Parlement.

Routes : (routes nationales secondaires).

24698. — M. André-Georges Voisin signale à M. le ministre de l'économie et des finances que pour présenter à une assemblée départementale le texte voté par la loi de finances 1972, complété par le décret publié au *Journal officiel* du 25 avril 1972, et concernant le déclassement des routes nationales secondaires, un certain nombre d'éléments ont besoin d'être précisés. Il lui demande : 1° Si la subvention moyenne par kilomètre de routes transférées sera versée annuellement et pour quelle durée. Une assemblée départementale ne peut pas s'engager si le transfert demandé n'est compensé par une subvention assurée que pendant quelques années. 2° Si les départements qui auront accepté le transfert auront la possibilité de porter tout ou partie de l'indemnité versée par l'Etat en annuités de remboursement d'emprunt. (Question du 8 juin 1972.)

Réponse. — 1° Les termes de l'article 66 de la loi de finances pour 1972 n'ont pas limité à un seul exercice le versement de la subvention en cause. Il y est en effet précisé que : la subvention fixée, pour 1972, à 300 millions de francs dans l'hypothèse d'un déclassement de 55.000 kilomètres de routes nationales secondaires, ne pourra être inférieure à ce montant pour les années suivantes ; que les crédits affectés à l'opération de déclassement seront fixés chaque année par la loi de finances ; que les départements sont autorisés à étaler le transfert sur une durée maximale de huit ans, ce qui implique une durée de versement au moins égale. 2° Il n'est pas possible d'envisager l'affectation, en totalité ou pour partie, de la subvention au remboursement des emprunts que contracterait le département pour financer des travaux sur le réseau transféré. Une telle façon de faire serait contraire à l'esprit de la loi qui n'a pas entendu multiplier le volume des travaux par la conversion compensatrice en annuités d'emprunts. Elle serait en outre irrégulière au regard des dispositions applicables en matière de subvention d'équipement (article 3 du décret n° 72-196 du 10 mars 1972, qui stipule que les subventions d'équipement de l'Etat sont accordées en capital et ne peuvent donc être versées en annuités pour couvrir la charge d'un emprunt).

Fiscalité immobilière (I. R. P. P.).

24734. — M. Collette expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'une personne ayant acquis en 1971 une parcelle de terrain de 1.489 mètres carrés dépendant d'un lotissement se propose d'acquiescer en 1972 un lot voisin de 1.472 mètres carrés dépendant du même lotissement. Lors de la première acquisition, il a été pris l'engagement de construire prévu par l'article 1371 du code général des impôts, de telle sorte que cette mutation a été soumise à la taxe sur la valeur ajoutée et il est prévu dans l'acte d'acquisition de la seconde parcelle de substituer l'acheteur au vendeur dans l'engagement pris par ce dernier de construire une maison d'habitation et d'assujettir ainsi l'acquisition au régime de la taxe sur la valeur ajoutée au taux de 5,28 p. 100. La surface des

deux lots étant de 2.961 mètres carrés, l'acheteur se propose de demander que la seconde acquisition soit imposée au régime de la taxe sur la valeur ajoutée sur la valeur de 1.011 mètres carrés, soit le complément du second lot, pour parvenir à la superficie de 2.500 mètres carrés et que le surplus, soit 461 mètres carrés, soit imposé au taux normal de 16,16 p. 100. Le délai de construction du second lot expirant le 19 septembre 1974, il lui demande si, à l'expiration de ce délai, une seule maison ayant été édiflée alors que deux engagements avaient été contractés, il pourra être exigé un droit supplémentaire de 6 p. 100 sur la valeur des 461 mètres carrés qui sont en dehors du champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée ou s'il sera exigé le complément des droits sur le lot acquis en second lieu. (Question du 15 juin 1972.)

Première réponse. — S'agissant d'un cas particulier, il ne serait possible de se prononcer de manière précise sur la question posée qu'après enquête sur l'ensemble des circonstances de l'affaire. A cet effet, il serait nécessaire de connaître les noms et adresses des intéressés ainsi que la situation du terrain.

Publicité foncière (taux réduit).

24735. — M. Collette expose à M. le ministre de l'économie et des finances que, par mesure de tempérament, il a été admis que l'acquisition d'un immeuble rural contigu à une propriété attribuée à l'acquéreur dans un procès-verbal de remembrement bénéficie du régime de faveur institué par l'article 3 de la loi du 26 décembre 1969, bien que les opérations de remembrement aient eu lieu moins de deux ans avant cette acquisition. Il lui demande s'il n'est pas possible d'admettre une pareille mesure lorsque l'acquéreur est propriétaire d'un immeuble rural contigu, lui-même acquis, en sa qualité de preneur en place, titulaire d'un bail à ferme et que la mutation a été soumise au régime réduit de 0,60 p. 100 contre l'engagement pris de mettre les biens en valeur et de leur conserver leur caractère rural pendant un délai minimum de cinq ans. Il apparaît bien que l'acquisition d'un immeuble contigu entre dans le cadre d'une opération de mise en valeur des biens précédemment acquis et que cette mesure de tempérament s'inscrit dans la perspective voulue par le législateur. (Question du 13 juin 1972.)

Réponse. — Comme l'indique l'honorable parlementaire, il a été admis, par mesure de tempérament, que le bénéficiaire du régime fiscal prévu à l'article 704 du nouveau code général des impôts (impôt de mutation au tarif de 4,80 p. 100, taxes locales incluses) est susceptible de s'appliquer lorsque l'immeuble rural appartenant à l'acquéreur lui a été attribué en vertu d'un procès-verbal de remembrement enregistré depuis moins de deux ans. Cette interprétation libérale est motivée par le caractère obligatoire de la procédure de remembrement collectif à l'issue de laquelle l'acquéreur s'est vu attribuer l'immeuble rural contigu à la parcelle dont il envisage l'acquisition. Tel n'est pas le cas dans la situation évoquée. Il n'est donc pas possible d'admettre l'adoption d'une solution analogue.

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (I.R.P.P.).

24773. — M. Albert Bignon rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances qu'aux termes de l'article 195 du code général des impôts les contribuables célibataires, divorcés ou veufs n'ayant pas d'enfant à charge, titulaires d'une pension d'invalidité du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre égale ou supérieure à 40 p. 100 bénéficient d'une demi-part supplémentaire pour la détermination de leurs revenus imposables. Par contre, un veuf ou marié avec ou sans enfants se trouvant dans la même situation ne peut prétendre à cet avantage. Il lui demande si, pour supprimer cette discrimination regrettable à l'égard de cette catégorie d'invalides de guerre, il n'envisage pas que ceux-ci bénéficient, quelle que soit leur situation de famille, de la demi-part supplémentaire applicable au calcul de l'impôt sur le revenu. (Question du 13 juin 1972.)

Réponse. — Les contribuables célibataires, veufs ou divorcés invalides qui n'ont pas d'enfant à charge ont droit, en tant qu'invalides, à une demi-part supplémentaire de quotient familial. Cet avantage disparaît lorsqu'ils ont des enfants à charge, mais les intéressés bénéficient alors, au titre de leurs enfants, d'une majoration du quotient familial plus importante que celle accordée aux contribuables mariés. Il n'est pas possible, dans ces conditions, sans remettre en cause le système du quotient familial, de permettre, ainsi que le demande l'honorable parlementaire, le cumul de cet avantage avec la demi-part supplémentaire accordée aux célibataires invalides sans enfant. Quant aux contribuables invalides mariés, avec ou sans enfants à charge, une majoration du quotient

familial a été accordée par la loi de finances pour 1971 aux foyers dans lesquels chacun des époux est invalide. Mais cette mesure a pour objet d'améliorer la situation fiscale des ménages de grands infirmes. L'extension de cet avantage aux foyers dans lesquels l'un des conjoint seulement est invalide ne comporterait pas les mêmes justifications dès lors que l'infirmes peut trouver auprès de son conjoint valide le soutien et l'aide familiale qui font défaut aux ménages d'invalides. Il est rappelé, par ailleurs, que les contribuables invalides bénéficient, quels que soient leur âge et leur situation de famille, des limites d'exonération et de décade spéciales prévues en faveur des personnes âgées de plus de 65 ans. Cette mesure permet d'améliorer sensiblement la situation fiscale des invalides de condition modeste.

Remembrement (vente de terrains remembrés).

24774. — M. Antoine Caill signale à M. le ministre de l'économie et des finances l'étonnement des propriétaires agriculteurs ayant subi le remembrement par voie d'autorité, et qui ont effectué des ventes de terrain dans les cinq ans qui suivent cette opération, de se voir réclamer une imposition sur la plus-value. Cette imposition serait motivée par le fait d'avoir revendu une partie de ces terrains dans les cinq années suivant leur acquisition dans le cadre du remembrement. L'administration fiscale prétend à ce sujet considérer les attributions de remembrement comme des acquisitions à titre onéreux. Après une telle acquisition, il faut en effet attendre cinq ans pour bénéficier de la franchise d'impôt de plus-value à concurrence de 50.000 francs. Le bénéfice de cette franchise est refusé à ceux qui se sont vu imposer par le remembrement des déplacements de terrain. Cela revient à dire que le remembrement fournit l'occasion au fisc d'opérer un prélèvement sur le capital des propriétaires de façon discriminatoire par rapport à ceux qui n'ont pas subi l'opération de remembrement. Il lui demande en conséquence si l'opération du remembrement ne pourrait pas être considérée comme neutre du point de vue de l'imposition sur la plus-value fiscale. (Question du 13 juin 1972.)

Réponse. — Les opérations de remembrement de biens ruraux s'analysent en des échanges de parcelles effectués entre propriétaires. Les parcelles reçues sont donc bien acquises à titre onéreux, le prix de l'acquisition étant représenté par la valeur des parcelles remises en contre-échange. Il en résulte qu'en cas de revente d'une parcelle dans le délai de cinq ans à compter de la date du procès-verbal de remembrement qui sert de titre de propriété, le profit réalisé par le vendeur est susceptible d'être imposé selon les modalités prévues à l'article 35 A du code général des impôts. Le redevable peut, toutefois, justifier que l'acquisition n'a pas été faite dans une intention spéculative. Cette condition est supposée remplie en cas de remembrement forcé effectué conformément aux dispositions du chapitre III du titre 1^{er} du livre 1^{er} du code rural. Lorsqu'il en est ainsi et si la parcelle vendue est destinée à la construction, la plus-value est soumise au régime atténué d'imposition établi par l'article 150 ter du code général des impôts. Le vendeur peut alors bénéficier, notamment, de l'exonération de 50.000 francs édictée par le paragraphe III de cet article. Ces précisions paraissent répondre au désir exprimé par l'honorable parlementaire. Il n'est pas envisagé, dans ces conditions, de modifier la législation en vigueur.

Enregistrement (droits d') achat d'un terrain à bâtir qui devient non constructible.

24825. — M. Boscher attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la situation de l'acquéreur d'une parcelle de sol destinée à la construction d'une maison familiale qui se voit refuser le permis de construire au motif qu'entre la date d'achat et la date de dépôt de la demande de permis de construire, le terrain en question a été inclus, par arrêté préfectoral, dans une zone non constructible (zone où le C.O.C. = 0). Dans ce cas l'acquéreur se voit imposer des droits de mutation au taux normal à l'expiration du délai de quatre ans pendant lequel il aurait dû construire pour bénéficier du taux réduit. De ce fait, non seulement l'acquéreur se voit privé du droit de construire, mais il doit acquitter des droits supérieurs. Devant l'anomalie évidente de cette situation, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour éviter cette pénalisation abusive. (Question du 15 juin 1972.)

Réponse. — L'acquisition d'un terrain donne normalement ouverture à la taxe de publicité foncière au taux de 13,80 p. 100 (16,60 p. 100 taxes locales incluses) ou au tarif réduit à 11,80 p. 100 (14,60 p. 100, taxes comprises) lorsque l'immeuble ainsi acquis peut être considéré comme un immeuble rural. La cession d'un

terrain à bâtir est exonérée de cette taxe à la condition que l'acquéreur prenne l'engagement de construire dans un délai de quatre ans et justifie à l'expiration de ce délai avoir édifié des constructions. A défaut de justification, l'intéressé est tenu d'acquitter l'impôt dont il avait été exonéré et, en outre, un droit supplémentaire de 6 p. 100. Toutefois l'exonération appliquée lors de l'acquisition n'est pas remise en cause lorsque l'impossibilité de construire est due à un cas de force majeure empêchant toute construction de façon absolue et définitive. Le point de savoir si, dans le cas évoqué par l'honorable parlementaire, l'empêchement de construire constitue bien un cas de force majeure au sens défini ci-dessus ne pourrait être tranché avec certitude que si par l'indication du nom et de l'adresse de l'intéressé, ainsi que du notaire rédacteur de l'acte, l'administration était mise en mesure de procéder à une enquête sur les circonstances propres de l'affaire.

Droits d'enregistrement (évaluation du prix du terrain).

24826. — M. Boscher expose à M. le ministre de l'économie et des finances le cas suivant. Un petit industriel désireux d'installer son entreprise en région parisienne acquiert une parcelle au prix de 60 francs le mètre carré. Le terrain n'est que partiellement viabilisé et des travaux de remblaiement importants sont nécessaires. La liquidation des droits d'enregistrement est effectuée arbitrairement par le service local sur un prix majoré, soit 80 francs le mètre carré. Il n'est pas fait état, par l'administration, d'une dissimulation partielle du prix (ce qui aurait été d'autant plus choquant que le vendeur occupe de hautes fonctions électives et se trouve au-dessus de tout soupçon à cet égard). Devant les réclamations de l'acquéreur, le service local se borne à affirmer que le prix a été établi par référence à d'autres transactions et que le prix réellement pratiqué n'a rien à voir avec l'estimation. L'acquéreur est alors prié de reprendre contact avec l'inspecteur qui a établi l'estimation pour tenter de « trouver un arrangement ». Il lui apparaît qu'une telle manière de faire a, au plan économique, une fâcheuse tendance à pousser à la majoration des prix réels de vente des sols et va à l'encontre de la politique foncière du Gouvernement. A quoi sert en effet de peser sur les prix si par ailleurs l'administration les surévalue systématiquement. Il lui demande s'il ne lui apparaît pas qu'une réforme des instructions données aux services locaux de l'enregistrement en la matière est urgente. (Question du 15 juin 1972.)

Première réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire visant le cas particulier d'un contribuable, il ne pourra y être répondu que si, par l'indication du nom et de l'adresse de l'intéressé, l'administration est mise en mesure de faire procéder à une enquête.

Vignette automobile (personnes âgées bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du F. N. S.).

24842. — M. Boudet demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il n'estime pas qu'il conviendrait d'exonérer totalement ou tout au moins partiellement de la taxe différentielle sur les véhicules à moteurs (vignette) les personnes âgées dont les revenus sont inférieurs au plafond prévu pour l'attribution de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité, étant donné que c'est précisément pour fournir un supplément de ressources à cette catégorie de personnes que la vignette a été instituée. (Question du 15 juin 1972.)

Réponse. — La taxe différentielle sur les véhicules à moteur a le caractère d'un impôt réel sur la possession des véhicules, abstraction faite de la situation personnelle de leurs propriétaires et notamment de l'âge de ces derniers ou de leur situation de fortune. L'institution d'une exonération partielle ou totale pour la catégorie de redevables visée dans la question posée ne serait donc pas compatible avec la nature de cet impôt. Une modification dans le sens souhaité par l'honorable parlementaire ne pourrait par ailleurs que compliquer la perception de cette taxe et en réduire sensiblement le rendement. Elle ne peut, dès lors, être envisagée. Il est rappelé, d'autre part, que le barème de l'impôt sur le revenu et notamment les règles relatives à la limite d'exonération et à la décote, sont particulièrement favorables aux personnes âgées de condition modeste.

Alcools, prix de vente des boissons alcooliques.

24848. — M. Durieux après avoir pris connaissance du texte de l'arrêté n° 72-24/P en date du 18 mai 1972 relatif aux prix de vente à emporter de certaines boissons alcooliques, expose à

M. le ministre de l'économie et des finances que certaines formes de vente ont érigé en articles d'appel vendus à prix cassés non seulement les boissons rangées dans le cinquième groupe mais aussi — et cela est de notoriété publique — bon nombre de celles classées dans le quatrième groupe repris à l'article L1 du code des débits de boissons et des mesures contre l'alcoolisme. En conséquence, il lui demande s'il n'entre dans ses intentions d'étendre également les dispositions du susdit arrêté aux boissons reprises à ce tout dernier groupe. (Question du 15 juin 1972.)

Réponse. — D'après les informations recueillies par le département, les pratiques les plus caractérisées de prix d'appel en matière de boissons alcoolisées portent sur les boissons du cinquième groupe défini par l'article L1 du code des débits de boissons. C'est la raison pour laquelle l'arrêté n° 72-24/P du 18 mai 1972 a déterminé pour les spiritueux de cette catégorie une marge minimum. En revanche, aucune pratique généralisée de prix d'appel n'a été constatée jusqu'à présent sur les boissons du quatrième groupe.

Prime de départ à la retraite (impôt sur le revenu des personnes physiques).

24863. — M. Coumaros expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'il ressort de ses réponses à plusieurs questions posées que l'indemnité de retraite est considérée comme une rémunération passible de l'impôt général sur le revenu, mais bénéficiant d'une exonération d'impôt jusqu'à concurrence d'une somme de 10.000 francs. En fait, ne bénéficie de cette mesure qu'une minorité de retraités, les cadres de l'industrie et du commerce en particulier, les fonctionnaires par exemple n'ayant pas l'avantage de toucher une indemnité de ce genre. Il lui demande dans ces conditions s'il peut examiner pour des raisons d'équité, la possibilité d'étendre cette mesure à tous les retraités, quelle que soit l'origine de leur revenu lors de leur départ à la retraite et avec effet rétroactif pour les personnes ayant quitté le service d'activité fin 1971. (Question du 16 juin 1972.)

Réponse. — La décision prise en 1957 de dispenser de l'impôt sur le revenu la fraction des indemnités de départ à la retraite qui n'excède pas 10.000 francs constitue une mesure extrêmement libérale. Cette décision avait pour objet, à l'époque, de remédier, par le biais d'une exonération fiscale, aux insuffisances de certains régimes de prévoyance et de retraite. L'extension et la meilleure organisation de ces régimes ont fait largement disparaître cette justification et conduisent par conséquent, à ne pas retenir l'idée d'une extension de ce régime.

Fiscalité immobilière (terrain à bâtir : définition).

24892. — M. Flornoy expose à M. le ministre de l'économie et des finances que l'article 150 ter (paragraphe 1-2 C.G.I.) soumet aux dispositions du paragraphe 1-1 les terrains qui supportent des constructions de faible importance ou pouvant être considérées comme destinées à être démolies, eu égard, d'une part à leur valeur, et d'autre part, au prix de cession. Un terrain est réputé insuffisamment bâti lorsque la superficie développée des bâtiments est inférieure à 15 p. 100 de la contenance cadastrale de ce terrain. Les bâtiments existant sur ce terrain sont réputés destinés à être démolis lorsque leur valeur intrinsèque appréciée en fonction du coût de la construction au jour de l'aliénation et compte tenu de leur état d'ancienneté et d'entretien à la même date est inférieure à 30 p. 100 du prix de cession. Il lui demande s'il est nécessaire que ces deux conditions (superficie et valeur) soient simultanément remplies. Les dispositions du paragraphe 1-3 de l'article 150 ter C.G.I. précisent que la plus-value réalisée à l'occasion de la cession d'un terrain supportant une construction n'est pas imposable lorsque les justifications apportées par le redevable permettent de considérer qu'il ne s'agit pas d'un terrain à bâtir. Il lui demande enfin si l'engagement pris par l'acquéreur de ne pas affecter à un usage autre que l'habitation pendant une durée minimale de trois ans un immeuble insuffisamment bâti et dont la mutation a bénéficié du droit réduit prévu à l'article 1372 C.G.I. ne peut pas être considéré comme suffisant pour faire échec aux dispositions du paragraphe 1-1 de l'article 150 ter C.G.I. (Question du 20 juin 1972.)

Réponse. — Pour qu'un terrain supportant des constructions entre dans la catégorie des biens visés au paragraphe 1-1 de l'article 150 ter du code général des Impôts, il suffit que l'une des deux conditions exigées par le texte légal, et rappelées par l'honorable parlementaire, soit remplie. Il est précisé, toutefois, que si la cession n'entre pas dans le champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée, le cédant a la possibilité d'apporter la preuve qu'il ne

s'agit pas d'un terrain à bâtir et d'échapper ainsi à l'application des dispositions de l'article 150 ter déjà cité. A cet égard, l'engagement pris par l'acquéreur de ne pas affecter à un usage autre que l'habitation pendant une durée minimale de trois ans les immeubles dont la mutation a bénéficié du droit réduit prévu à l'article 1372 du code n'est pas suffisant pour faire échec à l'imposition. Il est bien évident, en effet, que la vocation à la construction des immeubles assimilés par la loi à des terrains non bâtis est indépendante du délai plus ou moins long dans lequel une construction nouvelle sera édifiée effectivement.

I.R.P.P. (frais de soutenance d'une thèse).

24894. — M. Tricon demande à M. le ministre de l'économie et des finances si les frais entraînés par la soutenance d'une thèse sont déductibles de l'I.R.P.P. (Question du 20 juin 1972.)

Réponse. — Dans la mesure où elles ont un lien direct avec l'exercice d'une profession, ou sont susceptibles de conférer aux intéressés des avantages professionnels, les dépenses visées par l'honorable parlementaire peuvent être regardées comme des dépenses professionnelles au sens de l'article 13-1 du code général des impôts. Après imputation des subventions éventuellement reçues à cette occasion, ces dépenses peuvent donc, dans cette hypothèse, être admises en déduction pour la détermination du bénéfice imposable des personnes qui exercent une profession libérale ou une activité industrielle ou commerciale. Lorsqu'elles sont engagées par des salariés, ces dépenses se trouvent normalement couvertes par la déduction forfaitaire pour frais professionnels de 10 p. 100. Mais les intéressés ont toujours la possibilité de demander la déduction de leurs frais réels et, dans ce cas, ils peuvent, sous les réserves indiquées ci-dessus, comprendre dans ces frais les dépenses en cause. Ces dépenses comprennent, bien entendu, les salaires éventuellement versés à des tiers. A cet égard, il est rappelé également que toute personne versant des salaires est tenue d'en faire la déclaration chaque année au directeur des services fiscaux de son domicile.

Contribution foncière des propriétés bâties.

24922. — M. Tony Larva indique à M. le ministre de l'économie et des finances qu'il a été saisi par diverses personnes qui, victimes de promoteurs immobiliers indélicats, se trouvent dans l'impossibilité d'achever la construction de leur pavillon, avant le 31 décembre 1972, et sont dès lors privés de l'exemption de longue durée de l'impôt foncier prévue à l'article 1384 septies 2 b du code général des impôts, la loi du 16 juillet 1971 en ayant réservé le bénéfice aux seules constructions achevées avant la date susvisée. La loi n° 71-583 du 16 juillet 1971 ne prévoyant aucune dérogation à l'égard des particuliers qui construisent ou font construire directement leur immeuble, il lui demande si, s'agissant de ces cas particuliers, il envisage de prendre toutes mesures de nature à ne pas pénaliser davantage les intéressés. (Question du 20 juin 1972.)

Réponse. — La loi n° 71-583 du 16 juillet 1971 qui supprime l'exemption de longue durée de contribution foncière des propriétés bâties pour les immeubles achevés après le 31 décembre 1972 comporte une importante dérogation. Elle prévoit, en effet, que les logements achetés à terme ou en l'état futur d'achèvement, ainsi que ceux attribués à un associé en vertu d'actes ayant acquis date certaine avant le 15 juin 1971, continueront à bénéficier des exemptions en cause, quelle que soit l'année de leur achèvement, dès lors qu'ils sont situés dans les immeubles dont les fondations étaient terminées à la date susvisée. En tout état de cause, les propriétaires qui ne répondraient pas à ces conditions ont dix-huit mois, à compter du vote de la loi, pour mener à bien les constructions entreprises. Il ne peut être envisagé d'assouplir davantage ce régime déjà très libéral.

Agents commerciaux (I.R.P.P.).

24933. — M. Jousseaux rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que l'article 158-5 du code général des impôts prévoit que les revenus provenant de salaires ne sont retenus dans la base de l'impôt sur le revenu que pour 80 p. 100 de leur montant. Cette disposition s'applique aux voyageurs, représentants et placiers de commerce ou d'industrie. Il lui expose à propos de l'application de ce texte la situation d'un contribuable qui, après avoir été V.R.P., est maintenant agent commercial. Son activité

actuelle est comparable à celle d'un V.R.P. pour les raisons suivantes: il est lié par un contrat délimitant le secteur sur lequel s'étend son activité; il ne doit pas vendre des produits concurrençant ceux de la maison qu'il représente; il doit suivre la politique de vente de cette maison et les prix qui lui sont indiqués par l'agence dont il dépend; il ne fait aucune affaire pour son propre compte; sa rémunération est constituée par les commissions prévues au contrat. Sa situation ne diffère de celle d'un V.R.P. que sur le point suivant: il fait son affaire personnelle des charges fiscales ou sociales. Sa situation n'a donc rien de commun avec un agent commercial qui a un dépôt et qui fait des affaires pour son propre compte. Cet agent commercial est en réalité un salarié. L'administration fiscale lui refusé cependant le bénéfice des dispositions de l'article 158-5 précité, ce qui paraît tout à fait anormal. Il lui demande quelle est sa position à l'égard du problème ainsi soulevé. (Question du 20 juin 1972.)

Réponse. — La profession d'agent commercial, régie par les dispositions du décret n° 58-1345 du 23 décembre 1958 modifié par le décret n° 68-785 du 22 août 1968, revêt un caractère libéral quelles que soient les conditions dans lesquelles elle est exercée. Il s'ensuit que le bénéfice réalisé par un contribuable exerçant une telle profession doit être déterminé en tout état de cause dans les conditions prévues à l'article 93 du code général des impôts, c'est-à-dire en retranchant de l'ensemble des recettes professionnelles le montant des dépenses nécessitées par l'exercice de la profession. Il n'est donc pas possible, dans cette situation, de pratiquer l'abattement visé à l'article 158-5 du code précité, qui concerne exclusivement les contribuables salariés.

Officiers ministériels (cessions d'offices).

24983. — M. Joanne informe M. le ministre de l'économie et des finances que les offices ministériels ruraux sont devenus, pratiquement inaccessibles et que les titulaires sont réduits à la démission, à charge par les confrères voisins — et à leur corps défendant — de payer une indemnité frappée du même droit d'enregistrement que la cession volontaire. Ce droit, comme celui des cessions de fonds de commerce, a été porté de 16 à 20 p. 100 par la loi de finances de 1969. Il lui demande: 1° s'il est exact qu'il est prévu de ramener le droit d'enregistrement des cessions de commerce à 16 p. 100, tout en maintenant à 20 p. 100 celui des cessions d'offices; 2° dans l'affirmative, s'il n'estime pas qu'une telle mesure porterait un préjudice grave aux offices ministériels, dont les charges financières sont déjà très lourdes. (Question du 21 juin 1972.)

25045. — M. Durieux expose à M. le ministre de l'économie et des finances que les offices ruraux sont devenus pratiquement inaccessibles et que les titulaires sont réduits à la démission, à charge pour les confrères voisins — et à leur corps défendant — de payer une indemnité frappée du même droit d'enregistrement que la cession volontaire. Ce droit comme celui des cessions de fonds de commerce a été porté de 16 à 20 p. 100 par la loi de finances de 1969. Il semble qu'il soit prévu de ramener le droit d'enregistrement des cessions de fonds de commerce à 16 p. 100 tout en maintenant à 20 p. 100 celui des cessions d'offices. A noter que le chiffre proposé par le Gouvernement serait d'ailleurs, non pas de 16 mais de 16,60 p. 100 comme en matière immobilière, alors que les mutations de fonds de commerce ne subissent pas la taxe de publicité foncière de 0,60 p. 100 mais des frais de greffe qui sont payés séparément. Une telle manière de faire ne manquerait pas de mécontenter les officiers ministériels qui comptent dans leurs rangs bon nombre d'élus locaux et qui financent, sans appel à l'Etat, aussi bien leurs caisses de garantie que leurs retraites. Il lui demande quelles mesures il compte prendre en ce domaine. (Question du 23 juin 1972.)

Réponse. — L'article 4-IV de la loi n° 72-650 du 11 juillet 1972 a réduit à 13,80 p. 100 (16,60 p. 100, taxes locales incluses) le taux du droit d'enregistrement afférent tant aux mutations de fonds de commerce et de clientèle qu'aux transmissions d'offices visées aux articles 707 bis à 707 quinquies du code général des impôts. En outre, lorsque l'assiette du droit d'enregistrement n'excède pas 30.000 francs, le calcul de ce droit s'effectue après un abattement de 10.000 francs. Ces dispositions, qui s'appliqueront à compter du 1^{er} octobre 1972, donnent satisfaction, dans une large mesure aux honorables parlementaires.

Spectacle (T. V. A.)

24994. — M. Grondeau rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que les spectacles organisés par les associations à but non lucratif pouvaient avant le 1^{er} janvier 1971, date d'application

de la loi n° 70-1199 du 21 décembre 1970, en ce qui concerne l'impôt sur les spectacles, bénéficier pour les quatre premières manifestations annuelles organisées à leur profit des dégrèvements consistant en une exemption totale jusqu'à concurrence de 5.000 F, et au-delà de ce chiffre, en l'application éventuelle du demi tarif d'imposition. L'article 12 de la loi du 3 juillet 1970 en plaçant sous le régime du forfait de chiffres d'affaires les associations de la loi du 1^{er} juillet 1901 leur permet de bénéficier de la franchise et de la décade prévues en matière de taxe sur la valeur ajoutée. Cette franchise aboutit à une remise de la taxe normalement due lorsque son montant annuel est inférieur à 1.200 francs. En outre, la décade se traduit par une imposition atténuée lorsque ce montant est compris entre 1.200 francs et 4.300 francs. Les associations sont en conséquence assurées de bénéficier de la franchise jusqu'à concurrence d'un chiffre de recettes annuel d'environ 8.000 francs pour les spectacles soumis au taux réduit. Les dispositions ainsi rappelées ont cependant pour effet de grever lourdement le budget des associations en cause au détriment des œuvres dont elles ont la charge. Il lui demande s'il envisage un relèvement des plafonds actuels de telle sorte, par exemple, que les associations bénéficient de la franchise et de la décade lorsque leurs recettes sont de 15.000 francs pour les spectacles soumis au taux intermédiaire de la taxe de 30.000 francs pour les spectacles soumis au taux réduit. Il serait souhaitable que ces mesures relatives à la franchise puissent s'appliquer à deux spectacles annuels; les fêtes de bienfaisance ainsi organisées ayant généralement un caractère bi-annuel. (Question du 22 juin 1972.)

Réponse. — Les textes prévoyant le régime de la franchise et de la décade, en matière de taxe sur la valeur ajoutée, sont applicables, dans les mêmes conditions, à l'ensemble des petits contribuables. Il en résulte que le relèvement des limites supérieures de la franchise et de la décade en faveur des seules associations régies par la loi du 1^{er} juillet 1901 ne manquerait pas de susciter des demandes analogues de la part des entreprises individuelles de faible dimension et entraînerait, de ce fait, une perte sensible de recettes budgétaires qu'il n'est pas possible d'envisager dans les circonstances actuelles. Il convient de souligner toutefois que les récentes dispositions adoptées par le Parlement permettent de répondre dans une large mesure aux préoccupations exprimées par l'honorable parlementaire. En effet, aux termes de l'article 41 de la loi n° 72-650 du 11 juillet 1972, chaque section spécialisée d'une association locale à activités multiples peut, désormais, dans la limite de quatre sections par association, faire l'objet d'un forfait distinct de chiffre d'affaires et, ainsi, bénéficier isolément de la franchise ou de la décade, pour les spectacles de bienfaisance qu'elle donne à son profit. De même, chaque section locale d'une association nationale peut être considérée isolément pour ses manifestations de bienfaisance.

Coopératives d'utilisation de matériel agricole (T. V. A.).

25016. — M. Sallenave rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que, conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi n° 71-1025 du 24 décembre 1971, les acquisitions de matériel agricole réalisées par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées (C. U. M. A.) bénéficient des dispositions du décret n° 72-102 du 4 février 1972 relatif au remboursement des crédits de taxe sur la valeur ajoutée déductible. Malheureusement, ce remboursement présente un caractère très limité, notamment en ce qui concerne les C. U. M. A. ayant opté pour l'assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée antérieurement à 1972 et qui disposent d'un excédent de taxes déductibles très important, dont la plus grande partie ne sera pas remboursée et ne pourra être imputée. Il lui demande si, étant donné le rôle extrêmement utile que jouent les C. U. M. A. dans l'aménagement rural et l'aide très précieuse qu'elles apportent au développement des exploitations agricoles, il ne serait pas possible d'accorder à celles d'entre elles qui disposent d'un excédent de taxes déductibles correspondant aux années antérieures à 1972 la possibilité d'obtenir le remboursement total de ce crédit ancien. (Question du 22 juin 1972.)

Réponse. — Les coopératives d'utilisation de matériel agricole (C. U. M. A.), lorsqu'elles optent pour leur assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée, sont soumises au régime d'imposition simplifié des exploitants agricoles. Comme ces derniers et dans les mêmes conditions, elles bénéficient des dispositions du décret n° 72-102 du 4 février 1972. Certes, ainsi que le signale l'honorable parlementaire, les C. U. M. A. qui ont opté avant le 1^{er} janvier 1972, n'ont pu obtenir le remboursement de la totalité du crédit de taxe sur la valeur ajoutée qu'elles détenaient au 31 décembre 1971, mais seulement d'une fraction de celui-ci. A cet égard, leur situation n'est pas différente de celle des agriculteurs, également assujettis avant le 1^{er} janvier 1972, ni de celle de l'ensemble des entreprises assujetties obligatoirement ou par option à la taxe sur la

valeur ajoutée. L'adoption de mesures spécifiques en faveur des C. U. M. A. susciterait des demandes analogues émanant d'autres catégories d'assujettis auxquelles un refus ne pourrait équitablement être opposé. Elles ne peuvent donc être envisagées, compte tenu des contraintes budgétaires actuelles. Le remboursement progressif du solde des crédits de T. V. A. antérieurs à 1972, dans la limite des possibilités qui apparaîtront, reste bien entendu l'un des objectifs du Gouvernement. En toute hypothèse, les entreprises détentrices de ces crédits — y compris les C. U. M. A. — conservent leurs possibilités normales d'imputation.

Fiscalité immobilière (I. R. P. P. —

Déduction des intérêts d'emprunts contractés pour la construction).

25041. — M. Polrier expose à M. le ministre de l'économie et des finances que le code général des impôts permet aux contribuables de déduire de leur revenu pendant dix ans les intérêts d'emprunts contractés pour la construction, l'acquisition ou les grosses réparations des immeubles dont ils sont propriétaires et qu'ils occupent. Cette déduction est limitée à 5.000 francs par an, augmentée de 500 francs par enfant à charge. Ces limites ont été fixées en 1964 et ne correspondent plus au taux du loyer de l'argent et aux prix de la construction pratiqués en 1972. Il lui demande s'il envisage de relever les limites des déductions précitées, tout spécialement celle de 500 francs dont la modicité ne permet pas d'atteindre le but qui devrait être de favoriser l'accès à la propriété des péres de famille. (Question du 23 juin 1972.)

Réponse. — Compte tenu notamment des améliorations apportées dans la répartition de l'aide publique à la construction par les décrets et arrêtés du 24 janvier 1972, les personnes qui accèdent à la propriété, et notamment les chefs de familles nombreuses, peuvent, dans la majorité des cas, déduire de leur revenu imposable la totalité des intérêts qui restent à leur charge. La mesure suggérée par l'honorable parlementaire ne concernerait donc que les contribuables qui, du fait de l'importance de leurs revenus, sont en mesure d'acquitter des intérêts d'emprunts élevés pour l'acquisition de logements coûteux. C'est pourquoi il n'est pas envisagé de relever les plafonds de déduction en vigueur.

Fonctionnaires (allocation temporaire d'invalidité).

25046. — M. Mario Bénard appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les dispositions de l'article 23 bis du statut général des fonctionnaires, prévoyant que la demande d'allocation temporaire d'invalidité doit être déposée dans le délai d'un an à compter de l'avis de consolidation de la blessure ou de la maladie professionnelle de l'intéressé. Il lui expose que, malgré sa suggestion formulée dans la note relative à l'application du décret n° 66-604 du 9 août 1966 modifiant le décret n° 60-1089 du 6 octobre 1960 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 23 bis précité, certaines administrations n'ont pas rappelé en temps utile aux fonctionnaires intéressés la nécessité de déposer dans un délai d'un an leur dossier de demande d'allocation temporaire d'invalidité. Il lui cite à cet égard le cas d'un ouvrier de l'arsenal de Toulon qui, ayant fait une déclaration de maladie professionnelle (pour surdité) en 1957, a été avisé que cette demande était irrecevable, cette maladie n'étant pas reconnue à l'époque comme indemnisable. L'intéressé a néanmoins été informé que ses droits étaient réservés pour l'avenir. Or, la surdité a été inscrite au nombre des maladies professionnelles ouvrant droit à réparation, en avril 1963. Le délai de déclaration, en ce qui concerne les cas de surdité professionnelle, constatés avant le 20 avril 1963, a été reporté, par l'administration des armées, au 1^{er} mars 1966. Malheureusement, l'ouvrier en cause, ayant fait sa déclaration en 1957, n'a pas eu devoir faire alors une demande d'allocation temporaire d'invalidité. Il n'a procédé à cette démarche que tardivement, soit en août 1968, n'ayant été informé qu'à cette époque de la nécessité de remplir cette formalité. Afin d'éviter le renouvellement de faits aussi regrettables, il lui demande s'il n'estime pas devoir donner des instructions aux services compétents des différentes administrations afin de rappeler, outre les modalités de constitution de dossiers d'allocations temporaires d'invalidité dans les formes réglementaires, le délai de dépôt à peine de déchéance. Il lui demande en outre si, compte tenu de la bonne foi de l'ouvrier cité en exemple, il ne pourrait accorder certaines dérogations et admettre que la date de la première déclaration de maladie professionnelle (soit 1957) réservait effectivement les droits de l'intéressé dans l'avenir. (Question du 23 juin 1972.)

Réponse. — 1° Le décret n° 66-604 du 9 août 1966 modifiant et complétant le décret n° 60-1089 du 6 octobre 1960 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 23 bis

du statut général des fonctionnaires a institué un délai d'un an pour la présentation de la demande d'allocation temporaire d'invalidité, à partir du jour où le fonctionnaire a repris ses fonctions après consolidation de sa blessure ou de son état de santé. Ce texte ayant été publié au *Journal officiel* du 14 août 1966, l'administration n'est nullement tenue de le diffuser par d'autres voies. Néanmoins, par note de service en date du 25 janvier 1967, les services du département ont appelé l'attention des administrations sur l'opportunité d'informer les agents concernés de l'intérêt qu'ils ont à formuler leur demande d'allocation dans le délai imparti. 2° Les ouvriers des arsenaux victimes d'accidents du travail ou atteints de maladies professionnelles relèvent du régime de réparation institué par la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946. Aussi les dispositions du statut général des fonctionnaires, et notamment celles prévues par son article 23 bis concernant l'allocation temporaire d'invalidité, ne leur sont pas applicables.

I. R. P. P. et cotisations sociales : allocations versées en complément des indemnités journalières d'assurance maladie.

25055. — M. Pepon rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que, depuis le 1^{er} janvier 1972, les allocations versées en complément des indemnités journalières de la sécurité sociale pour les arrêts de travail dus à la maladie, la maternité et les accidents de travail assimilés à des compléments de paie et, de ce fait, supportent les retenues sociales et doivent être déclarées au titre de l'impôt sur le revenu. Il lui demande s'il ne juge pas particulièrement inopportun que des allocations complémentaires versées par les comités sociaux d'entreprises soient considérées comme un salaire et perdent ainsi en partie la notion et la valeur d'aide qui s'attache à leur versement, en les rendant passibles des cotisations sociales et de l'imposition sur le revenu. (Question du 23 juin 1972.)

Réponse. — Les allocations complémentaires aux indemnités journalières de sécurité sociale, versées aux salariés en cas d'incapacité temporaire de travail due à une maladie, un accident ou une maternité trouvent leur origine dans le contrat de travail (convention collective, contrat d'entreprise, contrat individuel). Elles ont généralement pour objet de maintenir la rémunération des travailleurs pendant la période d'inactivité. Ces allocations correspondent à une obligation de l'employeur et au regard des bénéficiaires, elles ont le caractère de salaire. Il en est ainsi, même lorsque leur paiement est assuré, en fait, par un organisme tiers, tel le service social du comité d'entreprise. Il ne peut être envisagé, dans ces conditions, de dispenser les allocations dont il s'agit des cotisations sociales et de l'impôt sur le revenu.

I. R. P. P. (charges déductibles au titre de maladie).

25078. — M. Marette attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les charges exceptionnelles qui résultent pour certains contribuables de l'état de santé de leur conjoint ou de leurs enfants. Dans le cas où ces contribuables sont assujettis à l'impôt sur le revenu, aucune déduction n'est autorisée pour les frais médicaux et pharmaceutiques, hospitalisations et cures, frais d'infirmière à domicile ou de femme de ménage pour tenir le foyer, toutes dépenses qui ne sont, dans le meilleur des cas, que partiellement prises en charge par la sécurité sociale. Il lui demande très instamment s'il ne compte pas prévoir des dispositions permettant, proportionnellement aux revenus desdits contribuables, d'admettre des déductions justifiées quand les revenus du foyer sont gravement obérés par ces dépenses exceptionnelles. (Question du 27 juin 1972.)

Réponse. — La déduction souhaitée par l'honorable parlementaire serait contraire aux principes qui régissent l'impôt sur le revenu dès lors qu'elle concernerait des dépenses qui ne sont pas liées à l'acquisition d'un revenu. Elle présenterait ainsi un risque important d'extension à d'autres catégories de frais de caractère personnel. Cette mesure ne serait pas, au surplus, satisfaisante car elle procurerait aux bénéficiaires, du fait de la progressivité de l'impôt, un avantage d'autant plus grand que leurs revenus seraient plus élevés. Dans ces conditions, il n'est pas possible d'envisager l'adoption de la mesure évoquée dans la question posée. Mais, dans le cas où certains contribuables ayant supporté, par suite de maladie grave ou d'accidents, des frais médicaux ou chirurgicaux élevés, se trouvent redevables de cotisations d'impôt sur le revenu excédant leurs facultés de paiement, les intéressés ont la possibilité d'adresser au directeur des services fiscaux de leur département une demande en remède ou en modé-

ration de ces cotisations. Il est rappelé, d'autre part, que les cotisations versées à titre obligatoire à un régime d'assurance maladie sont déductibles du revenu professionnel.

Expropriation (indemnités).

25131. — M. Polier attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les difficultés qu'entraînent les expropriations de terrains. En particulier, il lui demande s'il compte réévaluer prochainement les chiffres limites établis par le décret du 29 janvier 1961 afin de tenir compte de l'augmentation des prix. (Question du 28 juin 1972.)

Réponse. — Les prix limites, en deçà desquels les terrains à usage agricole ou forestier peuvent ne pas être considérés comme terrains à bâtir, ont été fixés par le décret du 29 janvier 1964 à un niveau élevé. Ils correspondent encore actuellement à la valeur intrinsèque et réelle des terrains en cause et il n'est pas envisagé de les modifier. Au surplus, lorsque l'aliénation du bien n'entre pas dans le champ d'application de la T. V. A., le cédant peut, en cas de dépassement des limites rester en dehors du champ de l'imposition en apportant la preuve que le bien cédé ne constitue pas un terrain à bâtir et que l'importance du prix stipulé trouve sa cause dans des considérations particulières de rentabilité ou de convenance étrangères à toute affectation éventuelle de terrain cédé à la construction.

Petites et moyennes entreprises (relation avec les grandes entreprises).

25157. — M. Dupont-Fauville expose à M. le ministre de l'économie et des finances que les entreprises importantes, lorsqu'elles fournissent des biens ou des services à des entreprises petites ou moyennes, exigent de plus en plus fréquemment le règlement de ceux-ci soit au comptant, soit en fin de mois. Par contre, les petites et moyennes entreprises, en particulier celles qui travaillent en sous-traitance lorsqu'elles approvisionnent les entreprises importantes, ne sont généralement régies de leurs fournitures qu'avec des délais de plus en plus longs et qui varient entre trois et six mois. Habituellement en matière commerciale l'usage veut que le règlement des factures soit effectué 90 jours fin de mois. Les nouvelles pratiques qui se sont instaurées ont pour effet de créer des difficultés aux petites et moyennes entreprises. Il lui demande en conséquence quelles mesures il envisage de prendre pour remédier aux pratiques qu'il vient de lui signaler. (Question du 29 juin 1972.)

Réponse. — Traditionnellement, ce sont les usages commerciaux en vigueur dans une profession déterminée qui fixent les conditions de crédit qui sont accordées par un fournisseur à sa clientèle professionnelle. Toute intervention des pouvoirs publics dans ce domaine risquerait de susciter des difficultés graves, dès lors qu'ils ne sauraient imposer à un fournisseur d'accorder des délais de crédit à son client sans garantir implicitement la solvabilité de ce dernier. Cependant, au cas où des difficultés particulières existaient dans une branche d'activité déterminée, une intervention auprès du ministre de tutelle de cette activité pourrait se justifier en vue d'obtenir le retour à des pratiques commerciales normales.

Résidences secondaires (avantages fiscaux).

25210. — M. de Montesquiou expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'il serait souhaitable d'établir une distinction, du point de vue fiscal, entre, d'une part, les résidences secondaires considérées comme des résidences de « luxe », situées généralement dans des lieux touristiques renommés et, d'autre part, les maisons modestes situées en milieu rural. S'il est normal que les résidences appartenant à la première catégorie soient exclues des avantages fiscaux prévus pour les résidences principales, il est, par contre, regrettable qu'aucune mesure n'ait été prise pour favoriser l'acquisition de certaines maisons abandonnées, situées dans des communes rurales, et qui, restaurées, pourraient servir de résidences secondaires à des familles de classes moyenne et, dans certains cas, être utilisées comme habitation principale par les ascendants âgés désireux de vivre dans un coin tranquille. La venue des propriétaires de ces maisons pendant les week-ends et les congés donnerait aux petites communes un renouveau d'activité et permettrait d'établir des liens plus étroits entre citadins et ruraux. En raison des avantages que présente une telle formule, il serait normal que les acquisitions de ces maisons rurales soient facilitées en permettant, par exemple, de déduire du revenu global,

pour la détermination de l'assiette de l'impôt sur le revenu, le montant des annuités de remboursement et des intérêts des emprunts contractés par les propriétaires pour de telles acquisitions. Il lui demande s'il n'envisage pas d'insérer une disposition en ce sens dans le projet de loi de finances pour 1973. (Question du 30 juin 1972.)

Réponse. — Les revenus des immeubles dont le propriétaire conserve la disposition n'étant pas imposables à l'impôt sur le revenu, en vertu de l'article 15-II du code général des impôts, les charges afférentes à ces locaux ne peuvent être prises en compte pour l'établissement de l'impôt. Par dérogation à ce principe, l'article 156-II, 1^o bis du même code autorise la déduction, pour la seule habitation principale du contribuable, des intérêts de certains emprunts et des dépenses de ravalement. Cette règle a, en outre, été assouplie par la loi de finances pour 1971 qui a permis la déduction des intérêts et des frais de ravalement versés avant l'occupation de l'immeuble à titre de résidence principale, à condition que le propriétaire lui donne cette affectation avant le 1^{er} janvier de la troisième année suivant celle de la conclusion du contrat de prêt ou du paiement des frais de ravalement. Mais il s'agit d'une mesure exceptionnelle destinée à permettre aux intéressés d'achever normalement les travaux que peuvent nécessiter la construction ou l'aménagement du logement qui doit constituer leur habitation principale. Sa portée ne saurait donc être étendue, ainsi que le suggère l'honorable parlementaire, à des immeubles utilisés comme résidences secondaires.

Assurances sociales privées, complémentaires (assurance maladie).

25244. — M. Dronne expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'un important groupement d'assurances procède actuellement, avec préavis d'un mois, à la dénonciation systématique des contrats d'assurance maladie complémentaire dont « les résultats sont déséquilibrés », c'est-à-dire des contrats qui s'avèrent désavantageux pour l'assureur, mettant ainsi les assurés dans les plus grandes difficultés. Il lui demande quelles mesures sont susceptibles d'être prises pour mettre fin à de tels abus et pour faire respecter le principe fondamental de l'assurance qui se trouve méconnu à partir du moment où l'assureur ne conserve plus que les « bons » risques et se débarrasse des autres. (Question du 8 juillet 1972.)

Réponse. — Les conditions générales des polices d'assurance « complémentaire maladie » souscrites auprès de la société d'assurances concernée, comme auprès de la plupart des autres sociétés d'assurances et des mutuelles prévoient que ladite société a la faculté de résilier le contrat à la date anniversaire de sa prise d'effet, soit chaque année, soit pendant les trois premières années consécutives d'une adhésion d'au moins un an, moyennant un préavis d'un mois au moins. Dans ces conditions, sous réserve de l'interprétation souveraine des tribunaux ou de stipulations expresses figurant dans le contrat d'assurance, la société d'assurances est en droit de procéder à la résiliation dudit contrat qui fait la loi des parties qui, par leur signature, en ont approuvé toutes les stipulations. Il est rappelé que les sociétés d'assurances et les mutuelles, à la différence de certains régimes obligatoires, sont tenues d'équilibrer leurs opérations sous peine d'être mises en faillite et de devoir cesser totalement leur activité. De ce fait, lorsqu'une branche d'assurance est fortement déficitaire, elles ne peuvent éviter de mettre en œuvre les mesures de redressement qui leur permettent de se rapprocher de l'équilibre.

Contribution foncière
(personnes âgées de soixante-quinze ans et plus).

25258. — M. Sudreau rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que, depuis le 1^{er} janvier 1968 et en application de l'article 17 de la loi de finances pour 1968, les propriétaires âgés d'au moins soixante-quinze ans remplissant certaines conditions d'occupation, ne peuvent plus bénéficier du dégrèvement d'office de la contribution foncière des propriétés bâties, dont ils sont redevables à raison de leur habitation principale qu'à la condition d'être titulaires de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité. Le bénéfice de ce dégrèvement a cependant été maintenu à titre personnel aux contribuables auxquels il avait été accordé en 1967. Ainsi s'est trouvée établie une discrimination regrettable entre deux catégories de propriétaires âgés de soixante-quinze ans et plus : les uns pouvant bénéficier d'un dégrèvement d'office total ; les autres soumis au paiement de l'impôt s'ils ne sont pas titulaires de l'allocation supplémentaire. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il conviendrait, tout au moins, d'accorder la possibilité d'un dégrèvement d'office de la contribution foncière

aux contribuables âgés de soixante-quinze ans au 31 décembre de l'année d'imposition remplissant les conditions d'occupation prévues à l'article 1398 du code général des impôts, qui, en raison de la modicité de leurs ressources, ne sont pas redevables de l'impôt sur le revenu et s'il n'envisage pas d'insérer une disposition en ce sens dans le projet de loi de finances pour 1973. (Question du 8 juillet 1972.)

Réponse. — Les dispositions auxquelles se réfère l'honorable parlementaire ont permis d'éviter que des personnes âgées soient momentanément privées d'un avantage dont elles avaient bénéficié sous l'empire de l'ancienne législation. Mais ces dispositions sont actuellement dépourvues de portée pratique. Les règles applicables en 1967 intéressaient en effet les propriétaires âgés de plus de 75 ans dont les revenus imposables n'excédaient pas 3.100 francs ou 4.300 francs pour une personne seule et 5.500 francs pour un ménage. Depuis 1968, le dégrèvement d'office de contribution foncière est accordé aux titulaires de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité c'est-à-dire aux personnes dont les ressources sont inférieures à un plafond actuellement fixé à 5.150 francs pour une personne seule et 7.725 francs pour un ménage. Il en résulte que les personnes auxquelles la législation antérieure aurait été applicable peuvent bénéficier de cette allocation et par voie de conséquence du dégrèvement de la contribution foncière exigible pour leur habitation principale. Par suite, il n'apparaît pas opportun de modifier les règles actuelles qui, d'ailleurs, sont identiques à celles adoptées pour l'octroi des autres avantages reconnus aux personnes âgées et de condition modeste.

Vignette automobile (assureurs).

25312. — M. Henri Michel demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il n'estime pas devoir faire bénéficier les agents d'assurances de la gratuité de la vignette, au même titre que les voyageurs et représentants de commerce auxquels leurs professions s'apparentent. (Question du 8 juillet 1972.)

Réponse. — L'utilisation d'un véhicule à des fins professionnelles ne peut motiver une exonération de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur que dans les cas limitativement prévus aux articles 299 de l'annexe II au code général des impôts et 121-V de l'annexe IV au même code. Les voitures utilisées par les producteurs de l'assurance et de la capitalisation n'entrant pas dans le champ d'application de ces dispositions, il n'est pas possible de les admettre au bénéfice de l'exemption.

Fiscalité immobilière (plus-value sur vente de locaux).

25331. — M. Chauvet expose à M. le ministre de l'économie et des finances que, dans le cas de vente de locaux reçus en contrepartie de la cession d'un terrain à bâtir, le délai de cinq ans qui conditionne l'application de la taxation prévue à l'article 35 A du code général des impôts peut se calculer à partir de la date à laquelle le contrat de vente du terrain contre remise d'immeubles a été conclu (instruction du 24 février 1972, B.O. 8 E 1-72). Il lui demande si, dans l'hypothèse où la vente de locaux reçus à l'occasion d'une vente de terrain intervient moins de cinq ans après cette vente mais est motivée par des circonstances écartant la présomption d'intention spéculative découlant de cet intervalle de temps et où le régime des plus-values à long terme peut en conséquence éventuellement être invoqué, le délai de deux ans qui conditionne l'application de ce régime peut également se calculer, par analogie avec la règle prévue dans l'instruction précitée du 24 février 1972, par rapport à la date de la vente du terrain. (Question du 15 juillet 1972.)

Réponse. — En raison de l'étroite corrélation existant entre le bilan des entreprises et la détermination du bénéfice imposable au sens de l'article 38 du code général des impôts, le délai de deux ans retenu pour la définition des plus-values à long terme visé à l'article 39 duodecimies du même code court de la date d'inscription des constructions cédées à l'actif de l'entreprise, c'est-à-dire de la date à laquelle ces immeubles ont été remis en propriété en contrepartie du terrain précédemment aliéné.

I.R.P.P. (charges déductibles).

25354. — M. Chandernagor demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il ne lui paraît pas équitable d'exclure du salaire imposable les allocations versées par les comités d'entreprise en certaines occasions (mariage, naissance, service militaire, décès, circonstances exceptionnelles) et calculées en fonction de la situation des bénéficiaires. (Question du 15 juillet 1972.)

Réponse. — Les sommes versées aux salariés par les comités d'entreprise à l'occasion d'événements familiaux constituent, en règle générale, des gratifications passibles de l'impôt. Il n'en est autrement que si elles apparaissent, eu égard à leur montant et aux conditions dans lesquelles elles sont allouées, comme constituant de véritables secours. Dans ce dernier cas, le caractère imposable ou non des allocations servies résulte de situations de fait que le service local est seul à même d'apprécier sous le contrôle du juge de l'impôt.

Armement (exportations).

25405. — M. Bouloche fait observer à M. le ministre de l'économie et des finances que les rapports sur les comptes de la nation des années 1970 et 1971 dans leur tome II contiennent un tableau intitulé : « passage des données de la statistique douanière aux importations et exportations de la comptabilité nationale ». Ce tableau fait apparaître selon la note qui y est annexée que : « les importations et exportations de marchandises militaires ne sont pas publiées dans les statistiques douanières ; elles sont donc ajoutées aux mouvements de marchandises pour l'établissement du compte de l'extérieur. A l'exportation y sont inclus les biens destinés au paiement des salaires en nature versés aux militaires français stationnés à l'extérieur ». Ainsi, selon le tableau précité la valeur des exportations militaires, déduction faite des biens destinés au paiement des salaires en nature versés aux militaires français stationnés à l'extérieur et dont le montant figure dans le tome III du rapport s'élèverait aux totaux suivants pour les années 1966 à 1971 (en millions de francs) :

	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Exportations militaires vers l'étranger	1.561	1.890	2.300	2.329	2.035	2.474
Exportations militaires vers les pays d'outre-mer	42	30	15	27	27	43
Moins : biens destinés au paiement des salaires en nature aux militaires français à l'extérieur	- 148	- 136	- 128	- 113	- 117	- 122
Total	1.455	1.784	2.187	2.243	1.945	2.395

Or il résulte de déclarations officielles faites, dès la fin de 1970 et confirmées depuis lors, que dès le 1^{er} janvier 1971 la totalité du matériel militaire a été prise en compte dans les statistiques du commerce extérieur publiées par la direction, générale des douanes et droits indirects. Il lui demande donc : 1^o s'il peut lui expliquer la contradiction existant, au moins pour l'année 1971, entre des documents publiés tous les deux par des services placés sous son autorité ; 2^o au cas où des marchandises militaires seraient en totalité incluses dans les statistiques douanières depuis le 1^{er} janvier 1971, dans quelle mesure le compte de l'extérieur de la comptabilité nationale ne devrait pas être modifié pour l'année écoulée ; 3^o s'il est possible de considérer que les chiffres publiés dans le rapport sur les comptes de la nation tels qu'ils ont été rappelés plus haut représentent la totalité des exportations militaires de la France alors que d'autres documents officiels, tel le rapport de la commission des finances de l'Assemblée nationale, n^o 1395, annexe 49 du 14 octobre 1970, font état de montants plus élevés ; 4^o si, dans le cas contraire, il lui est possible de lui faire connaître le montant exact et la répartition par grandes zones géographiques des exportations de marchandises militaires de toute nature pour les années 1966 à 1971. (Question du 22 juillet 1972.)

Réponse. — Il est exact que, depuis le début de l'année 1971, la totalité des matériels militaires est prise en compte dans les statistiques mensuelles du commerce extérieur établies par la direction générale des douanes et droits indirects. Le compte de l'extérieur de la comptabilité nationale est établi non seulement à partir des statistiques douanières, mais également à partir des renseignements statistiques fournis par les entreprises exportatrices ; lors de la confection des comptes « base 1962 » la confrontation de ces deux séries de données avait conduit à mettre en évidence un écart, d'environ un milliard de francs, entre les indications fournies par chacune de ces deux sources statistiques. Les chiffres dont fait état l'honorable parlementaire, et qui ont été

publiés dans les récents rapports sur les comptes de la nation, résultent du redressement opéré, à la suite de cette confrontation sur les statistiques douanières. En fait, un examen approfondi des indications fournies par les entreprises exportatrices a récemment conduit à remettre en cause le principe de ce redressement : les statistiques professionnelles semblent contenir certains double-comptes, et retracent certaines prestations de services (services annexes d'installation et d'entretien) qui ne doivent pas être comptabilisées avec les échanges de marchandises. Des travaux devant déboucher sur de nouvelles évaluations des exportations de matériels militaires sont en cours ; les modifications qui en résulteront seront faites dans le prochain rapport sur les comptes de la nation. Il convient de constater que l'erreur ainsi introduite dans les comptes de l'extérieur de ces dernières années, faible en valeur absolue, est sensiblement restée constante au cours du temps ; elle n'affecte donc pas le sens ni l'ordre de grandeur des évolutions, et n'a qu'un effet négligeable sur l'équilibre de l'ensemble des comptes.

Vignette automobile et fonds national de solidarité (1971).

25459. — M. Bertrand Denis demande à M. le ministre de l'économie et des finances ce qu'a rapporté au Trésor pour l'année 1971, la vignette apposée sur les automobiles ainsi que ce qu'a coûté, dans la même année, le fonds national de solidarité. (Question du 22 juillet 1972.)

Réponse. — Le produit de la « vignette automobile », c'est-à-dire de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur, de la taxe spéciale sur les véhicules de tourisme de plus de 16 CV, et de la taxe sur les véhicules de tourisme des sociétés s'est élevé pour 1971, à 1.618 millions de francs. Les crédits inscrits la même année au budget de l'Etat pour couvrir les dépenses du fonds national de solidarité ont atteint 3.092 millions. Il est prévu qu'en 1972 la vignette rapportera 1.700 millions de francs, alors que l'inscription budgétaire pour les dépenses du F. N. S. s'élève à 3.437 millions de francs.

Assurances (contre l'incendie).

25475. — M. Maujouan du Gasset expose à M. le ministre de l'économie et des finances que les primes d'assurance contre l'incendie (risques industriels et commerciaux) sont imposées d'une taxe très variable selon les pays : Grande-Bretagne 0 p. 100, Allemagne 7 p. 100, Italie 15 p. 100, France 30 p. 100. L'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun européen va rendre cette proportion encore plus marquée au risque de rendre moins compétitives et plus vulnérables les entreprises françaises. Il lui demande ce qu'il compte faire pour remédier à cette situation qui semble anormale. (Question du 22 juillet 1972.)

Réponse. — Les problèmes soulevés par l'honorable parlementaire n'ont pas manqué de retenir l'attention du Gouvernement. Les projets d'harmonisation des taux de la taxe d'assurance incendie proposés par la commission de la Communauté économique européenne rendent en effet indispensable l'abaissement du taux actuel en France. Des études ont donc été menées dans le but de le rapprocher de ceux qui sont appliqués dans les autres pays du Marché commun. Les résultats en seront soumis dès que possible au Parlement.

Système monétaire international.

25507. — Devant les crises répétées du système monétaire international dues aux combinaisons, manipulations, pressions, pour couvrir l'inflation gigantesque d'ouvertures de crédits et de fabrication de monnaies de marché noir qui bloque les échanges monétaires, M. Frys demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il envisage que le moment est venu d'avoir le courage de revenir à la continuité promise en ce qui concerne l'or, base de la convertibilité des monnaies, pour sortir de l'arsenal de tricheries. En reculant l'échéance ou en se refusant à forcer les décisions qui s'imposent, un grand nombre de pays, de l'avis de nombreux experts, seront rapidement sujets à des troubles graves. Redonner aux réserves d'or détenues par les banques nationales d'émission leur véritable valeur en tant que matière première, garantie de change des monnaies, en prenant comme base la moyenne d'augmentation des prix des principales matières premières depuis les accords de Bretton Woods lui paraît-il une base de discussion qui mettrait de l'ordre dans un système qui apparaît voué à la faillite. Puisqu'il faut qu'un pays prenne l'initiative d'arrêter le laissez-faire, le laissez-aller général qui conduirait à une crise industrielle,

comerciale mondiale, avec ses conséquences sociales incalculables dans un sauve-qui-peut de nombreux pays pour tenter de sauver leurs intérêts particuliers, il souhaiterait connaître les raisons qui empêchent de revenir à la continuité de la politique française dans le domaine monétaire international, politique qui assurerait la liberté des échanges, la solidarité internationale et le progrès général dans la paix. (Question du 22 juillet 1972.)

Réponse. — La position de la France à l'égard des problèmes monétaires internationaux a été, à plusieurs reprises, clairement exposée tant par le Président de la République lui-même (conférence de presse du 25 septembre 1971 notamment) que par le ministre de l'économie et des finances. Cette position repose sur la conviction que seul un régime fondé sur les parités fixes, la convertibilité des principales monnaies et le respect d'une discipline collective peut assurer, en même temps que l'ordre monétaire international, le développement nécessaire des échanges. Il est rappelé à cet égard à l'honorable parlementaire que la France n'a cessé, à l'occasion de toutes les négociations qui ont été menées depuis un an, de souligner que le retour à la convertibilité du dollar constituait un élément essentiel de toute amélioration du système monétaire international. Pour ce qui est du rôle de l'or en tant qu'instrument de réserve des banques centrales, il a été déclaré le 27 janvier 1972 devant la commission des finances de l'Assemblée nationale que le nouveau système monétaire international « devra donner une nouvelle définition du rôle des instruments de réserve, l'or gardant le rôle central ». Cette prise de position, qui témoigne de la continuité de la politique française en ce domaine, a été depuis lors confirmée sans ambiguïté par les autorités de notre pays qui ont pris part aux négociations monétaires internationales et continuera d'être défendue lorsque débiteront à l'automne prochain les travaux du comité des gouverneurs du fonds monétaire international.

EDUCATION NATIONALE

Médecine (enseignement :
centre hospitalier universitaire Necker-Enfants malades).

24700. — M. Stehlin signale à M. le ministre de l'éducation nationale l'urgence qu'il y a à apporter une solution au problème posé par la sélection des étudiants susceptibles d'être admis en deuxième année du premier cycle d'études médicales du centre hospitalier universitaire Necker-Enfants malades sur lequel il avait déjà attiré son attention par question écrite n° 21432 du 10 décembre 1971. En effet, le concours doit commencer incessamment. Or, les postes de formation odontologique ne pouvant être assimilés aux postes de formation médicale, il subsiste dans ce centre hospitalier et universitaire une inégalité flagrante. Aucune des mesures retenues par les ministères de tutelle n'ont encore abouti à une solution concrète ; le concours commun entre Necker et le Kremlin-Bicêtre n'aura pas lieu. La situation signalée antérieurement semble donc à peine modifiée. Le centre hospitalier Necker-Enfants malades dispose de bâtiments universitaires vastes et récents ainsi que d'un corps professoral réputé. Il peut, par conséquent, accueillir valablement de nombreux étudiants du premier cycle mais, par suite d'une application malencontreuse de la sectorisation, il ne dispose que d'un nombre modeste de postes hospitaliers formateurs. Puisqu'il faudra nécessairement mettre à l'avenir en harmonie ses capacités d'accueil et de formation hospitalière, il lui demande s'il ne serait pas possible de dégager par transfert ou autrement pour l'année universitaire 1974-1975 la soixantaine de postes hospitaliers formateurs nécessaires à un minimum d'égalisation de chances, et s'il estime pouvoir prendre d'urgence les dispositions utiles, en accord avec M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale, qui a, jusqu'à maintenant, toujours renvoyé le problème à l'éducation nationale. (Question du 8 juin 1972.)

Réponse. — L'admission en deuxième année du premier cycle des études médicales (P.C.E.M. 2) au centre hospitalier et universitaire Necker-Enfants malades pose en effet quelques problèmes dont l'origine est la suivante : l'unité d'enseignement et de recherche (U.E.R.) médicale « Necker-Enfants malades » a été l'objet l'an dernier d'une très forte demande de la part des étudiants et un grand nombre d'entre eux l'ont classée en tête de leurs vœux. Or, l'affectation des étudiants dans les différentes U.E.R. médicales est opérée, dans l'académie de Paris, en considération du domicile des candidats et des désirs d'inscription qu'ils ont exprimés. Accessoirement et pour départager les candidats, il est tenu compte de leurs résultats au baccalauréat, et satisfaction est donnée, par priorité, aux étudiants titulaires d'une mention. Il se trouve qu'un très grand nombre des candidats aux études médicales résident dans l'Ouest de Paris et par conséquent dans un secteur que dessert normalement l'U.E.R. « Necker-Enfants

malades » : le critère géographique n'a pas permis d'admettre tous les candidats et, tout naturellement, les étudiants munis d'une mention au baccalauréat ont été, par priorité, affectés à Necker. Mais ce centre hospitalier, doté de bâtiments universitaires importants lui permettant d'accueillir de nombreux étudiants de premier cycle, ne dispose que d'un nombre réduit de postes hospitaliers ; or, c'est précisément ce dernier élément qui sert à déterminer le nombre d'étudiants qui seront admis à poursuivre leurs études au-delà de la première année du P.C.E.M. L'U.E.R. « Necker-Enfants malades » était donc l'une de celles où la compétition pour l'entrée en P.C.E.M. 2 devait être la plus grande. En effet, alors que les étudiants inscrits en P.C.E.M. 1 à l'U.E.R. « Necker-Enfants malades » étaient titulaires d'une mention au baccalauréat dans une proportion de 85 p. 100, il s'avèrait que 40 p. 100 seulement d'entre eux pourraient poursuivre des études médicales tandis que dans d'autres U.E.R., où 30 p. 100 seulement des étudiants étaient titulaires d'une mention au baccalauréat, les perspectives de succès pouvaient atteindre 60 p. 100. Aux yeux des intéressés cette situation a pu paraître injuste. Pour y remédier, diverses mesures ont été prises. Au nombre d'étudiants admis en P.C.E.M. 2 en application de la loi du 12 juillet 1971 et fixé par référence au nombre de postes hospitaliers disponibles dans l'U.E.R. considérée, à savoir 240 postes, sont venus s'ajouter : 30 postes hospitaliers que le centre hospitalier et universitaire de Paris-Ouest a bien voulu céder à l'U.E.R. « Necker-Enfants malades » ; 71 postes offerts dans les écoles dentaires. C'est donc 341 places qui sont finalement offertes aux étudiants de l'U.E.R. « Necker-Enfants malades », ce qui représente un pourcentage légèrement supérieur à 50 p. 100, comparable à ceux des autres U.E.R. parisiennes. D'autre part, contrairement à ce qu'affirme l'honorable parlementaire, 20 p. 100 des postes des U.E.R. de Necker et du Kremlin-Bicêtre seront mis en commun pour être proposés indifféremment aux étudiants de ces deux U.E.R. ; ainsi, si les étudiants de Necker sont réellement d'un meilleur niveau, ils devraient obtenir aux épreuves de classement de meilleurs résultats et par conséquent une plus forte proportion des postes offerts. Les solutions qui ont été trouvées à ce problème délicat paraissent donc satisfaisantes. D'autres améliorations seront recherchées au cours de la prochaine année universitaire pour atténuer les disparités entre les différents centres hospitaliers et universitaires.

Enseignants (assistants de droit et sciences économiques).

24815. — M. Icart attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation des assistants des unités d'enseignement et de recherche de droit et sciences économiques. L'insuffisance des postes budgétaires de maîtres-assistants ne permet pas d'offrir aux assistants des unités d'enseignement et de recherche de droit et de sciences économiques des perspectives de carrière suffisantes. Sans doute la fonction d'assistant doit-elle permettre avant tout aux étudiants de préparer les diplômes nécessaires à la poursuite de la carrière d'enseignant de droit ou de sciences économiques. Encore faut-il que des possibilités réelles soient offertes à ceux dont la tâche est aussi d'encadrer les étudiants entamant leur cursus universitaire. Il lui demande s'il a l'intention d'apporter une solution à la situation existante en assurant notamment aux assistants des unités d'enseignement et de recherche de droit et de sciences économiques des possibilités de carrières réelles. (Question du 14 juin 1972.)

Réponse. — Il existe actuellement dans les universités et autres établissements d'enseignement supérieur et de recherche, un nombre suffisant d'emplois de maître-assistant des disciplines juridique, politique, économique et de gestion pour que tous les assistants inscrits sur la liste d'aptitude aux fonctions de maître-assistant puissent être nommés à ce dernier grade dans la mesure où ils se portent candidats à des emplois vacants. De plus, près de la moitié de ces postes budgétaires de maîtres-assistants sont encore occupés par des assistants chargés à titre provisoire des fonctions de maître-assistant, faute d'avoir été inscrits sur la liste d'aptitude correspondante. Les perspectives de carrière des assistants des unités d'enseignement et de recherche de droit et de sciences économiques paraissent ainsi fort satisfaisantes.

Enseignants (stages en milieu professionnel).

24934. — M. Macquet expose à M. le ministre de l'éducation nationale que les stages en milieu professionnel effectués à titre expérimental pendant l'année 1971-1972 par des professeurs de l'enseignement technique relevant de certaines académies ont permis de vérifier l'intérêt qui s'attache à cette mesure dans le cadre recherché de la formation des maîtres mais permettent par ailleurs de tirer profit de cette expérience pour l'organisation des stages futurs. Organisés dans un délai relativement court, ces

stages ne paraissent pas avoir fait l'objet d'une publicité suffisante par les autorités académiques qui les ont réservés au seul enseignement supérieur. Les professeurs concernés ont déploré, vraisemblablement eu égard à la nouveauté de l'opération, que l'administration n'ait pu répondre à toutes leurs demandes d'information ou leur donner les éléments de solution aux multiples problèmes auxquels ils ont été confrontés. La discrimination entre le stage proprement dit en entreprise et les périodes préparatoires et d'évaluation du stage, compte tenu des particularités qui s'attachent à chacune de ces situations — obligation de la localisation de l'entreprise dans la circonscription administrative des enseignants et recours au biais des heures supplémentaires dans la première hypothèse alors que la seconde ouvre le droit aux indemnités journalières de frais de mission — inquiète les intéressés qui voient dans ces mesures la marque d'un esprit exagérément administratif. Ils craignent le caractère discriminatoire de ce choix à l'égard de ceux d'entre eux en fonction dans les milieux de faible urbanisation. Par ailleurs, la sélection des entreprises pourrait faire l'objet de critiques fondées, dans la mesure où un petit nombre de firmes serait privilégié par les services publics. Pour les stages à venir, et à la lumière des enseignements tirés de l'expérience, il apparaît essentiel que : 1° dans le choix des enseignants, le volontariat et le recrutement dans tous les cadres d'enseignement soient considérés comme principes essentiels ; 2° la rémunération des personnels retenus comprenne l'indemnisation des frais de déplacement par la voie des ordres de mission traditionnels à l'exclusion de tout paiement d'heures supplémentaires ; 3° les entreprises concernées occupent entre 500 et 1.000 salariés de façon à présenter à l'éducation nationale une gamme étendue de postes, qu'elles aient le souci d'une gestion moderne et que leur expérience d'accueil permette l'accomplissement d'une mission réelle. Enfin, il semble souhaitable que l'administration suive les enseignants pendant le temps de leur stage et emploie pour ce faire, à temps plein, certains stagiaires de l'opération 1971-1972. Il lui demande quelles dispositions il envisage de prendre pour l'organisation des stages devant intervenir pendant la prochaine année scolaire. (Question du 20 juin 1972.)

Réponse. — Les stages d'enseignants en milieu professionnel ont été organisés pour la première fois durant la présente année scolaire. Ils ont été ouverts à l'ensemble des professeurs, sans distinction de catégorie. 98 postes ont été créés pour cette opération, afin de remplacer dans leur emploi les professeurs en stage ; 17 de ces postes ont été destinés à des professeurs de l'enseignement supérieur, et 81 à des professeurs de toutes catégories exerçant dans l'enseignement secondaire, y compris des P. E. G. C. et des maîtres de classes de transition et de classes pratiques. Etant donné le caractère délicat de cette opération et le petit nombre de postes disponibles, il n'a pas paru opportun de donner une grande diffusion à ses modalités. A l'avenir, cette expérience désormais mieux connue sera portée à la connaissance de l'ensemble des intéressés, et comme cela a déjà été le cas cette année, le principe du volontariat jouera en priorité dans le recrutement. S'il est exact que des difficultés d'ordre matériel sont apparues dans l'organisation de cette expérience, elles sont restées localisées et ne tiennent pas, contrairement à ce que semble croire l'honorable parlementaire, à un esprit exagérément administratif des responsables de cette opération, mais à une inadéquation fondamentale à ce type de stage, de la réglementation actuellement en vigueur. Les services de la direction déléguée à l'orientation et à la formation continue, chargée de la conduite de cette opération nouvelle se sont employés à compenser par diverses mesures les effets de cette inadéquation. A l'avenir, une nouvelle réglementation actuellement en cours de mise au point devrait permettre de satisfaire les intéressés et de répondre aux vœux de l'honorable parlementaire.

Formation professionnelle. — Institut national de formation des adultes.

25025. — M. Andrieux attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la grave situation dans laquelle se trouve l'institut national de formation des adultes et de son personnel. En effet, le conseil d'administration de l'I.N.F.A. n'a pas été réuni depuis janvier 1971 et il en résulte : 1° que le statut et les prérogatives du nouveau directeur sont des plus précaires puisqu'il n'a pas été statutairement désigné par le conseil d'administration, comme l'exigent les statuts de l'I.N.F.A. ; 2° que le budget de l'I.N.F.A. n'a pas été voté ce qui oblige l'institut à vivre sous le régime des crédits débloqués par 112 provisoires. Les conséquences de cet état de fait sont graves pour le fonctionnement de l'institut et pour les personnels : a) études et travaux pratiquement arrêtés par l'impossibilité d'engager des dépenses ; b) pas de remboursement des frais de mission, avancés depuis janvier 1972 ;

c) non-paiement de la prime de recherche en 1971 ; d) menaces sérieuses sur le paiement de l'ensemble du personnel à partir de septembre 1972 et risques de non-renouvellement des contrats pour l'ensemble des enseignants chercheurs (20 à Nancy et autant à Paris). Au moment où les universités et autres établissements d'enseignement supérieur sont sollicités par des tâches nouvelles de formation permanente, l'I.N.F.A. créé en 1963 avec le statut d'un grand établissement d'enseignement supérieur, doit pouvoir continuer à remplir sa mission spécifique et se développer en faisant bénéficier tout l'enseignement supérieur de sa riche expérience en la matière. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour : réunir au plus vite le conseil d'administration de l'I.N.F.A. afin de permettre le fonctionnement normal de l'institut et de décider de l'adoption pour l'I.N.F.A. d'un programme précis et de l'affectation de moyens à ce programme ; prendre les mesures immédiates nécessaires pour résoudre trois problèmes urgents en suspens ; assurer le règlement de la deuxième partie de la prime de recherche due aux enseignants chercheurs de l'I.N.F.A. pour 1971 et à trois d'entre eux la première partie de cette prime), ainsi que la mise en place de la procédure permettant le versement de la prime pour 1972 ; garantir le maintien de la prime d'enseignement et son versement rétroactif pour l'année 1971 où elle n'a pas non plus été réglée ; effectuer le versement rétroactif pour 1971 de l'indemnité versée jusque-là au personnel en compensation de ses charges supplémentaires sous forme de deux heures complémentaires annuelles ; examiner, dans le cadre des discussions qui vont s'ouvrir très prochainement au sein du groupe paritaire sur les carrières de l'enseignement supérieur, des mesures en faveur des enseignants, chercheurs de l'I.N.F.A., tenant compte de la spécificité des tâches de ces personnels. Le S.N.E.-Sup soumettra au groupe de travail paritaire un ensemble cohérent de propositions en ce sens. (Question du 22 juin 1972.)

Réponse. — A la suite de la publication d'un arrêté prorogeant jusqu'au 30 juin 1972 le mandat des membres du conseil d'administration de l'institut national pour la formation des adultes, cet organisme s'est réuni le 26 juin et a pu examiner les questions, relevant de sa compétence, signalées par l'honorable parlementaire.

Instituteurs (établissements spécialisés).

25081. — M. Rickert demande à M. le ministre de l'éducation nationale quelle est la durée hebdomadaire des services exigibles des instituteurs chargés des fonctions d'éducation en internat dans les établissements spécialisés relevant de l'éducation nationale (écoles nationales de perfectionnement et écoles nationales du premier degré). En outre, il demande si, étant donné les servitudes des honoraires auxquels ils sont soumis, il ne trouve pas équitable de mettre à leur disposition un logement dans l'établissement où ils exercent, à titre gratuit, pour nécessité absolue de service. (Question du 27 juin 1972.)

Réponse. — Une circulaire concernant les horaires de service des personnels de l'enseignement spécial, actuellement en préparation, fixera les obligations hebdomadaires de service des instituteurs chargés des fonctions d'éducateur en internat dans les établissements nationaux d'enseignement spécial.

Etablissements scolaires (fermeture d'un G. O. D.)

25116. — M. Desnais demande à M. le ministre de l'éducation nationale si, dans le cas de fermeture d'un G. O. D. les classes existantes ne pourraient être annexées à un collège d'enseignement secondaire voisin. Cela dans le but d'éviter le déplacement quotidien des élèves du G. O. D. vers le collège d'enseignement secondaire, entraînant souvent la surcharge de celui-ci, voire même son agrandissement nécessitant de nouveaux investissements. (Question du 28 juin 1972.)

Réponse. — Créés dans le passé pour contribuer, dans l'esprit de la réforme de l'enseignement prévue par le décret du 6 janvier 1959, au développement de la scolarisation au niveau de la classe de 6^e, les groupes d'observation sont constitués par des classes de 6^e et 5^e. Ils ont été ouverts en particulier dans les zones rurales, afin d'accélérer et faciliter l'accueil des élèves issus des classes primaires et soumis à la prolongation de la scolarité obligatoire. Puis, conjointement à la mise en place des collèges d'enseignement secondaire, il a été procédé au regroupement et à la suppression progressive des groupes d'observation. En effet, la dispersion géographique de ces établissements de taille très modeste, le petit nombre des élèves qu'ils accueillent et les moyens matériels et financiers limités dont ils disposent permettent de moins en moins d'y nommer des professeurs qualifiés, notamment pour l'enseignement des langues vivantes, celui de l'éducation physique et

l'initiation au latin. Pour ces mêmes raisons, les investissements indispensables à la mise en service d'installations matérielles adaptées aux enseignements qui devraient y être dispensés ne se justifient pas (moyens audio-visuels et installations sportives notamment). En conséquence, à l'occasion de la mise en place de la carte scolaire des collèges d'enseignement secondaire (C. E. S.) et des collèges d'enseignement général (C. E. G.), établissements qui possèdent les équipements en personnel et matériel évoqués ci-dessus, il a été jugé préférable, chaque fois que la situation le permettrait, de procéder à la fermeture ou à l'intégration des groupes d'observation dispersés (G. O. D.), au profit de l'établissement de 1^{er} cycle le plus proche. Dans ces conditions, il ne peut être envisagé de maintenir ou de perpétuer les G. O. D. même sous forme d'annexes de C. E. S. ou de C. E. G. et l'intérêt bien compris des enfants leur commande de rejoindre l'établissement de premier cycle désigné pour les accueillir, plus satisfaisantes dans lequel ils trouveront, avec des conditions, très satisfaisantes de travail, de plus grandes chances de réussite.

Médecine (enseignement).

25184. — **Mme Vaillant-Couturier** saisie par les parents des étudiants du C. H. U. Necker-Enfants Malades, rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale les graves problèmes qui se posent à l'ensemble des étudiants en médecine et en particulier à ceux de cet établissement. Ces problèmes ont pour point de départ la loi du 12 juillet 1971 instaurant un système de sélection sur concours à la fin de la première année du P. C. E. M. et l'arrêté d'application du 21 octobre 1971 fixant à 25.764 pour toute la France dont 7.327 à Paris, le nombre de postes hospitaliers disponibles pour l'année universitaire 1974-1975. De ce fait, cet arrêté précise le nombre maximum d'étudiants pouvant être admis en 2^e année du P. C. E. M. à la fin de la présente année universitaire, approximativement égal au tiers du chiffre précité. C'est ainsi qu'à Necker-Enfants Malades 711 postes sont attribués en 1974-1975 dont 240 destinés à l'actuelle génération d'étudiants au nombre de 707 inscrits. Cette situation, aggravée dans la région parisienne par l'impossibilité de se présenter simultanément et sur un même programme au concours de plusieurs C. H. U. aboutit à une élimination précoce de multiples éléments de valeur sur la base de critères extra-universitaires. La responsabilité du Gouvernement étant directement impliquée tant par le retard considérable pris dans la modernisation et l'extension de notre système hospitalier, comme le montre le rapport de l'inspection générale des affaires sociales, que par le manque frappant de postes et de garanties de carrière offerts aux enseignants chercheurs comme l'ont montré les mouvements revendicatifs récents de l'enseignement supérieur et des chefs de clinique, elle lui demande, en conséquence, avec toutes les personnes concernées, quelles interventions il envisage : 1^o pour une attribution immédiate de postes supplémentaires d'enseignants chercheurs ; 2^o pour l'utilisation de toutes les capacités d'accueil dans le domaine hospitalier ; 3^o pour une attribution des postes plus équitablement répartie entre les divers C. H. U. Enfin elle lui demande quel est le point actuel de l'établissement de la carte sanitaire destinée à préparer l'avenir dans ce domaine. (Question du 29 juin 1972.)

Réponse. — L'admission en deuxième année du premier cycle des études médicales (P. C. E. M. 2) au centre hospitalier et universitaire Necker-Enfants Malades pose en effet quelques problèmes dont l'origine est la suivante. L'unité d'enseignement et de recherche (U. E. R.) médicale Necker-Enfants Malades a été l'objet l'an dernier d'une très forte demande de la part des étudiants et un grand nombre d'entre eux l'ont classée en tête de leurs vœux. Or, l'affectation des étudiants dans les différentes U. E. R. médicales est opérée, dans l'académie de Paris, en considération du domicile des candidats et des désirs d'inscription qu'ils ont exprimés. Accessoirement et pour départager les candidats, il est tenu compte de leurs résultats au baccalauréat, et satisfaction est donnée, par priorité, aux étudiants titulaires d'une mention. Il se trouve qu'un très grand nombre des candidats aux études médicales résident dans l'Ouest de Paris et par conséquent dans un secteur qui dessert normalement l'U. E. R. Necker-Enfants Malades : le critère géographique n'a pas permis d'admettre tous les candidats, et, tout naturellement, les étudiants munis d'une mention au baccalauréat ont été, par priorité, affectés à Necker. Mais ce centre hospitalier, doté de bâtiments universitaires importants lui permettant d'accueillir de nombreux étudiants de premier cycle, ne dispose que d'un nombre réduit de postes hospitaliers ; or, c'est précisément ce dernier élément qui sert à déterminer le nombre d'étudiants qui seront admis à poursuivre leurs études au-delà de la première année du P. C. E. M. L'U. E. R. « Necker-Enfants Malades » était donc l'une

de celles où la compétition pour l'entrée en P. C. E. M. 2 devait être la plus grande. En effet, alors que les étudiants inscrits en P. C. E. M. 1 à l'U. E. R. « Necker-Enfants Malades » étaient titulaires d'une mention au baccalauréat dans une proportion de 85 p. 100, il s'avérait que 40 p. 100 seulement d'entre eux pourraient poursuivre des études médicales, tandis que dans d'autres U. E. R. où 30 p. 100 seulement des étudiants étaient titulaires d'une mention au baccalauréat, les perspectives de succès pouvaient atteindre 60 p. 100. Aux yeux des intéressés, cette situation a pu paraître injuste. Pour y remédier, diverses mesures ont été prises. Au nombre d'étudiants admis en P. C. E. M. 2 en application de la loi du 12 juillet 1971 et fixé par référence au nombre de postes hospitaliers disponibles dans l'U. E. R. considérée, à savoir 240 postes, sont venus s'ajouter : 30 postes hospitaliers que le centre hospitalier et universitaire de Paris-Ouest a bien voulu céder à l'U. E. R. « Necker-Enfants Malades » ; 71 postes offerts dans les écoles dentaires. C'est donc 341 places qui sont finalement offertes aux étudiants de l'U. E. R. « Necker-Enfants Malades », ce qui représente un pourcentage légèrement supérieur à 50 p. 100, comparable à ceux des autres U. E. R. parisiennes. D'autre part, 20 p. 100 des postes des U. E. R. de « Necker-Enfants Malades et du Kremlin-Bicêtre » seront mis en commun pour être proposés indifféremment aux étudiants de ces deux U. E. R. ; ainsi, si les étudiants de Necker sont réellement d'un meilleur niveau, ils devraient obtenir aux épreuves de classement de meilleurs résultats et par conséquent une plus forte proportion des postes offerts. Les solutions qui ont été trouvées à ce problème délicat paraissent donc satisfaisantes. D'autres améliorations seront recherchées au cours de la prochaine année universitaire pour atténuer les disparités entre les différents centres hospitaliers et universitaires. En ce qui concerne les emplois de personnel enseignant, il a été créé, au titre du budget de l'année 1972, 343 nouveaux emplois d'enseignant de rang magistral parmi lesquels 60 emplois ont été réservés aux disciplines médicales. Les dotations attribuées aux différents centres hospitaliers et universitaires ont été déterminées, dans la limite de ces soixante emplois, sur la base de critères nationaux de répartition établis à partir du calcul statistique d'un coût moyen national de l'étudiant en médecine. Sur ces bases, et après avis de la commission chargée de la révision des effectifs hospitalo-universitaires, un emploi de maître de conférences de physiologie a été attribué, à compter du 1^{er} octobre 1972, au centre hospitalier et universitaire de Necker-Enfants Malades. Cet établissement bénéficiera également de l'attribution d'un emploi de maître de conférences de néphrologie transféré du centre hospitalier et universitaire de Lariboisière.

Pornographie (tract distribué dans les lycées).

25198. — **M. Boscher** signale à l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale qu'un tract pornographique intitulé « Apprenons à faire l'amour » a été distribué à l'intérieur d'un certain nombre de lycées de la région parisienne, notamment à Corbeil-Essonnes, Sèvres, Sceaux, Meudon et Versailles ainsi que dans divers lycées parisiens. Divers parents d'élèves, isolément ou par le truchement de leurs associations, ont déposé plainte auprès du parquet à l'occasion de cette diffusion scandaleuse. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour empêcher le renouvellement de ces faits et pour rétablir la moralité et la neutralité dans tous les établissements d'enseignement public. (Question du 30 juin 1972.)

Réponse. — Les chefs d'établissement ont pris immédiatement toutes les dispositions utiles pour faire arrêter la distribution du tract et faire obstacle à sa diffusion à l'intérieur de l'établissement. Dans la plupart des cas les élèves, à qui ces tracts avaient été distribués à l'extérieur du lycée sont spontanément venus les remettre à l'administration. La réaction de l'ensemble des élèves et du corps professoral qui en ont eu connaissance a été parfaitement saine et franchement hostile à cet égard. Ces distributions ayant eu lieu sur la voie publique le ministère de l'éducation nationale se trouve dénué de moyens juridiques à l'encontre de leurs auteurs. Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre de l'intérieur ont été saisis de cette affaire.

Chambre de commerce et d'industrie (contribution pour frais de chambre de commerce et d'industrie et taxe d'apprentissage).

25202. — **M. Rickert** expose à M. le ministre de l'éducation nationale que la part de la contribution pour frais de chambre de commerce et d'industrie, taxe additionnelle à la contribution des patentes, affectée à des dépenses d'enseignement technique, est susceptible de motiver une exonération totale ou partielle de taxe d'apprentissage.

S'agissant d'une contribution due par une société à raison de ses établissements situés dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, exclus jusqu'à présent du champ d'application de la taxe d'apprentissage, il lui demande si la part de ladite contribution affectée par les chambres de commerce situées dans lesdits départements à des dépenses d'enseignement technique peut être prise en considération pour l'octroi de l'exonération ou de la réduction de la taxe d'apprentissage due à raison des établissements situés dans les départements soumis à cette taxe. (Question du 30 juin 1972.)

Réponse. — En application de l'article 9 de la loi n° 71-578 du 16 juillet 1971 sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles, les employeurs des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle sont assujettis à la taxe d'apprentissage pour un taux égal au montant de la fraction citée à l'article 31 de la loi n° 71-576 du 16 juillet 1971 relative à l'apprentissage. Le montant de cette fraction est obligatoirement réservé à l'apprentissage pour les dépenses visées aux articles 29 et 30 de ladite loi, c'est-à-dire pour une partie des salaires versée aux apprentis ainsi que pour les concours apportés aux centres de formation d'apprentis. C'est seulement dans la mesure où ils ont satisfait aux dispositions de ces articles que les employeurs peuvent, conformément à l'article 1^{er} de la loi n° 71-578 du 16 juillet 1971, citée précédemment, obtenir des exonérations pour d'autres dépenses et notamment pour la part de la contribution pour frais de chambres de commerce et d'industrie et de bourses de commerce qui est affectée à des dépenses relatives aux premières formations technologiques et professionnelles. En conséquence, le taux de la taxe d'apprentissage dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle étant limité au quota réservé à l'apprentissage, seules les dépenses visées aux 29 et 30 de la loi n° 71-576 du 16 juillet 1971 donnent lieu à exonération, à l'exclusion de toutes autres dépenses.

Enseignement supérieur (Paris-VII).

25203. — M. Sanglier appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur l'état de marasme et de désordre extrême qui règne dans les services administratifs de l'université de Paris-VII. Un exemple hautement démonstratif du degré de dégradation auquel est parvenue la situation, est donné par le fait que les étudiants de ladite université, qui ont suivi les cours de préparation au diplôme universitaire d'études scientifiques et mathématiques et physiques et qui ont subi, au terme de l'année 1970-1971, les épreuves sanctionnant ce cycle de formation en sont encore un an après à attendre la publication officielle des résultats. Une telle carence est aussi inconcevable qu'inadmissible car elle prive ceux et celles qui ont satisfait à ces examens de la possibilité d'obtenir la preuve de leur réussite, ce qui ne va pas sans présenter de très graves inconvénients, notamment dans les rapports que peuvent avoir les intéressés avec d'éventuels employeurs légitimement désireux d'avoir des assurances certaines sur les titres et diplômes possédés par les candidats qu'ils sont susceptibles d'engager. Il est absolument indispensable de remédier énergiquement à un état de fait aussi déplorable et de prendre les dispositions utiles afin que les étudiants en cause soient informés des résultats de l'examen qu'ils ont passé en 1971 et puissent enfin se procurer la justification du diplôme universitaire d'études scientifiques dont ils peuvent être en droit de se prévaloir. Il lui demande la nature des mesures qu'il compte prendre pour que ces objectifs soient atteints rapidement et il serait heureux de connaître les modalités de la procédure que ces étudiants devraient suivre pour obtenir une prompt clarification d'une situation que sa durée a rendu vraiment aberrante. (Question du 30 juin 1972.)

Réponse. — De l'enquête qui a été effectuée auprès de l'université de Paris-VII, il ressort que la situation qui règne dans les services administratifs de cette université n'est pas aussi déplorable que l'affirme l'honorable parlementaire. En effet, les résultats des unités de valeur conduisant à la délivrance du diplôme universitaire d'études scientifiques en 1971 ont été proclamés et affichés à l'issue de chacune des sessions. Les attestations de diplôme ont été délivrées soit systématiquement, soit à la demande des étudiants concernés. A la date du 27 juillet 1972, seules les dix dernières demandes étaient en cours d'instruction et devaient être satisfaites dans un délai de quelques jours.

Ecole normale de Dax.

25240. — M. Lavielle appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur l'avenir réservé à l'école normale de Dax. Effectivement on parle depuis longtemps d'une réforme de

ces établissements, dont l'une des conséquences serait la suppression de celui de Dax. Or, cette école normale a formé des générations de maîtres qui se sont succédés depuis très longtemps pour constituer l'ensemble du corps enseignant landais dont l'action exemplaire a porté ses fruits dans nos villes et communes rurales. Il lui demande de préciser ses intentions quant à l'avenir réservé à l'école normale de Dax. (Question du 1^{er} juillet 1972.)

Réponse. — Les finalités des écoles normales ont été profondément transformées par la suppression des classes préparatoires au baccalauréat et par la mise en place de la formation continue des instituteurs. L'implantation des écoles normales fait donc actuellement l'objet d'une étude d'ensemble de caractère prospectif dont les résultats ne seront connus que dans un certain délai.

Examens (session du baccalauréat à Paris).

25305. — M. Sanglier expose à M. le ministre de l'éducation nationale que de nombreux candidats parisiens au baccalauréat se sont trouvés dans l'obligation d'effectuer un long trajet pour rejoindre le centre d'examen qui leur était assigné, celui-ci étant souvent fort éloigné de leur domicile et de l'établissement d'enseignement qu'ils ont fréquenté durant l'année scolaire. Ces déplacements ont été souvent générateurs de fatigues et d'énervements qui ne plaçaient assurément pas les élèves dans les meilleures conditions pour affronter les épreuves. La situation n'est malheureusement pas nouvelle, mais il semble qu'elle a pris cette année un ampleur et une acuité sans pareilles. La grande diversité des séries du baccalauréat et le souci d'éviter que des professeurs ne soient les correcteurs de leurs propres élèves ne sauraient justifier les anomalies qui ont marqué à Paris les désignations des centres qui n'ont pu parfois être rejoints qu'après deux heures de voyage. L'informatique doit en effet permettre de concilier les exigences susévoquées avec le choix de centres tenant mieux compte du lieu du domicile des élèves. Il lui demande donc s'il peut lui indiquer les raisons qui sont à l'origine des décisions souvent peu rationnelles qui ont été prises cette année pour la répartition entre les centres d'examen des candidats parisiens au baccalauréat et les dispositions qui seront mises en œuvre afin que de tels errements ne se reproduisent pas. (Question du 8 juillet 1972.)

Réponse. — En raison de l'augmentation constante du nombre des candidats, non seulement au baccalauréat mais également aux autres examens, ceux de l'enseignement technique en particulier, l'organisation matérielle des examens soulève chaque année des difficultés de plus en plus importantes. Il convient toutefois de préciser que ces dernières années, et en dépit de quelques exceptions, difficilement réduites, les examens se sont déroulés dans des conditions satisfaisantes. Il est exact cependant que dans la région parisienne certains candidats au baccalauréat ont été appelés à composer dans des centres quelquefois trop éloignés de leur lieu de résidence, ce qui a entraîné pour ces candidats des fatigues supplémentaires. Il est précisé que moins de 3.000 candidats sur près de 53.000 inscrits ont été dans l'obligation d'effectuer un long trajet pour rejoindre leur centre d'examen. Le lieu d'affectation des candidats doit concilier de nombreuses exigences et il est fonction non seulement de leur domicile mais également de la série dans laquelle ils se présentent, des épreuves à option qu'ils ont choisies, des disponibilités en locaux existant dans leur secteur scolaire, de la nécessité d'éviter que les professeurs ne soient les examinateurs de leurs propres élèves. Autant d'exigences qu'il n'est pas toujours possible de satisfaire dans les meilleures conditions malgré le recours aux services du centre académique de traitement de l'information de l'académie de Paris. Toutefois, la possibilité de recourir à un découpage plus élaboré pour l'affectation des candidats de la région parisienne sera étudiée en vue de la session de 1973. Ces nouvelles mesures devraient permettre de limiter la longueur et surtout la durée des déplacements auxquels sont astreints certains candidats et en particulier des déplacements de banlieue.

Programmes scolaires (mathématiques modernes).

25313. — M. Mario Bénard expose à M. le ministre de l'éducation nationale que le redoublement de la classe de troisième va soulever cet année des difficultés exceptionnelles du fait du changement de programme des mathématiques. En effet, les élèves issus de la classe de quatrième ont suivi depuis la sixième un enseignement de mathématiques modernes, alors que les redoublants ont reçu l'enseignement classique. Il lui demande quelles dispositions ont été prévues pour pallier ces difficultés lorsque les établissements sont de taille trop limitée pour que soit envisagé le regroupement de tous les redoublants en une section unique. (Question du 8 juillet 1972.)

Réponse. — La circulaire n° 72-134 du 28 mars 1972 (Bulletin officiel n° 14 du 6 avril 1972, p. 1018) a fixé les modalités qui permettront aux élèves appelés à redoubler leur classe de troisième en 1972-1973 d'acquiescer les connaissances de base du nouveau programme pour s'adapter, sans difficultés particulières, à l'enseignement dispensé en troisième et, ultérieurement, à celui des classes du second cycle. En effet, ce texte complété par la circulaire n° 72-220 du 30 mai 1972 (Bulletin officiel n° 23 du 8 juin 1972, p. 1562) donne aux professeurs toutes les instructions utiles quant à la progression à suivre tout au long de l'année et quant à la manière de concilier l'enseignement d'adaptation réservé aux redoublants avec l'enseignement donné à la classe tout entière. De fait, il n'est pas prévu, « pour des raisons pédagogiques évidentes », de regrouper systématiquement tous les redoublants dans une même division mais plutôt « de les affecter dans des divisions correspondant aux options qu'ils ont choisies antérieurement ». Toutefois, le texte précise que « dans le cas d'établissements de faible effectif, il appartient à l'inspecteur d'académie de prendre les mesures appropriées, telles que le transfert d'un redoublant dans un établissement voisin ».

Programmes scolaires (plan Rouchette).

25319. — M. Pierre Bas appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur l'inquiétude que suscite le plan Rouchette. Il semble que soient remis en cause la logique, la clarté, l'orthographe, les structures, les connaissances, l'histoire littéraire, les modes de pensée. Il lui demande quels apaisements il peut donner à ceux qui pensent que la langue française est un « outil remarquable pour contraindre la logique dans le raisonnement ». (Question du 15 juillet 1972.)

Réponse. — Ce qui est appelé communément « plan Rouchette » est un document de recherche à l'usage des établissements chargés d'expérimentation. Ce document a été approuvé par la commission de réforme de l'enseignement du français et publié en janvier 1971 par l'institut national de recherche et de documentation pédagogiques (n° 47 de la collection « Recherches pédagogiques »). Annoncées par une circulaire du 26 janvier 1971, des instructions destinées à l'ensemble des instituteurs seront bientôt diffusées. Elles apporteront sans doute au corps enseignant et aux familles les apaisements souhaités par l'honorable parlementaire.

Equipement scolaire (Paris [18]).

25352. — M. Bernasconi appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation du 18^e arrondissement de Paris au plan scolaire. Cet arrondissement, dont la population ne cesse de croître et dans lequel d'importants programmes de constructions d'habitations sont en voie de réalisation, souffre depuis de nombreuses années d'un sous-équipement évident en matière de locaux scolaires. Il est important que le retard pris pour la construction d'écoles maternelles, de collèges d'enseignement secondaire et autres établissements du premier cycle au second degré soit rapidement comblé. Il lui demande s'il peut lui faire connaître ses intentions en ce domaine ainsi qu'en ce qui concerne une indispensable révision de la carte scolaire du 18^e arrondissement. (Question du 15 juillet 1972.)

Réponse. — Les mesures de déconcentration ont conféré au préfet du département le soin de déterminer les implantations des constructions scolaires du premier degré, en relation avec le conseil de Paris, dans les limites de l'enveloppe financière qui lui a été subdéléguée par le préfet de région. Ces constructions de classes nouvelles du premier degré sont essentiellement consacrées à l'accueil des enfants présents du fait des constructions de logements nouveaux, et toutes mesures sont prises pour assurer cet accueil dans les meilleures conditions possibles. D'autre part, la carte scolaire des établissements publics d'enseignement du second degré du département de Paris est actuellement en cours de révision. Au niveau du premier cycle, elle doit notamment déterminer les équipements nécessaires à la scolarisation des enfants domiciliés dans le 18^e arrondissement. Ces équipements seront réalisés au moyen de constructions nouvelles et d'extensions d'établissements existants. Pour que ces opérations puissent être financées, il conviendra qu'elles soient retenues dans les options prioritaires des autorités régionales et inscrites, en rang utile, parmi les propositions d'investissements présentées par le préfet de la région parisienne. Il est précisé que l'extension du collège d'enseignement secondaire sis 43, rue des Poissonniers, figure sur la liste des opérations susceptibles d'être financées pendant la période 1973-1975.

Enseignants

(U.E.R. de mathématiques de l'université de Lille-I).

25388. — M. Andrieux attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les conditions d'enseignement désastreuses de l'U.E.R. de mathématiques de l'université de Lille-I. Chaque année, 300 nouveaux étudiants s'inscrivent en maîtrise ès sciences mathématiques. Les créations des postes d'enseignants, corrélatives à cette croissance des effectifs étudiants, sont largement insuffisantes. Non seulement le nombre d'options a été diminué, mais le taux d'encadrement de la maîtrise de mathématiques de Lille est le plus faible des maîtrises correspondantes en France. La résorption totale de ce déficit exigeait la création de vingt et un postes d'assistants et sept postes au niveau professoral. Il lui demande s'il peut donner l'assurance que des mesures seront prises pour pallier les difficultés qui ne manqueront pas de se présenter à la prochaine rentrée universitaire. (Question du 15 juillet 1972.)

Réponse. — En application de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur, les dotations en emplois allouées aux universités ont un caractère global et la responsabilité de leur répartition entre les différentes unités d'enseignement et de recherche composant l'université revient exclusivement au conseil de l'université et à son président. Les dotations en emplois de personnel enseignant allouées aux universités au titre du budget de l'année 1972 ont été déterminées sur la base de critères nationaux de répartition et après avis du conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche. L'université de Lille-I ne s'est donc pas trouvée défavorisée par rapport aux autres universités se trouvant dans une situation comparable. Ainsi huit emplois supplémentaires (3 emplois de maître de conférences, 2 emplois de maître-assistant, 3 emplois d'assistant) sont mis à la disposition de l'université de Lille-I à la prochaine rentrée universitaire. Conformément aux choix de l'université de Lille-I, les emplois suivants ont été affectés aux mathématiques : un emploi de maître de conférences d'algèbre ; deux emplois de maître de conférences de mathématiques. C'est donc au président et au conseil de l'université qu'il appartient de régler le problème évoqué en attribuant à cet enseignement, si ses besoins le justifient, les emplois nouveaux qui sont mis globalement à la disposition de l'établissement.

Equipement scolaire

(collège d'enseignement secondaire Descartes du Blanc-Mesnil [93]).

25394. — M. Robert Ballanger attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur le retard apporté à la réalisation du collège d'enseignement secondaire Descartes du Blanc-Mesnil (93), et les difficultés que cela ne manque pas d'entraîner pour la population scolaire du quartier Nord du Blanc-Mesnil. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les crédits prévus soient attribués dans les meilleurs délais et que cet établissement soit ouvert dès la rentrée 1973. (Question du 15 juillet 1972.)

Réponse. — A la suite des travaux d'élaboration de la carte scolaire fondés essentiellement sur les données de la situation démographique du département de la Seine-Saint-Denis, d'une part, et sur le recensement des structures scolaires existantes, d'autre part, le principe a été retenu de construire au Blanc-Mesnil un collège d'enseignement secondaire de 1.200 places, avec section d'éducation spécialisée. Pour que cette opération puisse être financée, il convenait qu'elle soit retenue dans les options prioritaires des autorités régionales et inscrite, en rang utile, parmi les propositions d'investissements présentées par le préfet de région. Or, compte tenu du rang que le collège d'enseignement secondaire « Descartes » occupe sur la liste de propositions établie par le préfet de la région parisienne au titre du programme pluriannuel 1973-1975, le financement de cette opération est susceptible d'intervenir au cours d'un prochain exercice.

Enseignement technique

(prix de revient d'un élève de collège d'enseignement technique).

25473. — M. Bécam demande à M. le ministre de l'éducation nationale s'il peut lui préciser le prix de revient moyen d'un élève de collège d'enseignement technique (C. E. T.). Il souhaite en outre avoir connaissance des éléments retenus pour le calcul de ce prix de revient et savoir en particulier si les charges sociales, d'amortissement et d'entretien ainsi que les assurances sont incluses dans ce calcul. (Question du 22 juin 1972.)

Réponse. — Une étude portant sur la ventilation sectorielle des crédits de fonctionnement du budget voté de l'éducation nationale pour 1970 a permis d'établir le coût moyen des élèves de l'enseignement public. En ce qui concerne l'élève d'un C. E. T., le prix de revient s'élève à 3.165 francs, réparti comme suit : 2.335 francs pour les rémunérations des personnels enseignants et administratifs (service, intendance, surveillance...) et les indemnités pour frais de stage, de concours, de déplacement de ce personnel; le coût n'englobe pas pour les personnels titulaires la cotisation de l'Etat au régime de sécurité sociale inscrite sur le budget des charges communes du ministère de l'économie et des finances; 470 francs pour les frais de fonctionnement et de matériel des établissements, de réparation des accidents du travail; 360 francs pour l'aide sociale (bourses, œuvres sociales, transports...). Le prix de revient, établi d'après les dépenses ordinaires ne couvre donc pas les charges de construction et d'amortissement des établissements.

Enseignement supérieur (Seine-Saint-Denis).

25495. — M. Odru attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les difficultés rencontrées par un grand nombre de bacheliers de la Seine-Saint-Denis qui désirent poursuivre des études supérieures en université. En droit et sciences économiques et en lettres et sciences humaines, toutes les communes du département de la Seine-Saint-Denis sont du ressort de l'université Paris-Nord. Or, en Seine-Saint-Denis, les moyens de transport sont défectueux et les étudiants habitant le Sud du département seront contraints à des trajets long, pénibles et fort coûteux, ce qui risque de compromettre leurs études. Désireux qu'il soit tenu compte des réalités départementales, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour la mise au point rapide d'une sectorisation conforme aux intérêts des étudiants de Seine-Saint-Denis. (Question du 22 juillet 1972.)

Réponse. — Les modalités d'inscription des étudiants dans les universités ont été fixées par le décret n° 71-376 du 13 mai 1971, publié au Journal officiel du 22 mai 1971. Les conditions d'affectation des étudiants dans les universités des académies de la région parisienne pour l'année universitaire 1972-1973 ont été définies par un arrêté du 10 mars 1972, publié au Journal officiel du 16 mars 1972. L'article 2 de cet arrêté précise que les étudiants domiciliés dans le ressort de l'une des universités dont le siège est situé hors de la ville de Paris s'inscrivent dans cette université dans la mesure où celle-ci assure, au niveau de la première année du premier cycle, la formation correspondant aux diplômes que ces étudiants désirent acquérir. Ce même article charge le recteur de l'académie de Paris de définir le ressort de chacune des dites universités pour chacune des formations qu'elle assure. C'est ainsi que, pour les études de droit, de sciences économiques, de lettres et de sciences humaines, le département de la Seine-Saint-Denis a été normalement placé dans le ressort de l'université de Paris-XIII. Cette sectorisation répond au souci de décongestionner les universités situées à Paris même et d'utiliser pleinement les possibilités de formation offertes par l'existence d'une université de Paris-Nord dont la création avait été unanimement demandée pour les besoins des populations des départements situés au nord de Paris.

Enseignants (déchargés de service pour fonctions syndicales).

25506. — M. Robert Ballanger expose à M. le ministre de l'éducation nationale que le volume des décharges de service accordées à titre syndical pour les enseignements de second degré est nettement insuffisant au regard même de ce qui est accordé dans d'autres secteurs de la fonction publique. Il constate d'autre part que l'appréciation de la représentativité des organisations syndicales et l'octroi des dispenses de service demeurent totalement arbitraires dans certains secteurs. En conséquence, il demande quelles mesures il compte prendre pour : 1° que le nombre des décharges de service accordées sur le plan national aux différentes organisations syndicales des enseignements de second degré soit rendu public; 2° que le contingent de dispenses soit considérablement accru, qu'il fasse l'objet d'une négociation avec les organisations syndicales et soit réparti « en fonction de leur représentativité appréciée selon les critères traditionnels mais compte tenu de l'ensemble des effectifs titulaires et non titulaires ». (Question du 22 juillet 1972.)

Réponse. — Les décharges accordées au titre de l'année scolaire 1970-1971 ont été publiées au Journal officiel du 17 mai 1972 (Sénat, question n° 11293). Les heures de décharge de l'année scolaire

1971-1972 se sont élevées à un total de 9.212 h 15. Elles ont été réparties entre les diverses organisations de la manière suivante :

ORGANISATIONS syndicales.	PLAN national.	PLAN académique.	TOTAL GLOBAL
S. N. I.	297 h	3.915 h	4.212 h
S. N. E. S.	310 h	513 h 30	823 h 30
F. I. P. E. S. O.	3 h		3 h
S. G. E. N. (CFDT) ..	378 h 30	250 h	628 h 30
S. G. E. N. 1 ^{er} degré ..		378 h	378 h
S. G. E. N. (CET) ..	103 h 45	245 h	348 h 45
S. G. E. N. (Ens. spéc.)	8 h		8 h
S. N. E. T. A. A.	221 h	245 h	466 h
S. N. E. T. P.	270 h	245 h	515 h
F. E. N.	144 h	171 h	315 h
S. N. C.	102 h 30	273 h	375 h 30
C. G. T.	115 h		115 h
F. E. N. - C. G. T.	26 h		26 h
S. N. A. L. C.	105 h	157 h	262 h
U. S. N. E. F.	55 h 30	34 h 30	90 h
S. G. E. P.	54 h		54 h
S. N. L. C. - F. O.	36 h 30	245 h	281 h 30
F. N. E. C. - F. O.	23 h		23 h
S. N. D. - F. O.	27 h		27 h
S. N. A. E. S.	38 h	24 h	62 h
S. N. P. E. N.	27 h		27 h
S. N. I. E. P.	60 h		60 h
C. N. G. A.	35 h 30	9 h	44 h 30
S. C. E. N. R. A. C.	18 h		18 h
Soc. agrégés	15 h		15 h
S. N. A. I.	22 h		22 h
C. G. C.	8 h		8 h
S. N. I. - F. O.	6 h		6 h
Total général....	2.507 h 15	6.705 h	9.212 h 15

Abréviations des organisations syndicales :

S. N. I.	= Syndicat national des instituteurs.
S. N. E. S.	= Syndicat national des enseignants de second degré.
F. I. P. E. S. O.	= Fédération internationale des professeurs de l'enseignement secondaire officiel.
S. G. E. N.	= Syndicat général de l'éducation nationale.
S. N. E. T. A. A.	= Syndicat national de l'enseignement technique — Aopren-tissage autonome.
S. N. E. T. P.	= Syndicat national des enseignements techniques et profession-nels (C. G. T.).
F. E. N.	= Fédération de l'éducation nationale.
S. N. C.	= Syndicat national des collèges.
C. G. T.	= Confédération générale du travail.
F. E. N. - C. G. T.	= Fédération de l'éducation nationale (C. G. T.).
S. N. A. L. C.	= Syndicat national autonome des lycées et collèges.
U. S. N. E. F.	= Union syndicale nationale des enseignants de France.
S. G. E. P.	= Syndicat général de l'enseignement public.
S. N. L. C. - F. O.	= Syndicat national des lycées et collèges F. O.
F. N. E. C. - F. O.	= Fédération nationale de l'éducation et de la culture F. O.
S. N. D. - F. O.	= Syndicat national des directeurs et directrices d'école publique F. O.
S. N. A. E. S.	= Syndicat national autonome des enseignements spéciaux.
S. N. P. E. N.	= Syndicat national des professeurs d'école normale.
S. N. I. E. P.	= Syndicat national des instituteurs de l'enseignement public.
C. N. G. A.	= Confédération nationale des groupes autonomes.
S. C. E. N. R. A. C.	= Syndicat C. F. T. C. de l'éducation nationale, de la recherche et des affaires culturelles.
Soc. agrégés	= Société des agrégés.
S. N. A. I.	= Syndicat national autonome des instituteurs.
C. G. C.	= Confédération générale des cadres.
S. N. I. - F. O.	= Syndicat national des instituteurs F. O.

Les décharges de service en faveur des responsables syndicaux sont accordées chaque année en fonction de la représentativité de chaque organisation syndicale, appréciée notamment compte tenu du nombre total d'adhérents et des résultats aux différentes élections. C'est dire que la procédure d'attribution des décharges de service, loin d'apparaître comme arbitraire, repose sur des données précises, permettant d'établir le contingent annuel à partir de celui accordé l'année précédente en le majorant compte tenu de l'augmentation annuelle des effectifs.

Enseignants (élèves-professeurs d'enseignement général de collège).

25527. — M. Chazelle appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur l'insuffisance du contingent de postes d'élèves-professeurs de première et deuxième année attribués à

l'académie de Clermont pour l'année 1972-1973. Il lui fait observer que la dotation globale sera de 60 postes (circulaire du 13 juin 1972, Bulletin officiel n° 25) de sorte qu'il n'y aura que 34 admissions puisque 26 élèves-professeurs sont admis en deuxième année. Ce contingent constitue une nouvelle régression par rapport aux années précédentes puisque l'académie a obtenu 80 postes en 1970-1971 et 77 postes en 1969-1970. Ce modeste contingent ne permettra pas de combler, dans de brefs délais, le déficit en personnel titulaire formé et ne compensera que difficilement le nombre de postes créés ou libérés par les départs en retraite ou la promotion interne. En outre, le recrutement sera pratiquement nul dans certaines sections du centre régional de Clermont, notamment pour la section Lettres-allemand. Dans ces conditions, il lui demande quelles mesures il compte prendre de toute urgence pour recevoir le contingent accordé au centre régional de formation des professeurs d'enseignement général de collège de Clermont-Ferrand et pour attribuer à cette académie le supplément de postes nécessaires pour répondre au fonctionnement normal de ce centre et aux besoins de la région. (Question du 22 juillet 1972.)

Réponse. — La répartition des postes d'élèves-professeurs d'enseignement général collège a été, comme les années précédentes, opérée en tenant plus grand compte de la situation prévisible dans chaque académie, de la dotation budgétaire en professeurs d'enseignement général de collège, du nombre de professeurs titulaires et de l'importance du déficit en valeur relative. Cette situation faisait apparaître, pour l'académie de Clermont-Ferrand un déficit de 146 professeurs qui représente, en valeur relative, environ 10 p. 100 et qui situe cette académie parmi les mieux pourvues en professeurs titulaires. Si le contingent octroyé au titre de l'année 1972-1973 est moins important que celui attribué l'année précédente, c'est qu'il a été nécessaire de donner une priorité aux académies dont la situation est moins favorable que celle de Clermont-Ferrand. Tous les postes budgétaires ayant été répartis, aucun reliquat ne permet une attribution complémentaire.

Bourses d'enseignement.

25534. — M. Pierre Buron attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur le régime d'attribution des bourses. Depuis l'année 1969-1970, la réglementation applicable en ce domaine se caractérise par sa publicité et son automaticité. Le recours à un barème objectif constitue, par rapport à la situation antérieure, un progrès appréciable. Il n'en présente pas moins, tel qu'il a été appliqué jusqu'à présent, au moins deux graves inconvénients. D'une part, le barème d'attribution des bourses a été relevé de 4 p. 100 pour 1972 alors qu'à titre de comparaison le S. M. I. C. a progressé de 11,64 p. 100 entre juillet 1971 et juillet 1972 et que pendant la période de référence, sur laquelle repose la dernière augmentation intervenue, les salaires moyens ont augmenté de 10,63 p. 100 et les prix de 5,44 p. 100. En d'autres termes, actuellement les familles dont le pouvoir d'achat stagne d'une année à l'autre perdent le bénéfice des bourses auxquelles elles pouvaient prétendre antérieurement. Or dans le même temps l'intégralité des dotations budgétaires consacrées aux bourses ne sont pas consommées, puisqu'en 1971, 152 millions de francs ont été annulés, soit une somme supérieure à la progression initialement prévue entre 1970-1971. Considérant l'évolution du barème des ressources depuis sa mise en application et la progression du pouvoir d'achat annuel moyen pendant la même période, l'écart entre les crédits initialement votés et les crédits effectivement consommés en fin d'année, pour la période correspondante l'évolution des crédits consacrés, entre les mêmes dates, à l'attribution de bourses en exception à la stricte application du barème, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour améliorer cette situation. (Question du 29 juillet 1972.)

Réponse. — Les bourses d'études constituent — aussi bien au niveau de l'enseignement du second degré que des études supérieures — une aide apportée par l'Etat aux familles les moins favorisées, modulée en fonction de leurs ressources et de leurs charges. Une augmentation des revenus moyens des familles supérieure à l'élévation du coût de la vie pourrait dès lors justifier que soit diminuée corrélativement l'aide de l'Etat. En fait, l'effort accompli par l'Etat dans ce domaine ne s'est pas relâché, ainsi qu'en témoignent les pourcentages constants d'élèves et d'étudiants boursiers par rapport aux effectifs scolarisés, de l'ordre de 40 p. 100 au niveau des études secondaires et de 20 p. 100 au niveau des études supérieures. Depuis l'année 1969-1970, les aménagements apportés au nouveau système d'attribution des bourses d'études ont porté certes sur le relèvement uniforme pour tous, des plafonds de ressources ouvrant vocation à bourse, mais aussi sur l'institution de points de charge supplémentaires, « personnalisant » ainsi l'aide de l'Etat au profit des familles les moins favorisées, devant supporter des charges particulièrement lourdes. C'est ainsi qu'au niveau

des études secondaires des points de charge supplémentaires ont été accordés dans plusieurs hypothèses : père ou mère élevant seul un ou plusieurs enfants ; famille comptant au moins quatre enfants à charge ; candidat boursier accédant à un collège d'enseignement technique au cours de la scolarité du premier cycle. De même, au niveau des études supérieures, des points de charge supplémentaires ont été accordés dans plusieurs cas : père ou mère élevant seul un ou plusieurs enfants ; familles ayant plusieurs enfants accomplissant des études supérieures ; éloignement du domicile familial de plus de trente kilomètres de la ville universitaire ; handicap de l'étudiant rendant nécessaire l'aide permanente d'une tierce personne. C'est pour répondre à des considérations du même ordre que, outre le relèvement annuel des taux des bourses accordées, des parts de bourse supplémentaires ont été allouées dans certains cas aux familles domiciliées dans les îles du littoral et dont les enfants sont astreints d'effectuer leurs études secondaires dans un établissement situé sur le continent. De même, dans le cadre des lois d'orientation de l'enseignement technologique, une part de bourse supplémentaire sera servie à partir de l'année scolaire 1972-1973 aux élèves boursiers inscrits dans un lycée technique ou un collège d'enseignement technique ; une prime d'équipement sera attribuée aux élèves boursiers des sections industrielles des mêmes établissements. Par ailleurs, toujours à compter de la prochaine rentrée universitaire, les élèves boursiers restant soumis à l'obligation scolaire, conserveront désormais le bénéfice de leurs bourses d'études en cas de doublement de classe, sous réserve que les ressources de leur famille s'inscrivent dans les limites du barème. Dans le cadre de cet effort tendant à une « personnalisation » accrue de l'aide de l'Etat, et afin de donner la souplesse indispensable au nouveau système d'attribution des bourses d'études fondé sur l'application automatique de barèmes définis au niveau national, un crédit complémentaire a été mis à la disposition des recteurs d'académie pour leur permettre de prendre en considération, à titre exceptionnel, des demandes de bourses d'études du second degré émanant de familles particulièrement dignes d'intérêt et qui ne pouvaient être retenues en application du barème. Au niveau des études supérieures, les fonds de solidarité universitaire gérés par les centres des œuvres universitaires confèrent de même à l'aide de l'Etat la souplesse nécessaire. Depuis la mise en place du nouveau système d'attribution des bourses d'études à compter de l'année universitaire 1969-1970, toutes les demandes des candidats boursiers dont la situation familiale s'est inscrite dans le cadre des barèmes d'attribution des bourses et qui ont satisfait aux conditions de scolarité exigées ont reçu une suite favorable, aussi bien au niveau des études du second degré qu'à celui de l'enseignement supérieur. L'incidence des actions nouvelles ainsi décidées chaque année pour personnaliser l'aide de l'Etat ne pouvant être chiffrée a priori avec une précision absolue, les crédits restés disponibles en 1971 ont été utilisés pour diverses actions en faveur des élèves et des étudiants.

Education spécialisée.

25573. — M. Peyret expose à M. le ministre de l'éducation nationale le problème des enfants handicapés et inadaptés. Il sait que pour beaucoup, seul un traitement médical est susceptible d'améliorer leur état, mais il constate que beaucoup d'autres peuvent progresser grâce à un système d'éducation spécialisée. Certes, la famille peut aider par des soins attentifs et beaucoup d'affection, mais elle peut très rarement fournir une éducation adaptée. Il lui demande : 1° si ces enfants bénéficient des dispositions de la loi du 28 mars 1882 ; 2° quels sont les moyens mis en œuvre jusqu'à présent pour accueillir ces enfants et former leurs éducateurs ; 3° quels sont les projets en cours pour définir une politique d'éducation de l'enfance inadaptée. (Question du 29 juillet 1972.)

Réponse. — Les problèmes posés par les enfants handicapés et inadaptés sont suivis par le ministre de l'éducation nationale avec une attention vigilante. La loi du 28 mars 1882 relative à l'obligation scolaire, qui n'exclut pas ces enfants de son champ d'application, constitue le fondement législatif de son action en la matière. Elle a été complétée et précisée par de nombreux textes traitant spécialement le problème des handicapés et inadaptés. Le plus ancien de ces textes est la loi du 15 avril 1909. Un décret interministériel actuellement à l'étude apportera prochainement les précisions qui font encore défaut sur les modalités d'application de la loi du 28 mars 1882 au cas des handicapés et inadaptés et sur l'organisation de l'éducation spéciale qui leur est nécessaire. Les principes généraux qui ont été retenus sont les suivants : 1° tous les handicapés et inadaptés doivent recevoir une éducation spéciale qui est conçue en fonction de leurs possibilités et de leurs difficultés particulières ; 2° cette éducation spéciale leur est assurée dans les conditions de gratuité qui sont de droit ; 3° elle est organisée de manière à être aussi proche que possible

de l'éducation donnée dans des conditions normales afin de permettre le retour de l'enfant dans les structures scolaires communes ; 4° dans les cas où cette réinsertion en cours de scolarité n'est pas possible, l'éducation spéciale a pour objectif une bonne insertion socio-professionnelle du handicapé au sortir de l'école. Les liaisons nécessaires sont établies par un service de suite compétent ; 5° la prévention des inadaptations et des handicaps, à l'école et hors de l'école, doit être assurée dans les meilleures conditions d'efficacité. Dans le cadre de cette politique, dont le développement est analysé dans le rapport de l'intergroupe handicapés-inadaptés réuni pour la préparation du VI^e Plan, le ministère de l'éducation nationale disposait, durant l'année scolaire 1971-1972, pour les handicapés et inadaptés, de classes et d'établissements d'éducation spéciale offrant : 121.000 places au niveau préscolaire et élémentaire ; 51.000 places au niveau postélémentaire. Par ailleurs il formait, rémunérait et contrôlait, durant cette même année scolaire, le personnel enseignant chargé de donner l'éducation spéciale dans des établissements créés et gérés par des collectivités locales ou des associations, à 63.000 élèves au niveau élémentaire ; 6.000 élèves au niveau postélémentaire. Pour l'ensemble de ces actions, le ministère de l'éducation nationale disposait, au cours de l'année écoulée, de 20.626 enseignants spécialisés. Cet effectif s'accroît chaque année de 2.000 maîtres dont la formation est assurée par 3 centres nationaux et 27 centres régionaux spécialisés.

Personnels de l'orientation scolaire et enseignants du second degré.

25622. — M. Henri Michel attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation anormale faite aux professeurs certifiés, aux professeurs bi-admissibles à l'agrégation, aux conseillers principaux d'éducation et aux directeurs de centre d'information et d'orientation. En effet, leur échelonnement indiciaire est tel qu'au milieu de leur carrière, les majorations de traitement consécutives à une promotion d'échelon sont très inférieures à ce qu'elles sont en début et surtout en fin de carrière. Par exemple, alors qu'une promotion du premier au deuxième échelon se traduit par une augmentation mensuelle de 229 francs, la même promotion tombe à 100 francs pour le troisième échelon et ne remonte à 252 francs que lors du passage au huitième échelon. En conséquence, il lui demande s'il ne faudrait pas envisager une revalorisation des indices centraux de ces catégories sans changer ceux du début et de fin de carrière. Une telle mesure permettrait d'aligner ces catégories sur le déroulement de carrière des autres membres de l'éducation nationale. (Question du 5 août 1972.)

Réponse. — Le ministère de l'éducation nationale est attentif à la situation des professeurs certifiés, puisque le niveau indiciaire des échelons intermédiaires de leur carrière a fait l'objet de nombreux échanges de vues avec les organisations représentatives des personnels. Les autres départements ministériels concernés ont également été saisis de la question.

Instituteurs et institutrices (créations de postes dans le Var).

25626. — M. Gaudin appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur l'extrême faiblesse des créations budgétaires accordées au département du Var. En effet, à la prochaine rentrée ne seront créés que huit postes pour les maternelles et l'enseignement primaire et onze pour l'enseignement spécialisé, alors que le comité technique paritaire départemental avait fixé à l'unanimité de ses membres les besoins du département à cent-deux postes nouveaux. Cette estimation avait été confirmée par le conseil départemental réuni le 21 février 1972 sous la présidence du préfet du Var. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire coïncider les créations de postes aux besoins réels de sa région et si certaines mesures comme l'intégration d'instituteurs d'autres départements, un recrutement accru d'instituteurs remplaçants et des ouvertures nouvelles ne pourraient être prises dans l'immédiat. (Question du 5 août 1972.)

Réponse. — L'intégration dans le Var d'instituteurs provenant d'autres départements et le recrutement de nouveaux instituteurs remplaçants ne peuvent être envisagés que dans la mesure où il existe des postes budgétaires disponibles. Ces disponibilités résultent soit de modifications apportées à la situation des personnels en fonction (retraites, détachements à l'étranger, mutations hors du département...) soit de créations d'emplois. Or les créations d'emplois nouveaux, qui découlent des autorisations budgétaires votées par le Parlement, sont réparties entre les départements compte tenu de l'évolution des effectifs d'élèves, c'est-à-dire des besoins du service public de l'enseignement. La répartition ne saurait être fondée sur d'autres critères. Les effectifs du premier

degré étant en augmentation dans le Var, un contingent de 44 postes primaires nouveaux a été attribué à ce département pour la rentrée scolaire 1972-1973 : 11 postes pour l'enseignement spécialisé et 33 pour l'enseignement préscolaire et élémentaire (la dotation initiale dont fait état l'honorable parlementaire s'est trouvée en effet complétée dès le mois de juin). Ces moyens supplémentaires devraient permettre d'assurer l'accueil des élèves dans des conditions correctes à la rentrée prochaine. Au demeurant, le contingent d'emplois d'instituteurs inscrit au budget de 1972 est désormais intégralement réparti et il n'est pas possible d'envisager en faveur du département du Var l'attribution de moyens supplémentaires.

Enseignants (régime disciplinaire des professeurs du second degré).

25654. — M. Paquet expose à M. le ministre de l'éducation nationale que le conseil supérieur de la fonction publique réuni le 8 mars 1972 a adopté le vœu suivant : « Le conseil supérieur de la fonction publique, réuni le 8 mars 1972, émet le vœu que le régime disciplinaire des professeurs agrégés et certifiés, des chargés d'enseignement et des adjoints d'enseignement, tel que l'établissent les lois du 27 février 1880 et du 10 juillet 1896, comportant sa propre juridiction où siègent de façon prépondérante les représentants élus des personnels intéressés, soit maintenu sous forme de mesure dérogatoire au statut général, conformément à l'article 2 de ce statut, étendu aux personnels correspondants de l'enseignement technique et amélioré dans le sens de l'épanouissement des libertés et des franchises universitaires ». Il lui demande s'il a l'intention de maintenir les grandes lignes de la réforme du régime disciplinaire des professeurs de l'enseignement secondaire qui avait été envisagée par son prédécesseur. (Question du 5 août 1972.)

Réponse. — Les projets de statuts concernant les personnels enseignants du second degré élaborés au cours de la présente année scolaire ont fait l'objet d'une publication au *Journal officiel* sous la forme des décrets n^{os} 72-580 à 72-583 du 4 juillet 1972. Le régime disciplinaire défini par ces statuts est, à quelques aménagements près, celui qui a été institué depuis 1946 par le statut général de la fonction publique pour s'étendre à tous les fonctionnaires et qui, sans qu'il ait suscité de difficultés, s'applique déjà depuis dix-neuf ans aux professeurs de collège d'enseignement technique, depuis dix ans à ceux des lycées techniques, depuis trois ans aux professeurs d'enseignement général de collège, soit à près de 100.000 professeurs du second degré. L'unification progressive des corps des personnels enseignants, qui comporte aussi l'unification de leur régime disciplinaire, ne peut donc être recherchée que dans cette voie. Il convient de souligner que le régime disciplinaire du statut de la fonction publique a été adapté pour tenir compte des spécificités de la fonction enseignante. D'une part l'échelle des sanctions a été rendue plus humaine et, par sa gradation, plus adaptée à la gravité des divers délits ou fautes professionnelles. D'autre part, les conseils académiques — et, en appel le conseil supérieur de l'éducation nationale — conservent leur rôle de juridiction pour l'application de l'interdiction d'enseigner, peine complémentaire d'une suspension ou d'une révocation.

INTERIEUR

Région parisienne (politique).

15233. — M. Odru attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la situation de la région parisienne. La politique gouvernementale dans les domaines des transports, de l'industrialisation, du logement, de l'enseignement notamment provoque le mécontentement légitime des habitants. Le statut actuel de la ville de Paris, comme celui du district, empêche l'expression de la volonté populaire, cependant que les collectivités locales (communes et départements) supportent des charges écrasantes en raison des transferts opérés sur elles par l'Etat. C'est pourquoi il lui demande si le Gouvernement entend enfin changer sa politique parisienne et démocratiser les institutions existant dans la région parisienne pour permettre la satisfaction des besoins de sa population. (Question orale du 26 novembre 1970 renvoyée au rôle des questions écrites le 7 juin 1972.)

Réponse. — L'organisation territoriale et administrative de la région parisienne résulte de plusieurs lois votées par le Parlement au cours des années récentes et des textes réglementaires régulièrement pris pour leur application. La loi du 10 juillet 1964 a supprimé les anciens départements de la Seine et de la Seine-et-Oise, et donné naissance à sept nouvelles collectivités territoriales, dont Paris, administrées par des conseils élus au suffrage universel direct, conseil de Paris pour la capitale, et conseils généraux pour les nouveaux départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne, des Yvelines, de l'Essonne et du Val-d'Oise. La loi

du 2 août 1961, modifiée et complétée par les lois du 29 novembre 1965 et du 17 décembre 1966, a apporté une solution aux problèmes posés par la coordination des équipements et des grands services publics dans la région de Paris, en instituant le district de la région parisienne. Un conseil d'administration, exclusivement composé d'élus représentant les départements et les communes de la région, règle par ses délibérations les affaires qui sont de la compétence de cet établissement public. Cette organisation de la région parisienne est donc entièrement conforme aux principes démocratiques de notre administration territoriale, fondée, ainsi que l'énonce l'article 72 de la Constitution, sur des collectivités s'administrant librement par des conseils élus et dans les conditions prévues par la loi. Il en eût été autrement si le Gouvernement et le Parlement s'étaient prononcés pour la création d'une véritable collectivité territoriale à l'échelon de la région, comme ne cessent de le recommander certains partis et groupements politiques. Etant donné la dimension, l'importance économique et le poids démographique de la région parisienne, il est bien certain que la création d'une telle région, dotée de toutes les prérogatives d'une collectivité territoriale nouvelle, eût conduit à l'étouffement progressif des libertés locales et au dépérissement de l'autonomie des départements et des communes, que la politique constamment suivie par le Gouvernement depuis quatre ans s'attache au contraire à renforcer et à fortifier dans la région parisienne comme sur l'ensemble du territoire. Quant aux charges résultant des dépenses d'équipement et d'urbanisation de la région parisienne, il convient de rappeler que l'Etat en prend largement sa part, comme en témoigne la progression du versement représentatif de la taxe sur les salaires dont le produit est passé de 1.828 millions en 1968 à 3.080 millions de francs en 1972 (chiffre non définitif), soit en cinq ans une augmentation d'environ 68 p. 100 au bénéfice des collectivités locales et du district de la région parisienne.

Taxe communale sur l'énergie électrique.

23243. — M. Atduy appelle l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur l'impossibilité qui se manifeste au niveau du centre mixte Electricité-Gaz de France de Perpignan (66) de percevoir sur les abonnés desservis en haute tension les taxes prévues en vertu des dispositions de la loi de finances du 24 décembre 1969. Electricité-Gaz de France (centre mixte de Perpignan) n'a pas accepté, en effet, d'effectuer le recouvrement de ladite taxe. Il a donc été nécessaire que les services municipaux procèdent eux-mêmes à l'établissement des documents indispensables, en particulier la rédaction des conventions prévues avec tous les abonnés, et acceptés par eux. Or la taxe n'a pu actuellement être perçue que pour les consommations relatives au premier trimestre 1971, la direction du centre mixte E.-G. D. F. de Perpignan ayant communiqué aux services intéressés les consommations du premier trimestre 1971. Elle s'est ensuite refusé à transmettre celles des trimestres suivants, se retranchant derrière le secret professionnel et prétextant que la communication des consommations du premier trimestre n'avait été faite que par erreur. Il apparaît donc, en raison de l'attitude du centre mixte E.-G. D. F. de Perpignan, qu'aucun contrôle ne peut être effectué par une collectivité locale, tant en ce qui concerne le recouvrement de la taxe municipale sur l'électricité, à percevoir sur les abonnés desservis en haute tension, que sur les consommations même déjà taxées en basse tension et déjà recouvrées par E.-G. D. F. Il est évident qu'on ne peut taxer forfaitairement les consommations électriques réelles, celles-ci variant considérablement suivant les saisons ou l'activité de certaines entreprises, les abonnés intéressés, alimentés en moyenne tension, se refusant d'ailleurs systématiquement à l'acceptation d'un tel procédé pour le moins arbitraire. Il lui demande en conséquence quelles mesures il estime possible de prendre pour que les collectivités locales puissent bénéficier sans difficulté des dispositions et de l'application pratique de l'article 8 de la loi de finances du 24 décembre 1969 sans que les finances communales aient à en souffrir. (Question du 1^{er} avril 1972.)

Réponse. — D'une manière générale, il convient de souligner que l'article 8 de la loi de finances rectificative du 24 décembre 1969 n'a modifié le régime d'établissement et de perception de la taxe sur l'électricité et implicitement abrogé les dispositions contraires en vigueur, que pour ce qui est de l'électricité livrée en basse tension par les distributeurs. Les dispositions législatives et réglementaires antérieures restent donc intégralement applicables pour l'énergie électrique livrée en haute ou moyenne tension par les distributeurs ou pour l'énergie électrique produite par le consommateur. Autrement dit, pour les industriels achetant du courant en haute ou moyenne tension, et pour les producteurs d'électricité qui consomment eux-mêmes du courant, ne sont soumises à la taxe communale, intercommunale ou départementale que les quantités d'énergie consommées pour le chauffage, l'éclairage et les usages domestiques. Il faut donc déterminer la part d'énergie qui, sur le total des

quantités achetées ou produites par le redevable, est soumise à l'imposition. Or, d'entreprises à entreprises, le pourcentage des consommations taxables par rapport à celles qui ne le sont pas est très variable. L'absence de compteurs distincts rend d'ailleurs ce partage assez difficile et chaque taxation doit être établie en fonction des données propres à la firme considérée. C'est pour ce motif que l'article 15 du décret du 11 décembre 1926 dispose que, lorsque le consommateur est son propre fournisseur — et la jurisprudence assimile à ce consommateur ceux qui achètent du courant en haute tension pour le transformer, en tout ou partie, en courant basse tension pour l'utiliser à des usages taxables — il intervient entre la commune et lui une convention réglant à forfait le montant de la taxe qui doit lui être imposée. Ce même texte précise qu'à défaut d'entente, l'intéressé est taxé d'office par le maire, sans recours au préfet et que, pour établir le forfait conventionnel ou fixer la taxation d'office, on se guide sur le montant des taxes acquittées dans la commune par les autres usagers. Des instructions ultérieures précisent que l'évaluation forfaitaire des quantités taxables d'énergie sera effectuée sur la base des quantités consommées pour le chauffage, l'éclairage et les usages domestiques, auxquelles on appliquera le prix normal du courant en basse tension, pour déterminer la base imposable, cela pour éviter de consentir indirectement un privilège fiscal à ce type de redevables. Les distributeurs, et notamment Electricité de France, se refusent, d'une manière générale, à intervenir dans la négociation de tels contrats. Ils observent, avec quelque raison, qu'ils ne sont pas armés pour déterminer, sur les quantités d'électricité livrées par eux en haute ou moyenne tension, la part qui est, en définitive, consacrée par leur client à des usages taxables. Aucun texte, d'ailleurs, ne leur fait obligation d'intervenir en la matière, même pour ce qui est de la taxation des quantités d'électricité livrées en basse tension. L'article 15 du décret du 11 décembre 1926 se borne à indiquer que « les communes arrêtent, d'accord avec les distributeurs, les conditions dans lesquelles ces derniers peuvent percevoir le montant de la taxe, en même temps que les sommes qui leur sont dues ». La référence à un accord, et l'emploi du mot « peuvent » impliquent que, pour la perception de la taxe sur l'électricité, le concours du distributeur reste bien facultatif. En l'état actuel du droit, et à défaut de stipulations conventionnelles liant la ville de Perpignan et Electricité de France, pour définir avec précision les obligations de cette dernière en matière de perception de la taxe sur l'électricité, la position du centre mixte E.-G. D. F. ne paraît pas pouvoir être contestée. La municipalité n'est pas, pour autant, dépourvue de moyens d'action pour imposer les contribuables qui achètent du courant en haute ou moyenne tension et qui en utilisent une part pour des usages taxables. La convention à intervenir, en application de l'article 15 du décret du 11 décembre 1926, devrait prévoir que ces redevables transmettront une copie de la facture qui leur est présentée par le distributeur, pour l'ensemble de leurs achats, et qui indique, selon toute vraisemblance, les quantités fournies. A partir de cette donnée, l'application du pourcentage forfaitaire entre quantités taxables et celles qui ne le sont pas permettrait de déterminer l'assiette de la taxe et de calculer la cotisation.

Administrations financières (personnel : inégalités).

24749. — M. Delelis expose à M. le ministre de l'Intérieur que les agents, employés des administrations financières, receveurs particuliers et percepteurs, ne peuvent être élus maires ou adjoints ni en exercer même temporairement les fonctions dans aucune des communes du département où ils sont affectés. L'interdiction de l'ancien article 62 étal d'ordre général et la rédaction actuelle, après l'ordonnance du 4 février 1959, a réduit les cas d'indélicibilité au seul département où les intéressés exercent leurs fonctions en permettant au surplus l'élection des gérants de débits de tabac. L'incompatibilité ayant pour motifs les rapports constants et directs qui existent, pour le recouvrement de l'impôt, entre ces agents et les contribuables, il lui demande s'il peut faire examiner la possibilité de limiter l'incompatibilité de ces agents aux seules communes de la circonscription dans laquelle ils sont affectés. (Question du 13 juin.)

Réponse. — Dans sa question l'honorable parlementaire souhaite que soient mises à l'étude des mesures propres à assouplir les incompatibilités frappant certains fonctionnaires des administrations financières, notamment pour les fonctions de maire et d'adjoint. Il est rappelé à cet égard que le ministre gestionnaire de ces personnels a fait, à plusieurs reprises, connaître sa position négative quant à une éventuelle modification de l'article 62 du code d'administration communale allant dans le sens souhaité. Ce département, à nouveau consulté, vient de faire connaître qu'en raison de la nature de leurs fonctions les agents des services financiers doivent, d'une manière très impérative, conserver leur indépendance. Or il est en effet à craindre que l'adoption de la mesure

souhaitée, qui permettrait aux intéressés d'exercer un mandat de maire ou d'adjoint dans leur département d'affectation ne favorise, par là même, l'éclosion tant sur le plan des rapports entre l'Etat et les communes que sur celui du service public, de difficultés susceptibles d'ailleurs d'être exploitées contre l'administration. Les conditions d'application de cette proposition s'avèreraient au surplus délicates en raison du fait que l'étendue des circonscriptions administratives des agents des services financiers varie en fonction de critères qui tiennent compte non seulement de la position hiérarchique des intéressés mais de la nature de leurs attributions. Cette modification aboutirait à créer entre agents des administrations financières des différenciations sensibles en ce qui concerne le ressort géographique des incompatibilités qui leur seraient opposables.

Police (officiers principaux retraités).

24936. — M. Vernaudon rappelle à M. le ministre de l'Intérieur que le décret n° 69-374 du 24 avril 1969, en modifiant les dispositions du décret n° 68-90 du 29 janvier 1968, a reclassé au 2^e échelon du grade d'officier de police principal ceux des intéressés, qui avaient été promus entre le 1^{er} janvier 1966 et le 31 mai 1968 au grade d'officier de police principal et placés au 1^{er} échelon de celui-ci. Cette mesure ne visait que les seuls personnels en situation d'activité au moment de l'application du décret précité. Il lui demande si, dans un souci d'équité, il n'envisage pas de faire bénéficier de ces dispositions les retraités remplissant les mêmes conditions, de façon à corriger l'anomalie que présente, pour les ex-officiers de police principaux du 1^{er} échelon, le calcul de leur retraite sur la base d'un indice de traitement équivalent à celui du dernier échelon du grade d'officier de police. (Question du 20 juin 1972.)

Réponse. — Le décret n° 69-374 du 24 avril 1969 modifiant le statut des officiers de police (article 2, dernier paragraphe) fixe que : « les officiers de police promus officiers de police principaux alors qu'ils avaient atteint le 7^e échelon de leur grade conservent leur ancienneté dans la limite de deux ans ». Cette disposition prenant effet au 1^{er} juin 1968 était justifiée par le fait qu'à compter de cette même date, dans le nouvel échelonnement indiciaire applicable au corps des officiers de police, les indices afférents au septième échelon du grade d'officier de police et au premier échelon du grade d'officier de police principal devenaient identiques : 400 net. En l'absence d'une telle disposition, les officiers de police promus principaux auraient dû demeurer pendant deux ans à l'indice qu'ils détenaient depuis deux ans dans leur grade précédent (la durée de chaque échelon est égale à deux ans). Cependant, cette nouvelle disposition nécessitait l'intervention de mesures transitoires afin que les fonctionnaires nouvellement promus n'aient pas une situation supérieure à celle de leurs collègues promus sous l'empire de l'ancien statut, au cours des deux années précédentes. Tel a été l'objet de l'article 3 du décret du 24 avril 1969 susvisé : « Art. 3. — La situation des officiers de police du 7^e échelon promus entre le 1^{er} janvier 1966 et le 31 mai 1968 au grade d'officier de police principal et placés au 1^{er} échelon de celui-ci sera révisée, à compter du 1^{er} janvier 1968 pour ceux promus entre le 1^{er} janvier 1966 et le 31 décembre 1967, du 1^{er} juin 1968 pour ceux promus entre le 1^{er} janvier 1968 et le 1^{er} juin 1968 dans les conditions suivantes : Les intéressés seront reclassés au 2^e échelon de leur nouveau grade dès lors que le cumul de l'ancienneté qu'ils possédaient dans le 7^e échelon de leur ancien grade et de celle qu'ils ont acquise dans le 1^{er} échelon de leur nouveau grade sera égal à 2 ans. Ils ne conserveront, à la date de leur reclassement aucune ancienneté dans le 2^e échelon ». Le texte n'a donc pas permis de reclasser purement et simplement au 2^e échelon du grade d'officier de police principal les officiers de police promus entre le 1^{er} janvier 1966 et le 31 mai 1968, mais uniquement de reclasser ceux des officiers de police principaux promus pendant cette période, sous la double condition qu'ils aient appartenu au 7^e échelon du grade d'officier de police avant leur promotion au principalat et qu'ils justifient d'une ancienneté cumulée de 2 ans, dans ce 7^e échelon et dans le premier échelon du grade d'officier de police principal. La situation des personnels en cause, pour l'ensemble de la police nationale (services de l'ex-sûreté nationale et de la préfecture de police) a été régularisée conformément aux prescriptions de l'article 3 ci-dessus rapporté. Ces mesures transitoires, dont l'application s'est étalée sur deux années, qui visaient à éviter les chevauchements, n'ont donc pas concerné les fonctionnaires nommés officiers de police avant le 1^{er} janvier 1968 et qui se trouvaient en activité à la date d'application du décret du 24 avril 1969. Il n'était donc pas possible de l'étendre aux fonctionnaires qui, nommés avant le 1^{er} janvier 1966, avaient été admis à la retraite à la publication de ce texte. Par contre, tous les fonctionnaires nommés officiers de police après le 1^{er} janvier 1966 ont bénéficié des dispositions ci-dessus qu'ils aient été en activité ou en retraite.

Stupéfiants (lutte).

24985. — M. Cousté demande à M. le ministre de l'Intérieur quels sont les résultats obtenus à ce jour par ses services sur le plan de la lutte contre la toxicomanie et le trafic des stupéfiants, compte tenu, en particulier, des perspectives ouvertes en ce domaine par une coopération internationale accrue avec nos partenaires du Marché commun. (Question du 21 juin 1972.)

Réponse. — Les services de police ont reçu des instructions pour lutter avec une vigilance accrue contre le trafic et l'utilisation des stupéfiants. Leur action est conduite en collaboration avec les services des autres départements ministériels intéressés, et notamment la gendarmerie et les services des douanes. La coordination de ces moyens est assurée par le ministère de l'Intérieur. Depuis 1969, un effort considérable a été entrepris. Les services spécialisés ont été à plusieurs reprises et considérablement renforcés. Un grand nombre de fonctionnaires ont été sensibilisés au problème. Les moyens en matériel ont été adaptés aux besoins. La mise en œuvre de l'ensemble de ces mesures s'est traduite par des résultats de plus en plus probants. Nombre de personnes interpellées : 1969 : 1.200 ; 1970 : 1.861 ; 1971 : 2.592 ; 1972 : 1.864 (sept premiers mois). Nombre de trafiquants et d'intermédiaires arrêtés : 1969 : 206 ; 1970 : 487 ; 1971 : 648 ; 1972 : 430 (sept premiers mois). Saizies effectuées (en kilogrammes) : en 1969 : opium, 613 ; héroïne, 106 ; morphine base, 278 ; cannabis, 180 ; en 1970 : opium, 11 ; héroïne, 77 ; morphine base, 248 ; cannabis, 645 ; en 1971 : opium, 46 ; héroïne, 235 ; morphine base, 520 ; cannabis, 533 ; en 1972 (sept premiers mois) : opium, 427 ; héroïne, 574 ; morphine base, 161 ; cannabis, 467. Ces chiffres dans leur sécheresse ne suffisent pas à mettre en lumière le niveau atteint par la répression au cours de ces derniers mois. Que l'on songe que depuis le début de cette année et pour le seul trafic d'héroïne, 85 trafiquants internationaux ont été appréhendés. En dehors des efforts qui ont porté sur la détection des usagers, l'offensive contre le trafic des stupéfiants s'est en effet exercée sur tous les fronts. 1^o Sur le plan du trafic intérieur : les filières qui, à partir de Marseille, alimentaient le marché intérieur d'héroïne ont été imployablement combattues. Les centaines d'arrestations effectuées ont été suivies de lourdes condamnations. Elles ont complètement désorganisé le trafic de l'héroïne à l'intérieur de nos frontières. On peut dire qu'actuellement la consommation intérieure d'héroïne a considérablement baissé car la majorité de ceux qui s'étaient fait une spécialité de ce trafic se trouvent sous les verrous. 2^o Sur le plan des officines clandestines : cinq installations destinées à la transformation de morphine base en héroïne ont été découvertes. Certaines d'entre elles, telle celle dirigée par le nommé Cesari, et d'autres dirigées par les frères Long, étaient en mesure de produire des quantités considérables d'héroïne. D'autre part, des arrivages de morphine base destinés à alimenter ces laboratoires clandestins ont été stoppés. Ces arrestations successives ont créé un climat d'insécurité chez les spécialistes de la fabrication de l'héroïne et il est certain que les effets s'en feront sentir à long terme. 3^o Sur le plan des filières d'exportation d'héroïne vers le marché américain : des réseaux entiers de trafiquants internationaux, qui, au cours de ces dernières années, avaient fait passer aux Etats-Unis de très importantes quantités d'héroïne, ont été mis hors d'état de nuire. Des saisies de stupéfiants considérables ont été effectuées. Là encore l'insécurité règne parmi les trafiquants, les pertes augmentent, les difficultés s'accroissent pour le recrutement des passeurs. Ainsi, les indices s'accroissent qui démontrent que dans le difficile combat contre les trafiquants de stupéfiants, l'offensive se trouve portée dans le camp de l'ennemi. Mais le problème de la lutte contre la drogue aux Etats-Unis dépend essentiellement de l'efficacité de l'action policière menée sur leur propre territoire. La fermeture des fabriques de whisky en Ecosse n'aurait pas empêché certains Américains de boire de l'alcool pendant la période de la prohibition. A cette répression policière se devait de correspondre une répression judiciaire sans défaillance. Grâce à la loi du 31 décembre 1970, cet objectif a été atteint. C'est ainsi que quelques affaires importantes de trafic international et même de trafic local d'héroïne se sont traduites par des peines extrêmement sévères. Depuis le 1^{er} janvier 1971, 21 peines de dix à dix-huit ans d'emprisonnement ont été prononcées. Encore faut-il souligner que, compte tenu de la durée de l'instruction, la plupart des affaires de trafic international réalisées depuis un an n'ont pas encore été jugées. Ainsi des progrès considérables ont été obtenus dans la lutte contre l'usage et le trafic des stupéfiants. Mais pour atteindre son but, la lutte entreprise ne saurait être limitée au territoire national. En effet, la généralisation des facilités de circulation entre les Etats, l'extension des voyages touristiques hors des frontières nationales nécessitent une coopération des Etats afin de prendre des mesures coordonnées de prévention et de répression. C'est la raison pour laquelle, l'été dernier, M. le Président de la République a invité les Gouvernements de Belgique, d'Italie, du Luxembourg, des Pays-Bas, de la République fédérale d'Allemagne et du Royaume-Uni à unir leurs

efforts dans une action commune. Après acceptation de ces Gouvernements, quatre réunions successives d'experts se sont tenues à Paris, Saint-Cloud, Londres et Bonn. Les différents aspects sanitaires, éducatifs, répressifs et législatifs de la lutte contre la toxicomanie ont été étudiés de façon approfondie. Des recommandations seront présentées à l'automne aux Gouvernements des sept pays intéressés en vue de leur adoption définitive qui permettra de mener contre le trafic et l'utilisation de la drogue une action coordonnée, persévérante et de plus en plus efficace.

Sapeurs-pompiers professionnels (carrière).

25513. — M. Albert Bignon rappelle à M. le ministre de l'Intérieur que les propositions de reclassement des sapeurs-pompiers professionnels n'ont, jusqu'à présent, pas abouti. Ceux-ci ne sont pas considérés comme des agents d'un véritable service public au même titre que les personnels de la police, de la gendarmerie, des douanes, etc. Le classement indiciaire des cadres de sapeurs-pompiers n'est en rapport ni avec les connaissances et titres exigés par le recrutement actuel, ni avec leurs responsabilités effectives. Il lui demande s'il envisage de prendre les mesures nécessaires tendant à la reconnaissance de la profession de sapeur-pompier professionnel par : 1° l'étude d'une grille indiciaire propre à cette corporation en fonction des qualifications qu'elle exige et des missions particulières qu'elle assume ; 2° la création d'une école nationale ; 3° la création d'un brevet d'aptitude sanctionnant les qualifications professionnelles ; 4° l'accès au concours d'officier professionnel à tous les sapeurs-pompiers, après examen probatoire ; 5° la possibilité de nomination au grade d'officier professionnel des adjoints-chefs remplissant les critères de capacités, selon un pourcentage à définir et après inscription sur une liste d'aptitude. (Question du 22 juillet 1972.)

Réponse. — 1° Les grilles indiciaires des sapeurs-pompiers professionnels ont été fixées par arrêté du 14 octobre 1968 pour l'ensemble des personnels officiers, sous-officiers, caporaux et sapeurs. Elles ont été ajustées par arrêté du 3 décembre 1970 et par référence à la réforme intervenue en faveur des catégories C et D des agents des collectivités locales. Une étude est en cours avec le concours des organisations professionnelles en vue de l'aménagement des grilles intéressant les sous-lieutenants et les lieutenants. 2° L'Institut universitaire de technologie (I. U. T.) de Bordeaux a créé un département « Hygiène et sécurité », spécialisé dans la préparation aux carrières de la sécurité, notamment à celles des futurs officiers de sapeurs-pompiers. Plusieurs autres départements spécialisés d'I. U. T. seront créés. Ainsi devrait se trouver rapidement accru le nombre des officiers de sapeurs-pompiers professionnels ayant bénéficié d'une préparation universitaire spéciale. Le centre national d'instruction pour la protection contre l'incendie à Paris ainsi que les centres régionaux ou interdépartementaux seront maintenus et développés, notamment pour contribuer au recyclage des cadres de sapeurs-pompiers déjà en fonctions. 3° Les qualifications professionnelles des sapeurs-pompiers sont définies par l'arrêté du 20 octobre 1969 (Journal officiel du 4 novembre 1969) et par l'arrêté du 21 août 1970 (Journal officiel du 17 septembre 1970). Chaque qualification est sanctionnée par un brevet ou un certificat officiel. 4° L'accès au concours d'officier professionnel est d'ores et déjà ouvert à tous les sapeurs-pompiers. En application de l'article 101 du décret du 7 mars 1953, ils peuvent, dès qu'ils ont été nommés sous-officiers professionnels, se présenter à l'examen permettant leur inscription sur la liste d'aptitude aux fonctions d'officiers professionnels. Des études s'effectuent avec le concours des organisations professionnelles pour perfectionner encore ces dispositions. 5° Les conditions dans lesquelles les adjoints-chefs pourraient éventuellement être promus « officiers chefs de garde » font partie de l'étude générale tendant à la revalorisation des fonctions d'officiers et sous-officiers des sapeurs-pompiers.

Protection civile (secourisme).

25723. — M. Tomasini attire l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur la diversité et la complexité des tâches des directions de la protection civile et du nombre nettement insuffisant dans certains départements importants, des personnels qui en ont la charge et qui disparaissent progressivement, sans perspective de remplacement. Parmi leurs missions, il lui signale tout particulièrement outre celles qui sont relatives à l'organisation des secours, celles qui concernent les états-majors départementaux de protection civile, les bataillons d'hébergement et enfin le secourisme en progression constante. Dans ce dernier domaine et dans un but de simplification il s'avère tout d'abord indispensable d'en revoir le problème et d'admettre avant tout, que si une juste solution est

désirée, il est indispensable que, selon les départements, un ou deux employés qualifiés et méthodiques d'un cadre subalterne, voire des contractuels scrupuleux en soient chargés. Actuellement, pour la gestion proprement dite des secouristes, deux nomenclatures sont constituées dans chaque département : la nomenclature B, des secouristes non actifs ; la nomenclature A, des secouristes actifs. L'existence de la nomenclature B paraît inutile car : les secouristes de cette catégorie ne sont que des secouristes de « masse » qu'il est impossible de gérer (absence de renseignements les concernant, départs du département, désintéressement du secourisme, décès) ; la nomenclature B grossit chaque année par le nombre de lauréats reçus aux examens du brevet national de secourisme ; la nomenclature B n'est pas indispensable à l'établissement des dossiers des secouristes qui désirent devenir « actifs », les archives et cahiers d'enregistrement départementaux étant suffisants pour l'établissement des cartes nationales de secourisme nécessaires. Il devient évident que la disparition de la nomenclature B doit entraîner la suppression des feuilles Rapidtri faites lors des examens. Ces mesures simplifieraient énormément ce lourd problème de gestion. Par contre, la nomenclature A demeure indispensable. Il lui demande quelle est sa position à l'égard de ces suggestions. (Question du 12 août 1972.)

Réponse. — Le problème évoqué, concernant la réorganisation de la gestion des personnels secouristes, est actuellement à l'étude. Les sondages qui ont été effectués à cet effet, dans de nombreux départements, ont fait ressortir que la gestion actuelle, par fiches à perforation marginale des secouristes spécialistes et moniteurs, devait être reconsidérée, compte tenu du nombre sans cesse croissant des personnels formés chaque année dans ces différentes catégories. C'est pourquoi, l'étude approfondie de cette question, actuellement en cours, doit vraisemblablement aboutir, dès 1973, à la gestion informatisée du fichier des secouristes. L'application de ces dispositions nouvelles doit entraîner la suppression de tâches matérielles importantes accomplies jusqu'ici à l'échelon des directions départementales de protection civile, lesquelles pourront ainsi se consacrer plus largement à leurs nombreuses autres missions, notamment celles de la prévention.

JUSTICE

Logement (personnes candidates à la location d'un logement).

21582. — M. Poudevigne expose à M. le ministre de la justice que certains propriétaires ou certaines sociétés immobilières, voire certaines agences, réclament à toute personne candidate à la location d'un logement leur appartenant ou administré par eux, une justification de leurs émoluments, sous la forme du bulletin de salaire, de déclaration d'impôts, etc. Les sommes prélevées au titre de rémunération de frais, de caution, de loyer d'avance, sont suffisamment importantes semble-t-il lorsqu'un chef de famille effectue une location pour que de nouveaux contrôles injustifiés ne viennent pas aggraver leur situation. Il lui demande en vertu de quels textes et de quels principes de telles pratiques ont cours. Si ces textes existent, quelles mesures il compte prendre pour y remédier. (Question orale du 18 décembre 1971, renvoyée au rôle des questions écrites le 7 juin 1972.)

Réponse. — La considération de la personnalité du preneur, de son comportement habituel, de son honorabilité et de sa solvabilité peuvent jouer un rôle important et parfois même déterminant dans la conclusion d'un contrat de bail. Dans l'état actuel du droit, le futur preneur possède la faculté de ne pas fournir les renseignements demandés, notamment en ce qui concerne ses ressources, mais, pour sa part, le futur bailleur conserve aussi la liberté de ne pas donner suite au projet de bail.

Testaments (nue-propiété et usufruit).

25340. — M. Tomasini expose à M. le ministre de la justice le cas suivant : un propriétaire immobilier décède, laissant par testament la nue-propiété d'un immeuble à ses deux enfants héritiers légaux et l'usufruit à sa veuve, épouse en secondes noces. Le testament interdit à l'usufruitière toute vente, cession ou hypothèque de son usufruit et ne lui permet que la possibilité de location de l'immeuble. Mais il précise que, au décès de l'usufruitière, les enfants héritiers recouvreront « la propriété totale et entière exempte de toute charge ou servitude », ce qui ne peut s'entendre que d'un bail puisque toute autre aliénation temporaire du droit d'usufruit est exclu. L'usufruitière, avec l'aide d'un notaire, autre que celui liquidateur de la succession et notaire des héritiers, passe avec un tiers bail ferme de neuf ans conformément à l'article 595 du code civil. Les héritiers exposent que cet article n'est pas d'ordre public et que ses dispositions ne s'appliquent que dans le cas où aucune

disposition du testament n'y est contraire. Ils déclarent que la disposition testamentaire imposant la remise de la pleine et entière propriété aux héritiers sans aucune charge ou servitude, au décès de l'usufruitière, imposait au notaire et à l'usufruitière de limiter la durée du bail à la durée de la vie de l'usufruitière si cette dernière était inférieure à neuf ans. Le notaire, l'usufruitière et le locataire résistent à cette interprétation. Il lui demande : 1° selon des règles de droit admises et selon la jurisprudence, les dispositions de l'article 595, alinéa 2, du code civil ne doivent pas céder le pas à des dispositions testamentaires précises et non équivoques et si la position des héritiers nus-propriétaires victimes de l'usufruitière et de son notaire ne sont pas conformes aux règles du droit ; 2° si les héritiers n'ont pas le droit d'exiger, eu égard aux dispositions testamentaires visées, la cessation automatique du bail et de l'occupation des lieux au décès de l'usufruitière (âgée actuellement de quatre-vingt-un ans) ; s'il survient avant la fin de la période de neuf ans prévue au bail. (Question du 15 juillet 1972.)

Réponse. — Il apparaît que les dispositions de l'article 595, alinéa 2, du code civil sont supplétives de la volonté des parties et peuvent en conséquence être écartées par l'acte d'où découle la constitution de l'usufruit. En réalité le problème posé par la présente question écrite est un problème d'interprétation de la volonté du testateur qui relève de l'appréciation souveraine des tribunaux.

Jurés (serment).

25597. — M. Notebart appelle l'attention de M. le ministre de la justice sur le serment que les jurés doivent prononcer : « sur mon honneur et ma conscience, devant Dieu et devant les hommes, etc. ». Il n'est en effet pas conforme aux droits de la personne humaine de contraindre un citoyen, désigné comme juré, de prêter serment devant Dieu dans le cas où il n'est pas croyant. De plus, le juré qui par honnêteté refuserait de prêter ce serment parce qu'il ne croit pas en Dieu, est puni d'une amende. Il lui demande quelles propositions il compte faire pour enlever de la terminologie des serments les dispositions qui portent atteinte aux droits de l'homme. (Question du 5 août 1972.)

Réponse. — Un projet de loi déposé par le Gouvernement sur le bureau du Sénat a pour objet, entre autres dispositions, de « laisser » la formule du serment des jurés et celle de la déclaration que font ceux-ci sur la culpabilité de l'accusé. Si ce projet est adopté par le Parlement, il ne sera plus fait référence à « Dieu » dans les formules concernant les jurés afin que soient respectées les opinions de tous les citoyens appelés à siéger dans les cours d'assises.

Magistrats (notation).

25600. — M. Krieg demande à M. le ministre de la justice s'il est admissible, par application des lois et règlements en vigueur, qu'un magistrat porte à la connaissance de la presse les notes qui lui ont été attribuées sur le plan professionnel par ses supérieurs, et dans le cas où cette décision ne serait pas réglementaire, quelles mesures il compte prendre afin que cela ne se reproduise plus. (Question du 5 août 1972.)

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire qui se rapporte à des faits relatés récemment dans la presse concerne un problème qui ne peut être dissocié de l'appréciation du comportement individuel d'un magistrat du siège, laquelle relève de la compétence du conseil supérieur de la magistrature. En conséquence, en application de l'article 139 du règlement, il ne peut être répondu sur ce point à la question susvisée. Sur un plan plus général, il convient de rappeler que la communication aux magistrats de leurs notes annuelles n'est pas prévue par le décret n° 58-1277 du 22 décembre 1958 relatif au statut de la magistrature mais a été instituée à titre expérimental par circulaire en 1969 à la demande des organisations professionnelles. La chancellerie se propose désormais de prévoir cette communication dans un texte réglementaire qui en fixera les modalités.

Testaments (droits d'enregistrement).

25639. — M. Brocard expose à M. le ministre de la justice qu'un testament par lequel une personne sans postérité a partagé ses biens entre ses ascendants est enregistré au droit fixe. Par contre, un testament par lequel un père a effectué la même opération en faveur de ses enfants est enregistré au droit proportionnel, plus élevé que le droit fixe. Il lui demande si cette disparité est conforme à l'équité et quelles mesures il compte prendre pour y remédier. (Question du 5 août 1972.)

Réponse. — De nombreuses questions écrites se rapportant au même problème ont déjà été posées au ministre de la justice depuis 1967 ainsi notamment les questions n° 6763 de Mme Cardot, sénateur, n° 511 de M. Maurice Faure, député, n° 1103 et 3327 de M. Vlier, député, n° 1123 de M. Fontanel, député, n° 1267 et 3396 de M. d'Aillières, député, n° 3400 et 9152 de M. Palmero, député, n° 2132 de M. Schloesing, député, n° 2243 de M. de Préaumont, député, n° 4927 de M. Nessler, député, n° 5006 de M. Lepidi, député, en 1967 ; n° 7735 de M. Palmero, député, n° 7554 de M. Kaufmann, député, n° 7879 de M. Fossel, sénateur, n° 7882 de M. Minot, sénateur, n° 7888 de M. Giraud, sénateur, n° 8031 de M. Chavanac, sénateur, n° 8106 de M. Menard, sénateur, n° 2784 de M. Lelong, député, en 1968 ; n° 3360 et 6429 de M. Alduy, député, n° 8490 de M. Fossel, sénateur, n° 8493 de M. Giraud, sénateur, n° 8500 de M. Minot, sénateur, n° 6427 de M. Dassié, député, n° 8678 de M. Brousse, sénateur, en 1969 ; n° 7939 de M. Delorme, député, n° 10670 de M. Peugnet, député, n° 11069, 13810 et 13912 de M. Santoni, député, n° 9361 de M. Beblock, sénateur, n° 13708 de M. Berger, député, n° 13733 de M. Beauguitte, n° 13810 de M. Godon, n° 15400 de M. Cousté, député, en 1970 ; n° 16994 de M. Palewski, député, n° 18781 de M. Delachenal, député, n° 18957 de M. Beauguitte, député, n° 16885 19004, 19834 de M. Dassié, député, en 1971 ; n° 20279 du 12 octobre 1971 de M. Valenet, député, n° 20441 du 20 octobre 1971 de M. Bustin, député. De son côté, M. le ministre de l'économie et des finances a eu l'occasion de répondre à un très grand nombre de questions écrites ou orales analogues au cours de la même période (cf. la réponse faite à l'Assemblée nationale à la question orale posée par M. Beauguitte à M. le ministre de l'économie et des finances (Journal officiel, débats Assemblée nationale 1969, p. 4448 et 4449) et en dernier lieu la réponse faite au Sénat à la question orale posée par M. Marcel Martin à M. le ministre de l'économie et des finances (Journal officiel, débats, séance du 9 juin 1970, p. 654 et suivantes). La chancellerie ne peut que se référer à la position exprimée dans les réponses données à ces questions.

PROTECTION DE LA NATURE ET ENVIRONNEMENT

Jardins ouvriers (subventions).

24855. — M. Pierre Cornet expose à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, qu'en application de l'article 612 du code rural, les associations des jardins ouvriers bénéficiaient chaque année d'une aide de l'Etat sous forme d'une subvention inscrite au budget du ministère de l'agriculture. Les crédits en cause ont été supprimés dans le budget pour 1972. Les interventions faites auprès du ministre de l'agriculture à ce sujet n'ont obtenu aucun résultat, celui-ci estimant qu'il n'avait pas été jugé opportun de maintenir des crédits dont la modicité leur enlevait beaucoup de signification. Cette suppression est d'autant plus regrettable que les jardins familiaux correspondent à un besoin ressenti par les travailleurs pour lesquels ils représentent un élément de détente et de contact avec la nature. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable d'intervenir auprès de son collègue M. le ministre de l'économie et des finances afin d'obtenir dans le projet de loi de finances pour 1973 des crédits permettant d'assurer, en application de l'article 612 du code rural, le remboursement aux associations de jardins ouvriers des dépenses engagées pour l'aménagement de leurs jardins en vue de préserver et d'améliorer l'environnement naturel. (Question du 16 juin 1972.)

Réponse. — L'honorable parlementaire s'inquiète du sort des jardins ouvriers qui ne bénéficient plus des subventions précédemment attribuées par le ministère de l'agriculture. Le ministre délégué chargé de la protection de la nature et de l'environnement regrette qu'il ne paraisse pas possible de justifier l'inscription d'une telle subvention sur son budget, l'aspect principal de ce problème étant agricole. En revanche, c'est bien volontiers qu'il est intervenu auprès du ministre de l'agriculture et du développement rural afin de lui demander de continuer à soutenir les jardins ouvriers en raison de leur intérêt social. En outre, il fait étudier par ses services, en liaison avec ceux du ministère de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme, les moyens à mettre en œuvre pour que les jardins ouvriers, et plus généralement les jardins urbains, puissent être pris en compte dans l'élaboration des plans d'urbanisme ou d'aménagement rural, ou dans le cadre de la réglementation des espaces verts. En effet, la conservation ou la promotion des jardins ouvriers est à encourager, notamment dans les zones de discontinuité, car ils répondent à un besoin certain et fort louable d'activités proches de la nature de la part de nombreux habitants des villes. Ces jardins peuvent constituer aussi, à condition d'être conçus et entretenus dans un souci d'aménagement paysager, un moyen d'entretenir des terrains formant des coupures vertes ou des réserves foncières, en évitant

leur transformation en friches ou en espaces vacants attirant les dépôts de détritux ou susceptibles de servir à d'autres usages Indésirables.

Animaux (batraciens, tortues, serpents et lézards).

24996. — Dans le cadre de la lutte poursuivie pour la protection de la nature, M. Krieg demande à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, s'il ne peut pas faire interdire la vente sur le territoire national des batraciens, tortues, serpents et lézards. De plus en plus, en effet, on voit ces animaux mis en vente dans certains magasins spécialisés, entassés dans des bacs sans que leur soient donnés les éléments indispensables à leur survie, en attendant d'être achetés par des personnes qui, dans les meilleurs des cas, les relâcheront dans la nature et, dans le pire, les laisseront mourir chez eux. Cette souffrance inutile d'animaux dont pourtant la présence serait indispensable sur nos terres, car ils participent à l'équilibre de la nature et disparaissent peu à peu sous l'effet de leur commercialisation, est inadmissible et il doit y être mis fin. (Question du 22 juin 1972.)

Réponse. — En l'état actuel de la législation, seul le commerce des batraciens, auquel s'applique la législation de la pêche, fait l'objet d'une réglementation (interdiction de vente des grenouilles pendant la période de fermeture de la pêche. Le commerce des tortues, serpents et lézards est donc libre. Il en est de même de l'importation et de l'exportation de ces animaux. Toutefois, les maires peuvent, par arrêtés municipaux, réglementer la vente de ces animaux s'il apparaît que ce commerce porte atteinte aux règles de l'hygiène publique. Le ministre délégué chargé de la protection de la nature et de l'environnement envisage de déposer un projet de loi sur la protection de la nature et de la faune sauvage. Des dispositions réglementant le commerce de ces animaux pourraient, si besoin était, y figurer.

SANTÉ PUBLIQUE

Maisons de retraite.

20808. — M. Leroy expose à M. le ministre de la santé publique que le montant minimum de la somme mensuelle laissée à la disposition des personnes âgées hébergées en maison de retraite ou hospitalisées représente actuellement 10 p. 100 de leurs ressources. En raison de l'augmentation du coût de la vie, il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour procéder à une revalorisation de ce montant mensuel minimum. (Question du 10 novembre 1971.)

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire appelle les remarques suivantes : 1° Conformément aux dispositions prévues à l'article 3 du décret n° 59-143 du 7 janvier 1959 : « les ressources de quelque nature qu'elles soient, à l'exception des prestations familiales, dont sont bénéficiaires les personnes placées dans un établissement au titre de l'aide aux personnes âgées ou de l'aide aux infirmes, aveugles et grands infirmes sont affectées au remboursement des frais d'hospitalisation des intéressés dans la limite de 90 p. 100 ». Les personnes âgées disposent donc d'une somme égale à 10 p. 100 de leurs ressources à laquelle vient s'ajouter la retraite du combattant et les pensions honorifiques dont le bénéficiaire de l'aide sociale peut être titulaire. Il est également prévu qu'une somme mensuelle minimum sera laissée à la disposition dudit bénéficiaire. 2° Compte tenu de la conjoncture économique actuelle, il ne paraît pas possible de diminuer la participation des intéressés alors qu'au cours de ces dernières années des aménagements importants ont été apportés à un grand nombre d'établissements et ont eu pour effet d'améliorer les conditions de vie des pensionnaires, mais aussi d'augmenter les prix de journée et d'accroître également les charges financières des collectivités publiques. 3° Par contre, la somme mensuelle minimum étant depuis 1966 fixée à 25 francs, il a paru nécessaire de la relever et elle a été portée à 50 francs à compter du 1^{er} janvier 1971, soit 600 francs par an. Or, depuis le 1^{er} janvier 1972, le minimum global des avantages servis au titre de l'aide aux personnes âgées ou de l'aide aux infirmes, aveugles et grands infirmes s'élève annuellement à 3.650 francs. La somme minimale de 600 francs allouée actuellement aux intéressés est donc sensiblement supérieure à celle de 365 francs qui représentait les 10 p. 100 de 3.650 francs. Dans ces conditions et compte tenu par ailleurs de la date récente du dernier relèvement et du fait que la somme précédemment versée ait été doublée, il ne paraît pas possible d'envisager une modification sur ce point dans l'immédiat.

Maisons de retraite pour handicapés physiques.

23518. — M. Jacques Barrot attire l'attention de M. le ministre de la santé publique sur le cas des maisons de retraite pour personnes âgées qui accueillent exclusivement des handicapés physiques tels que des aveugles, des déficients moteurs. Afin de subvenir aux besoins de leurs pensionnaires, ces maisons sont obligées de recruter un personnel spécialisé et elles ont de ce fait à supporter des charges plus importantes que d'autres maisons recevant des personnes non handicapées. Il lui demande s'il n'estime pas que cette situation justifierait la fixation d'un prix de journée plus élevé lorsqu'il s'agit de telles maisons. (Question du 15 avril 1972.)

Réponse. — Le décret n° 59-1510 du 29 décembre 1959 relatif aux dispositions financières et comptables à appliquer dans les hôpitaux publics a prévu, en son article 9 modifié, qu'à l'intérieur de la section hospice des prix de journée distincts pouvaient être calculés pour les pensionnaires valides, d'une part, et pour les pensionnaires non valides, d'autre part, dans la mesure où l'importance du nombre de ces derniers le justifie. Ces dispositions sont également applicables lorsqu'il s'agit d'établissements autonomes dotés de la personnalité morale. Les gestionnaires de ces établissements ont donc la possibilité de proposer aux autorités de tutelle la fixation des prix de journée différents suivant les catégories de personnes qu'ils accueillent.

Handicapés

(aide sociale aux handicapés en stage professionnel).

24975. — M. Poudevigne expose à M. le ministre de la santé publique que l'application de l'article L. 168 du code de la famille et de l'aide sociale, dans la rédaction prévue par l'article 10 de la loi n° 71-563 du 13 juillet 1971 entraîne des conséquences regrettables en ce qui concerne la situation des handicapés, bénéficiaires de l'aide sociale aux infirmes, aveugles et grands infirmes, placés dans un centre de rééducation professionnelle. Dès leur entrée en stage de rééducation, ces handicapés perçoivent une rémunération servie par les services de la main-d'œuvre au titre de la loi n° 63-1249 du 31 décembre 1968. Du fait de cette rémunération ils sont considérés comme ayant des ressources personnelles, ce qui entraîne une réduction de la participation de l'aide sociale. Il en résulte que les intéressés se trouvent dans l'obligation, pendant leur stage de rééducation professionnelle, de rembourser à l'aide sociale tout ou partie de leurs frais de séjour, ceux-ci ayant été au préalable réglés directement par la direction départementale de l'action sanitaire et sociale. Une telle obligation n'existe pas pour les handicapés pris en charge par un régime d'assurances sociales. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable que des mesures plus libérales soient prises en faveur des handicapés en stage de rééducation professionnelle pris en charge par l'aide sociale, afin d'atténuer les inégalités auxquelles donne lieu l'application de la législation actuelle. (Question du 21 juin 1972.)

Réponse. — Les problèmes relatifs aux modalités de rémunération des stagiaires handicapés en rééducation professionnelle, pris en charge par l'aide sociale, et qui bénéficient des dispositions de la loi n° 63-1249 du 31 décembre 1968 concernant les stagiaires de la formation professionnelle ont déjà été examinés de nombreuses reprises. Les questions en suspens doivent faire l'objet d'une étude conjointe des deux départements ministériels concernés : ministère d'Etat chargé des affaires sociales et ministère de la santé publique. Dès qu'une position commune aura pu être adoptée, toutes instructions utiles seront données aux services départementaux pour que, notamment, les intéressés soient informés dès le début de leur stage du montant de la part de salaire dont ils pourront disposer.

Décorations et médailles (médaille de la Famille française).

25073. — M. Lehn demande à M. le ministre de la santé publique s'il ne lui paraît pas possible et souhaitable d'étendre les possibilités d'attribution de la médaille de la Famille française aux cas où l'un des conjoints seulement d'une famille méritante est de nationalité française. (Question du 27 juin 1972.)

Réponse. — La médaille de la Famille française est attribuée en application de l'article 1^{er} du décret n° 32-47 du 16 janvier 1962 aux mères de famille de nationalité française dont le mari et tous les enfants sont français et qui remplissent les conditions fixées par l'article 2 du même texte. En application des dispositions rappelées ci-dessus, les dossiers de candidature des mères de famille dont le mari ne possède pas la nationalité française sont donc irrecevables. Cette situation a amené l'honorable parlementaire à demander si une modification de la réglementation ne pouvait pas être

envisagée sur ce point. Il convient de rappeler que, bien qu'attribuée nominativement à la mère, la distinction en cause tend à honorer, dans leur ensemble, des familles particulièrement méritantes. Dans ces conditions, il ne paraît pas possible, si l'on veut garder à la médaille son caractère de témoignage de reconnaissance du pays à ses nationaux, d'accorder cette décoration à des postulantes dont le mari n'est pas de nationalité française ou ne l'a pas acquise par voie de naturalisation.

Infirmiers (validation des diplômes tchécoslovaques).

25227. — M. Habib-Delonce rappelle à M. le ministre de la santé publique que l'arrêté du 13 novembre 1964 du ministre de la santé publique et de la population a validé certains titres pour l'exercice de la profession d'infirmier ou d'infirmière. Parmi ceux-ci figurent des titres étrangers délivrés en particulier en Belgique, en Grande-Bretagne, en Allemagne fédérale et au Danemark. L'arrêté en cause ne prévoit, par contre, pas la validation des diplômes d'infirmier ou d'infirmière délivrés en Tchécoslovaquie. Il lui demande les raisons pour lesquelles ces diplômes n'ont pas fait l'objet d'une validation. Il souhaiterait savoir s'il peut mettre à l'étude des dispositions de validation qui leur seraient applicables. (Question du 1^{er} juillet 1972.)

Réponse. — L'arrêté du ministre de la santé publique, en date du 13 novembre 1964, cité par l'honorable parlementaire, n'a pu valider le diplôme d'infirmier et d'infirmière délivré en Tchécoslovaquie en l'absence de précisions sur ce titre. En effet, la validation d'un diplôme étranger d'infirmier et d'infirmière doit être précédée d'une examen approfondi des études préparatoires afin d'apprécier le niveau de celles-ci et la valeur du titre par rapport à celle du diplôme d'Etat français. L'équivalence ne peut naturellement être reconnue que lorsque les deux diplômes ont une valeur identique. Le ministre de la santé publique est tout disposé à mettre à l'étude la validation éventuelle du diplôme tchécoslovaque aussitôt que lui auront été adressés les renseignements nécessaires sur la durée et le programme des études préparatoires.

Handicapés (établissements spécialisés de soins pour arriérés profonds).

25488. — M. Briane expose à M. le ministre de la santé publique que les établissements de soins spécialisés (I. M. P. ou I. M. Pro.) prévus pour les arriérés profonds ne sont agréés que pour recevoir des arriérés jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans, en vertu de la circulaire sécurité sociale du 9 avril 1969 de la direction de l'assurance maladie et des caisses de sécurité sociale. Par contre, aucune limite d'âge n'est imposée si l'établissement de soins est un hôpital psychiatrique. Les parents se voient ainsi contraints de retirer leurs enfants des établissements dans lesquels ils trouvent un cadre de vie et des soins adaptés à leur état, pour les enfermer dans des hôpitaux psychiatriques, peu préparés à les recevoir, et aussi onéreux pour la sécurité sociale que les établissements spécialisés. Il lui demande s'il ne serait pas possible que les établissements spécialisés de soins (I. M. P. ou I. M. Pro.) prévus pour les arriérés profonds soient agréés pour recevoir des handicapés au-delà de l'âge de vingt-cinq ans. (Question du 22 juillet 1972.)

Réponse. — La prolongation de la prise en charge des handicapés mentaux dans les instituts médico-professionnels jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans (circulaire n° 24 SS du 9 avril 1969), qui a pour résultat de maintenir un certain nombre d'entre eux, devenus adultes, dans le cadre d'établissements de rééducation, n'est qu'une mesure transitoire. Cette situation résulte, pour partie, de l'insuffisance actuelle du réseau d'établissements de travail protégé (centres d'aide par le travail ou ateliers protégés) qui doivent normalement accueillir les handicapés adultes à leur sortie des instituts médico-professionnels. Ces derniers, comme l'indique leur dénomination, ne sont pas destinés à garder à vie les débilés profonds, qui, à l'âge de vingt-cinq ans, ne semblent plus devoir progresser dans le cadre d'établissements de rééducation. Si le placement dans des sections d'hôpitaux psychiatriques n'est pas souhaitable pour ceux qui sont stabilisés — puisque alors les soins dispensés dans ces établissements ne leur sont d'aucune utilité — il peut être nécessaire d'envisager la création de foyers spécialisés qui seraient conventionnés par l'aide sociale, susceptibles d'accueillir les adultes débilés profonds, des deux sexes, dont l'état de santé et le comportement ne permettent le placement ni en ateliers protégés, ni en centres d'aide par le travail, ni en foyers non spécialisés : ce type d'établissement existe déjà dans certains départements. D'une façon générale, la situation des handicapés adultes fait l'objet des préoccupations actuelles du Gouvernement, et un effort financier important est envisagé dans le cadre du VI^e Plan d'équipement social pour accroître les équipements spécialisés.

Equipement universitaire (U. E. R. de médecine et de pharmacie de Saint-Etienne-de-Rouvray-Rouen).

25501. — M. Leroy exprime à M. le ministre de la santé publique son étonnement que, par une décision prise conjointement par M. le ministre de la santé publique et M. le ministre de l'éducation nationale, et rendue publique par M. le directeur des hôpitaux au ministère de la santé, lors d'une visite au centre hospitalier régional universitaire de Rouen, les projets de construction de l'U.E.R. de médecine et de pharmacie sur le territoire de la ville de Saint-Etienne-de-Rouvray, dans la banlieue Sud de Rouen, ainsi que le centre hospitalier lié à cet équipement, étaient retardés d'une décennie. Devant cette remise en cause d'options déjà prises, il lui demande si la déclaration précitée doit être considérée comme une décision définitivement arrêtée. (Question du 22 juillet 1972.)

Réponse. — Le développement de la ville de Rouen rendra nécessaire un implantation hospitalo-universitaire. Toutefois cette nécessité n'est apparue qu'après l'approbation du plan directeur d'ensemble du C.H.R. de Rouen, intervenue le 31 janvier 1963. Ce plan dont la première tranche est en cours de réalisation prévoit l'installation de la plupart des lits d'hospitalisation sur le terrain de l'hôpital Charles-Nicolle. La première tranche de travaux, s'élevant à 43.661.292 francs en valeur octobre 1966, a été financée par arrêté du 11 avril 1968 grâce à une inscription faite au budget de 1968. Les travaux sont en cours et seront achevés fin 1973. Pour que l'hôpital puisse fonctionner dans de bonnes conditions, il est nécessaire de mener à bien la réalisation du plan directeur et d'exécuter la deuxième tranche de travaux prévus. Dans ces conditions le centre hospitalier régional sera dans l'impossibilité d'entreprendre de nouvelles constructions sur la rive gauche avant l'achèvement de la reconstruction de Charles-Nicolle, qui se situera en 1981-1982. Il n'est pas exclu cependant que le centre hospitalier régional de Rouen puisse au cours du VII^e Plan réaliser une première tranche de l'hôpital de la rive gauche, mais aucun engagement formel ne peut être pris actuellement. En définitive, l'affaire évoquée par l'honorable parlementaire n'a subi aucun retard inattendu du fait de décisions récentes. L'époque de la mise en chantier de cette opération n'a, en réalité, jamais été fixée d'une manière précise et, de toute façon, ne pouvait se situer dans le cadre du VI^e Plan, compte tenu des possibilités financières du centre hospitalier régional et des disponibilités budgétaires pouvant servir à l'attribution d'une aide financière de l'Etat.

Hôpitaux (personnel de direction).

25515. — M. Blary expose à M. le ministre de la santé publique que la circulaire n° 106 du 11 juin 1952 du ministre de la santé publique et de la population, prise en accord avec le secrétaire d'Etat au budget, stipule que le ravitaillement d'un établissement peut être utilisé à titre onéreux et au prix de revient par certains fonctionnaires dont les directeurs, directeurs économiques et économistes. Or, depuis la parution du décret n° 69-662 du 13 juin 1969, le personnel de direction des établissements d'hospitalisation, de soins et de cure publics ne comporte plus de directeurs économiques, sous-directeurs et économistes, de nouveaux grades ayant été créés. En conséquence, il lui semble nécessaire, afin d'éviter toute équivoque, que soit modifiée la limitation périmée de la circulaire précitée du 11 juin 1952. De plus, considérant que les motivations de cette circulaire intéressent l'ensemble du corps de direction, dont les personnels sont amenés à passer des marchés ou à contrôler les opérations, il lui paraît opportun de demander qu'un nouveau texte précise que le personnel de direction régi par le décret n° 69-662 du 13 juin 1969 peut être autorisé à utiliser, à titre onéreux et au prix de revient, le ravitaillement de l'établissement. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre dans ce sens. (Question du 22 juillet 1972.)

Réponse. — Il paraît logique en effet d'étendre à tous les personnels de direction soumis aux dispositions du décret n° 69-662 du 13 juin 1969 les avantages consentis par la circulaire n° 106 du 11 juin 1952 en faveur de catégories de personnels limitativement énumérées, comprenant notamment, en dehors des médecins des hôpitaux psychiatriques et des établissements de cure, les seuls directeurs et économistes qui relevaient antérieurement de statuts distincts. Mes services ont pris contact avec le ministère de l'économie et des finances en vue de la diffusion d'une circulaire dans le sens souhaité par l'honorable parlementaire.

TRANSPORTS

Aérodromes (Toussus-le-Noble).

22257. — M. Dastremau demande à M. le ministre des transports : 1° s'il est exact que le terrain de Toussus-le-Noble ait actuellement une superficie de 67 hectares et non de 128 hectares comme cela

a été officiellement annoncé; 2° s'il est exact que ce terrain de 67 hectares doit être porté, dans un premier temps, à 198 hectares, ce qui est le triple de sa superficie de départ; 3° s'il est exact que ce terrain ainsi agrandi serait ensuite rattaché à celui de Guyancourt, extrêmement proche, et que la plate-forme aurait ainsi plus de 500 hectares. (Question du 5 février 1972.)

Réponse. — Les différents points de la question posée par l'honorable parlementaire appellent les précisions ci-après: 1° l'aérodrome de Toussus-le-Noble, dans sa structure actuelle, a une superficie totale de 117 hectares 47 ares 42; 2° l'extension souhaitable pour permettre la modernisation de l'aérodrome de Toussus-le-Noble dans le projet initial de l'aéroport de Paris porte sur 70 hectares; 3° il n'est ni prévu, ni même possible de rattacher l'aérodrome de Guyancourt à celui de Toussus-le-Noble pour ne former qu'une seule plate-forme. Guyancourt devra d'ailleurs être fermé vers 1975 pour permettre le développement de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines. Ces dispositions ont été portées à la connaissance du public par l'enquête parcellaire et l'enquête d'utilité publique qui ont été récemment présentées dans les départements de l'Essonne et des Yvelines.

Cheminots (anciens combattants).

24451. — M. Gaudin appelle l'attention du ministre des transports sur les légitimes revendications présentées par les cheminots anciens combattants, résistants, prisonniers et victimes de guerre, réunis en assemblée générale le 19 mars 1972 à Toulon. Ils demandent l'application du contentieux prévu par la loi de finances de 1962 qui prévoyait son règlement par étapes ainsi que l'application de la loi du 14 avril 1924 attribuant le bénéfice de la double campagne à tous les cheminots ainsi qu'aux ex-agents des réseaux secondaires intégrés à la Société nationale des chemins de fer français par suppression d'emplois. Il lui demande si les promesses qui ont été faites en ce sens aux cheminots anciens combattants seront tenues et quelles mesures il compte prendre pour permettre leur application dans les plus brefs délais. (Question du 30 mai 1972.)

25100. — M. Poirier attire l'attention du ministre des transports sur les revendications des cheminots anciens combattants, résistants, prisonniers et victimes de guerre, auxquels le bénéfice de la double campagne n'a toujours pas été attribué. Il lui demande s'il compte prendre des mesures de nature à donner satisfaction aux intéressés. (Question du 27 juin 1972.)

Réponse. Le personnel de la S.N.C.F. ayant obtenu le bénéfice de la bonification pour services de guerre dite de campagne double depuis 1964, seuls sont concernés les cheminots retraités des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways qui fondent souvent leurs revendications sur les mesures en vigueur dans le régime particulier de retraite de la S.N.C.F. Or, chaque régime particulier comporte des avantages propres et c'est à des comparaisons d'ensemble de régimes qu'il faut objectivement s'attacher. Il est vrai que le régime géré par la Caisse autonome mutuelle de retraites, institué par la loi du 22 juillet 1922 et les textes subséquents ne tient pas compte dans le calcul de la retraite des éléments visés par les honorables parlementaires; il apparaît néanmoins que ce régime comporte des avantages particuliers non négligeables, notamment la prise en considération de la totalité de la rémunération pour le calcul de la pension. Cette disposition n'existe dans aucun autre régime et, dans celui de la S.N.C.F. par exemple, la pension n'est liquidée que sur une fraction de la rémunération. Il convient de souligner, en outre, que la plupart des entreprises concernées sont des entreprises privées. La référence, pour les bonifications de campagnes de guerre, à des dispositions appliquées dans des secteurs d'activité juridiquement non comparables, comme par exemple ceux des entreprises nationalisées, n'est donc pas fondée; si un raisonnement par analogie était admis, c'est au régime général de la sécurité sociale qu'il faudrait se reporter; or ce régime ne comporte pas la disposition, objet des questions ci-dessus.

Etudiants (transports en commun: ligne de Sceaux).

24864. — M. Dupuy rappelle à M. le ministre des transports que les étudiants bénéficient, dans la région parisienne, de réductions sur les transports de la Régie autonome des transports parisiens. Cette réduction n'est pas appliquée à la ligne de Sceaux. Or, de nombreux étudiants empruntent cette ligne et se trouvent lésés. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire étendre le bénéfice de la réduction à cette ligne de transports. (Question du 16 juin 1972.)

Réponse. — Les réductions applicables aux étudiants, en vertu de la décision du syndicat des transports parisiens du 8 décembre 1960, sont effectivement appliquées sur l'ensemble des réseaux de transport de la Régie autonome des transports parisiens et de la Société

nationale des chemins de fer français dans la région des transports parisiens, et en particulier, sur la ligne de Sceaux. En prenant pour unité le prix normal du billet de métro (V), cette réduction était, avant le 20 août 1971, pour la carte hebdomadaire d'étudiant, de deux unités par rapport au prix normal de la carte hebdomadaire de travail. Lors de l'augmentation de tarifs des transports parisiens intervenue à cette date, l'ensemble des titres de transports, y compris ceux des étudiants, ont été réajustés, à l'exception des cartes hebdomadaires de travail. La non-augmentation du prix des cartes hebdomadaires de travail explique que l'écart de prix entre ces cartes et les cartes d'étudiants se soit trouvé, pour le moment, réduit, voire dans certains cas annulé lorsque s'ajoute l'effet de la dégressivité des barèmes pour les trajets intéressant plusieurs sections. Dans le cas particulier de la ligne de Sceaux, la carte hebdomadaire de travail étant devenue moins coûteuse que la carte hebdomadaire d'étudiant, l'existence de cette dernière n'était plus justifiée.

Transports en commun (obris-autobus).

24908. — Mme Vallant-Couturier attire l'attention de M. le ministre des transports sur les dispositions qui régissent l'implantation des abris aux lieux d'arrêts des autobus. En effet, les coûts de financement des abris-bus étant dans la majeure partie des cas supportés par les firmes publicitaires, ces dernières choisissent l'implantation de ces abris non en fonction de l'intérêt du public, mais dans leurs propres intérêts. Ainsi, en plus des difficultés de transports proprement dites, ces dispositions entraînent des supplémentaires pour les travailleurs qui l'hiver, doivent attendre les autobus de banlieue, peu fréquents en général, en plein vent et sous la pluie. En conséquence, et considérant que la R. A. T. P. est un service public, elle lui demande ce qu'il compte faire pour remédier à cette situation. (Question du 20 juin 1972.)

Réponse. — L'implantation d'abris aux points d'arrêt des autobus est, lorsque la configuration des lieux le permet, réalisée et financée soit par la R. A. T. P. au titre de ses programmes annuels, soit par les communes directement par contrats passés avec des firmes publicitaires. La situation actuelle est la suivante:

	PARIS	BANLIEUE	TOTAL
Abris R. A. T. P.	338	532	870
Abris réalisés par les communes:			
— directement	»	79	79
— par contrats publicitaires.....	»	1.369	1.369
Total	338	1.980	2.318
Points d'arrêt R. A. T. P.	1.535	2.887	4.422

Ainsi, plus de la moitié des points d'arrêt du réseau d'autobus de la Régie ont pu être équipés d'abris, l'effort ayant été plus particulièrement marqué en banlieue. A ces chiffres, il convient d'ajouter neuf cents abris environ, financés par contrat publicitaire sur des lignes d'autobus exploitées par l'association professionnelle des transporteurs routiers de la région parisienne. Les abris aménagés par la R. A. T. P. sont implantés d'accord avec les services municipaux. L'effort financier de la Régie se poursuit régulièrement. Il sera accentué en 1972. En définitive, l'emplacement des abris, quel que soit leur mode de financement, est fixé sous la responsabilité des maires ou des services publics, qui, sur proposition de la R. A. T. P., déterminent l'emplacement définitif des arrêts d'autobus.

Si, dans certains cas, ces modalités de financement ont pu nécessiter la conciliation de divers intérêts en présence, il convient, avant tout de souligner l'accélération considérable et les économies ainsi obtenues dans la réalisation d'un ensemble d'équipements destinés à améliorer le confort des utilisateurs du réseau d'autobus.

Transports aériens (grèves des 5 et 7 juin 1972).

25169. — M. Dupuy attire l'attention de M. le ministre des transports sur la situation suivante: à la suite de deux mouvements de grève portant sur un arrêt de décollage, menés intersyndicalement au centre de contrôle régional d'Orly, de graves sanctions ont été prises à l'encontre de quelques officiers contrôleurs de la circulation aérienne en service ces deux jours-là (5 et 7 juin 1972). Ces sanctions semblent injustifiables, même au regard du statut des officiers contrôleurs de la circulation aérienne, compte tenu que

l'on ne saurait tenir pour responsables des techniciens exerçant des responsabilités d'encadrement de mouvements d'arrêt de travail décidés et menés par l'ensemble du personnel. (Question du 29 juin 1972.)

Réponse — Des sanctions ont été effectivement prises contre certains officiers contrôleurs de la circulation aérienne dont la responsabilité directe et personnelle a été reconnue par enquête administrative lors des mouvements syndicaux qui ont eu lieu les 5 et 7 juin 1972 au centre de contrôle régional Nord d'Athys-Mons aussi bien d'ailleurs que dans d'autres centres français. Ces sanctions sont en tous points conformes aux dispositions du statut général des fonctionnaires et à celles de la loi n° 64-650 du 2 juillet 1964 relative à certains personnels de la navigation aérienne. Les études et enquêtes entreprises à la suite des arrêts des décollages des 5 et 7 juin ont en effet prouvé que ces arrêts étaient uniquement la conséquence de manquements à leurs obligations professionnelles de quelques officiers contrôleurs nommés et exerçant des responsabilités précises telles que celles de chef de salle, chef de secteur ou premier contrôleur. L'ensemble des personnels en service ne pouvait alors que subir les conséquences des décisions que ces responsables ont cru devoir prendre sans motif technique valable. Il faut préciser que ces responsables ont été dûment avertis par leurs supérieurs hiérarchiques directs des conséquences personnelles que risquait de leur valoir ce manquement à leurs obligations professionnelles.

Transports aériens Air France (personnel).

25174. — M. Cermolacce attire l'attention de M. le ministre des transports sur la situation de la compagnie nationale Air France en fonction du conflit social en cours. En effet, la situation actuelle de la compagnie ne justifie aucune des mesures énoncées par la direction d'Air France à savoir : premier temps : suppression des contrats de la main-d'œuvre extérieure ; deuxième temps : compensation des crédits d'heures ; troisième temps : réduction des horaires de travail. En conséquence, il lui demande s'il compte faire en sorte que, comme le demande également le comité central d'entreprise, aucune décision en ce sens ne soit prise sans nouvelle consultation du C.C.E. Les différents conflits en cours ne pouvant être réglés que par voie de négociation, il lui demande s'il n'estime pas nécessaire que la direction de la compagnie nationale renoue rapidement celle-ci, avec la volonté de prendre en considération les revendications légitimes de l'ensemble des personnels. (Question du 29 juin 1972.)

Réponse. — Les mouvements de grève évoqués par l'honorable parlementaire ont eu pour objet d'appuyer les revendications présentées par le syndicat principalement implanté parmi les « mécaniciens de piste » qui coopèrent au traitement des avions avant leur premier départ ou lors des escales de transit. Certaines de ces revendications, telles que la réglementation de la durée du travail des mécaniciens affectés dans les escales étrangères, la mensualisation du personnel ouvrier ou la revalorisation des majorations pour travaux de nuit et jours fériés ont été satisfaites soit pour tenir compte des conditions spéciales d'emploi de ces agents, soit dans le cadre de mesures intéressant l'ensemble du personnel au sol. Mais la revendication fondamentale de cette organisation syndicale concerne un reclassement de cette catégorie professionnelle dans la grille hiérarchique. Depuis le dépôt de cette revendication par les intéressés qui évoquent la technicité de leurs attributions, Air France a toujours expliqué qu'il n'était pas possible de satisfaire cette demande de reclassement général. Il existe, en effet, au sein de la compagnie, de nombreuses autres professions techniques (mécaniciens radio, instruments de bord, électricité, formeur avion...), et les qualifications exigées, l'évolution des techniques, les comparaisons extérieures ou intérieures, ne conduisent pas, par rapport à ces autres professions, à envisager un classement préférentiel plus avantageux que celui existant. Toutefois, pour offrir de plus grandes possibilités de promotion à ces salariés, Air France a proposé la création d'emplois d'agents spécialisés qualifiés qui seraient classés dans la catégorie hiérarchique correspondant à la maîtrise ; 50 premiers postes pourraient être ouverts dès le 1^{er} janvier 1973. Ces dispositions ont été à nouveau présentées au cours de deux réunions de négociations situées pendant la dernière grève déclenchée par l'organisation syndicale en question, et c'est sur ces bases que la direction d'Air France est toujours prête à reprendre le dialogue.

Navigation fluviale (tarifs de fret).

25698. — M. Denvers demande à M. le ministre des transports s'il envisage de satisfaire au plus tôt les revendications présentées par les mariniens du Nord et du Nord-Est tendant à obtenir un aménagement des barèmes de prix du transport des marchandises à l'exportation, portant sur une demande de révision de la tarification de base datant de 1952, compte tenu de toutes les hausses

intervenues en matière de coût d'exploitation et contestant la mise en application de la décision commune de juin 1972. Dans la négative, comment il estime qu'il pourrait être mis fin au conflit ouvert entre mariniens et courtiers de fret. (Question du 12 août 1972.)

Réponse. — Les frets des transports d'exportation ne sont pas soumis à une tarification officielle, mais librement débattus entre les parties intéressées. Il existe cependant un tarif plancher établi suivant un barème ancien. Les prix sont toujours supérieurs à ces tarifs. Les prix à l'exportation proposés en juin et juillet derniers aux mariniens du Nord et du Nord-Est étaient relativement faibles. Il convient cependant de noter que chaque année un déséquilibre du marché est constaté à cette époque où débute la campagne des céréales à l'exportation et où en même temps de nombreux bateaux sont disponibles. Par contre, en hiver, quand la situation est inversée, les prix peuvent atteindre de deux à trois fois le prix actuel. De toute façon, un barème des tarifs à l'exportation ne pourrait être élaboré qu'avec l'accord des pays concernés. Cette question sera vraisemblablement examinée au sein de la Communauté européenne, mais il n'est pas possible dans l'immédiat ni de préciser la date de cet examen, ni de préjuger les conclusions qui en seraient tirées. Il n'est pas possible d'augmenter unilatéralement les tarifs à l'exportation alors que généralement les prix pratiqués sont supérieurs aux prix d'importation, car le seul résultat serait d'augmenter les prix des biens français à l'exportation, sans aucune compensation pour l'économie nationale. Pour répondre à la deuxième partie de la question de l'honorable parlementaire, le ministre des transports précise qu'à l'issue d'une réunion qui s'est tenue le 1^{er} août 1972 entre les délégations du bureau intersyndical des organisations artisanales et de l'union fédérale des chambres syndicales des courtiers de fret, il a été convenu : 1° de rechercher d'un commun accord une formule tendant à permettre de procéder dans les bourses publiques d'affrètement à l'affichage du fret total proposé pour les transports à l'exportation, étant entendu qu'une variation de ces frets pourra s'instaurer en bourse pour tenir compte des fluctuations du marché des transports en raison de la conjoncture ; 2° de procéder rapidement à une étude en vue d'une possible réévaluation des barèmes de fret « plancher » dans les régions où ils sont actuellement en vigueur ; 3° les organisations professionnelles ci-dessus ont décidé de se réunir à Paris le 4 octobre 1972 en vue d'un accord sur ces deux questions essentielles. Si les négociations envisagées n'aboutissaient pas à la date prévue, elles pourraient éventuellement être reprises sous l'égide de l'administration.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le mois qui suit leur publication.

(Application de l'article 139 (alinéas 2 et 6) du règlement.)

Elevage (veaux et agneaux).

25236. — 1^{er} juillet 1972. — M. Chazelle appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture et du développement rural sur la situation très préoccupante du marché des veaux et des agneaux dans le département de la Haute-Loire. Il lui fait observer, en effet, que les cours se dégradent depuis plusieurs mois, et que la décote atteint jusqu'à 2 francs par kilogramme de poids vif. Il en résulte de graves difficultés pour les agriculteurs et les éleveurs et, dans ces conditions, il lui demande s'il peut lui faire connaître quelles mesures il compte prendre : 1° pour que la S.I.B.E.V. intervienne très rapidement comme elle l'a déjà fait dans le passé, à la satisfaction générale des intéressés ; 2° pour arrêter des mesures de protection aux frontières, notamment par le jeu des « clauses de sauvegarde » du Marché commun agricole, afin de stopper provisoirement les importations de viandes ovines et afin de relever de 10 p. 100 le prix de seuil ; 3° pour que les agriculteurs qui se trouveraient momentanément gênés dans leur trésorerie puissent obtenir des facilités de crédit auprès du crédit agricole par la délivrance de prêts à court et moyen terme à intérêts bonifiés par une subvention spéciale versée par la rénovation rurale ; 4° pour que cette chute des cours soit considérée, dans les cas les plus difficiles, comme une véritable « calamité agricole » ouvrant droit à une réduction des bases du bénéfice forfaitaire agricole établi pour le calcul de l'impôt sur le revenu, et comme une « perte de récolte » ou « perte de bétail » ouvrant droit à un dégrèvement sur le montant de la contribution foncière des propriétés non bâties.

Rapatriés (tombe familiale).

25241. — 1^{er} juillet 1972. — **M. Antonin Ver** expose à **M. le Premier ministre** la situation douloureuse des rapatriés d'Afrique du Nord qui, lors des fêtes de la Toussaint, ne peuvent aller se recueillir sur la tombe familiale. Quelques-uns d'entre eux ont pu ramener en France, à grands frais, les cendres de leurs morts, mais la plupart des intéressés ne peuvent assurer les charges de ce transfert. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'envisager une participation de l'Etat pour le retour de ces cendres dans la mère patrie.

D. O. M. (frêt maritime dans l'océan Indien).

25614. — 29 juillet 1972. — **M. Fontaine** signale à **M. le Premier ministre (départements et territoires d'outre-mer)** que depuis le 1^{er} janvier 1965 le taux moyen de frêt maritime sur les lignes de l'océan indien a augmenté de 60,65 p. 100, soit une augmentation annuelle de 8,66 p. 100. Après une récente hausse de 8 p. 100 au 3 janvier 1972, une nouvelle augmentation du frêt de 4,5 p. 100 est prévue pour le 2 octobre 1972. Il est évident que de telles hausses supportées régulièrement entraînent une augmentation sensible des prix de revient des marchandises importées et annihilent tous les efforts entrepris pour juguler la montée des prix. Il lui demande donc de lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour stopper cette inflation galopante.

Etablissements scolaires (établissements français de Tunisie).

25642. — 1^{er} août 1972. — **M. Francis Vals** expose à **M. le ministre des affaires étrangères** que les parents d'élèves des écoles françaises de Tunisie ont appris avec étonnement qu'un « droit d'écologie » pourrait leur être imposé à partir de la rentrée d'octobre 1972. Une telle pratique irait en effet à l'encontre du principe de la gratuité de l'enseignement public. Il lui demande s'il n'estime pas devoir annuler l'instauration d'un droit d'écologie pour les élèves des établissements scolaires français de Tunisie.

Affaires étrangères (agents consulaires français).

25666. — 2 août 1972. — **M. Fortuit** rappelle à **M. le ministre des affaires étrangères** que la France a décidé de supprimer, à compter du 1^{er} janvier 1969, certains privilèges fiscaux dont bénéficiaient les agents consulaires représentant les Etats étrangers en France. Des mesures analogues ont donc été prises à l'encontre des agents consulaires français résidant sur leur territoire par certains Etats. Il lui demande si le préjudice causé à certains représentants de la France à l'étranger par la modification de leur statut fiscal ne devrait pas être réparé.

Pensions de réversion (femme divorcée à son profit).

25596. — 28 juillet 1972. — **M. Raoul Bayou** demande à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** ce que seraient les droits d'une femme divorcée ayant renoncé à sa part de la pension de réversion au profit d'une veuve, si cette dernière venait à décéder. En particulier, il lui demande dans ce cas si la renonciation priverait de ses droits la femme divorcée ou si au décès de la veuve, elle aurait la possibilité de recouvrer ses droits initiaux ou la totalité de la pension de réversion.

Correspondance (franchise postale).

25602. — 28 juillet 1972. — **M. Rossi** expose à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** que, d'après la réponse donnée par **M. le ministre des postes et télécommunications** à la question écrite n° 8952 (*Journal officiel*, Débat Assemblée nationale du 10 janvier 1970, p. 66), le conseil d'administration de la caisse nationale de l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles a décidé de renoncer à l'application des dispositions de l'article 30 de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966, en vertu duquel les correspondances relatives au service de l'assurance obligatoire devaient bénéficier de la dispense d'affranchissement dans des conditions fixées par arrêté ministériel. C'est ainsi que les plis adressés par les travailleurs non salariés aux organismes gestionnaires de ce régime sont soumis aux règles normales d'affranchissement des correspondances, alors que les assurés du régime

général et des régimes agricoles de sécurité sociale bénéficient de la franchise postale pour l'acheminement de leurs plis aux organismes de gestion. Il lui demande s'il considère qu'il est normal de maintenir une telle différence de traitement entre les non-salariés, d'une part, et les salariés d'autre part, et s'il n'estime pas opportun soit de faire en sorte que l'arrêté prévu à l'article 30 de la loi du 12 juillet 1966 soit publié rapidement, soit d'inviter les caisses mutuelles régionales d'assurance maladie à prévoir dans chaque chef-lieu de canton ou d'arrondissement un correspondant auquel pourraient être remis les dossiers.

Pharmacies mutualistes.

25603. — 28 juillet 1972. — **M. Barberot** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** sur les difficultés qui subsistent encore entre la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés et certaines associations gérant des pharmacies mutualistes (notamment l'union nationale d'action mutualiste sanitaire et sociale) en ce qui concerne le taux de la remise sur le prix des médicaments remboursés aux assurés sociaux prévue au profit de la C. N. A. M. Il lui demande s'il n'a pas l'intention de donner une suite favorable à la demande d'audience qui lui a été présentée le 20 juin 1972 par l'union nationale d'action mutualiste sanitaire et sociale et quelles mesures il compte prendre pour faciliter les négociations entre cet organisme et la C. N. A. M.

Départements d'outre-mer (allocations familiales).

25613. — 29 juillet 1972. — **M. Fontaine** signale à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** que sa question écrite n° 22245 du 3 février 1972 relative aux revalorisations du taux des allocations familiales applicables dans les départements d'outre-mer est restée sans réponse à ce jour. Désireux de connaître son avis sur cette importante affaire il la lui renouvelle et souhaiterait connaître les raisons qui ne lui ont pas permis d'étendre au département de la Réunion les augmentations intervenues en métropole le 1^{er} août 1970 et le 1^{er} août 1971, s'élevant respectivement à 4,5 p. 100 et à 5,8 p. 100 et lui demande s'il envisage de réparer cet oubli regrettable et par la même occasion de rattraper les retards accumulés au cours des années écoulées.

Correspondance (franchise postale).

25618. — 29 juillet 1972. — **M. Vernaudo** signale à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** qu'en application de l'article L. 61 du code de la sécurité sociale, les assurés du régime général bénéficient de la franchise postale pour leur correspondance avec les caisses. Les dépenses engagées par l'administration des P. et T. sont remboursées forfaitairement chaque année par les organismes sociaux. Il lui demande si cette procédure ne pourrait pas être étendue aux régimes des non-salariés non agricoles. En effet les frais de correspondance peuvent paraître peu élevés pour les commerçants ou artisans en activité, ils sont très souvent lourds pour le budget des retraités déjà obéré par le paiement de cotisations importantes.

Naissances (contrôle des) (centres de planification ou d'éducation familiales).

25620. — 29 juillet 1972. — **M. Boulay** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé publique** sur les modalités d'application de l'article 4 du décret n° 72-318 du 24 avril 1972. Il lui fait observer, en effet, que cette disposition prévoit l'ouverture de centres de planification et d'éducation familiales mais qu'aucune information n'a été donnée au sujet du financement de ces centres. Dans ces conditions, il lui demande s'il peut lui faire connaître comment seront financés les centres en cause et quelles mesures il a prévu, à ce sujet, dans le budget de 1973.

Abattements de zone (suppression des)

25624. — 29 juillet 1972. — **M. Madrelle** expose à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** que le problème de la suppression des abattements de zone reste toujours posé. Il lui demande si le Gouvernement peut définir sa politique à cet égard et fixer une date permettant de savoir quand il entend faire disparaître une anomalie que tous les syndicats condamnent.

Veuves civiles (pension de réversion).

25634. — 31 juillet 1972. — **M. Brocard** expose à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** que lors du débat du 30 juin 1972 portant sur la situation des veuves civiles, le ministre, dans sa réponse aux intervenants, a reconnu que si le conjoint survivant possède un droit à pension résultant de ses propres cotisations, il perd le droit à la pension de réversion et une allocation différentielle lui est seulement versée le cas échéant; la majorité des veuves est donc privée du droit à pension de réversion, ce qui constitue, sans doute, une grande source de protestations. Or la veuve d'un fonctionnaire peut cumuler la pension de réversion de son mari avec une pension personnelle qu'elle pourrait obtenir du fait de son affiliation à un régime de sécurité sociale: en effet la pension de réversion des veuves de fonctionnaires est accordée sans condition de ressources de la part des bénéficiaires. Au moment où un nouvel effort social, s'ajoutant à d'autres, est envisagé en faveur des plus déshérités, il est hautement souhaitable qu'en matière de réversion de pension toutes les veuves civiles soient alignées sur le même régime et qu'en conséquence les veuves, dont le conjoint décédé a cotisé durant toute sa vie de travail, puissent bénéficier de la réversion de 50 p. 100 versée à d'autres catégories de veuves civiles. Il semble que cette mesure entrerait dans le cadre d'une meilleure justice sociale et il lui demande quelles mesures il compte prendre dans ce sens.

Pré-retraite (mutilé du travail).

25641. — 31 juillet 1972. — **M. Raoul Bayou** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** sur le cas d'un mutilé du travail à 25 p. 100, licencié à cinquante-neuf ans, sous le prétexte qu'il n'y avait « plus de poste en rapport avec ses possibilités physiques » et qui s'est vu refuser le droit à une pré-retraite, n'ayant pas été licencié à soixante ans. Ne bénéficiant plus de l'allocation A. S. S. E. D. I. C., il devrait donc vivre jusqu'à soixante-cinq ans avec 7,50 francs par jour. Considérant que cet exemple ne doit pas être unique en son genre, il lui demande instamment quelles mesures urgentes il compte prendre pour que soit porté remède à des cas aussi navrants.

Invalides civils (I. R. P. P.).

25649. — 1^{er} août 1972. — **M. Bécam** demande à **M. le ministre de la santé publique** s'il peut lui préciser les raisons pour lesquelles les invalides civils titulaires de la carte d'invalidité permanente à 100 p. 100 ne sont pas exonérés de l'impôt sur le revenu des personnes physiques au même titre que les invalides accidentés du travail ou militaires. Il suggère qu'une compensation identique leur soit accordée dès 1973, qui tienne ainsi compte de leur handicap.

Invalides civils (sécurité sociale du conjoint).

25650. — 1^{er} août 1972. — **M. Bécam** demande à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** s'il ne lui paraît pas possible d'accorder au conjoint d'un invalide civil à 100 p. 100 le bénéfice d'un remboursement intégral dans le cadre des prestations du régime des caisses de sécurité sociale. Il ajoute qu'une telle mesure permettrait d'aligner la situation des invalides civils sur celle des invalides militaires et accidentés du travail ce qui lui paraîtrait répondre aux légitimes préoccupations des personnes concernées.

Mères de famille (amélioration de leur situation).

25651. — 1^{er} août 1972. — **M. Paquet** demande à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** s'il ne juge pas qu'il serait désirable que soit présenté à l'Assemblée nationale, dès la prochaine rentrée parlementaire, sur son initiative et en accord avec ses collègues les ministres intéressés, un projet de loi tendant à apporter de désirables améliorations dans la situation matérielle des mères de famille, notamment en matière de sécurité sociale, de retraite, de dépistage des maladies et de recyclage éventuel.

Divorce (pensions alimentaires).

25659. — 2 août 1972. — **M. Claude Gulchard** expose à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** la pénible situation dans laquelle se trouve une large majorité des femmes divorcées ou séparées

ayant conservé, par jugement du tribunal, la garde des enfants. Il attire son attention sur les drames humains qui résultent de leurs ressources matérielles précaires. Il suffit de parcourir chaque semaine les comptes rendus des séances des tribunaux. Cette situation résulte de l'irrégularité avec laquelle un certain nombre d'hommes divorcés acquitte les pensions alimentaires fixées par les jugements de divorce; de la valeur, quelquefois limitée, de ces pensions qui à elles seules ne peuvent pas permettre, si la femme divorcée ne peut pas travailler, de subvenir aux besoins des enfants; de la suppression pour la mère des droits aux prestations de l'assurance maladie de son ancien conjoint, l'obligeant à une assurance volontaire particulièrement onéreuse; de la non-indexation des pensions alimentaires qui oblige la femme, pour obtenir sa revalorisation, à des formalités longues et coûteuses, sans assurance du résultat. Il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun de modifier notre législation sociale pour améliorer le statut de la femme divorcée ayant conservé, par jugement du tribunal, la garde des enfants nés du mariage, comme l'ont déjà fait certaines autres nations. Il lui propose de faire étudier les solutions suivantes: prise en charge de la pension alimentaire des enfants par l'Etat qui la recouvrerait sur les revenus de l'ex-mari; pension alimentaire automatiquement indexée selon des critères à préciser; prise en charge des prestations de la sécurité sociale par la collectivité; allocation temporaire spéciale lorsque l'âge des enfants ne permet pas à la mère de travailler et lorsque la pension est inférieure à un certain plafond à déterminer. Il s'agit d'une mesure d'équité destinée à protéger la femme, les enfants et le foyer.

Assurance vieillesse des travailleurs non salariés, non agricoles (décès du pensionné).

25663. — 2 août 1972. — **M. Alloncle** expose à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** que l'article 7 du décret du 31 mars 1966 indique que « tout service de prorata à la succession du pensionné était supprimé sauf au profit du conjoint ou des enfants mineurs à charge ». Cette disposition est particulière au régime des commerçants et industriels et elle constitue une anomalie par rapport aux mesures applicables par le régime général de sécurité sociale. Il lui demande s'il peut faire modifier le texte en cause afin que les caisses vieillesse du régime industriel et commercial appliquent les mêmes dispositions que les autres caisses vieillesse.

Assurances sociales (coordination des régimes) (retraites militaire et du régime général).

25672. — 2 août 1972. — **M. Vernaudeau** expose à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** que les règles de coordination entre les différents régimes d'assurance maladie sont extrêmement défavorables aux retraités militaires qui ont accompli une seconde carrière dans une activité civile. En effet, lorsque les intéressés sont titulaires de plusieurs retraites, la détermination du régime d'assurance maladie auquel ils doivent être affiliés se fait par comparaison entre le nombre d'annuités validé dans chaque régime. Or, la notion d'annuités en matière de pension militaire de retraite ne s'identifie pas avec la notion de temps réel passé, dans la mesure où de nombreuses bonifications viennent ajouter des annuités aux pensions des anciens militaires. De ce fait, après avoir passé plus d'années effectives dans un emploi civil relevant par exemple du régime général de la sécurité sociale, les anciens militaires se voient néanmoins affiliés, au moment de leur retraite, à la caisse nationale militaire de sécurité sociale. Cette situation provoque chez les intéressés une amertume d'autant plus grande que la caisse nationale militaire pour des prestations équivalentes à celles du régime général exige une cotisation plus importante que celle due par les fonctionnaires retraités et que les retraités du régime général n'ont à acquitter aucune cotisation de maladie. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les retraités militaires qui bénéficient également d'une pension du régime général puissent être affiliés à ce dernier régime.

Pensions de retraite civiles et militaires (précompte des cotisations de sécurité sociale).

25625. — 29 juillet 1972. — **M. Raoul Bayou** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** sur le cas d'un retraité titulaire d'une pension militaire et d'une pension d'invalidité civile qui voudrait bénéficier des dispositions du décret n° 70-159 du 26 février 1970 stipulant qu'un assuré titulaire d'une pension d'invalidité et d'une pension acquise à un autre titre est affilié au régime de sécurité sociale dont il relève du fait de la pension d'invalidité. Si ce texte est appliqué, la pension militaire de l'intéressé ne doit

plus subir de retenue au profit de la sécurité sociale. Dans ce cas l'intéressé doit fournir un certificat d'affiliation délivré par la caisse de sécurité sociale du régime général. Or, cette pièce est parfois refusée par la caisse de sécurité sociale en vertu d'une interprétation des textes qui paraît erronée. Il lui demande quelles mesures pourraient être prises pour rétablir la justice dans ce cas particulier.

Prisonniers de guerre (âge de la retraite).

25635. — 31 juillet 1972. — M. Schloesing demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales s'il pourrait accorder aux anciens prisonniers de guerre qui le désireraient le bénéfice d'une retraite professionnelle à taux plein à partir de soixante ans. Les travaux de la commission de la pathologie de la captivité ont amplement démontré que dans de nombreux cas, une captivité prolongée a laissé de graves séquelles dont il serait équitable de tenir compte.

Fêtes légales (8 mai).

25636. — 31 juillet 1972. — M. Schloesing demande à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre s'il n'envisage pas de proposer au Gouvernement le rétablissement des dispositions de la loi du 13 mars 1953 faisant du 8 mai un jour férié, au même titre et dans les mêmes conditions que le 11 novembre, afin que l'anniversaire de la victoire des alliés contre le nazisme ne soit pas commémoré à la sauvette.

Anciens combattants (d'Afrique du Nord).

25637. — 31 juillet 1972. — M. Schloesing signale à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre l'injustice dont sont victimes de nombreux appelés du contingent ayant combattu en Afrique du Nord, par rapport à leurs aînés. Il lui demande s'il n'envisage pas de mettre en place une commission ad hoc chargée d'examiner la vocation de ces militaires à la carte du combattant et de définir les conditions d'attribution de cette carte.

Retraite du combattant (parité de tous).

25638. — 31 juillet 1972. — M. Schloesing demande à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre s'il n'envisage pas d'équitable de réaliser rapidement l'égalité des retraites perçues par les anciens combattants de 1939-1945 et ceux de 1914-1918.

Abattoirs (Corbeil-Essonnes).

25665. — 2 août 1972. — M. Fortuit expose à M. le ministre du commerce et de l'artisanat que la chambre de commerce de Corbeil-Essonnes, dans sa séance du 12 juin 1972, a fait valoir les arguments qui militent en faveur du maintien de l'abattoir de Corbeil-Essonnes. La fédération des syndicats de la boucherie et de la boucherie charcuterie de détail des départements des Yvelines, de l'Essonne, du Val-d'Oise a, de son côté, souligné les éléments qui justifieraient l'aménagement d'un nouvel abattoir qui, semble-t-il, pourrait trouver sa place dans la nouvelle organisation du marché de la viande, décidée pour la région parisienne. Il lui demande s'il peut lui faire connaître les mesures qui seront prises en vue de tenir compte de l'insuffisance des installations actuelles des abattoirs de Corbeil-Essonnes et de l'intérêt que présentent pour la population de cette région, tant au point de vue économique que sanitaire, le maintien et la modernisation de ces installations, situées à proximité immédiate de deux villes nouvelles dont l'expansion prévisible entraînera un accroissement corrélatif des besoins en viandes dans cette zone.

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (taux du grade).

25663. — 29 juillet 1972. — M. Paquet, rappelant à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale la réponse faite le 19 février 1972 à sa question écrite n° 22035 du 29 janvier 1972, lui demande s'il peut lui faire connaître le montant de la dépense qu'entraînerait pour les finances publiques l'octroi de la pension d'invalidité au taux du grade aux militaires de carrière retraités avant le 3 août 1962 et à leurs ayants cause.

*Assurances sociales (coordination des régimes)
(retraites militaire et du régime général).*

25673. — 2 août 1972. — M. Vernaudeau expose à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale que les règles de coordination entre les différents régimes d'assurance maladie sont extrêmement défavorables aux retraités militaires qui ont accompli une seconde carrière dans une activité civile. En effet, lorsque les intéressés sont titulaires de plusieurs retraites, la détermination du régime d'assurance maladie auquel ils doivent être affiliés se fait par comparaison entre le nombre d'années validé dans chaque régime. Or, la notion d'années en matière de pension militaire de retraite ne s'identifie pas avec la notion de temps réel passé, dans la mesure où de nombreuses bonifications viennent ajouter des années aux pensions des anciens militaires. De ce fait, après avoir passé plus d'années effectives dans un emploi civil relevant par exemple du régime général de la sécurité sociale, les anciens militaires se voient néanmoins affiliés, au moment de leur retraite, à la caisse nationale militaire de sécurité sociale. Cette situation provoque chez les intéressés une amertume d'autant plus grande que la caisse nationale militaire pour des prestations équivalentes à celles du régime général exige une cotisation plus importante que celle due par les fonctionnaires retraités et que les retraités du régime général n'ont à acquitter aucune cotisation de maladie. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les retraités militaires qui bénéficient également d'une pension du régime général puissent être affiliés à ce dernier régime ou qu'à tout le moins le taux de la cotisation des retraités militaires soit ramené à un niveau plus équitable.

Testaments (droits d'enregistrement).

25595. — 28 juillet 1972. — M. André Beauguitte expose à M. le ministre de l'économie et des finances que son attention a été attirée à maintes reprises sur une grave anomalie qui pénalise lourdement de nombreuses familles françaises alors qu'elles mériteraient d'être récompensées. D'une manière générale, les testaments ayant pour effet juridique de diviser les biens du testateur sont enregistrés au droit fixe. Ce droit fixe suffit notamment pour l'enregistrement d'un testament par lequel un testateur sans postérité a partagé ses biens entre ses ascendants ou ses héritiers collatéraux. Il suffit également si le testateur a réparti sa succession entre son enfant unique et d'autres bénéficiaires. Par contre, si un père ayant plusieurs enfants a effectué la même opération en leur faveur, le droit fixe est remplacé par un droit proportionnel beaucoup plus élevé. De toute évidence, cette disparité de traitement est inéquitable, antisociale et contraire à la volonté du législateur. Les explications fournies pour tenter de la justifier n'ont aucune valeur. Il lui demande s'il est enfin disposé à admettre qu'un testament fait par un père en faveur de ses enfants ne doit pas être soumis à un régime fiscal plus rigoureux que celui appliqué à tous les autres testaments par lesquels le testateur a procédé à la distribution de sa fortune au profit de plusieurs personnes.

Baux ruraux à long terme (mutation à titre gratuit).

25598. — 28 juillet 1972. — M. Peyrefitte demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il estime utile et légitime qu'en l'absence de tout décret d'application de la loi du 31 décembre 1970 sur les baux ruraux, une simple instruction, en date du 2 mars 1971, ait pu disposer que l'exonération des trois quarts des droits ne serait acquise que dans la mesure où le bénéficiaire de la transmission à titre gratuit n'est pas lui-même le preneur du bail à long terme.

Assurances (contre l'incendie : taxe).

25601. — 28 juillet 1972. — M. Kleg attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la récente augmentation de 20 p. 100 que viennent de subir les polices d'assurance incendie, augmentation se répercutant bien entendu sur les diverses taxes prélevées par l'Etat sur lesdites polices. Or ces taxes sont, en France, de 30 p. 100, alors qu'elles sont inexistantes en Grande-Bretagne, égales à 5 p. 100 en Belgique, à 7 p. 100 aux Pays-Bas et au Luxembourg, à 15 p. 100 en Italie. Il en résulte pour les entreprises françaises une disparité de traitement qui constitue une gêne considérable dans leurs activités et que seule pourrait compenser une notable diminution des taxes prélevées en France. Il lui demande s'il ne serait pas possible de les ramener à un taux moyen des autres pays visés, soit environ 10 p. 100.

Apprentissage (exonération de la taxe).

25604. — 28 juillet 1972. — M. Claudius-Petit expose à M. le ministre de l'économie et des finances le cas d'une entreprise qui, au titre des salaires payés en 1969 à son personnel, a présenté une demande d'exonération de la taxe d'apprentissage, en considération des dépenses supportées par elle pour des stages d'initiation aux techniques d'analyse de la valeur effectués hors de l'entreprise par un groupe de huit collaborateurs, d'une part, et pour des cours donnés à l'intérieur de l'entreprise, pendant une durée de six jours, par un animateur qualifié, à un groupe de treize collaborateurs, d'autre part. Cette demande a été rejetée pour le motif que « les frais de stage pour le perfectionnement ne sont pas compris dans la liste nominative des dépenses ouvrant droit à exonération de la taxe d'apprentissage telles qu'elles sont énumérées aux articles 3 et 5 de l'annexe I au code général des impôts ». Or, dans une note du 30 janvier 1969 émanant de la préfecture de la Loire (3^e direction) énumérant les principaux chefs d'exonération que peuvent invoquer les chefs d'entreprise, il est fait mention, au paragraphe V, des « charges supportées par l'entreprise pour la formation continue des salariés » et, notamment, de celles correspondant à la formation spécifique : cours organisés hors ou dans l'entreprise pour la formation ou le perfectionnement des membres du personnel en vue d'une meilleure qualification, le barème prévu étant le suivant : cours donnés par des animateurs qualifiés venant dans l'entreprise : exonération de la dépense réelle correspondant à l'action de formation dans la limite normale de 50 francs par jour et par auditeur avec un plafond de 500 francs par journée de cours, à l'exclusion des frais de déplacement et de séjour des animateurs ; stages hors de l'entreprise : exonération des droits d'inscription réels dans la limite normale de 60 francs par jour et par personne. Il lui demande comment il explique, dans ces conditions, le rejet de la demande présentée par l'entreprise en cause et quelle interprétation exacte doit être donnée aux textes concernant l'exonération de la taxe d'apprentissage lorsqu'il s'agit de dépenses relatives à la formation continue des salariés, étant rappelé qu'il s'agit de salaires payés en 1969.

Vin (plantation de vignes).

25610. — 29 juillet 1972. — M. Bégue expose à M. le ministre de l'économie et des finances la situation suivante : quand un viticulteur est titulaire d'un droit de plantation ou de replantation de vignes, la superficie à considérer inclut les bordures, haies, chemins privés d'exploitation, canaux de drainage ou d'irrigation, etc. Ceci peut aboutir à réduire notablement la surface susceptible d'être réellement exploitée et causer un préjudice à l'exploitant. Il lui demande, en conséquence, s'il n'entend pas donner de nouvelles instructions à ses services afin que les superficies correspondant à des droits de plantation ou de replantation soient calculées dans des conditions moins restrictives.

Taxe sur les salaires
(exonération des associations sans but lucratif).

25630. — 29 juillet 1972. — M. Defferre expose à M. le ministre de l'économie et des finances que les services fiscaux des Bouches-du-Rhône soumettent à la taxe sur les salaires les rémunérations versées au personnel employé par l'œuvre municipale des crèches et celle des colonies scolaires. Ces œuvres, constituées en association du type loi 1901, poursuivent un but totalement désintéressé, apportant une aide indéniable aux familles laborieuses de la cité. Elles vont même au-delà de leur objectif social par leur indiscutable caractère éducatif. Il lui demande si ces œuvres ne peuvent bénéficier de la franchise de l'impôt en cause dont l'acquit aurait pour effet de majorer le prix de revient des services rendus. Le fonctionnement de ces associations est en majeure partie assuré par une subvention annuelle du conseil municipal de Marseille. Partant, toute charge nouvelle serait indirectement mais indiscutablement supportée par la ville. Il lui rappelle à ce sujet que son administration a décidé d'accorder cette franchise aux associations homologues assurant la gestion des cantines scolaires, des cantines d'entreprises et de celles destinées aux agents de l'Etat des collectivités locales et des établissements publics.

Restaurants (T. V. A. sur les repas servis aux travailleurs).

25632. — 29 juillet 1972. — M. Poudevigne rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que l'article 279 a bis du code général des impôts soumet au taux réduit de la T. V. A. les recettes

provenant de la fourniture des repas dans les cantines d'entreprises, lorsque sont remplies les conditions fixées par l'article 85 bis de l'annexe III au code général des impôts. Suivant l'une de ces conditions, les repas doivent être servis, non dans l'établissement même du restaurateur, mais dans un local appartenant à l'entreprise, qu'il soit ou non mis par elle à la disposition du comité d'entreprise partie au contrat ; en outre, le restaurateur doit assurer le service à table avec son propre personnel (décision administrative 3 C 2212, paragraphe 5, du 1^{er} août 1970). Cette clause réduit considérablement la portée de telles dispositions, lorsqu'il s'agit de petits et moyens établissements. Ceux-ci, en effet, ne sont pas en mesure d'immobiliser et d'entretenir des locaux spéciaux qui ne sont utilisés que quelques heures par semaine, les frais correspondants venant grever très lourdement les prix de revient. D'autre part, étant donné la dimension de ces établissements, il ne peut y exister de comité d'entreprise susceptible d'assumer cette charge. Or, le restaurateur qui pourrait fournir les repas possède bien souvent lui-même, dans sa propre exploitation, des salles qui ne sont utilisées que rarement étant réservées à des manifestations telles que les noces et banquets. Il serait souhaitable que, pour les petites entreprises occupant moins de cinquante salariés, l'obligation de servir les repas dans des locaux appartenant à l'entreprise soit supprimée. L'employeur remettrait à chacun de ses salariés un bon valable pour un repas et le restaurateur tiendrait une comptabilité spéciale de ces paiements par bons. En somme, les diverses conditions fixées par l'article 85 bis de l'annexe III au code général des impôts seraient maintenues, sauf celle qui concerne le lieu des repas. Ce système permettrait aux petites et moyennes entreprises de participer aux frais de nourriture de leur personnel, sans pour autant grever leur budget de charges annexes relativement lourdes. Il serait également générateur de recettes taxables au profit du Trésor, puisqu'il aurait pour effet de remplacer le « casse-croûte » individuel, non facteur de taxe, par un acte commercial rentrant dans le champ d'application de la T. V. A. Il lui demande si, pour ces diverses raisons, il ne lui semble pas opportun de prendre une disposition tendant à modifier en ce sens l'article 85 bis de l'annexe III au code général des impôts.

Fiscalité immobilière
(I.R.P.P. Charges déductibles : ravalement).

25640. — 31 juillet 1972. — M. Brocard expose à M. le ministre de l'économie et des finances que les propriétaires d'un appartement dans un immeuble ou le propriétaire d'une maison individuelle peuvent déduire de leurs revenus pour un montant plafonné les frais de ravalement desdits immeubles. Or, dans une région comme la Haute-Savoie, où les chalets d'habitation en bois sont nombreux, il convient que le vernissage du revêtement en bois de ces chalets se fasse régulièrement (tous les cinq à dix ans selon la nature du bois) de façon à, d'une part, assurer la conservation du bois, d'autre part, maintenir l'esthétique de ces chalets. Il est donc souhaitable que les propriétaires de chalets (habitation principale) soient assimilés aux propriétaires d'immeubles ravalés et qu'ils puissent ainsi bénéficier des mêmes mesures fiscales. Il lui demande donc quelles mesures il envisage pour permettre une équité fiscale dans ce domaine.

Impôts (humanisation des poursuites).

25644. — 1^{er} août 1972. — M. Volquin demande à M. le ministre de l'économie et des finances, à la suite des propositions qui lui ont été remises récemment par la commission chargée d'étudier l'humanisation des poursuites exercées pour le recouvrement de l'impôt, quelles décisions seront prises par ses soins et dans quels délais.

I.R.P.P. - B.N.C.
(Revenus des professions libérales déclarés par des tiers).

25645. — 1^{er} août 1972. — M. Volquin demande à M. le ministre de l'économie et des finances les raisons pour lesquelles le Gouvernement n'a pas déposé, malgré la volonté exprimée par le Parlement, le projet de loi tendant à instituer, pour les professions libérales, un régime fiscal intéressant les revenus déclarés par les tiers, fondé sur la connaissance réelle que l'administration a de ces revenus, en même temps que les intentions du Gouvernement, à ce propos, pour le prochain budget.

Invalides civils (I.R.P.P.).

25648. — 1^{er} août 1972. — M. Bécam demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il peut lui préciser les raisons pour lesquelles les invalides civils titulaires de la carte d'invalidité

permanente à 100 p. 100 ne sont pas exonérés de l'impôt sur le revenu des personnes physiques au même titre que les invalides accidentés du travail ou militaires. Il suggère qu'une compensation identique leur soit accordée dès 1973, qui tienne ainsi compte de leur handicap.

I. R. P. P.-B. I. C. (déduction pour dépréciation de stock).

25657. — 2 août 1972. — M. Dassié expose à M. le ministre de l'économie et des finances que les professionnels de l'automobile conservent souvent en stock des pièces détachées périmées, et que les services fiscaux adoptent des positions différentes, selon les secteurs, en ce qui concerne les provisions concrétisant la dépréciation de ces stocks. L'administration avait toujours admis, notamment dans une circulaire du 28 février 1953 (n° 2281, § 91), que les entreprises sont moralement obligées de conserver les pièces détachées afférentes à des modèles qui ne sont plus construits. Tous les constructeurs, et la plupart des professionnels de l'automobile, adaptant à leur cas particulier la tolérance administrative, avaient donc pris l'habitude, selon des critères divers, de ventiler le stock de leurs pièces détachées en trois masses : le stock vif, le stock dormant, le stock mort. Plus récemment, mais seulement dans certains secteurs, les services fiscaux tendent à contester également la déductibilité des provisions pour dépréciation du « stock mort ». Ils prennent pour prétexte l'interprétation d'un arrêté du Conseil d'Etat du 10 juillet 1968 (requêtes n° 70533 et 70534). Toutes les fois qu'une provision pour dépréciation d'un « stock mort » reste dans les limites raisonnables de cette constatation de fait, il semble qu'elle devrait être considérée comme régulièrement déductible des bénéfices imposables puisque « constituée en vue de faire face à des pertes nettement précisées et que des événements en cours rendent probables et non pas seulement éventuelles ». Il lui demande si tel est bien son avis. Il lui demande en outre si des modalités d'homogénéisation ne pourraient pas être précisées et recommandées réglementairement en la matière, afin d'éviter des divergences d'interprétation entre les services appelés à en connaître.

Pensions de retraite civiles et militaires (liquidation accélérée, paiement mensuel).

25664. — 2 août 1972. — M. Boudon expose à M. le ministre de l'économie et des finances que de nombreux employés du secteur public connaissent d'importantes difficultés matérielles au moment de leur mise à la retraite. Outre le délai de liquidation de leur pension, les intéressés ont à subir un changement du rythme de versement de leurs revenus puisqu'à un traitement mensuel se substitue une retraite payée trimestriellement. Cette rupture de rythme entraîne pour les retraités des problèmes à la fois d'ordre pécuniaire et d'ordre psychologique car, après avoir durant toute leur carrière organisé leur budget selon le rythme mensuel de versement de leur traitement, les intéressés doivent, à un âge où les facultés d'adaptation tendent à diminuer, réorganiser leur budget selon le rythme trimestriel. Il s'ensuit un traumatisme psychologique entraînant, chez des personnes âgées où la peur de manquer apparaît fréquemment, un sentiment d'insécurité qui engendre l'angoisse. Compte tenu de ces observations, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour : 1° obtenir une réduction des délais de liquidation des pensions ; 2° appuyer les initiatives parlementaires tendant à promouvoir le paiement mensuel des pensions et retraites.

Impôt sur les sociétés (déclaration de bénéfices en cas de fusion).

25667. — 2 août 1972. — M. Habib-Deloncle attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la situation des entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés et qui doivent cesser leurs activités pour cause de fusion. Alors que dans le cas général (art. 223-1 du code général des impôts) les sociétés sont tenues de souscrire la déclaration de leur bénéfice ou de leur déficit dans les trois mois suivant la clôture de l'exercice, en l'espèce, la société absorbée doit fournir à l'inspecteur, dans un délai de dix jours, la déclaration de son bénéfice (art. 201-3 du code général des impôts). Dans la plupart des cas, étant dans l'impossibilité d'établir ces résultats dans le délai fixé, la société absorbée adresse à l'inspecteur une déclaration pro-forma à la suite de laquelle il lui est généralement accordé un délai pour déclarer son bénéfice réel arrêté au dernier jour d'activité. L'ensemble de la procédure avoisine ainsi la durée de trois mois. La société absorbante est en outre responsable de l'actif et du passif de la société absorbée et, par conséquent, de l'acquittement de l'impôt sur les bénéfices, dû par la société absorbée et dispose

pour établir bilans et comptes, de trois mois. Il lui demande s'il ne serait pas souhaitable, afin d'éviter une procédure plus complexe, d'aligner le régime de la société absorbée par fusion, sur le régime normal et de lui accorder trois mois pour établir bilans, comptes d'exploitation et comptes de pertes et profits.

Intéressement des travailleurs (provision pour investissement en franchise d'impôt).

25668. — 2 août 1972. — M. Habib-Deloncle attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la situation des entreprises placées sous le régime de la participation des salariés aux fruits de l'expansion qui peuvent de ce fait constituer en franchise d'impôt à la clôture de chaque exercice une provision pour investissement d'un montant égal à celui des sommes portées à la réserve spéciale de participation au cours du même exercice (ordonnance n° 67-693 du 17 août 1967; art. 8 et 11, 3° alinéa; loi n° 68-1172 du 27 décembre 1968, art. 62). Cette provision est rapportée au bénéfice imposable si elle n'est pas utilisée dans le délai d'un an à l'acquisition ou à la création d'immobilisation. Or, il peut se produire qu'une entreprise ait effectué, au titre d'un exercice donné des investissements dépassant le montant prescrit par la loi et, par exemple, l'année suivante des investissements inférieurs à ce montant. Il lui demande s'il ne pourrait être envisagé, en analogie avec le régime de « la participation de 1 p. 100 des employeurs à la construction », d'autoriser que la partie excédentaire puisse être imputée sur les investissements à effectuer au titre de l'exercice suivant et ainsi de suite jusqu'à épuisement, ce qui serait conforme à l'esprit de la loi et qui permettrait d'éviter un découpage arbitraire des investissements au fil des exercices pour ne pas perdre les avantages offerts par la loi.

Rentes viagères (revalorisation).

25670. — 2 août 1972. — M. Sanglier fait part à M. le ministre de l'économie et des finances du sentiment d'amertume qu'éprouvent nombre de rentiers viagers des secteurs public et privé, en constatant que les arrérages qu'ils perçoivent sont constamment dévalorisés par l'élévation du coût de la vie. Certes, des majorations interviennent à la faveur du vote de certaines lois de finances mais en raison, d'une part, de leur espacement et, d'autre part, de la modicité de leurs taux, elles ne parviennent pas à compenser la dégradation du pouvoir d'achat que l'érosion monétaire cause aux rentiers viagers. Ceux-ci se trouvent, par conséquent, placés dans une situation de plus en plus difficile et leurs inquiétudes ont été dernièrement accrues par l'annonce que les rentes viagères ne feraient l'objet d'aucune revalorisation au titre de la loi de finances pour 1973. Si quelque crédit devait être accordé à cette information, le malaise précédemment évoqué en serait grandement aggravé. Il serait donc heureux d'apprendre que des majorations sont prévues à compter du 1^{er} janvier 1973 et que des dispositions seront prises afin qu'elles portent les rentes viagères à un niveau réellement compatible avec l'évolution de l'indice des prix.

T. V. A. (crédit T. V. A.).

25675. — 2 août 1972. — M. Marc Jacquet expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'aux termes de l'article 9 du décret n° 72-102 du 4 février 1972, lorsqu'un assujéti à la taxe sur la valeur ajoutée perd cette qualité ou cesse son activité, le crédit de taxe dont il dispose peut faire l'objet d'un remboursement pour son montant total. D'autre part, une instruction administrative n° 3 D-1223 du 15 décembre 1969 dispose que le redevable qui fait l'objet d'un redressement peut délivrer à son client une facture rectificative portant régularisation de la T. V. A. Ce dernier est alors autorisé à opérer la déduction du complément de taxe jusqu'au 31 décembre de l'année qui suit celle de la facturation rectificative. Il lui demande si une entreprise qui a cessé définitivement son activité antérieurement au 1^{er} janvier 1972, et qui reçoit actuellement de son fournisseur la facture rectificative prévue par l'instruction administrative visée ci-dessus, est fondée à demander le remboursement de la taxe figurant sur cette facture rectificative dans le cadre des dispositions du décret du 4 février 1972.

Rentes viagères (I. R. P. P.).

25676. — 2 août 1972. — M. Marc Jacquet signale à l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances les problèmes posés par le système d'imposition des arrérages de rentes viagères constituées à titre onéreux. Après avoir rappelé que ces arrérages sont

retenus seulement pour une fraction de leur montant (allant de 30 p. 100 à 80 p. 100), une réponse ministérielle récente (n° 23029, Débats Assemblée nationale du 15 juin 1972, p. 2492) précise : « Ce régime atténué d'imposition a pour objet de tenir compte du fait que les rentes viagères constituées à titre onéreux correspondent pour partie à un amortissement du capital aliéné. Il comporte également l'abattement de 20 p. 100 et la réduction d'impôt de trois points comme en matière de salaires ». Il semble donc résulter du terme « également » figurant dans cette réponse que l'imposition desdits arrérages comporte une superposition, d'une part, des abattements correspondant à la taxation de la partie des arrérages qui est seule représentative d'un revenu, d'autre part, de l'abattement de 20 p. 100 constituant l'avantage actuellement accordé à certains revenus (salaires, pensions) intégralement déclarés par les tiers. Il lui demande : 1° si cette interprétation est bien exacte ; 2° en cas de réponse négative si, dans le cadre du projet de loi tendant à faire bénéficier de l'abattement de 20 p. 100, réservé jusqu'à présent aux salaires et pensions, d'autres revenus non salariaux intégralement déclarés par les tiers, il ne lui paraît pas logique et équitable d'accorder le bénéfice de cette mesure aux arrérages de rentes viagères constituées à titre onéreux. En effet, le fait de ne retenir ces arrérages que pour une partie de leur montant, allant de 30 p. 100 à 80 p. 100, ne constitue pas un avantage de taxation, mais a simplement pour objet de ne faire état, dans les bases imposables, que de la partie de ces arrérages qui constitue fiscalement un revenu, à l'exclusion de la fraction représentant la récupération du capital aliéné. Il n'y aurait donc pas double emploi à appliquer à cette fraction l'abattement de 20 p. 100 prévu pour les revenus dont la connaissance par l'administration est certaine. Par ailleurs, puisque la partie représentative d'un revenu ne peut pas être assimilée à un produit de placement à revenu fixe susceptible à ce titre de bénéficier du prélèvement libératoire de 25 p. 100 (réponse n° 21517, Débats Assemblée nationale du 25 mars 1972, p. 690) il serait illogique d'invoquer le fait que ces arrérages auraient le caractère d'un produit du capital, et non d'un fruit du travail, pour refuser également aux titulaires de ces arrérages le bénéfice de l'extension de l'abattement de 20 p. 100 susvisé aux revenus non salariaux intégralement déclarés par des tiers (condition qui est bien remplie, dès lors que le montant brut de ces arrérages est soumis obligatoirement à déclaration de la part du débirentier en vertu de l'article 88 C. G. I. et que, le problème des charges déductibles n'existant pas, l'administration fiscale ne peut pas faire valoir qu'elle est certaine seulement du montant des recettes et non du revenu net).

*Impôts sur les sociétés
(exploitation des droits de la propriété industrielle).*

25677. — 3 août 1972. — M. Missoffe expose à M. le ministre de l'économie et des finances que l'article 10 de la loi n° 65-568 du 12 juillet 1965 a assimilé à des plus-values à long terme certains produits de l'exploitation des droits de la propriété industrielle qui font partie de l'actif immobilisé de l'entreprise (art. 39 ter de la C. G. I.). L'article 42 de la loi du 29 décembre 1971 (loi de finances pour 1972) a cependant cherché à mettre fin aux risques d'application abusive du régime à l'intérieur d'un même groupe d'entreprises en excluant du régime de faveur les redevances versées par une société d'exploitation française à une société titulaire du droit concédé avec laquelle existent des liens de dépendance. Il lui demande s'il peut lui confirmer qu'en l'absence de participations réciproques directes et indirectes entre deux sociétés, de tout lien entre chacune d'elles et une tierce entreprise, et d'administrateurs ou dirigeants communs, et compte tenu des termes de la loi, qui vise les participations directes ou indirectes par l'intermédiaire d'entreprises, le fait pour chacune des sociétés d'avoir comme actionnaires majoritaires un même groupe de personnes physiques n'établit pas entre les deux sociétés les liens de dépendance prévus par les dispositions ci-dessus rappelées.

Etat civil (fiches d').

25616. — 29 juillet 1972. — M. Lebas rappelle à M. le ministre de la justice la question écrite de M. Charret (n° 17203) par laquelle celui-ci demandait que les fiches d'état civil établies à partir du livret de famille portent uniquement mention des prénoms et nom de l'enfant tels qu'ils résultent des énonciations de naissance et sans qu'y figure la filiation de cet enfant. Il est en effet préférable que ces fiches d'état civil ne mentionnent pas les filiations illégitimes. En réponse à cette question (*Journal officiel*, Débats A. N. n° 71 du 21 août 1971, p. 3954) il disait que la préoccupation faisant l'objet de cette question n'avait pas échappé à la cham-

cellerie et qu'il était envisagé de réformer le décret du 26 septembre 1953 afin de permettre l'établissement de ces fiches d'état civil non seulement sur présentation du livret de famille ou d'un extrait de naissance même sans indication de la filiation mais aussi sur la production d'une carte nationale d'identité en cours de validité. Il lui demande à quelle conclusion ont abouti les études en cause et si la mesure envisagée doit intervenir à bref délai.

Justice (tribunal d'Evry-Corbell [Essonne]).

25678. — 3 août 1972. — M. Boscher rappelle à M. le ministre de la justice la situation préoccupante du tribunal d'Evry-Corbell (Essonne). L'augmentation de la population du département d'environ 6 p. 100 par an depuis dix ans, se traduit par l'accroissement parallèle des affaires judiciaires, aussi bien pénales que civiles. C'est ainsi que les infractions constatées sont passées de 93.000 à 134.000 entre 1969 et 1971 ; pendant ce même délai, les décisions de justice n'ont vu leur nombre augmenter que de 12 p. 100, traduisant le véritable engorgement de ce tribunal. Aussi bien les magistrats que le personnel administratif travaillent dans des conditions déplorables, entassés dans des locaux exigus, eux-mêmes écartés les uns des autres de quelque trois kilomètres. Il lui demande s'il peut confirmer la date de démarrage de la construction du nouveau palais de justice d'Evry et si, comme cela est indispensable, cette construction comprendra dans le même temps, à la fois les salles d'audience et les locaux de bureaux, l'écartèlement des uns et des autres entre Evry et Corbell ne pouvant subsister, sauf à compromettre la bonne marche de l'administration de la justice. Il lui demande en outre quel plan de financement est prévu pour la réalisation de ces constructions.

*Handicapés (décret d'application de la loi n° 71-563
du 13 juillet 1971).*

25628. — 29 juillet 1972. — M. Philibert appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique sur le cas d'un instituteur en retraite de son département qui supporte la charge d'un fils handicapé affilié à l'assurance volontaire pour lequel il doit payer 323 francs de cotisation par trimestre, ce qui représente une dépense importante eu égard aux faibles ressources de l'intéressé. La loi n° 71-563 du 13 juillet 1971 prévoit que les handicapés adultes pourront bénéficier automatiquement de l'assurance maladie et cela sans condition de ressources, puisque le revenu pris en compte est celui du handicapé lui-même et non plus celui de ses parents. Il lui demande si les décrets d'application de la loi sont entrés en vigueur et si ce problème particulier va trouver enfin une juste solution.

Hôpitaux psychiatriques (malades mentaux assistés totaux).

25669. — 2 août 1972. — M. Macquet appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique sur la situation particulièrement préoccupante des malades mentaux assistés totaux hébergés en hospice ou dans des hôpitaux psychiatriques, qui, ne pouvant travailler, ne touchent aucun pécule et sont exclus du bénéfice de l'allocation mensuelle aux assistés médicaux totaux prévue par le décret n° 54-592 du 30 novembre 1954, de même qu'ils sont également exclus de l'attribution du minimum d'argent de poche, fixé actuellement à 50 francs par mois par le décret n° 71-1 du 4 janvier 1971. Ces malades connaissent une situation de dénuement extrême, et pour faire face à des besoins de première nécessité ils font souvent appel à la générosité d'amis et de parents, qui ne peuvent les prendre en charge d'une manière permanente. Il lui demande s'il peut envisager l'attribution à ces malades dignes d'intérêt de l'allocation mensuelle des assistés médicaux totaux ou à défaut de l'allocation minimum d'argent de poche.

R. A. T. P. (personnes âgées).

25599. — 28 juillet 1972. — M. Nungesser demande à M. le ministre des transports s'il ne serait pas possible d'envisager d'accorder des tarifs réduits aux personnes âgées empruntant les lignes de métro et d'autobus en dehors des heures de pointe. Une telle solution n'entraînerait qu'un minimum de pertes de recettes pour la R. A. T. P. dont les voitures sont en partie inoccupées hors des heures de pointe et un maximum d'avantages pour les bénéficiaires, l'intérêt tarifaire s'ajoutant alors au privilège de meilleures conditions de transports.

Sécurité routière (extincteurs).

25615. — 29 juillet 1972. — M. Habib-Defoncle appelle l'attention de M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme, sur les suites tragiques que peuvent comporter certains accidents de la route lorsque conducteurs ou passagers ne peuvent être secourus, faute de présence d'un extincteur dans le véhicule accidenté ou dans ceux qui se trouvent à proximité. Il lui demande s'il n'y aurait pas lieu, pour écarter de telles suites, de prévoir obligatoirement dans tous les véhicules privés, comme cela est la règle pour les transports publics, la présence, à portée de la main du conducteur, d'un extincteur de marque agréée pouvant être saisi et mis en action immédiatement à la moindre alerte, et permettant de porter sur-le-champ secours aux passagers en danger de tout véhicule rencontré en flammes sur la route. Il fait observer que cette obligation pourrait améliorer la statistique des accidents corporels aussi bien que matériels, réglés par les compagnies d'assurances, et entraîner une amélioration de leurs résultats dont les assurés deviendraient les bénéficiaires.

**LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES
auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai
supplémentaire d'un mois suivant le premier rappel.**

(Application de l'article 139 (alinéas 4 et 6) du règlement.)

Syndicats (O. R. T. F.).

24455. — 30 mai 1972. — M. Destremau expose à M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) que certaines centrales syndicales ont la possibilité de faire connaître leur position sur divers problèmes au cours d'émissions faites à la radio et à la télévision française alors que d'autres, et notamment la C. F. T. C., ne disposent jamais du moindre temps d'antenne. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour que toutes les centrales syndicales représentatives puissent s'exprimer à l'O. R. T. F.

Interdictions de séjour.

24477. — 30 mai 1972. — M. Michel Rocard s'étonne auprès de M. le Premier ministre de ce que celui-ci, pour la deuxième fois, ait chargé le ministre de l'intérieur de répondre à sa place à des questions concernant la politique systématique de répression pratiquée par le Gouvernement français à l'égard de démocrates étrangers. (Question n° 23045, *Journal officiel* du 6 mai 1972.) En conséquence, il lui demande : 1° si M. le Premier ministre reprend à son compte les termes du ministre de l'intérieur, ou bien s'il refuse de répondre à cause de son désaccord avec les diverses mesures d'expulsions ou d'interdictions de séjour prises par le ministère de l'intérieur ; 2° quelles sont précisément les « activités subversives » que le prêtre Mauricien récemment expulsé en direction des prisons de son pays avait déployées au cours de son séjour à la Réunion ; 3° de quelle manière exactement ce prêtre « s'est départi de la neutralité politique » au cours de son séjour à Lyon, à moins que l'aide apportée à la communauté réunionnaise du Rhône soit considérée comme un délit, dans la grande misère que connaît cette communauté immigrée, comme l'ont reconnu l'église catholique et les tribunaux de Lyon ; 4° si un parlementaire étranger n'a pas le droit d'exposer librement son point de vue en France, comme cela semble être le cas pour le député d'Irlande du Nord, interdite de séjour, lorsqu'il « prône l'usage de la violence » et dans ces conditions, comment expliquer que le Gouvernement n'ait pas jugé bon d'intervenir lorsque des représentants du parti néo-nazi allemand et du parti néo-fasciste italien, qui n'étaient pas députés, sont intervenus sans être inquiétés au cours d'un meeting tenu à Paris sous la protection de la police et organisé par le groupuscule d'extrême-droite Ordre nouveau ; 5° si le Gouvernement considère que, dans le passé ou aujourd'hui, le mouvement populaire d'Irlande du Nord a constitué ou constitue un danger plus grand pour la France que le nazisme et le fascisme, comme cela semble découler de son attitude ; 6° si le Gouvernement français estime que le Gouvernement britannique aurait dû expulser de son territoire un général français, Charles de Gaulle, lorsque ce dernier « prônait l'usage de la violence » contre le Gouvernement en place en France, à partir de juin 1940 et jusqu'en 1944.

Ecole de laiterie.

24480. — 30 mai 1972. — M. Robert Fabre expose à M. le ministre de l'éducation nationale que l'école de laiterie de Nancy, créée en 1905, a, depuis lors, constamment rempli sa mission de formation d'ingénieurs et cadres pour les industries laitières et connexes et de promotion sociale du personnel des entreprises laitières. Englobée aujourd'hui dans l'école nationale supérieure d'agronomie et des industries alimentaires (E. N. S. A. I. A.), l'école de laiterie, devenue une simple spécialisation de troisième année, ne dispensera plus un enseignement spécifiquement laitier. Le résultat pratique sera d'interdire l'accès de la spécialisation laitière à des étudiants issus de formations variées et de s'opposer aux chances de promotion de personnes engagées dans la vie professionnelle ; au-delà, de priver l'industrie laitière de dirigeants et cadres d'une parfaite compétence. Il lui demande donc s'il n'est pas possible d'envisager la restitution de la qualité d'U. E. R. à l'école de laiterie de Nancy, de préférence sous forme autonome (chap. 1^{er} du décret n° 69-930).

Instituteurs (remplaçants).

24503. — 31 mai 1972. — M. Henri Michel appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les problèmes qui se posent aux instituteurs et, en particulier, l'absence de formation des jeunes instituteurs et remplaçants hormis les journées pédagogiques et le stage de quinze jours en début d'année qui ne sauraient constituer une formation véritable ; la non-application de la loi du 8 mai 1951 concernant le passage à l'école normale des instituteurs remplaçants ; le fait que les instituteurs remplaçants constituent une des dernières catégories de salariés à ne pas connaître la mensualisation des traitements. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à des situations qui nuisent à la qualité de l'enseignement, et qui créent chez les jeunes instituteurs un sentiment d'insécurité incompatible avec un exercice correct de leur métier et, en particulier, pour que soient réalisées : la mensualisation de leur traitement ; l'application de la loi du 8 mai 1951 ; la prise en considération des revendications du S. N. I. au sujet de la prime de premier équipement pédagogique ; la création de corps de titulaires remplaçants ou contrepartie de quoi serait recruté un plus grand nombre de jeunes, recevant une formation à l'école normale.

Magasins à grande surface (aide d'une municipalité).

24508. — 31 mai 1972. — M. Jean-Pierre Roux demande à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme s'il lui paraît normal qu'une municipalité puisse confier à une société d'équipement départementale, dont le maire est le président, l'implantation et la construction d'une grande surface de vente à caractère régional et non local, selon la procédure dite de zone à aménagement concerté. Il lui demande en outre s'il lui semble normal que dans ce cas, le maire puisse utiliser la procédure dite d'utilité publique pour acquérir les terrains par voie d'expropriation. Enfin il souhaite savoir si, toujours dans ce cas, le maire a le droit d'aider financièrement la société promotrice en mettant à sa disposition des emprunts contractés auprès des caisses publiques pour financer, par exemple, les acquisitions de terrains nécessaires à cette implantation.

Associations de parents d'élèves.

24512. — 31 mai 1972. — M. Pierre Bas demande à M. le ministre de l'éducation nationale s'il a pris connaissance des propos tenus le dimanche 21 mai par le président d'une fédération d'association des parents d'élèves connue pour ses liens avec le parti communiste. L'intéressé a menacé de peser de tout son poids dans la campagne électorale. On peut s'étonner qu'en démocratie des associations de parents d'élèves s'arrogent des prérogatives qui sont celles des partis et mouvements politiques. En tout état de cause, il convient d'éviter que, par une complaisance de certains syndicats d'enseignants politisés, les enfants ne servent d'innocentes courroies de transmission entre le parti communiste et les parents. Il lui demande donc ce qu'il entend faire pour réprimer la distribution aux enfants à destination de leurs parents de documents ouverts ou sous enveloppes fermées et dont le contenu aurait des résonances ou des intentions politiques comme il y en a malheureusement eu des exemples dans un très proche passé.

Livre (présentation à la télévision).

24513. — 31 mai 1972. — M. Pierre Bas demande à M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) les noms et les titres des ouvrages rédigés par des collaborateurs de la télévision et ayant fait l'objet d'une présentation au public sur l'une ou l'autre ou sur les deux chaînes. Il serait souhaitable d'avoir, pour chaque ouvrage, le temps qui a été consacré à cette présentation.

Presse (concentrations).

24531. — 1^{er} juin 1972. — M. Jean-Pierre Roux appelle l'attention de M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) sur les conflits qui, depuis plusieurs années, ont marqué les rapports entre les journalistes et les propriétaires de certains organes de presse, conflits nés à l'occasion de regroupements, de fusions ou de rachats de journaux. C'est ainsi que des accords conclus entre *Le Provençal* et *Le Méridional-La France* ont donné naissance à un litige encore présent à toutes les mémoires, puisqu'il a entraîné le licenciement d'un certain nombre de journalistes du *Méridional-La France*. Il y a quelques jours un conflit du même ordre s'est élevé lorsqu'un groupe de presse a manifesté son intention de racheter *Paris-Normandie*. Ces difficultés sont la conséquence de la concentration des organes de presse. Dans certaines régions, les fusions qui ont eu lieu tendent à créer un véritable monopole au profit d'un seul journal, ce qui ne permet pas l'expression de la pluralité des opinions qui devrait pouvoir se manifester. Il apparaît comme nécessaire que des dispositions soient prises à cet égard par le Gouvernement. Il souhaiterait savoir si le groupe de travail qui a été constitué à cet effet a terminé ses travaux. Il lui demande, dans l'affirmative, à quelles conclusions il a abouti et quelles mesures pratiques le Gouvernement envisage de prendre pour sauvegarder l'intérêt des journalistes et l'information objective de l'opinion.

Allocation vieillesse des non-salariés agricoles (plafond de ressources).

24573. — 2 juin 1972. — M. Bécem expose à M. le ministre de l'Agriculture et du développement rural qu'un problème d'interprétation apparaît à propos du décret du 26 avril 1968 octroyant aux bénéficiaires de l'indemnité viagère de départ des commodités pour percevoir l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité. En effet, les ressources procurées par l'I. V. D. et les revenus provenant des biens dont la cession a permis d'obtenir l'I. V. D. ne sont pas pris en compte pour le calcul du plafond de ressources au-delà duquel l'allocation supplémentaire se voit réduite, qu'il s'agisse de celle que sollicite le titulaire de l'I. V. D. ou de celle de son conjoint. Ce décret a supprimé également le plafond en ce qui concerne l'allocation « complémentaire » mais le terme d'allocation complémentaire ne convenait plus à l'époque du décret puisque cette allocation a été intégrée dans l'avantage de base appelé Allocation vieillesse des non-salariés agricoles. Le sens du décret paraît donc être de ne point comprendre l'I. V. D. ni les revenus des biens abandonnés par le cessionnaire dans le compte des ressources que l'ont établi avant de servir l'allocation vieillesse du conjoint du bénéficiaire de l'I. V. D. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour qu'une directive ministérielle soit publiée entraînant une application uniforme du décret par les diverses caisses de mutualité sociale agricole.

Charcuterie.

25059. — 27 juin 1972. — M. Bricout demande à M. le ministre de l'Agriculture et du développement rural s'il y a lieu, pour l'application de la loi n° 66-948 du 22 décembre 1968, de considérer les

charcuteries et salaisons comme des « produits de l'abattage » des animaux de boucherie, ou si, au contraire, cette expression ne recouvre que le « cinquième quartier », c'est-à-dire les peaux, les suifs, les abats, les glandes et le sang.

Veuves de déportés et internés.

25060. — 27 juin 1972. — M. Bernard-Reymond expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales qu'en application de l'article L. 332 du code de la sécurité sociale les assurés qui sont anciens déportés ou internés, titulaires de la carte de déporté ou interné de la résistance, ou de la carte de déporté ou interné politique, qui demandent la liquidation de leur pension de vieillesse à un âge compris entre soixante et soixante-cinq ans, bénéficient pour le calcul de leur pension du taux normalement applicable à soixante-cinq ans. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'accorder le même avantage, dans les mêmes conditions, aux veuves de ces catégories de victimes de la guerre.

Centres aérés.

25062. — 27 juin 1972. — M. Jacques Barrot expose à M. le ministre de la santé publique (action sociale et réadaptation) qu'un certain nombre d'associations responsables de centres aérés s'inquiètent des dispositions qui seront prévues dans les décrets d'application de la loi n° 71-1050 du 24 décembre 1971 modifiant les titres II et V du code de la famille et de l'aide sociale et redoutent en particulier que les exigences posées en matière d'encadrement soient telles qu'elles mettent en difficulté la gestion de certains centres existants qui fonctionnent souvent grâce à des aides bénévoles. Il lui demande quelles catégories de personnel sont concernées par cette nouvelle législation et de lui indiquer s'il est bien dans son intention de prévoir des dispositions suffisamment souples pour qu'elles ne risquent pas d'entraver l'action déjà difficile des animateurs bénévoles qui consacrent leur activité aux jeunes dans le cadre des centres aérés.

Education spécialisée (instituts de formation d'éducateurs spécialisés et de moniteurs éducateurs).

25066. — 27 juin 1972. — M. Barberot expose à M. le ministre de la santé publique que les directeurs des instituts de formation d'éducateurs spécialisés et de moniteurs éducateurs se trouvent placés devant des difficultés très sérieuses, par suite de l'insuffisance des subventions qui leur sont octroyées et de l'absence totale de garanties durables de financement. Il semble indispensable, pour remédier à cette situation que, d'une part, un crédit supplémentaire important soit accordé pour 1972 (ce crédit a été évalué à environ 27 millions de francs); et que, d'autre part, les réformes qui avaient été promises en 1970-1971 soient enfin mises en vigueur en vue d'assurer aux instituts de formation un financement régulier correspondant au budget établi au début de l'année scolaire et de faire disparaître la pratique de « l'allocation forfaitaire par élève ». Il lui demande quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre pour résoudre au plus tôt ce problème.

Patente (réduction accordée aux petits commerçants et artisans).

25068. — 27 juin 1972. — M. Griotteray rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que dans le cadre des mesures d'allègement de la patente une réduction de 12 p. 100 a été accordée aux petits commerçants et aux artisans. Or, un certain nombre de commerçants de Maisons-Alfort ont reçu récemment une sommation sans frais les invitant à régler le montant de cette réduction au titre des cotisations de 1971, majoré de 10 p. 100 pour retard. Les services de perception de la commune ne leur ont donné aucune explication. Quelques semaines à peine après que le Gouverne-

ment a fait voter par le Parlement un certain nombre de mesures en faveur des commerçants et artisans, cette sommation ne peut avoir que de fâcheuses incidences psychologiques. Comme il ne peut s'agir en toute vraisemblance que d'une déplorable erreur de l'administration, il lui demande s'il peut faire prendre par ses services toutes les mesures nécessaires pour que la loi soit appliquée.

Taxis (T. V. A. sur les réparations de véhicules).

25070. — 27 juin 1972. — M. Ansquer attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la situation des chauffeurs de taxis, inscrits au répertoire des métiers et soumis au régime du forfait, qui, en cas d'accident, ne peuvent pas récupérer la T. V. A. incluse dans les factures de remise en état de véhicules. Lorsque le montant des travaux de réparation est élevé ou que plusieurs accidents se produisent la même année, la trésorerie de ces artisans se trouve sérieusement déséquilibrée. En conséquence, il lui demande si des dispositions particulières seront prises à brève échéance pour éviter cette surcharge fiscale aux artisans du taxi.

Handicapés et personnes âgées.

25086. — 27 juin 1972. — Mme Vallant-Couturier attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur la situation difficile et parfois dramatique dans laquelle se trouvent les personnes âgées et les handicapés. En effet, ils ne bénéficient pas dans notre pays des moyens matériels et moraux d'existence leur permettant d'avoir la place qu'ils sont en droit de prétendre dans la société. En conséquence, elle lui demande, comme ne cessent de le faire les associations réunies au sein du comité d'entente des aveugles et invalides civils et du comité national de coordination de la vieillesse, quelles mesures il compte prendre pour : 1° que les pensions ou allocations vieillesse ou invalidité ne soient pas inférieures à 80 p. 100 du S. M. I. C. ; 2° une augmentation immédiate de 15 p. 100 des diverses pensions, retraites et allocations ; 3° une véritable solidarité nationale en faveur des handicapés et personnes âgées par une augmentation de la participation de l'Etat ; 4° un remboursement total des dépenses occasionnées par les maladies graves et pour tous les cas d'hospitalisation ; 5° un allègement des impôts qui frappent les personnes âgées et infirmes ; 6° une aide immédiate aux veuves sans ressources suffisantes ; 7° une politique de reclassement professionnel des handicapés dans le cadre du plein emploi.

Emploi (Montreuil (Seine-Saint-Denis)).

25090. — 27 juin 1972. — M. Berthelot attire à nouveau l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur l'aggravation continue de la situation de l'emploi à Saint-Denis. Une nouvelle mesure de licenciement collectif frappe l'entreprise Fabrique-Union, sise 221, avenue du Président-Wilson, où 220 travailleuses et travailleurs sont menacés de chômage. La Société Fabrique-Union, gérante de la Samaritaine, a été avisée dernièrement qu'elle recevrait dans le courant de ce mois un préavis de dénonciation du contrat de gérance avec effet du 31 août 1972, ce secteur de vente par correspondance n'étant pas estimé assez rentable pour la Samaritaine qui investit maintenant dans des magasins périphériques. Il lui demande quelles mesures d'urgence il compte prendre pour mettre un terme aux fermetures d'entreprises à Saint-Denis, et permettre à ces 220 travailleurs de conserver leur emploi.

Elevage (imposition des producteurs de porc).

25091. — 27 juin 1972. — M. Pierre Villon signale à M. le ministre de l'économie et des finances que les producteurs de porcs (naissseurs, naisseurs engraisseurs, engraisseurs) sont en

désaccord absolu avec les propositions de l'administration dans les commissions départementales des impôts directs et taxes pour la fixation du forfait concernant leur culture spécialisée. Ils estiment que les calculs de prix de revient sont sous-estimés alors que les calculs du prix de vente sont surestimés par l'administration de sorte que des éleveurs dont le bilan accuse un déficit seraient lourdement imposés. Il lui demande s'il n'estime pas devoir donner de nouvelles instructions à la commission centrale qui aura à réexaminer ce problème.

Europe : nationalité européenne.

25108. — 27 juin 1972. — M. Cousté expose à M. le ministre des affaires étrangères qu'aux jours sombres de juin 1940 un Gouvernement allié peu suspect de vouloir aliéner la souveraineté et l'indépendance d'une nation dont la résistance à l'agression fut un exemple pour le monde libre n'hésita pas à proposer à la France une union concrétisée par la double nationalité. Il lui demande si, pour contribuer à associer les peuples et la jeunesse à l'édification d'une Europe confédérale, respectant l'identité et le particularisme des nations, mais néanmoins animée par la conscience de l'appartenance à une même communauté, le Gouvernement français ne devrait pas prendre l'initiative de proposer à nos partenaires l'adoption du principe d'une double nationalité, le conseil des ministres ayant évidemment la responsabilité de tirer progressivement les conséquences pratiques d'une « nationalité européenne » qui pourrait toutefois trouver sa traduction rapide, par exemple, dans la délivrance d'une carte d'identité et d'un passeport communautaire.

Coopératives d'utilisation de matériel agricole (T. V. A.).

25122. — 28 juin 1972. — M. Barberot rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que, conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi n° 71-1025 du 24 décembre 1971, les acquisitions de matériel agricole réalisées par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées (C. U. M. A.) bénéficient des dispositions du décret n° 72-102 du 4 février 1972 relatif au remboursement des crédits de taxe sur la valeur ajoutée déductible. Malheureusement, ce remboursement présente un caractère très limité, notamment en ce qui concerne les C. U. M. A. ayant opté pour l'assujettissement à la T. V. A. antérieurement à 1972 et qui disposent d'un excédent de taxes déductibles très important, dont la plus grande partie ne sera pas remboursée et ne pourra être imputée. Il lui demande si, étant donné le rôle extrêmement utile que jouent les C. U. M. A. dans l'aménagement rural et l'aide très précieuse qu'elles apportent au développement des exploitations agricoles, il ne serait pas possible d'accorder à celles d'entre elles qui disposent d'un excédent de taxes déductibles correspondant aux années antérieures à 1972 la possibilité d'obtenir le remboursement total de ce crédit ancien.

Etablissements scolaires (Tunisie).

25123. — 28 juin 1972. — M. Barberot expose à M. le ministre des affaires étrangères que la décision relative à l'instauration d'un droit d'écolage pour les élèves fréquentant les établissements de la section culturelle de Tunisie, à partir de la rentrée 1972, a soulevé une émotion bien légitime parmi les familles de ces enfants. Il lui demande : 1° quelles raisons sont à l'origine d'une telle mesure qui porte gravement atteinte au principe de la gratuité de l'enseignement public jusqu'alors appliqué en Tunisie et qui a pour conséquence d'établir une discrimination regrettable, fondée sur la situation sociale des familles, entre les enfants susceptibles de fréquenter les établissements de la section culturelle ; 2° s'il n'envisage pas de reviser cette décision.

Assurances sociales (coordination des régimes).

25129. — 28 juin 1972. — **M. Poirier** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** sur la situation au regard des prestations sociales de certains ménages dont le mari est assujéti à un régime moins avantageux que celui de la femme. Il lui demande si, dans un tel cas, il n'envisage pas de permettre une option en faveur du régime le plus favorable au lieu d'imposer l'assujétissement au régime du chef de famille, au besoin en exigeant le versement des cotisations correspondantes.

Prestations familiales (non-salariés).

25132. — 28 juin 1972. — **M. de Montesquou** expose à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** qu'après avoir réalisé l'alignement des régimes d'assurance vieillesse des professions artisanales, industrielles et commerciales sur le régime général de sécurité sociale, il est profondément souhaitable que soit établie la parité entre les prestations familiales servies aux allocataires non salariés et celles dont bénéficient les salariés. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour que cette parité soit réalisée dans un avenir prochain.

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (ascendants des victimes civiles).

25133. — 28 juin 1972. — **M. Durieux** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'augmentation générale des revenus, des retraites publiques et privées et des diverses prestations d'ordre social entraîne la suppression de la pension servie aux ascendants des victimes civiles de la guerre, car les intéressés dépassent le plafond des ressources prévu par la législation. Il lui demande s'il n'estime pas désirable : 1° que ce plafond soit relevé en fonction de l'augmentation du coût de la vie ; 2° que les demandes de reversement de trop perçu présentées par les trésoreries-paieries soient suspendues en attendant l'adoption de la mesure susindiquée.

Enseignement privé (congé de maternité des enseignants).

25138. — 28 juin 1972. — **M. Michel Jacquet** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** sur la situation des agents féminins contractuels ou agréés enseignant dans les écoles privées placées sous le régime du contrat d'association ou du contrat simple et bénéficiant d'un congé de maternité. Il lui précise que ces personnels sont affiliés au régime général de la sécurité sociale comme les maîtres auxiliaires de l'enseignement public et que ces derniers bénéficient, en raison de leur statut défini par le décret n° 62-379 du 3 avril 1962, des dispositions d'une circulaire du 12 avril 1963 accordant aux agents féminins en congé de maternité certains assouplissements, en particulier le report en congé post-natal des six semaines de congé pré-natal. Il lui rappelle qu'une circulaire du 16 novembre 1964 a ouvert le droit à congé pour maladie et maternité aux maîtres et maîtresses contractuels et agréés de l'Etat dans le cadre de la loi scolaire du 31 décembre 1959 modifiée par la loi du 1^{er} juin 1972 et lui souligne que cette circulaire ne prévoit pas la possibilité d'accorder les assouplissements susvisés. Il lui demande s'il n'estime pas indispensable d'étendre par décret l'extension de cet avantage aux contractuels et agréés de l'Etat, étant à ce sujet précisé que le ministre de l'éducation nationale a donné un avis favorable à une telle extension.

Pensions de retraite (âge de la retraite).

25146. — 29 juin 1972. — **M. Capelle** demande à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** s'il peut lui faire connaître en ce qui concerne le régime général de sécurité sociale le

montant total des retraites actuellement accordées aux assurés dont l'âge est compris entre soixante et soixante-cinq ans. Les dispositions de la loi n° 71-1132 du 31 décembre 1971 portant amélioration des pensions de vieillesse du régime général de sécurité sociale et du régime des travailleurs salariés agricoles auront pour effet d'accorder, à partir de 1975, aux salariés qui prennent leur retraite à soixante-trois ans une pension égale à celle qu'ils percevaient antérieurement à soixante-cinq ans. Il lui demande également quelle dépense supplémentaire résulterait pour le régime général de sécurité sociale de l'abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans servie au taux de 40 p. 100 à tous les salariés.

Grève (services publics).

25147. — 29 juin 1972. — **M. Capelle** expose à **M. le ministre du développement industriel et scientifique** que l'émission télévisée consacrée par l'O. R. T. F. à la grève du 7 juin dernier organisée par la C. G. T. a fait état du fait que les organisateurs n'avaient pas voulu aller jusqu'au bout de la grève en n'arrêtant pas la distribution du gaz et de l'électricité. Le débat n'a pas souligné le fait que la coupure du courant électrique et l'arrêt de la distribution du gaz ne sont pas des actes de grève à proprement parler mais un acte de désorganisation des services publics tout à fait injustifiable. Lorsqu'un agent d'E. D. F.-G. D. F. refuse de se rendre à son travail, il accomplit un acte de grève ; s'il profite de sa fonction pour interrompre la distribution du gaz ou de l'électricité il s'oppose au fonctionnement d'un service public. La confusion entre ces deux modes d'action ne manque pas de créer dans la population un climat d'irritation préjudiciable au droit de grève lui-même qui constitue un recours suprême des travailleurs. Afin de mieux préserver le droit de grève, il importe que ses limites soient définies et respectées, c'est pourquoi il lui demande quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre pour éviter qu'à l'avenir et sous le couvert de la grève il soit possible de substituer à l'interruption légitime du travail une atteinte au fonctionnement d'un service public.

Successions (droits de : octif net).

25148. — 29 juin 1972. — **M. Antoine Caill** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** les faits suivants : une personne est décédée, laissant un actif brut d'un montant de 16.000 francs, comprenant notamment une petite propriété, évaluée avec son mobilier à 9.770 francs, qui a été léguée à une cousine. Il existe en outre un livret de caisse d'épargne, un compte bancaire, ainsi que deux petites pièces de terre d'une valeur de 2.090 francs, recueillis par un oncle, les héritiers de l'autre branche, des cousins, ayant renoncé. Il existe un passif ordinaire de 1.200 francs, mais la préfecture a mis en recouvrement une créance d'un montant de 11.500 francs pour sommes versées à la défunte au titre de l'aide médicale à domicile et de l'aide sociale aux grands infirmes. Ce passif est régulièrement justifié et admis en déduction sur la part revenant à l'héritier, qui n'est donc redevable d'aucun droit de successions, mais le service des impôts refuse d'imputer le complément sur le montant du legs particulier. Cette manière de faire aboutirait, si elle était maintenue, à taxer à 55 p. 100 un actif inexistant de l'ordre de 6.000 francs, en sorte que le montant cumulé du passif et des droits de succession excéderait l'actif brut de succession. Ceci exposé, il lui demande s'il peut lui confirmer que les droits ne peuvent porter que sur l'actif net déclaré, conformément à l'avis du Conseil d'Etat du 10 septembre 1808, au jugement de Chaumont du 16 mai 1953 et à l'arrêt de la Cour de cassation du 7 juillet 1856, et que, par suite, la fraction du passif excédant la part de l'héritier est déductible du montant du legs particulier.

Prestations familiales (non-salariés).

25152. — 29 juin 1972. — **M. Radius** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** sur la différence existant entre le montant des prestations pour allocations fami-

liales perçues par les salariés et assimilés, d'une part, et par les travailleurs indépendants (artisans, commerçants, etc.), d'autre part. Ces derniers perçoivent des prestations d'un montant légèrement inférieur. Il lui demande s'il envisage d'établir une parité dans ce domaine et, dans la négative, les raisons qui s'opposent à sa réalisation.

Magistrats (obligation de réserve).

25160. — 29 juin 1972. — M. Carpentier demande à M. le ministre de la justice : 1° si le moment ne lui paraît pas venu de revoir et de définir à nouveau l'interdiction qui est faite aux magistrats de toute manifestation ou de toute démonstration de nature politique incompatible avec la réserve que leur imposent leurs fonctions, ceci pour tenir compte de l'état actuel de la société et particulièrement des appels pressants des autorités à la participation et à la concertation, en considérant encore que les magistrats, par les enseignements, que leur apporte l'exercice de leur profession, ont une expérience particulière et privilégiée quant à la législation largement entendue et sont spécialement en mesure de juger de son utilité, de son efficacité, de ses incidences ou de ses dangers comme des réformes qu'elle peut mériter, et ont, semble-t-il, le devoir de faire profiter la cité de cette expérience pour que les institutions soient améliorées, et ce, pour obéir précisément aux appels susvisés ; 2° si les termes de la circulaire du 29 décembre 1952, qui semble la dernière en date se rapportant à cette obligation de réserve, lui paraissent toujours adéquats, ou s'ils ne mériteraient pas d'être modifiés, complétés ou précisés quant à la définition des possibilités d'expression ou d'action des magistrats dans le domaine politique largement entendu, l'analyse critique des lois et des institutions et les efforts à faire pour les améliorer appartenant notamment, par définition, au domaine politique ; 3° si, compte tenu des multiples formes sous lesquelles les magistrats sont susceptibles de s'exprimer à l'heure actuelle, soit en tant que simples citoyens, soit au sein de groupements ou par le truchement de ceux-ci (associations, syndicats, amicales, groupes d'étude, etc.), soit dans l'exercice de leurs fonctions, soit encore en raison de possibilités qui leur sont spécialement réservées par les textes, et des moyens d'expression dont ils peuvent disposer (presse, livre, radio, télévision), il ne conviendrait pas de définir, dans l'intérêt commun, ce que pourrait être une doctrine cohérente acceptable et utilisable par tous en la matière, en considération de ses multiples modalités d'expression et des droits et devoirs à considérer et à préserver, la jurisprudence intervenue pour l'application des textes statutaires en cause, d'ailleurs laconiques et ambigus, étant infime.

Musées nationaux (personnels).

25172. — 29 juin 1972. — M. Ducoloné attire l'attention de M. le ministre des affaires culturelles sur les revendications des personnels de surveillance, ouvriers professionnels, administratifs, conservateurs, restaurateurs des musées nationaux, à savoir : 1° l'application du décret pour le déblocage des 68 postes de brigadiers et 18 postes de surveillants en compensation du rejet du statut de la surveillance par la fonction publique et les finances, ce statut avait été approuvé par l'ensemble des représentants du comité technique paritaire de la direction des musées de France et des personnels ainsi que du ministère des affaires culturelles ; 2° le décret d'application du statut du 2 août 1961, pour les ouvriers professionnels des musées nationaux et des archives nationales, seuls personnels de la fonction publique n'en bénéficiant pas depuis 1961 ; 3° le statut des personnels de la Réunion des musées nationaux, services commerciaux (ces personnels sans statut particulier n'ont ni comités techniques paritaires, ni comités d'entreprises car ils ne réfèrent ni du privé, ni de la fonction publique) et se trouvent ainsi dans une situation plus que critique ;

4° le reclassement de la catégorie « B » dans l'échelle « B type ». Solidaire de ces revendications, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour les satisfaire dans les meilleurs délais.

Handicapés : école de rééducation professionnelle de Saint-Maurice.

25176. — 29 juin 1972. — Mme Vallent-Couturier attire l'attention de M. le ministre de la santé publique sur l'inquiétude de la direction et de l'ensemble du personnel de l'école de rééducation professionnelle de Saint-Maurice. L'école est actuellement à la disposition de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre, en application d'une convention d'échanges passée avec le ministère de la santé, convention qui expire le 25 septembre 1974. Il semblerait qu'à l'expiration de cet accord, l'établissement soit destiné à des utilisations nouvelles, voire à des transformations radicales. Depuis 1930, l'office national a installé dans ces locaux un centre de rééducation professionnelle. La qualité des installations de ce centre, la valeur de son enseignement sont reconnues. Les succès aux examens (C.A.P. et B.E.P. de l'enseignement technique) ont été, pour la période 1960-1970, de l'ordre de 80 p. 100 et les stagiaires ont toujours trouvé du travail à leur sortie. Par ailleurs, il faut tenir compte du fait qu'il s'agit de l'un des seuls établissements de l'Etat ouverts aux handicapés dans la région parisienne. En conséquence, elle lui demande quelles mesures il envisage pour qu'à l'expiration de la convention d'échanges l'école de rééducation professionnelle de Saint-Maurice puisse poursuivre son activité.

Handicapés : allocations aux handicapés adultes.

25180. — 29 juin 1972. — M. Pierre Villon signale à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que les caisses d'allocations familiales refusent d'appliquer la loi 563/71 et le décret d'application 83/72 concernant l'allocation aux handicapés adultes, puisque les textes ne sont pas parus. Il lui demande à quel moment ces textes paraîtront.

Employés de maison (retraites complémentaires).

25183. — 29 juin 1972. — M. Berthelot attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur la situation difficile des « gens de maison » en retraite qui, pour certains, n'ont que 450 francs par trimestre pour vivre. Il lui demande s'il ne pense pas qu'il serait équitable de faire bénéficier cette catégorie de travailleurs de la retraite complémentaire lorsque leurs retraites n'atteignent pas le plafond imposable.

Administrations (T.V.A.).

25187. — 29 juin 1972. — M. Benoist attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les incidences de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966 qui a institué la taxe sur la valeur ajoutée, mettant les administrations dans de sérieuses difficultés puisqu'elle ampute les crédits de fonctionnement qui leur sont délégués — en moyenne de 20 p. 100, chaque année, cette taxe irrécupérable figurant sur toutes les factures. De ce fait, seulement 80 p. 100 des crédits délégués sont réellement utilisables pour faire face aux dépenses de plus en plus lourdes auxquelles les administrations sont soumises. D'ores et déjà, les crédits délégués pour une année civile déterminée suffisent à peine pour solder les dépenses de l'année antérieure. A titre indicatif, une administration importante de son département, au profit de laquelle une somme de 231.650 francs a été déléguée au titre des années civiles 1969-1970-1971, a relevé sur les factures des fournisseurs, une somme de 46.330 francs de T.V.A., somme inutilisable pour régler les factures en instance. Dans ces conditions, il demande à M. le

ministre de l'économie et des finances, si une majoration automatique de 23 p. 100 des crédits nuls à la disposition des administrations, ne pourrait pas être effectuée ou quelles autres mesures il envisage de prendre pour rétablir une situation qui va en s'aggravant d'année en année.

Enfance inadaptée (centres de formation des personnels éducatifs).

25189. — 29 juin 1972. — M. Philibert appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique sur la situation financière préoccupante des écoles et centres de formation des personnels éducatifs de l'enfance inadaptée. Au plan national, seuls 3 centres de formation sur 74 sont publics. Le fonctionnement des autres est entièrement assuré par le budget. Or, faute de crédits de fonctionnement suffisants, la plupart de ces centres ne pouvant plus supporter leur déficit croissant sont amenés à envisager l'arrêt de leurs activités à la fin de l'année scolaire 1971-1972. En conséquence, il lui demande si une rallonge budgétaire sera obtenue avant la fin de l'exercice 1972, et s'il ne conviendrait pas pour l'avenir, d'établir de manière rationnelle et définitive les modalités de financement de ces établissements.

Parc national de la Vanoise.

25192. — 29 juin 1972. — M. Mazeaud appelle l'attention de M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, sur le projet d'une route dont le tracé entamerait la zone centrale du parc national de la Vanoise, avec percement d'un tunnel sous le col de la Galice et lui rappelle qu'à l'occasion des divers décrets pris au moment de la création du parc, il avait été décidé qu'aucune route ne serait créée si elle n'était pas indispensable à la desserte du parc. Or, il paraît s'agir d'une route à grande circulation, reliant Val-d'Isère à l'Italie, pour la commodité des skieurs et qui gacherait irrémédiablement l'un des plus beaux sites du parc. Il lui demande s'il envisage de prendre toutes mesures utiles pour éviter que cette route ne soit construite.

*Pensions de retraite civiles et militaires
(veufs de femmes fonctionnaires).*

25194. — 29 juin 1972. — M. Poirier rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que les veufs de femmes fonctionnaires n'ont droit à aucune pension de réversion. Cette discrimination basée sur le seul critère du sexe ne correspond plus aux conceptions actuelles. Il lui demande si, dans le cadre de la politique de lutte contre les inégalités poursuivie par le Gouvernement, il entend inclure des dispositions favorables aux veufs de femmes fonctionnaires.

Retraites complémentaires (employés de maison).

25196. — 29 juin 1972. — M. Poirier attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur le régime de retraite complémentaire des gens de maison qui ne fonctionne toujours pas, bien qu'une convention soit signée depuis plus de deux ans. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que cette catégorie de salariés puisse bénéficier rapidement d'un régime de retraite comme il apparaît souhaitable à beaucoup d'égards.

Fruits et légumes (bon de remis).

25199. — 30 juin 1972. — M. Pierre Cornet rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que différents représentants professionnels de la production et de la distribution des fruits et légumes ont récemment participé aux travaux du comité interprofessionnel et d'un groupe de travail restreint comportant des représentants du ministère des finances et du ministère de l'agriculture, réunis pour préparer une décision concernant l'appli-

cation éventuelle du bon de remis au secteur des fruits et légumes. Ces réunions, dont la dernière s'est tenue au début du mois de mai, avaient conclu à la nécessité de prévoir, dans le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre financier, une modification du décret de 1966, relative au bon de remis. En fait les mesures ainsi prévues n'ont pas été incluses dans le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre financier. Il semblerait souhaitable que les travaux du groupe restreint soient poursuivis en attendant que le Parlement adopte sans doute au cours de la prochaine session les mesures suggérées. Seule, en effet, la mise au point des modalités d'application avec la profession et le commerce permettrait d'aborder, dans de bonnes conditions, la phase finale de mise en place du bon de remis. Il lui demande quelles sont ses intentions en ce qui concerne ce problème, et s'il envisage, par exemple début septembre, une reprise des travaux du groupe restreint précité.

Education spécialisée des directeurs des établissements recevant des enfants inadaptés.

25200. — 30 juin 1972. — M. Gissingner appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique sur les textes régissant les conditions de nomination des directeurs des établissements recevant des enfants inadaptés. L'arrêté du 7 juillet 1957 précise que le directeur doit posséder ou bien la qualification qui est requise par les textes en vigueur pour diriger un établissement donnant un enseignement qu'il est appelé à diriger ou bien la qualité de docteur en médecine. Il doit en outre apporter la preuve d'une part de sa connaissance particulière des déficiences dont les mineurs reçus à l'établissement sont atteints, et, d'autre part, de l'exercice pendant cinq ans au minimum d'une fonction éducative ou médicale dans un établissement ou service de mineurs inadaptés. Toutefois, cette dernière condition n'est pas exigée des personnels ayant exercé pendant deux ans au moins les fonctions de directeur d'une école publique comportant une ou plusieurs classes de perfectionnement. Par ailleurs, le décret n° 58-284 du 9 mars 1956 complétant le décret n° 46-1834 du 20 août 1946 modifié fixant les conditions d'autorisation des établissements privés de cure ou de prévention pour les soins aux assurés sociaux précise que le directeur doit être au moins âgé de vingt-cinq ans et titulaire du baccalauréat complet ou du brevet supérieur. Nul ne peut diriger un établissement sans avoir fait la preuve de sa compétence en pédagogie spécialisée soit par des diplômes assortis de certificats de stage, ou, s'il est médecin, par sa connaissance particulière des déficiences dont les enfants reçus à l'établissement sont atteints. Il devra en outre justifier d'une pratique de cinq années au minimum dans un établissement ou service d'enfants inadaptés. De la comparaison de ces deux textes, il ressort essentiellement qu'un directeur d'établissement spécialisé doit non seulement être en possession d'un diplôme d'éducateur spécialisé et avoir été en fonction auprès de l'enfance inadaptée au moins pendant cinq ans, mais qu'il doit être également titulaire du baccalauréat ou du brevet supérieur pour bénéficier de l'agrément de la sécurité sociale, alors que la possession du baccalauréat n'est plus exigée par le texte de l'arrêté du 7 juillet 1957. Il lui demande s'il peut envisager une harmonisation des deux textes précités. Il souhaiterait que cette harmonisation se fasse dans l'esprit de l'arrêté du 7 juillet 1957 afin que soient valorisés les efforts accomplis par les écoles d'éducateurs spécialisés. Les conséquences d'une harmonisation de la double situation actuelle apparaissent comme particulièrement souhaitables afin de tenir compte du fait que les candidats non titulaires du baccalauréat obtiennent le diplôme d'éducateur spécialisé après des examens sévères de pré-sélection, des stages et des études très spécialisés.

T. V. A. (sur les immobilisations affectées à la satisfaction collective des besoins du personnel).

25201. — 30 juin 1972. — M. Rickert expose à M. le ministre de l'économie et des finances que les entreprises peuvent opérer la déduction de la taxe à la valeur ajoutée ayant grevé les immobi-

lisations affectées sur les lieux même du travail à la satisfaction collective des besoins du personnel. Mais s'agissant d'une raffinerie de pétrole, les exigences de l'hygiène et de la sécurité ne permettent pas la réalisation des investissements et équipements destinés à la culture physique sur les lieux du travail. Dans ces conditions, il lui demande si la déduction peut tout de même être opérée dès lors que l'immobilisation (hall de sports) se trouve édifiée dans l'enceinte même d'une société immobilière à responsabilité limitée détenue à 99 p. 100 par ladite raffinerie, sur le terrain de la même commune, et alors même que le personnel de diverses entreprises environnantes utiliserait ladite immobilisation.

Médecins des hôpitaux publics : lettres-clés hospitalières.

25207. — 30 juin 1972. — M. Poudevigne rappelle à M. le ministre de la santé publique que les médecins des hôpitaux publics attendent depuis plus d'un an la parution des arrêtés concernant la revalorisation des lettres-clés hospitalières. Ils savent que cette publication est liée à la modification de certains textes réglementaires concernant les modalités de rémunération de deux catégories de praticiens. Cependant, il semble que les nouvelles valeurs des lettres-clés auraient pu être mises en application, sans plus attendre, pour toutes les autres catégories d'ayants droit. Un tel retard cause aux médecins hospitaliers un préjudice d'autant plus important qu'il ne sera pas possible de faire une application rétroactive des nouveaux chiffres, ainsi que cela a été prévu pour la revalorisation des émoluments hospitaliers. Il lui demande s'il peut donner l'assurance que les arrêtés en préparation seront publiés dans les meilleurs délais et que toutes mesures utiles seront prises pour compenser le préjudice causé aux médecins hospitaliers par la publication tardive de ces textes.

Carburant (incorporé à un véhicule neuf lors de sa vente)

25209. — 30 juin 1972. — M. Briane, se référant à la réponse donnée par M. le ministre de l'économie et des finances à la question écrite n° 22110 (*Journal officiel*, Débats A. N., du 19 mai 1972, p. 1700), d'après laquelle la T. V. A. ayant grevé l'achat des carburants n'ouvre pas droit à déduction, du fait que ces produits ne peuvent être considérés comme des matières premières, lui fait observer que, dans le commerce de l'automobile, les éléments du prix de revient ne sont pas non plus des matières premières, mais des articles déjà manufacturés : par exemple, des bougies ou des pneus. Le carburant nécessaire à la mise en service du véhicule neuf n'est pas moins indispensable que les autres organes ou articles utilisés pour la livraison d'un véhicule en état de marche. Il lui demande s'il n'estime pas que ces considérations devraient entraîner une révision de la position exprimée dans la réponse susvisée.

Handicapés (allocations de la loi du 13 juillet 1971).

25213. — 30 juin 1972. — M. Chazelon rappelle à M. le ministre de la santé publique (action sociale et réadaptation) qu'en vertu des articles 5 et 14 du décret n° 72-83 du 29 janvier 1972, des arrêtés ministériels doivent fixer le modèle des demandes, ainsi que la liste des pièces justificatives à fournir à l'organisme ou service d'allocations familiales compétent, par les personnes qui sollicitent le bénéfice, soit de l'allocation aux mineurs handicapés, soit de l'allocation aux handicapés adultes, instituées par la loi n° 71-563 du 13 juillet 1971. Ces arrêtés n'ayant pas encore été publiés, les caisses se trouvent dans l'impossibilité de recevoir les demandes des requérants. Cette situation risque d'empêcher certains bénéficiaires des allocations de déposer leur demande avant le 31 juillet 1972, date limite fixée par l'article 24 du décret du 29 janvier 1972 pour que l'entrée en jouissance des allocations ait lieu au premier jour du mois suivant la date à laquelle les conditions requises ont été remplies et, au plus tôt, le 1^{er} février 1972. Il lui demande s'il n'a pas l'intention de publier ces arrêtés dans les plus brefs délais.

Handicapé adulte (protection sociale).

25216. — 30 juin 1972. — M. Jacques Delong expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales le problème suivant : les parents d'un handicapé adulte ne disposant d'aucune ressource personnelle et placé dans un institut médico-professionnel sont-ils tenus de cotiser à l'assurance volontaire ou peuvent-ils au contraire bénéficier des dispositions de l'article 9 de la loi du 13 juillet 1971 concernant la prise en charge de cette cotisation par l'aide sociale.

Emploi (amélioration des statistiques).

25219. — 30 juin 1972. — M. Icart attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur les interprétations contradictoires qui sont données des statistiques sur l'emploi, interprétations qui lui paraissent s'expliquer par le caractère insuffisant et peu homogène de ces statistiques. Il lui demande s'il ne lui paraît pas nécessaire, conformément aux observations et conclusions de la commission de l'emploi du VI^e Plan, de faire accélérer les recherches sur ce problème, en particulier pour approfondir le contenu du concept de « population marginale active » (occupée ou disponible) ainsi que la signification du coefficient de redressement des demandes d'emploi non satisfaites (par rapport aux données que fournit le recensement de la population).

Emploi (Evry-Corbeil).

25226. — 1^{er} juillet 1972. — M. Boscher expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales l'émotion causée dans la région d'Evry-Corbeil par la décision prise par la direction d'une importante entreprise de décentraliser son usine de Corbeil à Vichy. Aucune raison technique ne justifie un tel transfert qui aboutira à priver 75 personnes de leur emploi. Ce transfert va de surcroît à l'encontre de la politique du Gouvernement qui cherche à fixer dans les villes nouvelles de la région des industries créatrices d'emploi pour les populations qui s'y installent. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour rappeler à la société en cause la nécessité de conformer son action aux intérêts généraux des populations et aux dispositions existant en matière d'urbanisme et de villes nouvelles.

Handicapés (application de la loi du 13 juillet 1971).

25228. — 1^{er} juillet 1972. — M. Pierre Lucas demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales dans quel délai il pense rendre applicable la loi du 13 juillet 1971 relative à diverses mesures en faveur des handicapés. En effet, le décret d'application n° 72-93 du 29 janvier 1972 prévoit des arrêtés ministériels fixant le modèle de la demande à rédiger par les intéressés, adultes, d'une part, mineurs, d'autre part, ainsi que la liste des pièces justificatives. Or, l'arrêté ainsi annoncé n'est pas paru à ce jour et il est à craindre que les éventuels bénéficiaires ne louchent pas l'allocation espérée avant de longs mois. Cette situation amène un nombre considérable de demandes de renseignements et inquiète les handicapés.

Equipement sanitaire et social (crédits en 1973 pour les handicapés).

25229. — 1^{er} juillet 1972. — M. Pierre Lucas demande à M. le ministre de la santé publique s'il est bien dans ses prévisions pour le budget 1973 d'insérer les crédits permettant la réalisation de l'équipement sanitaire et social prévu au VI^e Plan en faveur des déficients physiques moteurs et sensoriels. Il lui rappelle que la commission de l'action sociale du commissariat général au Plan avait chiffré à 302 millions de francs le coût global de l'action à entreprendre de 1971 à 1975 pour les déficients moteurs. Il s'agit en effet de créer 2.810 places en internal, 880 en external, et de renou-

veler 1.060 places en internat, 180 en externat. Le coût total était estimé par la commission de l'action sociale à 301.960.000 francs. Quant aux déficients sensoriels, créations et renouvellements s'évaluent à 3.710 places; coût global : 135.114.000 francs. Dans le budget 1972, il ne semble pas que les crédits aient correspondu à ce programme. C'est pourquoi il lui demande ce qu'il en sera pour le budget 1973.

Elections (vote par correspondance).

25231. — 1^{er} juillet 1972. — M. Tomasini rappelle à M. le ministre de l'Intérieur que l'article L. 81 du code électoral prévoit que peuvent voter par correspondance, qu'ils se trouvent ou non dans leur commune d'inscription le jour du scrutin : « ... les malades, femmes en couches, infirmes ou incurables qui, en raison de leur état de santé ou de leur condition physique, seront dans l'impossibilité de se déplacer le jour du scrutin. » L'annexe VI complétant les instructions relatives aux modalités d'exercice du droit de vote par correspondance (circulaire ministérielle n° 517 du 9 octobre 1963) prévoit que les électeurs appartenant à la catégorie précitée doivent produire un certificat médical justifiant de l'impossibilité où ils se trouvent de se déplacer. Il est précisé à ce sujet dans le même texte que, pour les personnes qui remplissent les conditions réglementaires, ce certificat médical peut être délivré au titre de l'aide médicale et même qu'en cas de besoin il peut être fait appel à la procédure d'admission d'urgence à l'aide médicale. Ces dispositions paraissent être de nature à faciliter le vote par correspondance des malades, des infirmes, des impotents. En fait, une consultation médicale permettant l'obtention du certificat exigé coûte en général 30 francs. Beaucoup de personnes âgées, infirmes, aux ressources modestes, qui ne remplissent toutefois pas les conditions nécessaires pour être admises à bénéficier de l'aide médicale, hésitent à faire cette dépense et renoncent à l'exercice de leur droit de vote. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable de mettre à l'étude d'autres dispositions permettant de remédier aux difficultés réelles et nombreuses qu'il vient de lui signaler.

I. R. P. P. (charges déductibles).

25237. — 1^{er} juillet 1972. — M. Lebon expose à M. le ministre de l'économie et des finances que dans ses réponses aux questions écrites n° 20931 et 23273 (*Journal officiel* des 11 mars et 8 juin 1972, Débats Assemblée nationale, p. 568 et 2318), il a réaffirmé que les frais supportés par un père de famille pour permettre à son enfant mineur de poursuivre ses études ne peuvent être admis en déduction de son revenu global dans les conditions prévues à l'article 156-II (2°) du code général des impôts, alors même que ceux engagés pour les enfants majeurs de plus ou moins de vingt-cinq ans peuvent l'être

(réponses du ministre n° 11209 à M. Félix Gallard, *Journal officiel* du 6 septembre 1961, Débats Assemblée nationale, p. 2200; à M. Buot, n° 574, et à M. Barberot, n° 1325, *Journal officiel* du 3 janvier 1970, Débats Assemblée nationale, p. 17 et 18). Une telle déduction ne pourrait être autorisée pour le motif que « les dépenses supportées par le contribuable dans le cadre de l'obligation naturelle d'entretien de son enfant mineur présentent un caractère différent de celui des pensions alimentaires visées aux articles 205 à 211 du code civil ». Or, il apparaît que les cours et tribunaux ont toujours considéré que l'obligation assumée par les parents pour permettre à leurs enfants la poursuite de leurs études n'est aucunement liée à leur majorité et certains jugements et arrêts précisent même que « la jurisprudence ne s'est jamais prononcée en faveur d'une limitation de cette obligation à la majorité ». C'est ainsi par exemple que les mères divorcées investies de la garde des enfants peuvent exiger la poursuite du versement de la pension alimentaire par le père après que les enfants ont atteint leur majorité (cour de cassation, 2^e section civile, 7 mars 1962). Rien ne permet dans ces conditions de faire deux poids et deux mesures pour la prise en considération de charges identiques. D'autre part, l'article 156-II (2°) précité permet de déduire du revenu global des pensions versées en vertu d'une décision de justice en cas de séparation ou de divorce, et par ailleurs, l'époux coupable bénéficie d'une demi-part supplémentaire lorsqu'il a un enfant majeur ou faisant l'objet d'une imposition séparée. De la sorte, les parents qui ont rompu le lien du mariage sont mieux traités que ceux qui sont restés unis. Il lui demande : 1° de préciser le motif pour lequel les dépenses supportées par le contribuable dans le cadre de l'obligation naturelle d'entretien de son enfant mineur présentent un caractère différent de celui des pensions alimentaires visées aux articles 205 à 211 du code civil; 2° s'il ne conviendrait pas, pour remédier aux anomalies constatées, d'harmoniser la doctrine administrative sur les possibilités d'option entre le bénéfice du système de quotient familial et la déduction des frais supportés pour l'entretien des enfants poursuivant leurs études, qu'ils soient majeurs ou mineurs, et cela quelle que soit la situation matrimoniale des contribuables.

Rectificatif

au *Journal officiel*, Débats Assemblée nationale, du 2 septembre 1972.

QUESTIONS ÉCRITES

Page 3586, 1^{re} colonne, 2^e ligne de la question n° 25857 de M. Phillibert, au lieu de : « ... attire l'attention de M. le Premier ministre (Jeunesse, sports et loisirs)... », lire : « ... attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale... ».